

JOURNAL OFFICIEL

DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

NOUMÉA - IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE - 18 AVENUE PAUL DOUMER

PARAIT LES MARDI ET JEUDI DE CHAQUE SEMAINE

LE NUMERO : 120 FRANCS

NUMERO SPECIAL

SOMMAIRE

NOUVELLE-CALEDONIE

Congrès

Délibérations

Délibération n° 208 du 13 août 2012 portant affectation du résultat de l'exercice 2011 sur l'exercice 2012 (p. 6242).

Délibération n° 209 du 13 août 2012 relative au budget supplémentaire 2012 de la Nouvelle-Calédonie - budget principal - (p. 6242).

Délibération n° 210 du 13 août 2012 relative au budget annexe de reversement supplémentaire 2012 de la Nouvelle-Calédonie (p. 6309).

Délibération n° 211 du 13 août 2012 portant admission en non-valeur de créances fiscales du budget de la Nouvelle-Calédonie (p. 6318).

Délibération n° 212 du 13 août 2012 portant remises gracieuses (p. 6329).

Délibération n° 213 du 14 août 2012 habilitant le président du gouvernement à signer les avenants n° 2 et n° 5 aux contrats de développement Etat/Nouvelle-Calédonie et Etat/Intercollectivités (p. 6331).

Délibération n° 214 du 14 août 2012 relative à l'indemnisation des membres de jury d'examen dans le cadre de la formation professionnelle continue et portant modification de la délibération modifiée n° 39/CP du 29 novembre 2006 relative aux certifications délivrées par la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la formation professionnelle (p. 6340).

Délibération n° 215 du 14 août 2012 portant modification de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 relative aux bourses territoriales de formation professionnelle continue (p. 6340).

Délibération n° 216 du 14 août 2012 portant modification de la délibération modifiée n° 60/CP du 6 octobre 2011 relative à la promotion et au développement du sport d'excellence en Nouvelle-Calédonie et du code du travail de Nouvelle-Calédonie (p. 6342).

Délibération n° 217 du 14 août 2012 relative aux conditions d'autorisation, d'importation, de détention, de mise sur le marché et d'utilisation des substances et produits phytosanitaires à usage agricole (p. 6343).

Délibération n° 218 du 14 août 2012 portant modification de la délibération n° 113/CP du 18 octobre 1996 relative aux teneurs maximales en résidus de pesticides admissibles sur ou dans certains produits d'origine végétale (p. 6358).

NOUVELLE-CALÉDONIE

CONGRÈS

DÉLIBÉRATIONS

Délibération n° 208 du 13 août 2012 portant affectation du résultat de l'exercice 2011 sur l'exercice 2012

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 153 du 30 novembre 2011 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 204 du 7 août 2012 arrêtant les comptes 2011 de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2012-1731/GNC du 24 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 29 du 24 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 71 du 2 août 2012 - première partie - de la commission des finances et du budget,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Le résultat cumulé 2011 à reprendre au budget supplémentaire 2012 s'établit à 28 845 169 975 F CFP (vingt-huit milliards huit cent quarante-cinq millions cent soixante-neuf mille neuf cent soixante-quinze francs CFP) en section de fonctionnement.

Article 2 : La somme de 24 114 734 313 F CFP (vingt-quatre milliards cent quatorze millions sept cent trente-quatre mille trois cent treize francs CFP) est affectée au résultat reporté (ligne 002) du budget principal de la Nouvelle-Calédonie et se répartit comme suit :

- 7 634 318 212 F CFP pour les dotations aux collectivités de Nouvelle-Calédonie, dont 1 960 021 725 F CFP au titre des dépenses du FIP équipement des communes reportées sur l'exercice 2012 ;
- 16 480 416 101 F CFP pour le budget propre de la Nouvelle-Calédonie.

Article 3 : La somme de 4 730 435 662 F CFP (quatre milliards sept cent trente millions quatre cent trente-cinq mille six cent soixante-deux francs CFP) est affectée au résultat reporté (ligne 002) du budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie et se répartit comme suit :

- 13 441 015 F CFP pour le fonds de développement de l'élevage des bovins ;
- 6 275 443 F CFP pour le fonds de développement de l'élevage des ovins, caprins et cervidés ;
- 257 652 898 F CFP pour le fonds de maîtrise de l'énergie ;

- 1 354 735 755 F CFP pour le fonds d'électrification rurale ;
- 103 771 329 F CFP pour le fonds de péréquation du gazole ;
- 564 811 075 F CFP pour le fonds de soutien aux actions de lutte contre la pollution ;
- 1 033 895 572 F CFP au titre des centimes additionnels ;
- 1 395 852 575 F CFP au titre des taxes affectées.

Article 4 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 13 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,
ROCH WAMYTAN*

Délibération n° 209 du 13 août 2012 relative au budget supplémentaire 2012 de la Nouvelle-Calédonie - budget principal -

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire ;

Vu le code des impôts ;

Vu le code des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le tarif des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 153 du 30 novembre 2011 relative au débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 178 des 28 et 29 décembre 2011 relative au budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 179 des 28 et 29 décembre 2011 relative au budget principal de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 208 du 13 août 2012 portant affectation du résultat de l'exercice 2011 sur l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1733/GNC du 24 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 30 du 24 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 71 du 2 août 2012 - deuxième partie - de la commission des finances et du budget,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Le budget supplémentaire est arrêté par chapitre en recettes et dépenses à la somme de quarante et un milliards deux cent quatre-vingt-dix-huit millions quatre cent vingt-huit mille sept cent six francs (41 298 428 706 XPF),

en mouvements budgétaires répartis en :

- treize milliards trois cent six millions huit cent seize mille huit cent quatre vingt un francs (13 306 816 881 XPF) en section d'investissement,

et

- vingt-sept milliards neuf cent quatre-vingt-onze millions six cent onze mille huit cent vingt cinq francs (27 991 611 825 XPF) en section de fonctionnement,

conformément aux tableaux budgétaires joints en annexe au rapport de présentation du budget supplémentaire.

Le montant du prélèvement sur excédents de fonctionnement destiné au financement de la section d'investissement compris dans les totaux précités s'élève à :

- huit milliards cent dix-sept millions cent quatre-vingt-treize mille huit cent cinquante cinq francs (8 117 193 855 XPF).

Article 2 : Le budget de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2012 est arrêté par chapitre en recettes et dépenses à la somme de cent quatre-vingt-dix milliards huit cent soixante-dix-huit millions cent soixante-quatre mille deux cent quarante-deux francs (190 878 164 242 XPF).

en mouvements budgétaires répartis en :

- vingt neuf milliards deux cent quinze millions cent dix neuf mille quatre cent soixante seize francs (29 215 119 476 XPF) en section d'investissement,

et

- cent soixante et un milliards six cent soixante-trois millions quarante-quatre mille sept cent soixante-six francs (161 663 044 766 XPF) en section de fonctionnement,

conformément aux tableaux budgétaires joints en annexe au rapport de présentation du budget supplémentaire.

Le montant du prélèvement sur excédents de fonctionnement destiné au financement de la section d'investissement compris dans les totaux précités s'élève à neuf milliards cinq cent trente-quatre millions trois cent seize mille neuf cent quarante francs (9 534 316 940 XPF).

Article 3 : Les quotes-parts définitives versées aux fonds intercommunaux de péréquation au titre de l'année 2011, conformément à l'article 49 de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, sont arrêtées comme suit :

- Fonds intercommunal de péréquation pour le fonctionnement des communes : dix-huit milliards huit cent cinquante-trois millions six cent quatre-vingt-huit mille vingt-quatre francs (18 853 688 024 XPF) ;

- Fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement des communes : huit cent quatre-vingt-trois millions sept cent soixante-six mille six cent vingt-six francs (883 766 626 XPF).

Les quotes-parts définitives versées aux provinces au titre de l'année 2011, conformément à l'article 181 de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, sont arrêtées comme suit :

- Dotation de fonctionnement : soixante-trois milliards quarante-deux millions dix-neuf mille trois cent trente-deux francs (63 042 019 332 XPF) ;

- Dotation d'équipement : quatre milliards sept cent treize millions quatre cent vingt-deux mille six francs (4 713 422 006 XPF).

Article 4 : Les effectifs pour l'exercice 2012 sont modifiés conformément aux tableaux annexés au rapport de présentation du budget supplémentaire.

Article 5 : Les ordonnateurs du budget de la Nouvelle-Calédonie et du congrès sont habilités chacun en ce qui le concerne à lancer les opérations, à passer les marchés et avenants d'études, de travaux et de fournitures, à signer toutes conventions ainsi que tous contrats et avenants, actes, pièces et documents dans la limite des inscriptions budgétaires.

Article 6 : Les ordonnateurs du budget de la Nouvelle-Calédonie et du congrès sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, à lancer les opérations, à passer les marchés et à signer toutes pièces et documents relatifs aux investissements pluriannuels, conformément au tableau annexé à la présente délibération qui reprend les augmentations et les créations d'autorisations de programmes correspondantes (annexe 3 au rapport de présentation du budget supplémentaire).

Article 7 : L'ordonnateur du budget de la Nouvelle-Calédonie est habilité à procéder aux mandatements des subventions réparties par le congrès et le gouvernement.

Article 8 : Le gouvernement est habilité à répartir et attribuer les participations et les subventions diverses non affectées conformément aux critères et conditions d'octroi des aides financières définis par la délibération modifiée du congrès n° 112 du 16 décembre 2010.

Article 9 : Le gouvernement est habilité à approuver les transactions qui ont pour objet l'indemnisation d'un préjudice causé par la Nouvelle-Calédonie.

Article 10 : Les manifestations ou missions organisées par le congrès de la Nouvelle-Calédonie ou auxquelles il participe visées au deuxième alinéa de l'article 16 de la délibération n° 179 des 28 et 29 décembre 2011 comprennent également les échanges institutionnels avec les assemblées délibérantes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Article 11 : Une avance à court terme complémentaire d'un montant de trois cent millions de francs (300 000 000 XPF) est accordée pour l'exercice 2012 à la société Enercal.

Article 12 : Le président du gouvernement est habilité à lancer un appel à projets, après validation du cahier des charges par le congrès, pour l'acquisition et la construction de locaux pour les services administratifs de la Nouvelle-Calédonie qui, aujourd'hui, sont hébergés dans des bâtiments loués, pour une surface de l'ordre de 6 000 m² et à signer les actes correspondants.

Article 13 : Le président du congrès est autorisé, après validation de l'avant-projet détaillé par le congrès ou sa commission permanente, à signer tous actes relatifs à l'acquisition et l'emménagement de locaux et parkings dans le cadre de l'opération d'extension des locaux du congrès, d'une superficie de l'ordre de 3 500 m², dans la limite de deux milliards de francs (2 000 000 000 XPF).

Article 14 : L'ordonnateur du budget de la Nouvelle-Calédonie est autorisé, à la clôture de l'exercice, à transférer le reliquat de crédits disponibles sur les articles 6721 "restitutions sur taxes - contributions directes", 6722 "restitutions sur taxes - droits et taxes à l'importation", 6723 "restitutions sur taxes - droits d'enregistrement et de timbre", 6724 "restitutions sur taxes - impôts et taxes liés aux activités de service", 65411 "créances admises en non-valeur" et 65421 "créances admises en non-valeur" pour abonder, en tant que de besoin, l'article 6865 "dotations aux provisions pour risques et charges financiers".

Article 15 : Le gouvernement est habilité à répartir et attribuer les autres charges exceptionnelles ainsi que les participations et les subventions diverses non affectées dans la limite des crédits votés par chapitre sur les subdivisions des comptes suivants :

- 204 - Subventions d'équipements versées
- 656 - Participations
- 657 - Subventions
- 674 - Subventions exceptionnelles (sauf 67481-Remises gracieuses sur dettes fiscales).

Article 16 : Des provisions sont constituées pour un montant d'un milliard quatre cent un millions quatre cent douze mille trois cent cinquante-quatre francs (1 401 412 354 XPF) réparties comme suit :

- provision pour la construction de locaux administratifs : un milliard deux cent cinquante millions trois cent vingt mille francs (1 250 320 000 XPF),

- provision pour le fonds "Génération futures" : cent-trente millions trente-sept mille cinq cents francs (130 037 500 XPF),

- provision pour la redevance Sydonia : vingt et un millions cinquante-quatre mille huit cent cinquante-quatre francs (21 054 854 XPF).

Article 17 : La Nouvelle-Calédonie peut attribuer une aide individuelle aux personnels ayant réussi, par voie de concours nationaux, par voie de promotion interne ou par voie de détachement, à accéder aux fonctions de personnel de direction ou de personnel d'inspection de l'éducation nationale. Cette aide individuelle est réservée aux personnels appartenant à la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie ou aux fonctionnaires de l'Etat s'étant vu reconnaître le centre de leurs intérêts matériels et moraux en Nouvelle-Calédonie. L'aide est accordée à titre individuel pour la période d'affectation et de formation en métropole. Les personnels qui la sollicitent s'engagent à servir en Nouvelle-Calédonie, à l'issue de la période d'affectation et de formation, pour une période minimale de cinq ans sous réserve de l'affectation sur un poste vacant.

Le montant de l'aide est calculé de la manière suivante :

- 50 % du traitement indiciaire brut mensuel non indexé, à la date de leur affectation en métropole, pour chaque mois de formation effectué. Tout mois entamé est dû.

- un forfait d'installation de 250 000 F, versé au début de la période d'affectation en métropole.

Le gouvernement est habilité à arrêter la liste des personnes bénéficiaires de cette aide.

Article 18 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 13 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,
ROCH WAMYTAN*

Annexe 1 Liste des programmes et opérations d'investissement

Code Mission	Libellé code mission	Programme	Lib long Programme	Action	Lib long Opération	RP 2012	Mesures nouvelles	BS 2012	Budget 2012		
M01	Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics	P0101	Financements réglementaires	A0101-00	Recettes de l'assiette de répartition	0	0	0	0		
				A0101-05	Fonds de concours	0	0	0	0		
			Total Financements réglementaires		0	0	0	0			
		P0102	Soutien exceptionnel aux collectivités locales	A0102-01	Financement exceptionnel de projets	280 181 906	192 000 000	472 181 906	482 181 906		
			Total Soutien exceptionnel aux collectivités locales		280 181 906	192 000 000	472 181 906	482 181 906			
Total Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics						280 181 906	192 000 000	472 181 906	482 181 906		
M02	Pouvoirs publics et institutions	P0201	Congrès	A0201-01	Parc immobilier	83 397 983	0	83 397 983	198 947 983		
				A0201-02	Parc équipement	21 991 350	0	21 991 350	62 991 350		
			Total Congrès		105 389 333	0	105 389 333	261 939 333			
		P0202	Gouvernement	A0202-02	Subventions	1 000 000	0	1 000 000	1 000 000		
				A0202-03	Soutien et pilotage du Gouvernement	2 832 165	3 407 655	6 239 820	7 739 820		
				A0202-04	Communication	0	0	0	0		
			Total Gouvernement		3 832 165	3 407 655	7 239 820	8 739 820			
		P0203	Sénat coutumier	A0203-02	Manifestations coutumières et missions	0	0	0	0		
				A0203-03	Soutien et pilotage du Sénat coutumier	0	0	0	0		
			Total Sénat coutumier		0	0	0	0			
		P0204	Conseils et autorités coutumières	A0204-01	Ajjié Aro	0	0	0	0		
				A0204-02	Drehu	0	0	0	0		
				A0204-03	Drubea-Kapumë	0	0	0	0		
				A0204-04	Hoot Ma Whaap	0	0	0	0		
				A0204-05	Iaai	0	0	0	0		
				A0204-06	Nengone	0	0	0	0		
				A0204-07	Paici-Cèmuhi	0	0	0	0		
				A0204-08	Xârâcùù	0	260 000	260 000	260 000		
				Total Conseils et autorités coutumières		0	260 000	260 000	260 000		
		P0205	Conseil économique et social	A0205-01	Conseil Economique et Social	0	0	0	0		
				Total Conseil économique et social		0	0	0	0		
		Total Pouvoirs publics et institutions						109 221 498	3 667 655	112 889 153	270 939 153
		M03	Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens	P0301	Coordination administrative, transferts de compétences	A0301-02	Elaborer, maintenir et évaluer le système qualité	9 713 160	0	9 713 160	9 713 160
						A0301-03	Antenne de Koné	214 578 867	0	214 578 867	264 578 867
						A0301-04	Préparer et organiser les transferts de compétences	0	0	0	0
A0301-06	Soutien et pilotage					0	0	0	0		
Total Coordination administrative, transferts de compétences						224 292 027	0	224 292 027	274 292 027		
P0302	Relations extérieures			A0302-01	Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	0	50 000	50 000	50 000		
				Total Relations extérieures		0	50 000	50 000	50 000		
P0303	Aménagement et prospective			A0303-01	Proposer et conduire la politique d'aménagement du territoire	0	0	0	10 000 000		
				Total Aménagement et prospective		0	0	0	10 000 000		
P0304	Affaires juridiques			A0304-05	Accessibilité du droit applicable	7 000 000	0	7 000 000	7 000 000		
				A0304-09	Soutien aux actions juridiques	0	0	0	0		
				Total Affaires juridiques		7 000 000	0	7 000 000	7 000 000		
P0305	Fonction publique			A0305-01	Rénover la fonction publique	0	0	0	0		
				Total Fonction publique		0	0	0	0		
P0306	Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie			A0306-01	Gérer les ressources humaines	0	0	0	0		
				A0306-03	Maîtriser, contrôler et piloter les coûts de fonctionnement	0	0	0	0		
				Total Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie		0	0	0	0		
P0307	Moyens généraux et gestion patrimoniale			A0307-01	Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage des constructions de bâtiment de la NC et de ses partenaires	199 563 739	15 000 000	214 563 739	344 563 739		
				A0307-03	Grosse réparations (structure, sécurité...)et amélioration des bâtiments publics pour en accroître la valeur	107 879 502	45 000 000	152 879 502	372 879 502		
				A0307-04	Entretien du parc de véhicule et remise en état des véhicules accidentés	0	0	0	0		
				A0307-05	Traitement automatisés des éditions (volumes en forte augmentation)	7 500 000	0	7 500 000	13 500 000		
				A0307-06	Fourniture des matériels et logiciels informatiques	29 851 258	-1 637 440	28 213 818	112 318 818		
				A0307-08	Matériels	43 353 464	7 000 000	50 353 464	82 105 887		
				A0307-09	Mobiliers	22 460 929	16 700 000	39 160 929	74 160 929		
				A0307-10	Véhicules	9 548 950	80 250 000	89 798 950	234 798 950		

Annexe 1 Liste des programmes et opérations d'investissement

Code Mission	Libellé code mission	Programme	Lib long Programme	Action	Lib long Opération	RP 2012	Mesures nouvelles	BS 2012	Budget 2012	
		P0308		A0307-11	Imprimerie administrative	0	0	0	0	
			Total Moyens généraux et gestion patrimoniale				420 157 842	162 312 560	582 470 402	1 234 327 825
			Technologies et systèmes d'information	A0308-02	Pilotage du système d'information de la NC	0	0	0	800 000	
				A0308-03	Modernisation du service public (outils et services de nature informatique, d'édition et de géomatique/téledétection)	9 955 847	0	9 955 847	23 955 847	
				A0308-04	Architecture logiciel / pilotage et réalisation des outils informatiques	64 632 283	11 221 590	75 853 873	120 352 623	
				A0308-05	Coordination de la collecte de l'exploitation et de la diffusion des données géographiques	27 798 393	0	27 798 393	30 798 393	
				A0308-06	Conception et maintenance de l'infrastructure technique des données spatiales	0	0	0	14 000 000	
				A0308-07	Exploitation du SI (performance, fiabilité et disponibilité)	28 116 013	17 000 000	45 116 013	121 716 013	
				A0308-10	Rationalisation des coûts de fonctionnement informatiques de la NC	26 283 341	0	26 283 341	26 283 341	
				Total Technologies et systèmes d'information				156 785 877	28 221 590	185 007 467
			Total Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens				808 235 746	190 584 150	998 819 896	1 863 576 069
M04	Economie verte, aménagement urbanisme, environnement et prévention des risques	P0401	Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	A0401-01	Contribution à la prévention et à la lutte contre les incendies	0	650 000	650 000	5 600 000	
				A0401-03	Contribution à la préservation de la biodiversité des écosystèmes remarquables	0	0	0	0	
				A0401-04	Systèmes de localisation géographique de précision	1 236 471	1 000 000	2 236 471	115 736 471	
				A0401-05	Production d'une cartographie terrestre de référence	36 003 478	20 000 000	56 003 478	86 003 478	
				A0401-08	Production de la donnée cadastrale	21 415 980	-6 000 000	15 415 980	18 415 980	
				A0401-09	Instruction des demandes d'études et préparation des documents fonciers nécessaires à la rédaction des actes	0	0	0	0	
				A0401-10	Règlementation et sécurité des bâtiments	0	0	0	0	
				A0401-11	Economie verte	0	-40 000 000	-40 000 000	0	
				Total Economie verte, gestion domaniale et urbanisme				58 655 929	-24 350 000	34 305 929
		P0402	Météorologie	A0402-01	Opération du réseau de mesure (installation, maintenance, télécom)	138 146 350	0	138 146 350	146 146 350	
				A0402-03	Développement de nouveaux services	5 100 000	100 000	5 200 000	5 200 000	
				A0402-06	Installations et maintenance des équipements de mesure sur aérodrome	17 976 368	0	17 976 368	17 976 368	
				A0402-08	Direction, Finance, Secrétariat, RH, Eco-responsabilité	0	0	0	0	
				A0402-09	Développement, maintenance et opération des systèmes d'information	0	0	0	0	
				Total Météorologie				161 222 718	100 000	161 322 718
		P0403	Gestion de l'eau	A0403-01	Protection et disponibilité de la ressource en eau etgestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie	104 612 708	1 000 000	105 612 708	108 512 708	
				A0403-02	Connaissance et suivi de la ressource en eau	844 524	1 000 000	1 844 524	10 844 524	
				Total Gestion de l'eau				105 457 232	2 000 000	107 457 232
		P0404	Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	A0404-01	Salubrité des denrées alimentaires animales et végétales livréesà la consommation humaine en NC	85 680 000	0	85 680 000	85 680 000	
				A0404-03	Conservation du statut zoo et phytosanitaire de la Nouvelle-Calédonie	660 786 028	0	660 786 028	1 265 413 756	
				A0404-07	Réalisation d'analyses	0	150 000	150 000	22 745 000	
				Total Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité				746 466 028	150 000	746 616 028
		P0406	Energie	A0406-13	Application et mise à jour des structures tarifaires des carburants, du gazet de l'électricité et contrôle de leur bonne application	1 218 000	0	1 218 000	1 218 000	
					Total Energie				1 218 000	0
		Total Economie verte, aménagement urbanisme, environnement et prévention des risques				1 073 019 907-22 100 0001 050 919 9071 889 492 635				
M05	Coordination et développement des transports	P0501	Contrôle et exploitation aériens	A0501-01	Certifications et sécurité	15 000 000	-6 000 000	9 000 000	49 000 000	
				A0501-03	Soutien et pilotage	18 000 000	0	18 000 000	18 000 000	
				A0501-04	Exploitation opérationnelle et technique	58 763 600	1 550 000	60 313 600	89 313 600	
				Total Contrôle et exploitation aériens				91 763 600	-4 450 000	87 313 600
		P0502	Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	A0502-03	Développer l'aéroport de Koné	75 351 500	25 000 000	100 351 500	350 351 500	
				A0502-04	Adapter les infrastructures à l'évolution du trafic	66 998 271	400 000 000	466 998 271	998 998 271	

Annexe 1 Liste des programmes et opérations d'investissement

Code Mission	Libellé code mission	Programme	Lib long Programme	Action	Lib long Opération	RP 2012	Mesures nouvelles	BS 2012	Budget 2012
		P0503	Total Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	A0502-05	Gestion des aéroports territoriaux	288 892 258	21 900 000	310 792 258	422 192 258
						431 242 029	446 900 000	878 142 029	1 771 542 029
				A0503-01	Politique de sécurité routière (sensibilisation, responsabilisation, réglementation et communication)	54 487 269	16 800 000	71 287 269	71 287 269
				A0503-02	Délivrance des permis de conduire	15 000 000	0	15 000 000	35 000 000
				A0503-05	Aptitudes des conducteurs	39 984 705	0	39 984 705	75 984 705
				A0503-06	Sécurité des véhicules	135 937 500	0	135 937 500	139 437 500
				A0503-08	Aménagement et entretien des routes	140 816 547	325 000 000	465 816 547	2 665 816 547
				A0503-09	Soutien et pilotage	0	0	0	500 000
						386 226 021	341 800 000	728 026 021	2 988 026 021
M06	Santé	P0601	Offre et qualité de soins	A0601-05	Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	241 870 926	17 000 000	258 870 926	269 318 778
				A0601-07	Régulation et organisation de l'offre de soins	0	0	0	0
				A0601-09	Soutien et pilotage: fonctionnement global DASS (hors PJEJ)	0	4 856 000	4 856 000	4 856 000
						241 870 926	21 856 000	263 726 926	274 174 778
		P0602	Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	A0602-02	Surveillance et urgence sanitaires	60 000	0	60 000	60 000
				A0602-03	Lutte contre les pathologies à forte morbidité	0	0	0	0
						60 000	0	60 000	60 000
		P0603	Santé environnementale	A0603-01	Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et réglementer pour garantir sa qualité	37 214 805	0	37 214 805	37 214 805
				A0603-06	Amiante	0	-7 000 000	-7 000 000	50 000 000
						37 214 805	-7 000 000	30 214 805	87 214 805
		P0604	Médipôle et hôpital de Koné	A0604-03	Financement et suivi du Médipôle de Koutio	3 754 355 250	150 000 000	3 904 355 250	11 053 483 932
				A0604-04	Financement et suivi de l'hôpital de Koné	248 000 000	0	248 000 000	248 000 000
						4 002 355 250	150 000 000	4 152 355 250	11 301 483 932
						4 281 500 981	164 856 000	4 446 356 981	11 662 933 515
M07	Solidarités	P0701	Handicap et dépendance	A0701-02	Structurer le secteur médico-social	70 000 000	0	70 000 000	235 000 000
				A0701-03	Coordonner la mise en œuvre du dispositif de prise en charge du handicap et de la dépendance	0	537 500	537 500	537 500
						70 000 000	537 500	70 537 500	235 537 500
		P0703	Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	A0703-01	Diversifier les propositions éducatives	59 444 942	630 000	60 074 942	114 574 942
				A0703-04	Soutien et pilotage: fonctionnement PJEJ	60 147 239	15 000 000	75 147 239	75 147 239
						119 592 181	15 630 000	135 222 181	189 722 181
						189 592 181	16 167 500	205 759 681	425 259 681
M08	Jeunesse et sports	P0802	Sports	A0802-04	Suivi médical et para médical	500 000	0	500 000	650 000
				A0802-05	Prévention et lutte contre le dopage	0	0	0	0
				A0802-06	Entretien et grosses réparations des installations sportives pour en maintenir la valeur	3 651 680	0	3 651 680	3 651 680
				A0802-07	Soutien aux infrastructures sportives	185 407 109	146 000 000	331 407 109	388 407 109
				A0802-09	Soutien et pilotage	0	0	0	0
						189 558 789	146 000 000	335 558 789	392 708 789
		P0803	Jeux du Pacifique 2011	A0803-02	Financement des infrastructures et contrôle de réalisation (y compris patrimoine propre)	1 272 799 233	0	1 272 799 233	1 327 963 717
						1 272 799 233	0	1 272 799 233	1 327 963 717
M09	Culture, condition féminine et citoyenneté	P0901	Patrimoine, art et culture	A0901-01	Gestion de l'offre de fonds documentaires communicables	0	0	0	15 500 000
				A0901-05	Enrichir, inventorier, et conserver les collections du musée de Nouvelle-Calédonie	9 389 081	14 500 000	23 889 081	82 889 081
				A0901-11	Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	110 469 038	3 925 000	114 394 038	150 769 038
				A0901-12	Soutien et pilotage	57 235 981	1 300 000	58 535 981	58 535 981
						177 094 100	19 725 000	196 819 100	307 694 100
		P0902	Condition féminine et citoyenneté	A0902-04	Accompagner et participer à la mise en œuvre des actions	25 000 000	0	25 000 000	25 000 000
						25 000 000	0	25 000 000	25 000 000

Annexe 1 Liste des programmes et opérations d'investissement

Code Mission	Libellé code mission	Programme	Lib long Programme	Action	Lib long Opération	RP 2012	Mesures nouvelles	BS 2012	Budget 2012
	Total Culture, condition féminine et citoyeneté					202 094 100	19 725 000	221 819 100	332 694 100
M10	Affaires coutumières	P1001	Patrimoine et terres coutumières	A1001-01	Mise en valeur des terres coutumières	0	758 980	758 980	44 758 980
			Total Patrimoine et terres coutumières			0	758 980	758 980	44 758 980
		P1002	Actes coutumiers	A1002-02	Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des investissements des institutions coutumières	161 886 106	0	161 886 106	168 286 106
				A1002-04	Gérer les actes coutumiers (Etat civil et foncier)	0	18 000 000	18 000 000	18 000 000
				A1002-05	Soutien et pilotage	8 000 000	1 000 000	9 000 000	16 000 000
			Total Actes coutumiers			169 886 106	19 000 000	188 886 106	202 286 106
			Total Affaires coutumières			169 886 106	19 758 980	189 645 086	247 045 086
M11	Enseignement	P1101	Enseignement du premier degré	A1101-01	Soutien aux actions éducatives pour la réussite scolaire	0	0	0	0
				A1101-04	Soutien et pilotage	0	0	0	0
			Total Enseignement du premier degré			0	0	0	0
		P1103	Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	A1103-01	Soutien à l'enseignement supérieur	0	0	0	0
						0	0	0	0
		P1104	Enseignement technique agricole	A1104-01	Enseignement public	0	10 100 245	10 100 245	15 100 245
				A1104-02	Enseignement privé temps plein	0	3 029 373	3 029 373	4 029 373
			Total Enseignement technique agricole			0	13 129 618	13 129 618	19 129 618
		P1106	Enseignement second degré public	A1106-02	Enseignement général et technique en lycée	0	0	0	58 175 895
				A1106-03	Enseignement professionnel sous statut scolaire	0	0	0	23 370 238
				A1106-04	Enseignement post-bac en lycée	0	0	0	3 579 952
				A1106-07	Vie de l'élève	0	0	0	20 644 391
				A1106-08	Soutien et pilotage	0	95 413 938	95 413 938	880 494 008
			Total Enseignement second degré public			0	95 413 938	95 413 938	986 264 484
			Total Enseignement			0	108 543 556	108 543 556	1 005 394 102
M12	Formation professionnelle	P1203	Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	A1203-01	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	764 727 357	338 717 407	1 103 444 764	1 721 970 644
				A1203-03	Animer et Piloter le dispositif de formation et de certification	0	200 000	200 000	200 000
				A1203-04	Soutien des établissements publics	18 505 881	20 000 000	38 505 881	42 505 881
			Total Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue			783 233 238	358 917 407	1 142 150 645	1 764 676 525
			Total Formation professionnelle			783 233 238	358 917 407	1 142 150 645	1 764 676 525
M13	Economie et emploi	P1301	Travail et emploi	A1301-01	Elaborer, moderniser et rendre accessible le droit du travail	0	500 000	500 000	2 500 000
				A1301-03	Animer, mesurer et piloter la politique publique du travail et de l'emploi	18 218 900	0	18 218 900	18 718 900
				A1301-08	Contribuer à la protection et à l'accès à l'emploi	45 000 000	0	45 000 000	45 000 000
			Total Travail et emploi			63 218 900	500 000	63 718 900	66 218 900
		P1302	Marché intérieur	A1302-08	Soutien et pilotage	18 696 263	0	18 696 263	18 696 263
			Total Marché intérieur			18 696 263	0	18 696 263	18 696 263
		P1303	Etudes économiques et sociales	A1303-01	Soutien financier à l'ISEE	7 500 000	0	7 500 000	7 500 000
						7 500 000	0	7 500 000	7 500 000
		P1304	Soutien au secteur agricole	A1304-02	Gestion des aides au secteur agricole	0	17 000 000	17 000 000	18 500 000
						0	17 000 000	17 000 000	18 500 000
		P1305	Pêche	A1305-02	Encadrement de l'exploitation des ressources de la Zone Economique Exclusive	0	0	0	7 020 000
				A1305-05	Soutien et pilotage	16 998 950	0	16 998 950	21 498 950
			Total Pêche			16 998 950	0	16 998 950	28 518 950
		P1306	Mines et carrières	A1306-01	Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la NC	0	0	0	1 550 000
				A1306-09	Collecte et suivi des données statistiques en matière de production, d'échanges, de moyens engagés et d'emplois par le secteur mine, carrière et métallurgie	13 112 000	2 000 000	15 112 000	15 112 000
				A1306-12	Prestations du laboratoire	0	405 000	405 000	6 505 000
				A1306-18	Améliorer l'efficacité des fonctions supports, de direction et organiser le système de qualité	0	150 000	150 000	150 000
			Total Mines et carrières			13 112 000	2 555 000	15 667 000	23 317 000
		P1307	Economie numérique et communication	A1307-01	Economie numérique	154 060 000	0	154 060 000	404 060 000
				A1307-02	Soutien à la production et à la diffusion audiovisuelle	0	0	0	50 000 000
			Total Economie numérique et communication			154 060 000	0	154 060 000	454 060 000
			Total Economie et emploi			273 586 113	20 055 000	293 641 113	616 811 113

Annexe 1 Liste des programmes et opérations d'investissement

Code Mission	Libellé code mission	Programme	Lib long Programme	Action	Lib long Opération	RP 2012	Mesures nouvelles	BS 2012	Budget 2012		
M14	Gestion des finances publiques	P1401	Stratégie et gestion fiscales	A1401-11	Accueil des usagers	0	0	0	0		
				A1401-15	Gestion patrimoniale : instruction des demandes de cessions, d'échanges,d'achats, de locations et d'autorisations d'occupation du domaine public & privé	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000		
				A1401-16	Gestion patrimoniale et foncière	0	0	0	0		
				A1401-17	Projet Pacifisc (outil, organisation, formation)	35 866 496	0	35 866 496	115 866 496		
				A1401-18	Soutien hors projet Pacifisc (logistique, administratif, financier)	0	1 000 000	1 000 000	41 000 000		
			Total Stratégie et gestion fiscales			35 866 496	101 000 000	136 866 496	256 866 496		
		P1402	Stratégie et gestion financières	A1402-04	Développement et adaptation des outils	8 012 222	0	8 012 222	56 012 222		
				A1402-05	Contrôle et assistance de l'application des règles de l'exécution budgétairedes directions de la NC	0	0	0	0		
				A1402-07	Soutien et pilotage des actions financières	123 048 467	100 000 000	223 048 467	293 048 467		
			Total Stratégie et gestion financières			131 060 689	100 000 000	231 060 689	349 060 689		
		Total Gestion des finances publiques					166 927 185	201 000 000	367 927 185	605 927 185	
		M15	Mouvements financiers	P1501	Dette et trésorerie	A1501-01	Gestion de la dette	0	50 000 000	50 000 000	954 000 000
					Total Dette et trésorerie		0	50 000 000	50 000 000	954 000 000	
P1503	Mouvements financiers divers			A1503-01	Dépenses imprévues	0	0	0	0		
				A1503-02	Admissions en non valeur, restitutions et remises gracieuses	0	25 183 000	25 183 000	79 434 250		
				A1503-03	Mouvements d'ordre	0	0	0	3 700 000		
				A1503-04	Opérations de clôture et autres mouvements financiers	319 140 000	0	319 140 000	319 240 000		
				A1503-06	Achats et gestion des tabacs	0	0	0	0		
	Total Mouvements financiers divers			319 140 000	25 183 000	344 323 000	402 374 250				
Total Mouvements financiers					319 140 000	75 183 000	394 323 000	1 356 374 250			
Total					11 028 208 633	2 278 608 248	13 306 816 881	29 215 119 476			

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
002	01	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0	0	20 645 203	0
Total 002				0	0	20 645 203	0
930	01	6712	DOMMAGES ET INTERETS	10 000 000	0	0	0
930	01	6712	REMISE EN ETAT VEHICULES INSTITUTIONS	0	1 903 624	781 190	0
930	02	60268	PROD PHARM HYGIENE APPAREILLAGE RLT	0	3 460	3 460	0
930	02	60611	EAU	150 000	150 000	84 602	0
930	02	60611	EAU DAJ	0	500 000	0	0
930	02	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	5 660 000	8 159 000	6 529 424	1 068 867
930	02	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT HPP	600 000	279 986	276 986	0
930	02	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT RLT	0	100 000	77 603	0
930	02	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT SCES ADMINISTRATIFS	4 000 000	3 692 713	3 444 805	247 908
930	02	60612	CONSOM EEC SUPPORT METIER SCI CASTEX 2011	0	384 000	74 233	0
930	02	60612	ELECTRICITE	14 360 000	19 977 421	14 537 033	1 075 954
930	02	60612	ELECTRICITE BATIMENTS ADMINISTRATIFS-GCT	0	970 724	970 724	0
930	02	60612	ELECTRICITE DAJ	0	1 350 000	123 094	0
930	02	60612	ELECTRICITE ET GAZ	16 000 000	16 008 527	16 008 527	0
930	02	60612	ELECTRICITE HPP	20 000 000	11 858 109	10 454 650	0
930	02	60612	ELECTRICITE LOGEMENT ADMINISTRATIFS	1 500 000	1 782 707	1 782 355	0
930	02	60612	GAZ	50 000	37 988	0	0
930	02	60622	CARBURANTS	1 150 000	1 150 000	683 701	0
930	02	60622	CARBURANTS COMBUSTIBLES LUBRIFIANTS SFPA	0	80 000	23 560	0
930	02	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	3 862 000	3 882 386	2 393 107	766 559
930	02	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS HPP	600 000	350 592	336 881	0
930	02	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS RLT	0	11 950	0	0
930	02	60623	ALIMENTATION	1 920 000	2 125 371	1 694 375	15 560
930	02	60623	ALIMENTATION	195 000	195 000	193 050	0
930	02	60623	FOURNITURES DIVERSES	40 000	45 830	35 830	0
930	02	60628	ELECTRICITE RLT	0	8 088 050	5 887 136	0
930	02	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	6 760 000	7 065 785	6 298 162	740 895
930	02	60631	FOURNITURES DIVERSES	1 000 000	854 080	679 473	0
930	02	60631	MATERIEL DE TELEPHONIE IP	5 845 000	5 845 000	2 546 825	3 180 000
930	02	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	2 030 000	2 594 874	2 546 748	14 297
930	02	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER HPP	1 000 000	1 103 283	1 041 599	0
930	02	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGERS	10 000	10 000	10 000	0
930	02	60632	ACQ PETIT MATERIEL, OUTILLAGE MOBILIER RLT	0	26 365	26 365	0
930	02	60632	ACQ PETIT MATERIEL, OUTILLAGE MOBILIER HPP	2 013 396	1 713 234	1 665 074	0
930	02	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	3 450 000	4 943 910	4 250 877	84 610
930	02	60632	FOURN ET ACCESSOIRES INFO	2 000 000	2 486 258	2 079 130	407 128
930	02	60632	FOURNITURE DE PETIT EQUIPEMENT	0	17 500	17 500	0
930	02	60632	FOURNITURES DIVERSES	250 000	310 000	258 166	8 400
930	02	60632	HABILEMENT ET TEXTILE RLT	154 000	154 000	154 000	0
930	02	60632	PETIT EQUIPEMENT	3 500 000	2 407 184	743 435	44 602
930	02	60632	PETIT EQUIPEMENT DIRECTIONS	10 097 000	21 696 592	17 149 248	264 400
930	02	60632	PETIT MATERIEL MSP & EDITIQUE	0	1 031 083	1 013 875	0
930	02	60632	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER RLT	0	54 175	54 175	0
930	02	60632	RD - SYDONIA PETITS MATERIELS	4 000 000	7 138 201	528 400	6 609 801
930	02	60632	SIG PETIT EQUIPT	0	39 835	39 835	0
930	02	60632	TRUE UP DIRECTIONS	200 000	200 000	0	0
930	02	60636	HABILEMENT ET TEXTILE	2 050 000	2 002 950	1 798 552	30 610
930	02	60636	HABILEMENT ET TEXTILE HPP	96 000	60 000	60 000	0
930	02	6064	FOURNITURE ADMINISTRATIVE	6 000 000	5 661 343	4 956 463	386 840
930	02	6064	FOURNITURES DE BUREAU	18 835 000	20 952 928	18 087 054	640 885
930	02	6064	FOURNITURES DE BUREAU HPP	11 500 000	10 496 782	10 056 123	0
930	02	6064	FOURNITURES DE BUREAU RLT	0	141 049	132 411	0
930	02	6064	FOURNITURES DIVERSES	700 000	542 798	466 035	60 570
930	02	6064	MODERNISAT* EDITIQUE - FOURNITURES DE BUREAU	6 500 000	5 005 940	3 265 338	0
930	02	6064	PASSEPORT NATIONAL	2 000 000	2 000 000	1 374 579	0
930	02	60661	MEDICAMENTS	50 000	50 000	18 000	0
930	02	60661	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	50 000	14 076	14 076	0
930	02	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	30 000	21 625	10 188	0
930	02	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	365 000	312 694	163 352	5 109
930	02	6068	FOURNITURES DIVERSES	6 865 000	6 060 913	5 370 458	390 975
930	02	6122	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	21 550 000	19 568 636	19 080 836	487 800
930	02	6122	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	16 325 000	11 855 873	4 040 007	0
930	02	6132	LOCATION LOCAL INFORMATIQUE	0	5 000 000	0	0
930	02	6132	LOCATIONS DE SALLES CONCOURS	3 200 000	4 464 400	4 251 460	150 000
930	02	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	5 916 000	12 867 360	5 667 248	0
930	02	6132	LOCATIONS RENOVATION FP	2 000 000	0	0	0
930	02	6132	LOCATIONS SALLES ACTIONS SOCIALES	320 000	0	0	0
930	02	6132	LOCATIONS SALLES NOUVEAUX ARRIVANTS	0	40 000	40 000	0
930	02	6132	LOYERS DAJ	0	6 823 116	6 617 269	0
930	02	6132	LOYERS ET ENTRETIEN POUR BATIMENTS	200 000	861 262	0	0
930	02	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	43 800 000	55 254 288	52 003 214	664 800
930	02	6132	LOYERS POUR BATIMENTS SD	27 000 000	21 500 000	21 471 401	0
930	02	6132	LOYERS POUR FORMATION DIALOGUE SOCIAL	200 000	200 000	0	0
930	02	6132	RD LOYERS BATIMENTS SYDONIA	1 200 000	1 200 000	1 139 114	60 886
930	02	6135	AUTRES LOYERS	180 000	180 000	73 080	0
930	02	6135	LOCATION MACHINE A AFFRANCHIR	0	300 000	0	0
930	02	6135	LOCATION PETIT MATERIEL	50 000	50 000	5 000	0
930	02	6135	LOCATIONS DIVERSES	175 000	220 395	220 395	0
930	02	6135	LOYERS MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER HPP	358 000	358 000	185 295	0
930	02	6135	LOYERS P/ MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER	0	36 980	33 020	0
930	02	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	50 000	2 316 682	2 291 276	0
930	02	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT SFPA	50 000	300 000	89 325	0
930	02	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT SFPRO	50 000	0	0	0
930	02	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	793 000	13 385 008	13 362 560	116 398
930	02	6135	LOYERS POUR MATERIELS DE TRANSPORT	300 000	300 000	0	0
930	02	614	ENTRETIEN DE LA DTSI	14 000 000	11 575 885	11 489 197	0
930	02	614	LOYERS POUR BATIMENTS	18 700 000	16 263 500	15 245 765	0
930	02	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	26 000 000	32 406 339	31 318 992	72 450
930	02	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	94 800 000	118 096 546	111 546 884	3 162 373
930	02	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS HPP	22 000 000	28 835 526	26 653 021	0
930	02	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS RLT	0	600 000	593 430	0
930	02	61522	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	130 000	126 000	126 000	0
930	02	61522	ENTRETIEN DES BATIMENTS NON ADMINISTRATIFS	1 000 000	0	0	0
930	02	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	8 040 000	9 423 614	8 837 207	194 769
930	02	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	40 230 000	88 300 622	88 162 336	79 680
930	02	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT HPP	100 000	0	0	0
930	02	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT RLT	0	11 950	11 950	0
930	02	61552	ENT MAT INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE SCA	100 000	287 400	0	0
930	02	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	800 000	298 560	198 560	0
930	02	61552	RD - SYDONIA REPARATION MATERIEL	4 800 000	7 650 000	3 150 000	4 500 000
930	02	61552	REPARATION MATERIEL INFORMATIQUE DIRECTIONS	1 300 000	1 300 000	342 240	71 911
930	02	61558	ENTRETIEN MATERIEL OUTILLAGE MOBILIER RLT	0	100 000	10 080	0
930	02	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL BATIMENTS ADMINISTRATIFS	17 000 000	17 009 984	15 327 648	0
930	02	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL LOGEMENTS ADMINISTRATIFS	1 000 000	469 365	180 811	0
930	02	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL TRANSPORT SERVICES ADMINISTRATIFS	0	386 364	386 364	0
930	02	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	32 430 000	21 977 682	19 924 838	1 355 337

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
930	02	61558	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	170 000	0	0	0
930	02	61558	ENTRETIEN ET REP MSP	2 000 000	2 000 000	1 995 003	0
930	02	61558	ENTRETIEN MATERIEL OUTILLAGE MOBILIER HPP	3 500 000	4 601 440	3 282 824	0
930	02	61558	REP MAT NON INFORMATIQUE	2 200 000	2 200 000	648 760	0
930	02	61558	REP MAT NON-INF	6 300 000	5 530 000	2 059 113	0
930	02	61561	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	2 400 000	2 103 230	2 100 455	0
930	02	61561	LOYERS POUR MATERIEL INFORMATIQUE	25 200 000	22 400 000	22 367 100	0
930	02	61561	MAINTENANCE LOGICIELLE	130 000 000	175 120 297	147 906 970	26 346 334
930	02	61568	MAINTENANCE PETIT MATERIEL	1 525 000	1 522 445	1 205 009	0
930	02	616	PRIMES D'ASSURANCES	2 100 000	1 574 176	1 574 176	0
930	02	617	ETUDE PILOTAGE SI	0	47 250	0	0
930	02	617	ETUDES DES PROCESSUS DIRECTIONS ET SERVICES	0	7 407 500	748 125	4 714 250
930	02	617	FRAIS D'ETUDES - SIG -	0	3 864 000	0	3 864 000
930	02	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES	1 000 000	1 600 473	430 500	0
930	02	617	RD - SYDONIA ETUDES	0	3 025 000	525 000	2 500 000
930	02	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	9 120 000	9 138 386	6 624 904	1 900
930	02	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE HPP	4 000 000	4 022 000	3 782 127	0
930	02	6183	REMUNERATION DES STAGIAIRES BAS	57 000 000	63 223 946	63 171 346	0
930	02	6184	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	3 275 000	3 275 000	1 259 247	1 137 758
930	02	6184	INFORMATISATION REGIES DE RECETTES	0	1 373 825	94 500	360 000
930	02	6184	VEILLE TECHNO AUTRE FRAIS	0	774 910	220 167	554 743
930	02	6184	VEILLE TECHNO RSI - AUTRES FRAIS	1 500 000	874 553	354 003	0
930	02	6184	VERS ORGANISME DE FORMATION	0	239 771	0	239 771
930	02	6184	VERSEMENTS ORGANISMES DE FORMATION	0	1 121 400	1 121 400	0
930	02	6185	FETES ET CEREMONIES	1 500 000	63 160	63 160	0
930	02	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	305 000	305 000	198 129	70 000
930	02	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES GEOMA	0	4 122 230	359 580	0
930	02	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES SCOLAIRES	95 000 000	94 473 000	62 423 930	6 848 582
930	02	6185	ORGANISATION SEMINAIRE AMELEE	647 000	647 000	565 350	0
930	02	6188	APPLI DIMENC ? FACTURATIONS & STOCK	170 000	250 000	105 200	37 800
930	02	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	7 240 000	13 633 008	8 685 976	625 275
930	02	6188	BILANS PROFESSIONNELS ET TESTS MANAGERIAUX	2 260 000	2 177 000	77 000	740 000
930	02	6188	COACHING - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 000 000	1 451 750	719 950	476 000
930	02	6188	DOCUMENTATION GENERALE TECHNIQUE RL	0	18 000	16 110	0
930	02	6188	FORMATION DIALOGUE SOCIAL FRAIS D'INSCRIPTION	3 000 000	1 000 000	0	0
930	02	6188	GEOMA PRESTATIONS	1 300 000	178 600	0	0
930	02	6188	HONORAIRES RENOVATION FP	46 000 000	5 100 000	1 775 026	0
930	02	6188	JURIODC - PRESTATION DE SERVICES	0	1 210 903	1 210 902	0
930	02	6188	MSP - PRESTATIONS DE SERVICE	0	1 270 759	674 100	596 659
930	02	6188	OPPEN OFFICE - PRESTATIONS	5 000 000	5 000 000	892 500	2 677 500
930	02	6188	PREST SEC ECONOM NUMERIQUE	3 000 000	4 344 000	0	1 316 500
930	02	6188	PRESTA COLLECTE DONNEES GEO	4 600 000	4 600 000	582 750	0
930	02	6188	PRESTATION EXPLOITATION SI	2 000 000	16 556 000	4 024 169	8 750 810
930	02	6188	PRESTATION GOUVERNANCE SI	4 000 000	2 552 155	0	0
930	02	6188	PRESTATIONS ACTIONS SOCIALES	3 000 000	400 000	0	0
930	02	6188	PRESTATIONS DE SERVICE DTSI	2 500 000	1 253 173	378 000	0
930	02	6188	PRESTATIONS DE SERVICE SITE BIODIVERSITE	0	1 500 000	1 500 000	0
930	02	6188	PRESTATIONS DITTT VDT	400 000	0	0	0
930	02	6188	PRESTATIONS PRA	0	3 000 000	0	819 000
930	02	6188	PRESTATIONS PROJETS INFORMATIQUES	5 000 000	5 604 800	2 415 850	2 730 000
930	02	6188	PRESTATIONS TELEPHONIE IP	3 000 000	3 000 000	0	777 000
930	02	6188	PRESTATIONS VIRTUALISATION DES POSTES	0	5 000 000	0	0
930	02	6188	PSSI-AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	2 000 000	0	0	0
930	02	6188	RD - SYDONIA PRESTATIONS	3 000 000	6 572 975	2 779 421	3 793 554
930	02	6188	SCA-AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	50 000	100 000	0	12 600
930	02	6188	SDI - PRESTATIONS DE SERVICES	14 000 000	20 487 125	3 747 461	16 600 024
930	02	6188	SIG PRESTA DE SERVICES	10 000 000	11 931 443	5 788 894	4 562 915
930	02	6188	VAE - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 980 000	1 480 000	37 500	1 364 400
930	02	62268	ADAPTATION SURFI AU PPPP	7 000 000	14 132 303	3 325 572	10 806 731
930	02	62268	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE TRANSFERT DE COMPETENCE	40 000 000	11 920 121	5 423 474	0
930	02	62268	FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT	0	1 232 000	793 800	438 200
930	02	62268	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	1 000 000	500 000	0	0
930	02	62268	MISE EN OEUVRE AP	0	20 963 637	12 023 006	7 503 348
930	02	62268	OUTIL DE CADRAGE ECONOMIQUE	7 500 000	18 618 456	5 544 867	13 073 589
930	02	62268	PRESTATIONS DE SERVICES M52	24 000 000	87 376 000	9 828 000	77 548 000
930	02	62268	PRESTATIONS DE SERVICES TGA	0	40 000 000	0	40 000 000
930	02	62268	RECUPERATION CREDITS DEP. IMPREVUES CHAP.931	0	5 100 000	0	0
930	02	6227	FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX HPP	0	40 000	35 986	0
930	02	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	6 000 000	16 690 000	14 524 395	0
930	02	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX FISCAUX	0	2 075 000	250 000	250 000
930	02	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX SD	335 000	9 495 000	24 453	9 400 000
930	02	6228	HONORAIRES CABINET DE RECRUTEMENT	300 000	2 800 000	1 449 842	0
930	02	6228	HONORAIRES CONCOURS	12 200 000	12 200 000	8 239 888	0
930	02	6228	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	100 000	155 772	40 404	0
930	02	6228	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	15 496 000	16 101 000	16 041 010	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	2 470 000	1 690 000	996 136	403 000
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS BAS	700 000	700 000	483 401	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS EVENEMENTIEL TC	100 000	100 000	0	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS HPP	0	550 000	259 189	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS RL	0	110 396	110 396	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS SFPA	400 000	479 961	450 952	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS SFPRO	400 000	0	0	0
930	02	6231	ANNONCES ET INSERTIONS SR	0	59 643	59 643	0
930	02	6231	ANNONCES LIEES AUX AVP	3 420 000	3 420 000	1 575 885	0
930	02	6231	ANNONCES LIEES AUX CONCOURS	3 000 000	1 938 338	1 409 671	0
930	02	6231	FRAIS D'ANNONCE	50 000	101 606	101 606	0
930	02	6232	FETES ET CEREMONIES	50 000	50 000	50 000	0
930	02	6233	SALON DE L'ETUDIANT	950 000	950 000	944 825	0
930	02	6234	FETES ET CEREMONIES	1 650 000	381 000	125 100	75 000
930	02	6234	JOURNEE DE COHESION	123 000	246 000	138 700	107 293
930	02	6234	JURYS DE CONCOURS	500 000	680 000	636 300	0
930	02	6234	RECEPTION EVENEMENTIEL TC	750 000	549 195	0	0
930	02	6234	RECEPTIONS	2 510 000	2 645 000	602 050	40 000
930	02	6234	RECEPTIONS ACTIONS SOCIALES	1 000 000	965 000	0	0
930	02	6234	RECEPTIONS RENOVATION FP	1 500 000	4 300 000	3 641 849	282 000
930	02	6234	SCA-FETES ET CEREMONIES	45 000	48 400	42 000	0
930	02	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS HPP	77 500	517 500	517 480	0
930	02	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS SFPA	6 000 000	12 277 730	12 154 325	0
930	02	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS SFPRO	3 600 000	579 390	579 390	0
930	02	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS SR	2 400 000	1 085 200	1 085 200	0
930	02	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	3 260 000	3 514 033	386 198	76 500
930	02	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE SCH	1 472 500	180 180	180 180	0
930	02	6236	GEOMA FRAIS D'IMPRESSION	500 000	500 000	455 502	0
930	02	6236	IMPRIMES CONCOURS	500 000	491 753	491 483	0
930	02	6236	RD SYDONIA FRAIS D'IMPRESSION	0	63 000	0	63 000
930	02	6241	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 240 000	1 570 000	1 525 128	0
930	02	6241	FRET AERIEN SERVICE CIVIQUE	200 000	200 000	135 451	0
930	02	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	1 430 000	1 400 000	292 695	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
930	02	6245	DEMENAGEMENT BAS	2 400 000	1 276 054	922 780	0
930	02	6245	FRAIS DE DEPLACEMENT	1 500 000	1 500 000	0	0
930	02	6245	FRAIS DE TRANSPORT BAS	3 200 000	3 200 000	2 400 311	0
930	02	6247	INDEMNITES ET MISSIONS	1 500 000	1 500 000	630 310	0
930	02	6247	TRANSPORT COLLECTIF DU PERSONNEL	1 000 000	1 000 000	439 178	24 150
930	02	6247	TRANSPORT COLLECTIF DU PERSONNEL CAP	2 070 000	2 055 398	1 026 871	131 785
930	02	6247	TRANSPORT COLLECTIF DU PERSONNEL CONCOURS	2 100 000	2 634 196	2 395 351	206 045
930	02	6247	TRANSPORT DU PERSONNEL	80 000 000	79 095 640	39 044 635	3 768 628
930	02	6247	TRANSPORT DU PERSONNEL ACTIONS SOCIALES	1 000 000	500 000	0	0
930	02	6247	TRANSPORT DU PERSONNEL FORMATION	2 000 000	1 418 000	860 930	0
930	02	6247	TRANSPORT DU PERSONNEL RENOVATION FP	500 000	500 000	0	0
930	02	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL HPP	3 000 000	2 162 860	2 099 080	0
930	02	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL SPFA	0	624 740	608 660	0
930	02	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	30 450 000	36 374 395	29 045 930	4 291 615
930	02	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL TRANSFER DE COMPETE	1 060 000	1 060 000	212 076	0
930	02	6247	TRANSPORTS,DEPLACTS,MISSIONS PERSONNEL SCA	50 000	97 500	0	0
930	02	6251	DEPL COLLECTE DONNEES GEO	1 500 000	1 092 124	518 400	0
930	02	6251	FRAIS DE TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	1 300 000	1 896 447	1 610 083	70 950
930	02	6251	VEILLE TECHNO DEPLACEMENT	0	1 069 917	1 069 917	0
930	02	6252	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	0	212 400	212 400	0
930	02	6255	DEMENAGEMENT	12 000 000	12 000 000	3 098 781	1 998 934
930	02	6255	DEMENAGEMENTS FORMATIONS	13 500 000	8 400 000	5 337 982	0
930	02	6261	FRAIS POSTAUX	57 680 000	77 565 947	72 600 900	3 850 418
930	02	6261	SCA-FRAIS POSTAUX	120 000	190 200	106 200	0
930	02	6262	FRAIS DE TEL / LS	55 600 000	68 795 693	43 608 934	0
930	02	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	27 185 000	26 183 751	20 320 503	2 083 619
930	02	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS - TPE TONTOUTA	50 000	50 000	33 496	0
930	02	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS "SCE INFRA"	2 100 000	1 637 497	1 549 594	0
930	02	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS HPP	10 000 000	8 220 000	8 168 852	0
930	02	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS RLT	0	348 223	348 223	0
930	02	6262	RD - SYDONIA TELEPHONE	5 000 000	4 546 002	2 588 353	1 957 649
930	02	6262	SCA-FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	130 000	181 122	71 895	0
930	02	6262	TELECOMMUNICATIONS DAJ	0	1 250 000	0	0
930	02	6282	GARDIENNAGE DTSI	1 205 000	18 788 889	12 367 566	1 737 972
930	02	6283	ENTRETIEN DES LOCAUX	360 000	398 250	359 100	0
930	02	6288	AUTRES AU	1 240 000	820 000	189 000	0
930	02	6288	AUTRES HPP	8 060 000	13 273 255	10 398 274	1 500 000
930	02	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	33 225 000	36 085 879	15 115 005	19 677 615
930	02	6288	AUTRES SCH	1 240 000	927 008	854 010	0
930	02	6288	AUTRES SFPRO	1 240 000	560 898	542 798	0
930	02	6288	AUTRES SR	1 240 000	936 947	936 947	0
930	02	6288	RECUPERATION CREDITS DEP. IMPREVUES CHAP.932	0	500 000	0	0
930	02	6336	COTISATION A L'IFAP POUR LA FORMATION DU PERSONNEL	83 328 218	83 328 218	83 328 218	0
930	02	6351	AUTRES IMPOTS	65 000 000	64 706 548	64 640 748	0
930	02	6354	ACHAT DE TIMBRES FISCAUX ET TIMBRES AMENDES	1 800 000	911 112	911 112	0
930	02	6354	VIGNETTES CONCOURS	200 000	266 290	266 290	0
930	02	64111	AGENTS EN FORMATION	180 440 000	150 440 000	131 639 480	0
930	02	64111	DECHARGE SYNDICALE	27 830 000	27 830 000	26 720 711	0
930	02	64111	INSTITUT DE FORMATION DES MAITRES NC	304 220 070	304 220 070	274 092 284	0
930	02	64111	INSTITUT DE FORMATION DES PROFESSIONS SANITAIRES ET SOCIAUX	170 877 630	170 877 630	162 978 815	0
930	02	64111	IUFM	116 908 330	84 908 330	74 239 266	0
930	02	64111	PROVISIONS POUR CREATIONS D'EMPLOIS OU RECRUTEMENTS	209 819 000	242 519 000	0	0
930	02	64111	REMUNERATIONS DU PERSONNEL PERMANENT TITULAIRE	7 074 210 570	6 946 588 570	6 901 933 739	0
930	02	64114	INDEMNITES DE STAGE	69 000 000	69 575 000	59 771 683	0
930	02	64131	CONSEIL COUTUMIER	0	1 293 589	1 293 265	0
930	02	64131	DAC	0	9 163 000	6 489 874	0
930	02	64131	DU PERSONNEL NON TITULAIRE SENAT	0	4 740 847	4 647 173	0
930	02	64131	PERSONNEL NON TITULAIRE DGRAC	0	728 378	505 645	0
930	02	64131	PERSONNEL NON TITULAIRE EN FORMATION	0	5 000 000	2 309 797	0
930	02	64131	PERSONNEL NON TITULAIRE SGG	0	13 562 329	13 546 754	0
930	02	64131	PERSONNEL NON-TITULAIRE DAA	0	1 866 000	826 148	0
930	02	64131	REMUNERAT? PERSONNEL NON TIT DRH GEST CENT	98 415 240	9 634 859	0	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE	1 729 005 000	1 921 055 371	1 914 404 603	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE AFFMAR	0	5 207 952	4 388 919	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DAE	0	1 722 648	1 054 972	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DAJ	0	2 717 000	2 562 879	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DASS	0	11 731 986	11 362 261	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DAVAR	0	5 123 169	4 959 769	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DBAF	0	1 555 000	1 257 673	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DCCFC	0	7 804 126	7 802 549	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DENC	0	2 877 000	163 832	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DFPC	0	933 000	522 691	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DIMENC	0	2 255 000	1 497 199	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DITTT	0	6 453 000	3 429 464	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DJS	0	2 171 000	2 168 316	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DRH	0	2 717 000	2 709 352	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DSF	0	63 603 522	63 589 867	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DTE	0	9 920 351	8 611 955	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE DTSI	0	9 126 575	8 641 019	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE GVTGDB	0	5 770 000	5 189 232	0
930	02	64131	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE MTO	0	467 000	422 995	0
930	02	64131	REMUNERATIONS PERSONNEL NON TITULAIRE CES	0	622 000	533 038	0
930	02	64131	REMUNERATIONS PERSONNEL NON TITULAIRE SAP	0	234 000	0	0
930	02	6451	CHARGES SOCIALES	2 858 279 430	2 943 400 513	2 873 470 154	0
930	02	6451	CHARGES SOCIALES DES ECOLES	176 832 970	129 366 561	126 159 214	0
930	02	6451	CHARGES SOCIALES DRH GEST? CENTRALISEE	29 396 760	55 126 185	52 880 014	0
930	02	6451	REMUNERATIONS DU PERSONNEL NON TITULAIRE GVTGDB	0	1 530 000	1 525 153	0
930	02	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, FRAIS MEDICAUX	3 000 000	2 617 200	1 847 106	312 000
930	02	65228	AUTRES FRAIS GEOMA	0	346 420	346 420	0
930	02	6523	ACCIDENTS DU TRAVAIL	500 000	0	0	0
930	02	6542	ADMISSIONS EN NON VALEUR NON FISCALE	5 000 000	2 849 639	2 849 639	0
930	02	6556	-FONDS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPEES	15 000 000	13 290 000	13 278 190	0
930	02	6558	CONTENTIEUX DOUANIER	17 000 000	19 270 000	18 637 989	0
930	02	6558	REMISES AUX REVENDEURS SUR TIMBRES FISCAUX ET TIMBRES AMENDES	6 200 000	7 088 888	6 342 136	0
930	02	6568	SIG COTISATION AFIGE	0	61 456	61 456	0
930	02	65741	SUBV. FONC. AMICALE AGENTS PUBLICS NC	500 000	500 000	500 000	0
930	02	65888	DEPENSES IMPREVUES	327 999 234	16 373 868	0	0
930	02	6712	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	7 087 500	7 087 500	0
930	02	6712	AUTRES FRAIS ET REMBOURSEMENTS	0	121 269	0	0
930	02	6712	DOMMAGES ET INTERETS	18 500 000	18 327 643	18 309 532	0
930	02	6712	REMISE EN ETAT VEHICULES INSTITUTIONS	0	0	0	293 793
930	02	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURES TRANSP.DEPL.MISSION	0	884 867	884 867	0
930	02	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	2 875 188	2 596 881	0
930	02	6718	FOURNITURES DE BUREAU EX 2010	0	85 412	85 412	0
930	02	6718	GCT-CHARGES/EX.ANT.ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	0	427 917	427 917	0
930	02	6718	MAINTENANCE INFORMATIQUES EX 2010	0	784 394	784 394	0
930	02	6718	PRESTATIONS DE SERVICE EX.2010	0	2 983 144	2 983 144	0
930	02	6718	REGLEMENT FACTURES EXERCICES ANTERIEURS	0	1 240 250	965 365	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
930	02	673	RECTIFICATIONS SUR EXERCICES CLOS	0	5 102 651	5 102 651	0
930	02	673	TITRES ANNULÉS	10 000 000	39 667 996	39 667 996	0
930	02	67481	REMISES GRACIEUSES	10 000 000	8 536 282	8 536 282	0
930	02	67488	SYDONIA SUBVENTION UNION MARITIME ET PORTUAIRE DE NC	0	2 500 000	2 500 000	0
930	02	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	8 117	8 117	0
930	02	678	INDEMNITE COMPENSATRICE IMPOT SUR REVENU	0	458 990	458 990	0
930	02	678	RBT LOCATIONS BATIMENTS 2007	500 000	500 000	127 316	0
930	02	678	RBT LOCATIONS BATIMENTS-DGT RECETTE	200 000	200 000	0	0
930	03	60611	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	600 000	600 000	326 914	0
930	03	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	2 346 500	3 877 582	1 536 818	1 748 816
930	03	60611	GP-EAU ET ASSAINISSEMENT	1 000 000	1 920 475	1 898 522	10 500
930	03	60611	TRAVAUX ASSAINISSEMENT INSTITUTIONS DE LA N-C	0	115 290	115 290	0
930	03	60612	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	600 000	612 854	612 854	0
930	03	60612	ELECTRICITE	20 265 000	20 643 931	17 189 955	2 342 857
930	03	60612	GP-ÉNERGIE - ÉLECTRICITÉ	11 400 000	11 100 000	10 732 916	0
930	03	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	18 520 000	23 355 920	18 109 103	1 723 322
930	03	60622	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	500 000	465 291	0	0
930	03	60622	GP-CARBURANTS	5 000 000	5 171 754	5 097 192	11 149
930	03	60623	ALIMENTATION	5 420 000	6 825 803	4 510 549	2 098 482
930	03	60623	FOURNITURES DIVERSES	260 000	340 476	18 280	176 767
930	03	60623	GA-ALIMENTATION	1 500 000	1 930 000	1 810 791	0
930	03	60628	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	200 000	200 000	171 209	11 500
930	03	60628	FOURNITURES AGRICOLES ET ALIMENTS POUR ANIMAUX	10 000	10 000	0	0
930	03	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	3 400 000	3 685 019	3 014 973	630 209
930	03	60631	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	500 000	412 587	389 082	0
930	03	60631	FOURNITURES DIVERSES	1 200 000	3 597 464	1 686 416	1 886 812
930	03	60631	FOURNITURES DIVERSES INSTITUTIONS	0	20 800	20 800	0
930	03	60631	GP-FOURNITURES D'ENTRETIEN	4 426 000	10 863 480	9 240 198	21 338
930	03	60631	PETIT MATERIEL INSTITUTIONS	1 903 000	1 046 000	826 590	0
930	03	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	1 603 000	2 297 783	1 510 984	660 365
930	03	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	610 000	1 323 294	1 012 914	152 415
930	03	60632	PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER INSTITUTIONS	0	556 209	556 209	0
930	03	60633	GP-FOURNITURES DE VOIRIE	200 000	0	0	0
930	03	60636	GA-HABILLEMENT ET VÊTEMENTS DE TRAVAIL	2 400 000	1 695 559	1 430 936	38 400
930	03	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	190 000	1 264 100	179 155	1 084 910
930	03	6064	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	100 000	60 763	60 761	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU	18 100 000	18 053 023	15 091 507	2 413 521
930	03	6064	GA-FOURNITURES ADMINISTRATIVES	0	536 207	419 349	8 680
930	03	6064	GA-FOURNITURES ADMINISTRATIVES COMMUNES	6 000 000	3 976 749	3 725 765	0
930	03	6064	GA-FOURNITURES ADMINISTRATIVES E01 / N	0	738 816	696 967	0
930	03	6064	GA-FOURNITURES ADMINISTRATIVES E01 / N-1	0	461 184	461 184	0
930	03	6064	GA-FOURNITURES ADMINISTRATIVES E02/N	0	75 000	64 374	0
930	03	6064	GA-FOURNITURES ADMINISTRATIVES E03/N	0	75 000	7 550	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E06/N-1	0	60 833	60 833	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E04 / N	0	90 000	69 553	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E04 / N-1	0	77 070	77 070	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E05 / N	0	350 961	98 829	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E05 / N-1	0	110 893	110 893	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E11 / N	0	223 300	223 300	0
930	03	6064	FOURNITURES DE BUREAU E11 / N-1	0	242 567	242 567	0
930	03	60668	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	25 000	20 447	20 447	0
930	03	60668	GA-AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	50 000	50 000	23 066	0
930	03	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	320 000	349 167	149 626	167 655
930	03	6068	FOURNITURES DIVERSES	800 000	950 000	840 090	0
930	03	6068	GP-AUTRES MATIÈRES ET FOURNITURES.	950 000	952 450	817 300	45 510
930	03	6068	GP-AUTRES MATIÈRES ET FOURNITURES INFO	325 000	325 000	289 400	1 323
930	03	6122	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	2 560 000	4 687 940	1 570 749	2 819 293
930	03	6132	GP-LOCATIONS IMMOBILIÈRES	59 140 000	66 077 297	63 495 222	878 435
930	03	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	203 710 000	227 291 194	179 452 790	45 809 269
930	03	6135	GP-LOCATIONS MOBILIÈRES	6 384 000	6 722 573	6 486 382	0
930	03	6135	GP-LOCATIONS MOBILIÈRES AUTRES	4 946 000	4 292 260	4 071 333	193 771
930	03	6135	GP-LOCATIONS MOBILIÈRES POUR MATERIEL DE TRANSPORT	100 000	100 000	0	0
930	03	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	27 410 000	42 248 886	31 105 669	9 215 677
930	03	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	1 090 000	1 090 000	681 345	0
930	03	614	LOYERS POUR BATIMENTS	8 000 000	18 132 974	17 008 603	454 295
930	03	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	5 420 000	11 039 159	9 944 459	300 000
930	03	61521	GP-TERRAINS	1 000 000	536 750	295 680	0
930	03	61522	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	0	878 100	878 100	0
930	03	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	8 360 000	6 674 370	6 137 134	255 150
930	03	61522	GP-BÂTIMENTS	10 000 000	11 163 053	7 803 208	1 495 848
930	03	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	2 500 000	1 342 892	1 342 892	0
930	03	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	11 100 000	18 840 571	18 383 893	277 941
930	03	61551	GP-MATÉRIEL DE TRANSPORT	5 500 000	5 660 860	5 116 071	398 336
930	03	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	110 000	4 841 608	4 696 678	134 930
930	03	61552	GP-MATÉRIEL INFORMATIQUE	3 500 000	2 008 075	1 285 815	0
930	03	61552	REP MAT CES ET GOUV	200 000	200 000	4 975	0
930	03	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL BATIMENTS INSTITUTIONS	1 000 000	2 095 174	2 095 174	0
930	03	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	2 855 000	5 268 460	4 766 625	256 119
930	03	61558	GP-AUTRES BIENS MOBILIERS	4 350 000	3 204 875	1 740 934	1 051 959
930	03	616	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	300 000	300 000	0	0
930	03	616	GP-PRIMES D'ASSURANCES	4 000 000	3 600 000	3 516 705	0
930	03	616	PRIMES D'ASSURANCES	5 791 000	6 379 737	2 890 142	2 348 027
930	03	617	ETUDES ET RECHERCHES GRAND DEBAT	18 000 000	22 451 009	16 515 179	5 935 142
930	03	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES	35 452 000	35 712 228	22 648 561	10 175 146
930	03	617	GP-ETUDES ET RECHERCHES	0	997 500	997 500	0
930	03	617	LE GRAND DEBAT TERRITORIAL SUR L'ECOLE	0	54 226	0	0
930	03	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	7 165 000	8 570 213	7 323 686	611 021
930	03	6182	GA-DOCUMENTATION GÉNÉRALE ET TECHNIQUE	3 000 000	2 425 756	1 796 399	13 185
930	03	6184	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	0	4 058 025	1 170 352	2 887 673
930	03	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	11 117 000	13 591 383	1 365 817	1 913 533
930	03	6185	FETES ET CEREMONIES	89 300 000	195 238 834	144 781 733	42 105 569
930	03	6185	FRAIS DE MISSION DES ELUS	40 000 000	72 602 451	49 217 186	19 836 922
930	03	6185	GA-FRAIS DE COLLOQUES ET SÉMINAIRES	35 000 000	50 000 000	48 016 566	1 275 000
930	03	6185	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	0	3 781 273	3 761 843	0
930	03	6188	AUTRES PRESTATIONS SERVICES CELLULE COMMUNICATION	30 000 000	20 818 500	3 734 791	17 083 709
930	03	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	56 700 000	81 731 261	32 709 215	18 967 596
930	03	6188	CONTRAT ET CONVENTION DE PRESTATIONS	47 000 000	55 188 289	19 764 575	35 423 714
930	03	6218	GA-AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	4 500 000	3 500 000	0	0
930	03	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	1 100 000	1 644 000	220 000	656 325
930	03	6227	GA-FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	7 400 000	4 400 000	817 688	0
930	03	6227	GP-FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	300 000	300 000	0	0
930	03	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	1 310 000	17 601 875	11 504 237	5 704 769
930	03	6231	ANNONCES INSERTION CELLULE COMMUNICATION	10 000 000	10 021 536	9 409 359	612 177
930	03	6231	GA-ANNONCES ET INSERTIONS	9 500 000	16 555 440	10 975 142	5 505 750
930	03	6232	GA-FÊTES ET CÉRÉMONIES	39 000 000	55 011 041	43 954 851	4 917 755
930	03	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	18 117 500	15 823 608	11 027 878	3 331 160
930	03	6236	GA-CATALOGUES ET IMPRIMÉS ET PUBLICATIONS	11 582 000	8 288 219	1 813 357	1 065 805
930	03	6236	IMPRESSION ET DE RELIURE CELLULE COMMUNICATION	9 000 000	9 000 000	3 117 386	5 882 614

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
930	03	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	970 000	2 129 915	86 473	1 755 993
930	03	6241	GP-TRANSPORTS DE BIENS	300 000	220 000	0	0
930	03	6245	MISSION ETUDE INITIATIVE ASSAINISSEMENT	0	5 500 000	0	303 064
930	03	6247	GA-TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	6 500 000	12 517 150	12 124 428	17 150
930	03	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	23 940 000	60 208 038	38 492 251	15 066 175
930	03	6261	FRAIS POSTAUX	4 290 000	5 949 806	3 063 422	2 128 932
930	03	6261	GA-FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	1 000 000	1 000 000	357 569	0
930	03	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	42 490 000	51 500 349	36 904 099	10 149 005
930	03	6262	GA-TELECOMMUNICATIONS FIXE	15 500 000	15 062 417	9 776 802	0
930	03	6262	GA-TELECOMMUNICATIONS INTERNET	3 155 500	3 155 500	1 910 969	119 378
930	03	6262	GA-TELECOMMUNICATIONS MOBILIS	6 000 000	6 715 447	6 715 447	0
930	03	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	7 550 000	14 740 707	7 719 725	5 633 077
930	03	6288	GA-AUTRES	9 930 000	11 030 000	7 656 393	963 585
930	03	6288	GA-AUTRES PRESTATIONS COMMUNES	17 550 500	22 190 495	16 968 586	1 920 660
930	03	6288	GP-AUTRES	3 000 000	5 465 500	3 681 373	1 642 862
930	03	6336	COTISATIONS A L'IFAP	4 494 000	4 494 000	4 493 081	0
930	03	64111	PA1-RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	187 040 000	187 040 000	167 931 340	0
930	03	64131	PA2-RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	108 447 000	108 447 000	106 465 368	0
930	03	64131	PA3-RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	11 000 000	19 700 000	18 449 954	0
930	03	64131	PE1-RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	9 191 000	9 191 000	5 149 111	0
930	03	64131	PE3-RÉMUNÉRATION PRINCIPALE	85 790 000	85 790 000	78 513 099	0
930	03	6414	Membres du CES	55 000 000	55 000 000	50 114 751	0
930	03	6414	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	2 000 000	2 160 000	2 158 057	0
930	03	6451	CHARGES SOCIALES	41 200 000	39 265 000	31 378 731	0
930	03	6451	GA-COTISATIONS A LA CAFAT	300 000	300 000	0	0
930	03	6451	PA-COTISATIONS A LA CAFAT	136 850 000	120 650 000	101 558 029	0
930	03	6451	PE-COTISATIONS A LA CAFAT	32 650 000	32 650 000	29 394 966	0
930	03	6531	Chefs Coutumiers / Hoot Ma Whap	24 066 000	23 582 324	23 381 647	0
930	03	6531	GA-INDEMNITÉS	4 800 000	4 800 000	4 200 000	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUT. AJIE ARÖÖ	5 081 000	4 888 036	4 604 350	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUTUMIERS AIRE DREHU	13 800 000	13 607 036	12 752 376	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUTUMIERS AIRE IAAI	4 593 000	4 400 036	3 898 577	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUTUMIERS AIRE NENGONE	10 919 000	10 726 036	10 638 779	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUTUMIERS AIRE PAICI CEMUHI	16 904 000	16 844 417	16 685 100	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUTUMIERS AIRE XARACUU	9 143 000	8 950 036	8 232 188	0
930	03	6531	INDEMNITES DES CHEFS COUTUMIERS DJUBEA KAPONE	7 142 000	7 140 628	6 067 340	0
930	03	6531	Membres du gouvernement	100 759 000	120 617 000	120 555 866	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Ajie Aro	1 577 000	1 769 964	1 769 964	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Djubéa Kapone	1 577 000	1 578 372	1 578 372	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Drehu	1 577 000	1 769 964	1 769 964	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Hoot Ma Whap	1 577 000	1 769 964	1 769 964	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Iaa	1 577 000	1 769 964	1 769 964	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Nengone	1 577 000	1 769 964	1 769 964	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Paici Camuki	1 577 000	1 927 295	1 927 295	0
930	03	6531	Président Aire Coutum / Xaracuu	1 577 000	1 769 964	1 769 964	0
930	03	6531	VACATIONS DES SENATEURS	62 735 000	77 924 400	74 253 376	0
930	03	65321	FRAIS DE MISSION DES CHEFS COUTUMIERS	76 095 000	79 892 680	65 553 444	4 305 543
930	03	65321	FRAIS DE MISSION DES ELUS	32 935 000	33 090 450	30 314 758	2 763 050
930	03	6568	PARTICIP. CONSEILLERS DIV.COLLOQUES	50 000	0	0	0
930	03	65741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	5 000 000	19 050 000	18 767 397	282 603
930	03	6718	CHARGES S/EX.ANT. CARBURANT,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	0	28 570	6 770	0
930	03	6718	CHARGES S/EX.ANTERIEURS	0	858 215	858 215	0
930	03	6718	CHARGES S/EXE.ANT. FETES ET CEREMONIES	0	458 260	458 260	0
930	03	6718	CHARGES S/EXE.ANT. FOURNITURES DIVERSES CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	0	60 000	60 000	0
930	03	6718	CHARGES S/EXE.ANT. FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	0	585 194	585 194	0
930	03	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	61 699 971	49 568 826	11 670 872
930	03	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	0	21 800	21 800	0
930	03	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS LOYERS POUR BATIMENTS	0	541 200	541 200	0
930	03	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	0	16 125	0	0
930	03	6718	GCT-CHARGES/EX.ANT.ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	0	264 045	264 045	0
930	03	6744	CREIPAC-RENCONTRE DE LA FRANCOPHONIE	19 000 000	19 000 000	19 000 000	0
930	03	6745	SUBVENTION AU CLAN BETOE	0	25 000 000	0	25 000 000
930	03	67488	SUBVENTION POUR L'ANNEE DES OUTRES MER	0	10 000 000	9 800 000	200 000
930	03	67488	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES	64 000 000	5 000 000	2 100 000	2 900 000
930	04	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	0	120 000	30 971	0
930	04	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	100 000	187 368	30 925	0
930	04	60612	ÉNERGIE - ÉLECTRICITÉ	1 700 000	2 208 869	400 461	0
930	04	60622	CARBURANTS	5 600 000	7 468 504	6 502 827	0
930	04	60623	ALIMENTATION	320 000	247 200	104 270	0
930	04	60623	OPC-ALIMENTATION	0	2 970	0	0
930	04	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	710 000	2 076 842	917 475	0
930	04	60632	FOURNITURES DE PETIT ÉQUIPEMENT	260 000	681 059	499 877	0
930	04	60636	HABILLEMENT ET VÊTEMENTS DE TRAVAIL	500 000	500 000	0	0
930	04	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 000 000	2 587 983	2 231 754	0
930	04	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	70 000	96 616	96 616	0
930	04	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	10 000	10 000	0	0
930	04	6132	LOCATIONS IMMOBILIÈRES	15 000 000	12 309 341	6 056 568	0
930	04	6135	CRÉDIT-BAIL MOBILIER	100 000	140 000	107 677	0
930	04	6135	LOCATIONS MOBILIÈRES	3 100 000	4 327 646	2 516 385	0
930	04	61522	BÂTIMENTS	0	1 982 220	1 023 225	0
930	04	61551	MATÉRIEL DE TRANSPORT	220 000	659 540	333 088	0
930	04	61552	MATÉRIEL INFORMATIQUE	160 000	250 000	0	0
930	04	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	535 000	606 654	218 217	0
930	04	6182	DOCUMENTATION GÉNÉRALE ET TECHNIQUE	400 000	465 849	351 981	0
930	04	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SÉMINAIRES	150 000	634 823	555 453	0
930	04	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	140 000	835 204	351 490	0
930	04	6188	RESTRUCTURATION DES CHEFFERIES	6 225 000	6 225 000	0	0
930	04	62268	GESTION DES CONFLITS COUTUMIERS	2 000 000	0	0	0
930	04	62268	PRESTATIONS DE SERVICE CONSEILS COUTUMIERS	21 000 000	21 000 000	0	0
930	04	6227	HONORAIRES HUISSIERS	0	175 000	149 515	0
930	04	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	700 000	506 464	0	0
930	04	6232	FÊTE ET CÉRÉMONIE	0	15 000 000	14 725 000	0
930	04	6232	FÊTES ET CÉRÉMONIES	600 000	573 257	494 375	0
930	04	6236	CATALOGUES ET IMPRIMÉS ET PUBLICATIONS	3 000 000	2 137 336	1 787 011	0
930	04	6241	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	0	16 800	0	0
930	04	6241	TRANSPORTS DE BIENS	300 000	365 986	96 590	0
930	04	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	4 500 000	6 893 408	2 244 661	0
930	04	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	1 600 000	1 814 295	1 158 560	0
930	04	6262	FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	4 000 000	4 470 459	3 995 707	0
930	04	6713	CONSTRUCTIONS LOCAUX SENT	0	1 200 000	0	0
930	04	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	2 321 962	2 013 841	0
930	04	6744	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES A L'ADRAF	7 000 000	7 000 000	7 000 000	0
930	05	60612	ELECTRICITE COOPERATION	2 300 000	1 792 465	1 681 882	0
930	05	60622	CARBURANTS.COOPERATION	400 000	429 709	193 202	17 779
930	05	60623	ALIMENTATION COOPERATION	100 000	120 548	115 000	0
930	05	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN COOPERATION	50 000	52 135	9 530	0
930	05	60632	PETIT MATERIEL, COOPERATION	100 000	2 296 100	2 248 300	0
930	05	6064	FOURNITURES DE BUREAU COOPERATION	500 000	699 869	470 892	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
930	05	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, COOPERATION	10 000	10 000	0	0
930	05	6068	FOURNITURES DIVERSES COOPERATION	50 000	99 660	74 827	0
930	05	6132	LOYERS COOPERATION	11 400 000	11 465 956	10 880 376	0
930	05	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	0	178 920	154 770	0
930	05	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	0	10 000	7 524	0
930	05	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, COOPERATION	50 000	563 292	435 329	0
930	05	616	PRIMES D'ASSURANCES	0	350 000	241 425	0
930	05	617	ETUDES	0	47 550 000	0	47 550 000
930	05	6182	DOCUMENTATION COOPERATION	200 000	239 200	234 200	0
930	05	6185	CONFERENCE / COLLOQUES ET SEMINAIRES	11 500 000	43 615 409	31 541 138	2 524 103
930	05	6185	DEVELOPPEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE	0	565 421	0	0
930	05	6185	EVENEMENTS UNION EUROPEENE	0	2 000 000	0	0
930	05	6188	ACTION EUROPE	0	2 000 000	0	0
930	05	6188	AUTRES PRESTATIONS COOPERATION	2 000 000	4 587 311	835 225	137 550
930	05	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	0	179 767	0	0
930	05	62268	HONORAIRES DIVERS	12 000 000	16 328 156	3 559 784	5 414 903
930	05	6231	ANNONCES ET INSERTIONS COOPERATION	200 000	100 000	0	0
930	05	6236	IMPRESSION ET DE RELIURE COOPERATION	200 000	96 285	0	0
930	05	6247	TRANSPORT PERSONNEL COOPERATION	11 240 000	17 546 497	11 993 862	1 905 665
930	05	6262	TELECOMMUNICATIONS COOPERATION	1 200 000	1 830 562	1 193 750	0
930	05	6283	NETTOYAGE DES SOLS DE LA COOP.REG.	0	100 000	51 555	0
930	05	6558	CESAP-COMM.ECO.SOCIALE ASIE PACIFIQUE	500 000	500 000	500 000	0
930	05	6558	COMM.PECHE PACIFIQUE CENTRAL ET OCCIDENTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
930	05	6558	COMMISSION PACIFIQUE SUD	29 392 100	29 392 100	29 392 100	0
930	05	6558	COTISATION OCTA	716 000	716 000	0	716 000
930	05	6558	FORUM DES ILES DU PACIFIQUE	852 300	852 300	852 251	0
930	05	6558	PARTICIPATION SUITE ACCORDS WALLIS ET FUTUNA	20 000 000	35 000 000	0	35 000 000
930	05	6558	PIDP - PROG.DEVELOPPEMENT ILES DU PACIFIQUE	2 500 000	2 500 000	2 500 000	0
930	05	6558	PROGRAMME REGIONAL OCEANIAN ENVIRONNEMENT	2 086 200	2 086 200	2 086 140	0
930	05	6558	SOPAC	1 100 000	1 100 000	1 100 000	0
930	05	6568	SUBV. ADECAL PROJET NETBIOM	0	3 913 031	0	0
930	05	65731	COOPERATION BILATERALE	30 000 000	7 005 578	7 005 578	0
930	05	65737	PARTICIPATION CHARGES DU CREIPAC	41 000 000	41 000 000	41 000 000	0
930	05	65737	SUBVENTION AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS	22 000 000	23 897 382	22 873 150	1 024 232
930	05	65741	COOPERATION BILATERALE	0	67 637 619	27 607 938	37 123 562
930	05	65741	FONDS DU PACIFIQUE - ASSOCIATION	0	71 059 128	6 682 480	64 376 648
930	05	65741	FONDS DU PACIFIQUE - PARTICIPATION	28 000 000	4 000 000	4 000 000	0
930	05	65741	FONDS MICRO PROJETS	8 000 000	693 000	0	693 000
930	05	65741	FONDS MICRO PROJETS ASSOCIATIONS	0	15 000 000	8 800 317	6 199 683
930	05	65741	SUBVENTION A LA MAISON DE LA NOUVELLE CALEDONIE A PARIS	140 000 000	240 000 000	240 000 000	0
930	05	65741	SUBVENTIONS A L'ADECAL	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0
930	05	65748	COLLEGE DE LINDISFARNE	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0
930	05	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	4 196 588	1 765 822	0
930	05	6718	SUBVENTION NATURE VANUATU	0	1 475 770	1 475 770	0
930	05	6744	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES CREIPAC	180 000	15 536 518	10 982 543	4 553 000
930	05	6745	ADECAL-SOUTIEN DES ENTREPRISES A L'INTERNATIONAL	6 000 000	6 000 000	6 000 000	0
930	05	6745	SUBVENTION ADECAL MOYENS TECHNIQUES & OPERATIONNELS	0	7 000 000	7 000 000	0
930	05	6745	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES A LA MAISON NC A PARIS	0	6 000 000	6 000 000	0
930	05	67488	AIDES D'URGENCE ET HUMANITAIRES DIVERSES	0	1 270 125	0	1 270 125
930	05	67488	RAYONNEMENT CULTUREL DE NOUVELLE CALEDONIE DANS LA REGION PACIFIQUE	5 000 000	5 008 500	4 250 226	758 274
930	05	67488	SUBVENTION ASSOC. POITI FESTIVAL DES ARTS AUX ILES MARQUISES	0	2 000 000	0	2 000 000
930	08	6747	ATLAS DE LA N-C (I.R.D)	0	20 000 000	20 000 000	0
Total 930				17 943 018 448	19 148 879 947	17 172 468 880	884 564 202
931	12	65741	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CONF DES PECHEURS	500 000	500 000	500 000	0
931	12	65741	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SNSM	7 425 000	7 425 000	3 585 000	3 840 000
Total 931				7 925 000	7 925 000	4 085 000	3 840 000
932	20	65741	SUBVENTION DIVERSES	0	15 900	0	0
932	21	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	187 000	187 000	118 973	0
932	21	60612	ELECTRICITE	3 000 000	3 000 000	2 488 185	0
932	21	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	4 350 000	4 330 000	3 344 699	0
932	21	60623	ALIMENTATION	235 000	235 000	198 440	0
932	21	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	500 000	2 100 000	2 053 025	0
932	21	60631	FOURNITURES DIVERSES	200 000	200 000	142 564	0
932	21	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	150 000	150 000	121 518	0
932	21	6064	FOURNITURES DE BUREAU	7 000 000	5 450 000	4 812 857	0
932	21	60661	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	40 000	40 000	28 433	0
932	21	6067	FOURNITURES SCOLAIRES ET EDUCATIVES	1 300 000	1 380 000	652 518	0
932	21	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	44 000 000	39 650 000	35 081 830	0
932	21	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	900 000	919 005	298 439	0
932	21	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	1 650 000	3 150 000	1 828 038	0
932	21	614	ENTRETIEN DE BATIMENTS	1 500 000	1 500 000	678 751	241 706
932	21	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	30 000	65 000	21 514	0
932	21	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	1 500 000	1 800 000	1 519 015	0
932	21	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	810 000	830 000	724 176	0
932	21	6185	FETES ET CEREMONIES	2 500 000	2 500 000	986 114	0
932	21	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	6 000 000	6 000 000	3 891 000	0
932	21	6188	PRESTATIONS DE SERVICE LCK / LCO	7 000 000	6 209 000	485 426	5 281 840
932	21	6188	PROJET EDUCATIF ENSEIGNEMENT PRIMAIRE NC	0	2 631 265	1 318 616	0
932	21	6228	PRESTATIONS - OUTILS PEDAGOGIQUES	0	2 229 868	1 971 825	0
932	21	6231	ANNONCE ET INSERTION	0	700 000	514 492	0
932	21	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	7 350 000	7 350 000	2 970 790	0
932	21	6236	IMPRESSION&RELIURE-OUTILS PEDAGOGIQUES	0	5 274 150	4 560 150	714 000
932	21	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	800 000	1 650 000	1 252 065	0
932	21	6247	TRANSPORT DE PERSONNES	0	791 000	303 800	0
932	21	6247	TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS DES PERSONNES	2 000 000	2 000 000	1 603 049	0
932	21	6247	TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	25 710 000	25 610 000	12 009 030	0
932	21	6261	FRAIS POSTAUX	795 000	795 000	617 876	0
932	21	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	8 645 000	8 645 000	5 771 418	0
932	21	62878	REMBOURSEMENTS A L'ETAT	2 000 000	2 935 000	1 955 907	935 000
932	21	65737	PARTIC. AUX CHARGES DE L'IFMNC	260 000 000	260 000 000	260 000 000	0
932	21	65738	PARTICIPATION AUX CHARGES DE L'UJFM	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0
932	21	65738	PROJETS EDUCATIFS	11 750 000	11 750 000	9 686 574	2 058 740
932	21	65738	SUBVENTION AU GRETA SUD COURS PRE-PREPARATOIRE	11 037 750	15 495 240	14 202 790	1 292 450
932	21	65738	SUBVENTION EN NATURE AUX ECOLES	24 000 000	26 505 514	11 139 463	15 276 033
932	21	65741	CARREFOUR DES ARTS	0	209 013	0	0
932	21	65741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	25 000 000	18 046 168	12 427 500	5 618 668
932	21	65741	SUBVENTION FONCTIONNEMENT FEDERATION OEUVRES LAIQUES	16 000 000	16 000 000	16 000 000	0
932	21	65741	SUBVENTION FONCTIONNEMENT ASSOCIATION LIVRE MON AMI	1 200 000	1 200 000	1 200 000	0
932	21	65741	SUBVENTION FONCTIONNEMENT ECOLE DE CIRQUE DE NC	8 240 000	8 240 000	8 240 000	0
932	21	65748	SUBVENTION ENSEIGNEMENTS PRIVES	182 000 000	182 000 000	172 312 873	9 687 127
932	21	6713	PRIX POUR CONCOURS DES ECOLES	800 000	800 000	753 065	0
932	21	6742	COMMUNES - ENSEIGNEMENT PRIVE	0	32 274 119	1 759 915	0
932	21	6745	CREATION STATUT ETUDIANT	13 000 000	8 995 472	8 636 714	358 758
932	21	6745	VAISSEAU DES SCIENCES - ASSOC SYMBIOSE	0	400 000	0	0
932	22	65737	SUBVENTION AU LYCEE AGRICOLE DE NOUVELLE CALEDONIE	3 500 000	3 500 000	3 500 000	0
932	23	6182	DOCUMENTATION - OUTILS PEDAGOGIQUES	0	150 880	150 880	0
932	23	6188	PRESTATIONS STATUT ETUDIANT	0	21 355 528	6 147 854	14 975 061
932	23	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	200 000	192 000	0	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
932	23	6245	ACCOMPAGNEMENT ELEVES SCIENCES-PO PARIS	1 600 000	0	0	0
932	23	6245	TRANSPORT DE PERSONNES-MISSIONNAIRES SCIENCES POLITIQUES	0	1 908 000	1 647 275	0
932	23	6513	BOURSE ENCOURAGEMENT RECHERCHE (3e CYCLE)	0	1 480 000	1 480 000	0
932	23	6513	BOURSES ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE	20 000 000	26 029 200	19 720 000	6 300 000
932	23	65737	SUB CCI - FINANCEMENT DE L'ECOLE DE GESTION ET DE COMMERCE	31 450 000	31 450 000	31 450 000	0
932	23	65738	FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES	2 900 000	4 950 800	4 949 880	920
932	23	65738	SUBVENTION A L'UNC - FILIERES	27 600 000	27 600 000	27 600 000	0
932	23	65738	SUBVENTION A L'UNIVERSITE POUR LE MASTER HEC	0	50 000 000	0	50 000 000
932	23	65738	SUBVENTION ADECAL - TECHNOPOLE	0	4 500 000	4 500 000	0
932	23	65741	ASS. JULES GANIER POUR UN JUVENAT LYCEEN	5 000 000	5 000 000	5 000 000	0
932	23	65741	SUBVENTION ASSOCIATION TUTORAT	27 000 000	27 000 000	27 000 000	0
932	23	65741	SUBVENTION DIVERSES	11 000 000	31 598 821	19 431 654	11 967 167
932	23	6747	GIP MAISON DE L'ETUDIANT	0	3 300 000	0	0
932	23	6747	SUBV* LICENCE PRO ACHAT ET LOGISTIQUE DE L'ECOLE DE GESTION ET DE COMMERCE	0	5 500 000	5 500 000	0
932	27	65737	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CDP	107 300 000	107 300 000	0	0
932	28	65741	SUBVENTION OPERATION COUP DE POUCE	8 000 000	18 732 000	4 728 000	14 004 000
932	28	6744	SUBVENTION ISEE ENQUETE IVQ	0	41 000 000	0	41 000 000
Total 932				968 729 750	1 174 784 943	813 488 970	179 711 470
933	31	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	685 000	884 402	839 273	0
933	31	60612	ELECTRICITE	16 550 000	24 695 686	18 034 961	1 250 000
933	31	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	1 000 000	982 879	698 638	0
933	31	60623	ALIMENTATION	70 000	80 000	73 260	0
933	31	60623	FOURNITURES DIVERSES	980 000	528 581	469 437	0
933	31	60628	FOURNITURES AGRICOLES ET ALIMENTS POUR ANIMAUX	20 000	0	0	0
933	31	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	300 000	242 292	242 292	0
933	31	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	300 000	177 100	0	0
933	31	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	60 000	67 050	67 050	0
933	31	60631	PRODUITS DE NETTOYAGE	300 000	300 000	236 017	24 490
933	31	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	100 000	100 000	97 980	0
933	31	60632	ACHAT MAT. OUTIL MOBILIER POUR ANIMATION	50 000	581 976	531 309	23 203
933	31	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	1 200 000	1 140 123	920 822	93 519
933	31	60632	FOURNITURES DIVERSES	200 000	200 000	198 036	0
933	31	60632	FOURNITURES DIVERSES POUR ANIMATIONS	100 000	109 476	84 476	12 500
933	31	60632	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	85 000	185 000	136 140	0
933	31	60632	MAT. OUTIL. MOBI. NON STOCKES POUR EXPO	0	78 332	78 332	0
933	31	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	60 000	60 000	17 100	0
933	31	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	450 000	450 000	222 921	0
933	31	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	400 000	716 551	710 576	2 988
933	31	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES CONSERVATION	320 000	217 397	121 847	0
933	31	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES POUR ANIMATIONS	0	11 388	0	0
933	31	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES POUR EXPOSITIONS	0	183 419	183 419	0
933	31	6064	FOURNITURES DE BUREAU	1 700 000	1 687 435	1 223 017	0
933	31	60661	MEDICAMENTS	25 000	47 000	28 227	0
933	31	60661	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	35 000	35 000	11 600	0
933	31	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	15 000	15 000	0	0
933	31	6068	FOURNITURES SCOLAIRES ET EDUCATIVES	400 000	381 869	381 068	0
933	31	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	5 000 000	4 768 652	4 768 652	0
933	31	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	6 000 000	6 000 000	5 250 000	375 000
933	31	6135	LOC. MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER EXPO	200 000	52 500	52 500	0
933	31	6135	LOC. MATERIEL OUTILLAGE MOBILIER ANIMATION	100 000	6 006	0	0
933	31	6135	LOCATIONS IMMOBILIERES	60 000	87 412	87 412	0
933	31	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	170 000	500 171	274 685	21 904
933	31	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	260 000	87 477	78 897	0
933	31	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	1 000 000	700 000	589 050	0
933	31	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	3 913 000	3 865 706	3 414 155	127 237
933	31	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	50 000	0	0	0
933	31	61551	ENTRETIEN REPARATION MATERIEL DE TRANSPORT	15 000	0	0	0
933	31	61552	ENTRE. REPARATION MATERIEL INFORMATIQUE	10 000	0	0	0
933	31	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	50 000	0	0	0
933	31	61558	ENTR. REP. MAT. OUTIL MOBILIER ANIMATION	100 000	28 666	28 666	0
933	31	61558	ENTR. REPA. DE MAT. OUTILLAGE ET MOBILIER	200 000	184 046	184 046	0
933	31	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	250 000	471 294	463 469	0
933	31	61558	ENTRETIEN ET REPARATION S/AUTRES BIENS	2 000 000	4 000 000	2 869 399	421 521
933	31	616	PRIMES D'ASSURANCES	300 000	131 583	0	0
933	31	616	PRIMES D'ASSURANCES EXPOSITIONS	150 000	21 377	21 377	0
933	31	617	FRAIS D'ETUDES ECOLE D'ART	0	84 048	0	0
933	31	6182	DEPARTEMENT ARCHEOLOGIE	0	43 090	0	0
933	31	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 155 000	1 032 390	920 520	5 250
933	31	6185	FETES ET CEREMONIES	350 000	411 955	290 830	11 813
933	31	6185	FRAIS COLLOQUES ET SEMIN FETE CITOYENNETE	5 000 000	17 187 338	15 744 559	556 107
933	31	6185	FRAIS COLLOQUES SEMIN. JOURNEE DE LA FEMME	7 000 000	5 401 818	5 401 818	0
933	31	6185	FRAIS DE COLLOQUES - SIGNES IDENTITAIRES	500 000	0	0	0
933	31	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	600 000	686 600	557 390	0
933	31	6185	JOURNEE DE LA CITOYENNETE	2 000 000	573 431	573 431	0
933	31	6185	JOURNEE DE LA FEMME	0	1 302 500	1 302 500	0
933	31	6185	JOURNEE INTERNAT. LUTTE CONTRE VIOLENCES	500 000	0	0	0
933	31	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	2 200 000	2 400 000	1 549 092	412 346
933	31	6188	AUTRES FRAIS DIVERS - SIGNES IDENTITAIRES	200 000	0	0	0
933	31	6188	AUTRES PRESTATIONS	0	8 000 000	8 000 000	0
933	31	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	4 360 000	17 875 795	16 087 210	66 964
933	31	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	2 300 000	3 350 000	2 450 000	900 000
933	31	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE FORMATION DIAC	7 000 000	8 720 000	6 730 000	995 000
933	31	6188	PRESTATIONS DIVERSES SOUS CONTRAT	2 000 000	424 364	409 344	0
933	31	6188	PRESTATIONS DIVERSES SOUS CONTRAT	4 646 450	12 879 682	11 156 505	21 175
933	31	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	310 000	3 002 610	309 450	1 272 450
933	31	6231	ANNONCES ET INSERTIONS - SALLE POLYVALENTE	300 000	300 000	0	0
933	31	6231	ANNONCES ET INSERTIONS- SIGNES IDENTITAIRES	200 000	0	0	0
933	31	6231	ANNONCES INSERTIONS VERNISSAGES EXPO	645 000	358 487	351 373	0
933	31	6232	FETES ET CEREMONIES NATIONALES ET LOCALES	350 000	673 870	621 580	0
933	31	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	30 000	30 000	0	0
933	31	6236	CATALOGUES ET PUBLICATIONS EXPOSITIONS	5 843 550	0	0	0
933	31	6236	CATALOGUES IMPRIMES ET PUBLICATIONS	850 000	173 990	110 000	0
933	31	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	4 580 000	4 534 000	887 411	0
933	31	6236	IMPRIMES ET PUBLICATIONS POUR ANIMATIONS	150 000	8 003	8 003	0
933	31	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	2 660 000	679 950	447 866	13 717
933	31	6241	TRANSPORT DE BIENS	20 000	61 950	61 950	0
933	31	6247	TRANSPORT COLLECTIF DU PERSONNEL	250 000	361 668	15 670	172 573
933	31	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	2 000 000	1 958 050	764 307	461 075
933	31	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	1 805 000	1 367 751	875 627	114 500
933	31	6247	TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	250 000	250 000	27 670	105 211
933	31	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	150 000	150 000	113 762	0
933	31	6261	FRAIS POSTAUX	240 000	93 045	23 920	0
933	31	6261	FRAIS POSTAUX POUR EXPOSITIONS	0	6 335	6 335	0
933	31	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	5 000 000	4 604 447	3 406 635	88 224
933	31	6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	580 000	580 000	74 930	0
933	31	6288	AUTRES JIV	5 000 000	2 536 968	0	1 003 973
933	31	6288	JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES	500 000	0	0	0
933	31	6414	REMUNERATIONS INDEMN. OBSERVATOIRE CONDITION FEMININE	2 000 000	0	0	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
933	31	6414	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	0	3 125 945	3 125 852	0
933	31	6451	CHARGES SOCIALES	0	1 105 777	1 105 709	0
933	31	6568	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE NC	0	41 250 000	20 967 274	20 282 726
933	31	6568	SYNDICAT MIXTE - INSTITUT D'ARCHEOLOGIE DE N-C	38 000 000	38 000 000	38 000 000	0
933	31	65737	BIBLIOTHEQUE BERNHEIM - PARTIC. AUX CHARGES	205 250 000	205 250 000	205 250 000	0
933	31	65737	BIBLIOTHEQUE BERNHEIM - SALON DU LIVRE	5 000 000	15 000 000	7 500 000	7 500 000
933	31	65737	DOTATION ACADEMIE LANGUES KANAK	67 500 000	67 500 000	67 500 000	0
933	31	65737	ECOLE DE MUSIQUE - PARTICIP. AUX CHARGES	232 100 000	232 100 000	232 100 000	0
933	31	65737	PARTICIP. FONCT ADCK	278 000 000	278 000 000	278 000 000	0
933	31	65737	SAISON PRESTIGE CONSERVATOIRE MUSIQUE	5 000 000	5 000 000	5 000 000	0
933	31	65737	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS A LA SOCIETE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET ED	3 250 000	8 750 000	8 750 000	0
933	31	65741	ASSOCIATION FONCT. ET ACTIONS ADAMIC	900 000	1 800 000	1 800 000	0
933	31	65741	ASSOCIATION FONCT. ET ACTIONS AMJBECA	1 825 000	3 650 000	3 650 000	0
933	31	65741	ASSOCIATION FONCT. ET ACTIONS CALEDOLFOLIES LES INCOMPRESSIBLES	750 000	1 500 000	1 500 000	0
933	31	65741	RENOVATION DU TEMPLE PROTESTANT	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0
933	31	65741	SUBV. FONCT. ACTIONS ASSOCIATION POLE D'EXPORT DE LA MUSIQUE ET ARTS DE L	15 500 000	31 000 000	31 000 000	0
933	31	65741	SUBV. FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION MARGUERITE (FORT TEREMBA)	3 750 000	7 500 000	7 500 000	0
933	31	65741	SUBV. FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES MUSIQUES AMPLI	3 000 000	6 000 000	6 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FESTIVAL CINEMA DE LA FOA	3 250 000	3 250 000	3 250 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION EDETEURS ET DIFFUSEURS DE N-C	3 400 000	6 800 000	6 800 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION THEATRE DE L'ILE	7 500 000	15 000 000	15 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS MUSEE DE L'HISTOIRE MARITIME	6 500 000	13 100 000	13 100 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS TOWNDA PROD - FEMMES FUNK	3 000 000	6 000 000	6 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	15 000 000	6 320 540	6 119 000	200 000
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION Anuu-ru aboro	1 500 000	3 000 000	3 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS MAISON DU LIVRE N-C - MAISON CELIERES	8 375 000	16 750 000	16 750 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS PACIFIQUE COMPAGNIE	2 500 000	5 000 000	5 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASS. ADPPAC FESTIVAL CEBU NYEBI	1 500 000	3 000 000	1 500 000	1 500 000
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION YAAARI	1 150 000	2 300 000	2 300 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION "LES AMIS DU MUSEE DE LA NC"	1 500 000	3 000 000	3 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION CALE CINE	810 000	1 620 000	1 620 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION GYPSY JAZZ FESTIVAL	4 000 000	8 000 000	8 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTION FONCT. ET ACTIONS ASSOCIATION LE CHAPITO	4 500 000	9 000 000	9 000 000	0
933	31	65741	SUBVENTIONS DIVERSES	8 100 000	8 100 000	7 200 000	900 000
933	31	6713	PRIX - SIGNES IDENTITAIRES	4 000 000	0	0	0
933	31	6718	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	14 000	14 000	0
933	31	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	243 150	243 150	0
933	31	6744	ECOLE DE MUSIQUE - COMMUNE DE KOUMAC	0	27 000 000	0	27 000 000
933	31	6744	ECOLE DE MUSIQUE - RENOVATION DE LA CLIMATISATION	0	29 625 000	18 549 658	11 075 342
933	31	6744	SUBV. EXCEPT BIBLIOTHEQUE BERNHEIM	0	24 779 880	0	24 779 880
933	31	6745	SUBVENTION PROJET DE SYLVICULTURE ET PROJET EDUCATIF	0	2 100 000	0	2 100 000
933	31	6745	SUBVENTION TEINOD UNIT CONCERT SOPRANO	0	1 400 000	1 400 000	0
933	31	6747	CPS - FORMATION MEDITEUR DROIT A LA PERSONNE	2 000 000	0	0	0
933	31	6747	OBSERVATOIRE DE LA CONDITION FEMININE	500 000	500 000	0	500 000
933	32	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	13 000 000	7 954 621	6 855 920	0
933	32	60612	ELECTRICITE	14 500 000	15 020 623	14 631 800	323 695
933	32	60612	GAZ CMS	40 000	40 000	0	40 000
933	32	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	1 000 000	1 048 771	663 031	385 740
933	32	60623	ALIMENTATION	250 000	155 184	102 910	51 086
933	32	60628	FOURNITURES AGRICOLES ET ALIMENTS POUR ANIMAUX	0	27 510	18 340	0
933	32	60631	FOURNITURES DIVERSES	0	241 605	227 270	0
933	32	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	150 000	309 160	282 431	26 729
933	32	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	200 000	1 182 110	1 099 594	71 160
933	32	6064	FOURNITURES DE BUREAU	900 000	900 000	817 039	82 961
933	32	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE CMS	800 000	964 400	605 395	172 848
933	32	6068	FOURNITURES DIVERSES	100 000	219 590	120 240	99 135
933	32	6122	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	450 000	143 017	93 765	49 252
933	32	6132	Location pour manifestations exceptionnelles	100 000	100 000	0	100 000
933	32	6132	LOCATION SALLE	100 000	31 000	0	31 000
933	32	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	0	5 200 000	4 318 160	881 840
933	32	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	120 000	32 157	0	32 157
933	32	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	25 000 000	59 552 088	49 622 834	8 217 784
933	32	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	28 000 000	48 591 595	46 008 410	2 382 484
933	32	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	0	3 375 897	2 628 483	0
933	32	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	50 000	50 000	3 250	43 500
933	32	61551	Entretien du camping-car du dopage	150 000	206 904	19 130	187 774
933	32	61568	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	200 000	2 048 067	1 865 854	97 111
933	32	616	PRIMES D'ASSURANCES	200 000	413 932	273 291	140 641
933	32	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES	0	884 982	840 000	0
933	32	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	200 000	200 000	119 120	80 880
933	32	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	0	1 466 976	1 466 976	0
933	32	6188	Autres prestations de service pour la lutte anti-dopage	750 000	345 795	0	336 395
933	32	6188	PARTICIPATION DU SERVICE	500 000	506 411	367 210	139 201
933	32	62261	FRAIS D'ANALYSE DU DOPAGE	3 521 000	4 421 000	3 620 790	621 431
933	32	62261	FRAIS D'ANALYSE DU DOPAGE JP 2011	10 844 000	12 271 360	10 957 516	1 313 844
933	32	62261	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	2 000 000	2 000 000	16 118	1 983 882
933	32	62261	Vacations au centre medico sportif	2 275 000	3 003 348	327 500	2 675 848
933	32	62261	VACATIONS CONTROLES ANTI DOPAGE	1 100 000	1 368 448	1 364 230	0
933	32	6228	INDEMNITES ET VACATIONS JURYS CERTIFICATIONS DIPLOMES CALEDONIENS	1 000 000	1 000 000	0	884 080
933	32	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	100 000	100 000	17 690	82 310
933	32	6232	FETES ET CEREMONIES	130 000	130 000	4 200	110 240
933	32	6232	Manifestations exceptionnelles	250 000	1 249 870	166 020	1 083 850
933	32	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	500 000	500 000	0	165 000
933	32	6241	FRET ECHANTILLONS DOPAGE	495 000	886 952	509 630	377 322
933	32	6247	TRANSPORT COLLECTIF DU PERSONNEL	4 000 000	4 000 000	2 049 960	1 930 324
933	32	6261	FRAIS POSTAUX	900 000	900 000	476 925	423 075
933	32	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 100 000	2 100 000	1 789 636	310 364
933	32	6283	ENTRETIEN DE BATIMENTS	1 810 000	3 316 503	1 921 949	1 167 383
933	32	62873	REMBOURSEMENTS AUX PROVINCES	1 500 000	5 000 000	2 418 800	2 581 200
933	32	65733	PROVINCE ILES - FONCTIONNEMENT STADE HNASSE	5 000 000	13 600 000	0	13 600 000
933	32	65733	PROVINCE NORD - FONCTIONNEMENT STADE YOSHIDA	5 000 000	7 500 000	2 500 000	5 000 000
933	32	65741	CTOS - INTERVENTION	15 000 000	25 000 000	15 000 000	10 000 000
933	32	65741	CTOS - JEUX DU PACIFIQUE	40 000 000	58 000 000	40 000 000	18 000 000
933	32	65741	SUBV CTOS - INDEMNITES COMPENSATOIRES AUX EMPLOYEURS PRIVES	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000
933	32	65741	SUBV. AUX LIGUES ET COMITES P/PREPARAT/JEUX DU PACIFIQUE SUD	41 000 000	41 000 000	41 000 000	0
933	32	65741	SUBVENTION A L'UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE	14 500 000	14 500 000	14 500 000	0
933	32	65741	SUBVENTION A L'USEP	3 500 000	3 500 000	3 500 000	0
933	32	65741	SUBVENTION AU CTOS (FONCTIONNEMENT)	45 000 000	50 000 000	45 000 000	5 000 000
933	32	65741	SUBVENTION AU CTOS CENTRE OCEANIEEN HALTEROPHILIE	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0
933	32	65741	SUBVENTION AUX MANIFESTATIONS SPORTIVES	135 000 000	135 000 000	129 540 000	5 460 000
933	32	65741	SUBVENTION DIVERSES GVT	0	2 400 000	0	2 400 000
933	32	65741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	0	1 300 000	250 000	1 050 000
933	32	65741	SUBVENTION NC 2011	1 392 000 000	1 392 000 000	1 300 000 000	92 000 000
933	32	65741	SUBVENTIONS AUX LIGUES ET COMITES	112 000 000	141 500 000	109 451 869	32 048 131
933	32	65741	SUBVENTIONS DIVERSES	10 000 000	11 450 000	10 500 000	950 000
933	32	65741	SUBVENTIONS DIVERSES GRDS EVENEMENTS INTERNATIONAUX	30 000 000	33 800 000	9 500 000	24 300 000
933	32	65741	TOUR DE FRANCE A LA VOILE	0	7 458 250	0	7 458 250
933	32	65748	MISE EN PLACE ET DEVELOPPEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU	27 000 000	30 100 000	25 851 000	4 249 000

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
933	32	6718	DITTSIBEP-CH.S/EX.ENT.ENTRET.MAT.INF.SPORTIVES	0	193 675	193 675	0
933	33	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE JEUNESSE	3 000 000	8 195 056	6 483 750	1 711 306
933	33	6188	PRESTATIONS SERVICE VOLONTAIRE EUROPEEN ET OCEANIE	12 000 000	12 000 000	2 674 461	9 325 539
933	33	62873	REMBOURSEMENTS AUX PROVINCES	16 500 000	19 000 000	18 500 000	500 000
933	33	65741	SUBV. AUX ASS DE JEUNESSE & D'EDUC. POPULAIRE	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0
933	33	6741	MIJ - RESPONSABLE INFORMATION JEUNESSE	1 800 000	1 800 000	1 800 000	0
933	34	65741	SUBVENTION RADIO DJIDO ASSOCIATION EDIPOP	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0
933	34	65741	SUBVENTION RADIO OCEANE - DUMBEA COMMUNICATION	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0
933	34	65741	SUBVENTION RADIO RYTHME BLEU	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0
933	38	65741	CONDITION FEMININE	0	81 019	0	55 000
Total 933				3 227 253 000	3 644 439 149	3 236 500 609	377 181 440
934	40	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	101 000	138 658	127 777	0
934	40	60612	ELECTRICITE	4 847 000	3 932 740	3 871 451	0
934	40	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	1 010 000	1 410 000	1 184 126	0
934	40	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	404 000	289 000	288 675	0
934	40	60631	PRODUITS ENTRETIEN DASS	40 400	31 080	20 310	0
934	40	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	606 000	406 000	378 447	0
934	40	6064	FOURNITURES DE BUREAU	2 832 000	2 561 000	2 559 554	0
934	40	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	606 000	725 480	619 765	0
934	40	6068	FOURNITURES DIVERSES	227 000	299 000	262 877	0
934	40	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	56 442 100	57 618 905	57 618 905	0
934	40	6135	LOYERS POUR MATERIEL DASS	101 000	354 828	179 467	0
934	40	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	0	10 000	8 000	0
934	40	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	858 500	1 934 753	1 349 122	0
934	40	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 116 000	1 090 498	978 829	0
934	40	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	404 000	589 000	478 154	59 430
934	40	62261	HONORAIRES MEDICAUX, FRAIS PARAMEDICAUX	202 000	0	0	0
934	40	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	101 000	337 000	275 362	59 801
934	40	6234	FETES ET CEREMONIES	505 000	195 000	0	195 000
934	40	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	101 000	69 000	49 889	0
934	40	6247	TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	1 618 000	2 407 830	2 309 162	0
934	40	6261	FRAIS POSTAUX	2 732 000	5 244 520	4 532 913	25 263
934	40	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	7 580 000	7 274 750	7 000 377	0
934	41	60631	PRODUITS ENTRETIENS LUTTE PATHOLOGIES	2 500 000	1 600 000	1 537 250	0
934	41	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL 9EME FED	0	2 000 000	394 000	1 606 000
934	41	60632	FRAIS DIVERS SURVEILLANCE ET URGENCES SANITAIRES	0	45 000	44 455	0
934	41	60632	PETIT MATERIEL D'ANALYSE D'EAU POTABLE	1 500 000	500 000	344 040	0
934	41	60632	PETITS MATERIEL LUTTE PATHOLOGIES	0	200 000	0	0
934	41	60632	PETITS MATERIELS SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	2 000 000	1 955 000	1 716 685	0
934	41	60661	PRODUITS PHARMA ET HYGIENE LUTTE PATHOLOGIE	1 000 000	3 968 000	3 796 145	0
934	41	60661	PRODUITS PHARMA ET HYGIENE SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	300 000	855 460	853 764	0
934	41	6132	LOYERS POUR BUREAUX REGISTRE DU CANCER	0	4 047 440	4 046 640	0
934	41	61558	ENTRETIEN MATERIEL SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	1 000 000	430 000	0	408 450
934	41	61558	ENTRETIEN MATERIEL LUTTE PATHOLOGIES	300 000	300 000	0	0
934	41	617	AMIANTE - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	48 040 000	29 614 901	1 493 107	27 990 336
934	41	617	ETUDES AMIANTE	0	20 956 115	13 795 533	7 160 582
934	41	6188	DENGUE - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	0	144 375	144 375	0
934	41	6188	GRIPPE PORCINE - PRESTATIONS DE SERVICES	0	220 500	220 500	0
934	41	6188	INFO DIV. CARACT. SANITAIRE	0	7 451 000	777 000	5 922 000
934	41	6188	PRESTATION INFORMATION PROFESSIONNELS SANTE	4 000 000	1 626 331	167 600	0
934	41	6218	DENGUE- AUXILIAIRES SANITAIRES ET SOCIAL	60 000 000	60 000 000	39 010 453	0
934	41	62261	HONORAIRES MEDICAUX, FRAIS PARAMEDICAUX	2 500 000	5 476 800	5 358 548	0
934	41	6228	EAUX POTABLES - PRESTATIONS DE SERVICES	800 000	800 000	47 300	0
934	41	6231	ANNONCES ET INSERTION LUTTE PATHOLOGIES	0	2 400 000	1 466 078	0
934	41	6231	ANNONCES ET INSERTION SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	0	2 158 384	1 763 596	0
934	41	6236	IMPRESSION SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	3 500 000	3 430 000	459 696	0
934	41	6236	AMIANTE FRAIS IMPRESSION	1 000 000	300 000	111 100	0
934	41	6236	DENGUE - FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	1 100 000	0	0	0
934	41	6236	EAUX BAIGNADE - FRAIS IMPRESSION ET RELIURE	0	423 500	386 750	0
934	41	6236	EAUX POTABLES - FRAIS D'IMPRESSION RELIURE	3 000 000	1 635 187	1 395 811	22 500
934	41	6236	IMPRESSION ETAT SANITAIRE	3 000 000	3 000 000	2 820 500	0
934	41	6236	IMPRESSION INFORMATION PROFESSIONNELS SANTE	1 000 000	1 147 000	571 050	59 000
934	41	6236	PANDEMIE GRIPPALE - FRAIS D'IMPRESSION RELIURE	4 500 000	4 500 000	1 909 951	0
934	41	6241	FRET SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	0	475 254	429 712	0
934	41	6288	AMIANTE PRESTATIONS	23 000 000	63 007 541	26 421 982	28 008 201
934	41	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE 9EME FED	20 255 000	51 958 473	21 022 547	30 935 926
934	41	6288	DENGUE -AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	2 900 000	1 340 000	466 090	0
934	41	6288	EAUX POTABLES- AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	50 000 000	65 454 652	57 705 311	1 438 978
934	41	6288	GRIPPE AVIAIRE - AUTRES PRESTATIONS SERVICE	5 000 000	9 074 000	6 042 574	249 848
934	41	6288	PRESTATIONS ETAT SANITAIRE	5 400 000	3 400 000	1 950 375	0
934	41	6288	PRESTATIONS POUR EVALUATION DES PROGRAMMES SANITAIRES	2 500 000	2 500 000	0	0
934	41	6288	PRESTATIONS SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	6 350 000	8 135 000	2 176 913	3 150 000
934	41	6558	FONDS AUTONOME DE COMPENSATION EN SANTE PUBLIQUE	7 465 000	7 465 000	7 465 000	0
934	41	6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	23 200	0	0
934	41	6718	CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	0	10 599 683	10 541 183	0
934	41	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	10 666 667	10 666 667	0
934	41	6742	SUBVENTIONS COMMUNES EQUIPEMENT 9EME FED	17 600 000	17 128 928	3 144 633	13 984 295
934	42	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	303 000	325 000	324 480	0
934	42	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	512 500	412 500	0	0
934	42	617	ETUDE INGENIERIE FINANCIERE MEDIPOLE	102 814	14 996 722	14 996 722	0
934	42	6188	GREFFES ET DONS D'ORGANES	1 800 000	1 800 000	0	0
934	42	62261	HONORAIRES MEDICAUX, FRAIS PARAMEDICAUX	307 500	48 750	0	0
934	42	6231	ANNONCES ET INSERTIONS OPERATIONS MEDIPOLE	0	84 240	0	84 240
934	42	6236	GREFFES ET DONS D'ORGANES	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000
934	42	6236	GUIDE IVG IMPRESSION	1 000 000	1 000 000	0	0
934	42	6236	PERINATALITE	3 000 000	5 284 500	1 638 700	645 800
934	42	6245	Comité d'éthique déplacements	1 000 000	1 000 000	23 375	476 625
934	42	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 000 000	6 000 000	2 263 930	720 891
934	42	6288	GREFFES DONS D'ORGANES - AUT PREST SERVICE	0	6 300 000	0	6 300 000
934	42	6288	PERINATALITE	5 000 000	0	0	0
934	42	652228	HEBERGEMENT FEMMES ENCEINTES- PERINATALITE	0	10 000 000	4 000 000	6 000 000
934	42	6568	OPIV 2 REHABILITATION HOP MERE ET ENFANT MAGENTA	0	111 060 000	63 496 362	0
934	42	65737	CHT-FONCTIONNEMENT RAOUL FOLLEREAU	180 000 000	180 000 000	180 000 000	0
934	42	65737	SUBVENTION INSTITUT PASTEUR - TRITHÉRAPIE	3 000 000	3 000 000	0	0
934	42	65737	SUBVENTION CHT - TRITHÉRAPIE	10 500 000	10 500 000	0	0
934	42	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	4 610 174	0	0
934	42	6741	RENOVATION CHT CONVENTION PSUD	0	25 300 000	0	25 300 000
934	42	6741	SUBVENTION INSTITUT PASTEUR - TRITHÉRAPIE	0	3 000 000	0	0
934	42	6741	SUBVENTION CHT - TRITHÉRAPIE	0	5 543 182	0	0
934	42	6742	RENOVATION CHT CONVENTION CCAS	0	2 340 000	2 340 000	0
934	42	6744	SUBVENTIONS A HOPITAL NATIONAL DE ST MAURICE	0	550 000	0	550 000
934	48	6712	DOMMAGES ET INTERETS AU FIVA	0	30 000 000	0	30 000 000
934	48	6741	TREMOLITE CONVENTION PROVINCE NORD	0	112 784 000	0	0
Total 934				573 469 814	1 037 271 501	585 841 645	193 353 166
935	50	6228	TRAITEMENT DECHETS CMPC	60 000 000	84 744 487	84 741 879	0
935	50	6288	INTERVENTION INFIRMIERS CMPC	5 000 000	5 456 670	5 456 386	0
935	50	6288	PRESTATIONS POUR LA MISE EN OEUVRE DE REGIMES DE PROTECTION SOCIALE	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000
935	50	65113	ALLOCATIONS VIAGERES	1 300 000	1 300 000	1 279 944	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
935	50	6514	CHARGES SOCIALES	0	38 287 924	26 152 191	0
935	50	66734	SUBVENTION AUX COMMUNES YATE HOUAIOU	0	30 000 000	0	30 000 000
935	50	66741	SUBV. ASSOCIATION DE GESTION DES TUTELLES EN NOUVELLE-CALÉDONIE	0	10 000 000	10 000 000	0
935	50	66741	SUBVENTION DIVERSES	85 850 000	116 139 625	116 072 520	0
935	50	66741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	20 000 000	18 542 300	18 041 684	500 000
935	50	6718	CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	0	11 940 544	11 940 544	0
935	51	60612	ELECTRICITE CHD	100 000	205 424	5 424	0
935	51	60622	CARBURANTS LUBRIFIANTS CHD	120 000	0	0	0
935	51	60623	ALIMENTATION CHD	20 000	100 000	20 520	0
935	51	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	120 000	120 000	0	0
935	51	60632	ACQUISITION DE PETIT MAT. OUTIL. MOBILIER CHD	100 000	105 000	16 403	0
935	51	6064	FOURNITURES DE BUREAU CHD	100 000	300 000	72 840	0
935	51	6068	FOURNITURES DIVERSES CHD	50 000	50 000	8 900	0
935	51	6132	LOYERS POUR BATIMENTS CHD	980 000	2 715 000	1 929 795	0
935	51	6135	LOCATIONS CRHD	500 000	546 172	290 226	0
935	51	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT CHD	100 000	130 000	8 400	0
935	51	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER CHD	0	120 000	64 985	0
935	51	6182	FOND DOCUMENTAIRE HANDICAP	300 000	191 502	191 168	0
935	51	62261	HONORAIRES MEDICAUX, FRAIS PARAMED. CRHD	0	565 000	462 774	0
935	51	6232	FETES ET CEREMONIES CHD	0	43 620	43 620	0
935	51	6236	FRAIS D'IMPRESSION POUR LE CONSEIL DU HANDICAP ET DE LA DEPENDANCE	2 500 000	10 000 000	0	0
935	51	6236	IMPRESSION INFORMATION HANDICAP	500 000	0	0	0
935	51	6247	TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	6 000 000	3 607 570	3 562 274	0
935	51	6247	TRANSPORTS, DEPL. MISSIONS DU PERSONNEL CHD	150 000	900 000	200 580	0
935	51	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS CHD	300 000	800 000	283 609	0
935	51	62873	DELEGATION PROV SUD ACT SOC. ET MED. SOC.	0	12 000 000	12 000 000	0
935	51	6288	PRESTATION INFORMATION HANDICAP	0	3 606 530	3 606 530	0
935	51	6288	HANDICAP - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	2 500 000	16 160 100	1 284 363	0
935	51	6568	COTISATION GIP UPH	100 000	200 000	200 000	0
935	52	60261	PHARMACIE COLLECTIVE FAE PAITA	0	200 000	153 639	0
935	52	60261	PHARMACIE FAE NOUVILLE	0	200 000	111 927	0
935	52	60261	PRODUITS PHARMACEUTIQUES MINEURS FAE PAITA	0	7 231	7 231	0
935	52	60261	PRODUITS PHARMACEUTIQUES MINEURS FAUO	0	28 479	0	0
935	52	60261	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE FAUO	0	188 072	63 125	0
935	52	60262	HABILLEMENT TEXTILE MINEURS F. D'ACCUEIL	0	6 385	0	0
935	52	60611	EAU-ASSAINISSEMENT	1 500 000	1 500 000	947 301	0
935	52	60612	ELECTRICITE	5 700 000	5 700 000	5 401 876	0
935	52	60612	GAZ CUISINE CENTRALE	101 000	101 000	97 490	0
935	52	60612	GAZ FAE NOUVILLE	60 600	15 600	10 780	0
935	52	60612	GAZ FAE PAITA	60 600	60 600	0	0
935	52	60612	GAZ FAUO	60 600	3 600	0	0
935	52	60622	CARBURANT LUBRIFIANT FAMILLE D'ACCUEIL	6 590 200	6 006 400	5 285 599	0
935	52	60622	CARBURANT LUBRIFIANT PJEJ	424 200	314 200	286 752	0
935	52	60623	ALIMENTATION COLLECTIVE FAE PAITA	0	737 000	653 217	0
935	52	60623	ALIMENTATION BATIMENT POLYVALENT	0	703 135	647 443	0
935	52	60623	ALIMENTATION CAE	101 000	108 120	54 880	0
935	52	60623	ALIMENTATION COLLECTIVE FAUO	0	600 000	323 561	0
935	52	60623	ALIMENTATION CUISINE CENTRALE	9 000 000	8 953 970	5 124 513	0
935	52	60623	ALIMENTATION FAE NOUVILLE	0	500 000	148 161	0
935	52	60623	ALIMENTATION MINEURS FAE PAITA	0	51 902	39 115	0
935	52	60623	FOURNITURES DIVERSES CAE	55 550	55 550	11 190	0
935	52	60631	ACQUISITION PETIT MATERIEL PJEJ	252 500	210 500	195 083	0
935	52	60631	FOURNITURES SCOLAIRES ET EDUCATIVES BATIMENTS POLYVALENTS	0	200 000	132 457	0
935	52	60631	PDT MENAGER HEBERGEMENT DIVERSIFIE	101 000	101 000	99 305	0
935	52	60631	PDT MENAGERS CAE	151 500	71 395	71 395	0
935	52	60631	PROD ENTRETIEN MENAGER FAEN	0	200 000	132 242	0
935	52	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER FAE PAITA	0	160 000	112 067	0
935	52	60631	PRODUITS ENTRETIEN MENAGER FAUO	0	200 000	93 969	0
935	52	60631	PRODUITS ENTRETIENS MENAGERS PJEJ	267 650	190 577	190 577	0
935	52	60632	ACQUISITION MATERIEL, OUTILLAGE FAE PAITA	505 000	410 500	374 004	0
935	52	60632	ACQUISITION MAT OUT FAE NOUV	505 000	448 000	206 881	0
935	52	60632	ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE CAE	151 500	541 195	470 714	0
935	52	60632	ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE CJ	296 940	496 940	213 977	0
935	52	60632	ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE FAMILLE D'ACCUEIL	252 500	252 500	153 821	0
935	52	60632	ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE FAUO	222 200	259 200	121 003	0
935	52	60632	FOURNITURE DIVERSES FAMILLE D'ACCUEIL	202 000	15 150	0	0
935	52	60632	FOURNITURES DIV. FAE NOUV	57 570	57 570	31 760	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES	20 200	20 200	12 115	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES CAE	20 200	20 200	16 070	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES CJ	30 300	30 300	7 560	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES FAE PAITA	57 570	57 570	55 536	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES FAE PAITA	20 200	20 200	12 468	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES FAMILLE D'ACCUEIL	10 100	10 100	2 280	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES FAUO	77 770	97 770	42 180	0
935	52	60632	FOURNITURES DIVERSES PJEJ	35 350	45 350	43 465	0
935	52	60636	HABILLEMENT CAE	0	239 595	222 345	0
935	52	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE MINEURS FAE PAITA	0	34 780	29 455	0
935	52	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE PJEJ	212 100	212 100	10 610	0
935	52	60636	-HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	0	60 000	375	0
935	52	60636	HABILLEMENT EXTILE FAUO	0	75 950	28 800	0
935	52	60636	TEXTILE FAE NOUVILLE	0	100 000	52 150	0
935	52	6064	FOURNITURES BUREAU FAE NOUV	202 000	202 000	196 477	0
935	52	6064	FOURNITURES DE BUREAU CAE	707 000	707 000	688 728	0
935	52	6064	FOURNITURES DE BUREAU CJ	90 648	90 648	90 374	0
935	52	6064	FOURNITURES DE BUREAU FAE PAITA	202 000	182 000	180 886	0
935	52	6064	FOURNITURES DE BUREAU FAMILLE D'ACCUEIL	15 150	202 000	192 193	0
935	52	6064	FOURNITURES DE BUREAU FAUO	202 000	247 000	244 135	0
935	52	6064	FOURNITURES DE BUREAU PJEJ	313 100	213 100	209 413	0
935	52	6067	FOURNITURES SCOLAIRES ET EDUCATIVES FAE PAITA	0	293 062	243 996	0
935	52	6067	FOURNITURES SCOLAIRES ET EDUCATIVES FAUO	0	281 830	144 608	0
935	52	6067	SCOLAIRE ET EDUCATIVE FAEN	0	300 000	141 006	0
935	52	6132	LOYERS	12 628 768	13 128 768	11 400 992	0
935	52	6135	LOCATION DE VEHICULE FAEN	131 300	248 300	103 550	0
935	52	6135	LOCATION MATERIEL CAE	21 634	23 634	23 420	0
935	52	6135	LOCATION VEHICULE FAMILLE D'ACCUEIL	606 000	548 000	278 425	0
935	52	6135	LOCATION VEHICULE FAUO	131 300	231 300	160 800	0
935	52	6135	LOCATION VEHICULES CAE	1 010 000	706 780	427 477	0
935	52	6135	LOYERS MATERIEL OUTILLAGE CJ	50 500	50 500	0	0
935	52	6135	LOYERS VEHICULE FAE PAITA	131 300	249 150	234 700	0
935	52	61521	ENTRETIEN ESPACES VERTS	121 200	195 000	90 000	0
935	52	61522	ENTRETIEN BATIMENT FAE NOUV	0	89 182	87 158	0
935	52	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS FAE PAITA	50 500	332 439	206 671	0
935	52	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS PJEJ	1 866 500	1 581 179	1 312 731	0
935	52	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT FAE PAITA	18 180	38 180	9 720	0
935	52	61551	ENTRETIEN MAT TRANSP FAE NOUV	18 180	18 180	0	0
935	52	61551	ENTRETIEN MATERIEL DE TRANSPORT CAE	59 590	0	0	0
935	52	61551	ENTRETIEN MATERIEL DE TRANSPORT FAMILLE D'ACCUEIL	15 655	15 655	5 830	0
935	52	61551	ENTRETIEN MATERIEL DE TRANSPORT FAUO	18 180	18 180	1 900	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
935	52	61551	ENTRETIEN MATERIEL TRANSPORT CJ	20 200	20 200	0	0
935	52	61551	ENTRETIEN MATERIEL TRANSPORT PJEJ	20 200	10 200	9 000	0
935	52	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL FAE PAITA	50 500	100 500	82 242	0
935	52	61558	ENTRETIEN MAT OUTIL FAE NOUV	50 500	250 500	165 667	0
935	52	61558	ENTRETIEN MATERIEL OUTILLAGE CAE	113 625	133 625	97 514	0
935	52	61558	ENTRETIEN MATERIEL OUTILLAGE CJ	247 450	47 450	18 071	0
935	52	61558	ENTRETIEN MATERIEL OUTILLAGE PJEJ	10 100	20 100	20 037	0
935	52	61558	ENTRETIEN MATERIEL, OUTILLAGE FAMILLE D'ACCUEIL	48 985	76 985	70 403	0
935	52	61558	ENTRETIEN MATERIEL, OUTILLAGE FAUO	50 500	50 500	9 450	0
935	52	616	PRIMES D'ASSURANCES PJEJ	2 000 000	2 613 176	2 613 176	0
935	52	6182	DOCUMENTATION CAE	121 200	121 200	58 613	0
935	52	6182	DOCUMENTATION CJ	36 360	36 360	0	0
935	52	6182	DOCUMENTATION FAE NOUVILLE	113 625	113 625	64 154	0
935	52	6182	DOCUMENTATION FAMILLE D'ACCUEIL	113 625	83 625	59 023	0
935	52	6182	DOCUMENTATION FAUO	113 726	113 726	110 565	0
935	52	6182	DOCUMENTATION GENERALE FAE PAITA	113 625	113 625	45 300	0
935	52	6182	DOCUMENTATION PJEJ	30 300	30 300	15 251	0
935	52	6185	FETES ET CEREMONIES FAMILLE D'ACCUEIL	0	50 950	40 950	0
935	52	6185	FRAIS SCOLARITE, INTERNAT, STAGE MINEURS FAE PAITA	0	1 500	1 500	0
935	52	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	0	17 080	17 080	0
935	52	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES PJEJ	10 300 000	10 195 824	8 506 414	1 014 727
935	52	62261	HONORAIRES MEDICAUX MINEURS FAE PAITA	0	9 720	0	0
935	52	6231	ANNONCE ET INSERTION PJEJ	21 210	0	0	0
935	52	6232	REMBOURSEMENT ACTES COUTUMIERS PJEJ	257 550	257 550	85 344	0
935	52	6241	FRET ET TRANSPORT CAE	60 600	60 600	42 305	0
935	52	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL FAE PAITA	454 500	434 500	23 864	0
935	52	6241	FRET ET TRANSPORT FAEN	454 500	454 500	1 620	0
935	52	6241	FRET ET TRANSPORT FAMILLE D ACCUEIL	40 581	40 581	0	0
935	52	6241	FRET ET TRANSPORT FAUO	303 000	217 920	20 768	0
935	52	6245	FRAIS DE TRANSPORT MINEURS FAE PAITA	0	130 600	23 600	0
935	52	6245	TRANSPORT MINEURS CAE	0	32 680	32 680	0
935	52	6245	TRANSPORT MINEURS FAEN	0	14 070	14 070	0
935	52	6247	DEPLACEMENTS MISSIONS PERSONNEL FAE PAITA	707 000	645 975	598 480	0
935	52	6247	TRANSP. DEPL. FAE NOUVILLE	707 000	573 672	476 275	0
935	52	6247	TRANSPORT DEPLACEMENT CAE	6 000 000	4 649 625	3 725 745	0
935	52	6247	TRANSPORT DEPLACEMENT FAMILLE D'ACCUEIL	2 025 000	3 110 240	2 908 172	0
935	52	6247	TRANSPORT DEPLACEMENT FAUO	707 000	647 130	567 492	0
935	52	6247	TRANSPORT DEPLACEMENT MISSION PJEJ	585 750	66 750	28 940	0
935	52	6247	TRANSPORT DEPLACEMENTS CJ	99 485	99 485	0	0
935	52	6261	FRAIS POSTAUX CAE	151 500	90 061	12 561	0
935	52	6261	FRAIS POSTAUX FAE NOUVILLE	11 716	11 716	11 650	0
935	52	6261	FRAIS POSTAUX FAE PAITA	11 716	11 716	0	0
935	52	6261	FRAIS POSTAUX FAMILLE D'ACCUEIL	54 540	54 540	54 450	0
935	52	6261	FRAIS POSTAUX FAUO	11 716	11 716	0	0
935	52	6261	FRAIS POSTAUX PJEJ	50 500	5 500	2 583	0
935	52	6262	FRAIS TELECOMMUNICATION	5 115 650	5 336 860	4 690 389	0
935	52	6262	FRAIS TELECOMMUNICATION CARTES CAE	424 200	485 639	483 000	0
935	52	6262	FRAIS TELECOMMUNICATION CARTES FAMILLE D'ACCUEIL	148 470	178 470	116 850	0
935	52	6262	FRAIS TELECOMMUNICATION RECHARGE LIBERTE FAUO	116 150	166 150	60 900	0
935	52	6262	FRAIS TELECOMMUNICATION RECHARGES LIBERTE CJ	127 260	127 260	127 050	0
935	52	6262	OPT RECHARGE LIBERTE FAEN	116 150	116 150	115 500	0
935	52	6262	RECHARGE LIBERTE FAE PAITA	116 150	136 150	136 000	0
935	52	6282	GARDIENNAGE PJEJ	4 000 000	3 714 000	3 328 125	385 875
935	52	62873	REMBOURSEMENT AUX PROVINCES	691 850 000	747 409 081	55 542 649	691 866 432
935	52	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE FAE PAITA	7 440 000	7 502 231	1 577 947	0
935	52	6288	COMMUNICATION COORDINATION MISE EN OEUVRE POLITIQUE FAMILIALE	13 000 000	13 000 000	0	0
935	52	6288	PRESTATIONS COORDINATIONS PARTENAIRES PJEJ	2 000 000	0	0	0
935	52	6512	AIDES COLLECTIVES MINEURS CAE	2 575 500	2 393 629	352 190	0
935	52	6512	AIDES COLLECTIVES MINEURS CJ	1 459 955	485 420	323 435	0
935	52	6512	AIDES COLLECTIVES MINEURS FAEN	3 838 202	2 436 172	406 142	0
935	52	6512	AIDES COLLECTIVES MINEURS FAEP	3 863 452	2 370 095	846 061	0
935	52	6512	AIDES COLLECTIVES MINEURS FAUO	2 557 118	1 354 086	677 639	0
935	52	6512	AIDES COLLECTIVES MINEURS SHD	120 000	96 740	33 135	0
935	52	6512	AIDES IND MINEURS FAEP	3 090 600	3 055 468	1 364 269	0
935	52	6512	AIDES INDIVIDUELLES MINEURS CAE	1 232 200	1 219 695	553 807	0
935	52	6512	AIDES INDIVIDUELLES MINEURS CJ	1 050 400	1 050 400	112 021	0
935	52	6512	AIDES INDIVIDUELLES MINEURS FAUO	1 807 900	2 432 393	1 710 270	0
935	52	6512	AIDES INDIVIDUELLES MINEURS SHD	3 535 000	4 428 678	2 037 355	0
935	52	6514	CHARGES SOCIALES ATELIERS ET STAGES	150 000	150 000	0	0
935	52	6514	COTISATION AFFILIATION FAMILLE D'ACCUEIL	10 669 732	12 119 732	5 115 240	0
935	52	6514	COTISATIONS AFFILIATION TIERS DIGNE	5 050 000	6 450 000	1 911 160	0
935	52	6518	ARGENT DE POCHE ET PECULES FAE PAITA	606 000	606 000	0	0
935	52	6518	INDEMNITES MINEURS CENTRE DE JOUR	3 423 900	3 492 900	207 375	0
935	52	6518	PECULE F ACCUEIL	1 896 780	1 104 780	0	0
935	52	6518	PECULE MINEURS FAEN	606 000	644 160	0	0
935	52	6518	PECULES FAUO	404 000	405 000	0	0
935	52	6521	FRAIS DE SCOLARITE FAEN	2 685 000	3 240 954	2 412 320	0
935	52	65221	FRAIS PLACEMENT FAMILLE D'ACCUEIL	24 000 000	16 930 000	14 017 969	0
935	52	65221	FRAIS PLACEMENT TIERS DIGNE DE CONFIANCE	30 300 000	42 000 000	40 300 116	0
935	52	652228	HEBERGEMENT FAE NOUVILLE	0	84 228	14 228	0
935	52	6524	PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE	50 000	50 000	0	0
935	52	65741	SUBV CHALLENGE MICHELET	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0
935	52	65741	CONVENTIONNEMENT MESURES REPARATIONS PARQUET	15 000 000	5 000 000	3 236 062	0
935	52	65741	SUBVENTION APEJ	172 106 398	183 068 398	183 068 398	0
935	52	65741	SUBVENTIONS - PRISE EN CHARGE HORS NC	0	350 000	0	0
935	52	6718	CHARGES SUR EX. ANTERIEUR	0	2 198 203	2 145 945	0
935	52	6718	REGUL AVANCE 2010 REGIE DASPJE	0	182 914	182 914	0
935	55	62261	HONORAIRES MEDICAUX, FRAIS PARAMEDICAUX	5 000 000	5 000 000	1 737 932	0
935	55	6245	FRAIS DE TRANSPORT	3 000 000	3 000 000	0	0
935	55	6247	TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	500 000	500 000	253 924	0
935	55	6523	AIDE MEDICALE NOUVELLE CALEDONIE	21 500 000	19 411 335	3 056 160	0
935	55	6525	FRAIS HOSPITALISATION, MEDICAUX, PARAMEDICAUX CONVENTION VANUATU	14 000 000	14 000 000	4 612 900	0
935	55	6525	AUTRES FRAIS AIDE MEDICALE	2 000 000	3 393 561	17 460	0
935	55	65741	ASSOCIATIONS CHRS	55 000 000	56 200 417	55 151 455	0
935	55	65741	COUVERTURE SOCIALE ETUDIANTS VANUATAIS (CAFAT - SOC. MUTUAL. DES FONCTIONNAIRES)	1 500 000	1 500 000	1 400 872	0
935	55	6718	CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	0	12 967 589	12 853 906	0
935	58	6568	RETREP/APC	0	114 065 327	0	114 065 327
935	58	65741	SUBVENTION ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES	9 000 000	9 000 000	9 000 000	0
935	58	6745	ADAVI ASSOCIATION POUR L'ACCES AU DROIT ET L'AIDE AUX VICTIMES	0	1 000 000	0	1 000 000
935	58	6745	PART SALARIAL 2006 ENSEIGNANTS DU PRIVEE	0	58 074 673	57 474 673	600 000
Total 935				1 393 005 137	1 827 967 257	832 015 965	844 432 361
936	60	6513	Bourses territoriales de Formation	158 000 000	158 854 000	158 407 228	446 772
936	60	6514	CHARGES PATRONALES BTF	32 000 000	34 283 223	33 933 569	349 654
936	61	60612	SP-ELECTRICITE	4 000 000	4 000 000	3 301 508	0
936	61	60622	SP-CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	1 600 000	1 600 000	1 011 600	125 440
936	61	60623	SP-ALIMENTATION	270 000	296 830	257 786	0
936	61	60631	SP-PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	830 000	530 000	255 475	0
936	61	60632	SP-AQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	370 000	550 000	412 430	69 100

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
936	61	60632	SP-FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	700 000	437 528	363 175	0
936	61	60636	SP-HABILLEMENT ET TEXTILE	400 000	400 000	49 846	0
936	61	6064	SP-FOURNITURES DE BUREAU	3 300 000	3 300 000	2 128 187	0
936	61	60668	SP-PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	35 000	35 000	14 169	0
936	61	6132	CDS-LOYERS POUR BATIMENTS	0	2 000 000	1 484 840	0
936	61	6132	MATINEES DE LA PREVENTION - LOYERS BATIMENTS -	0	197 200	197 200	0
936	61	6132	SP-LOYERS POUR BATIMENTS	18 800 000	18 613 950	18 202 728	228 723
936	61	6135	SP-LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	100 000	100 000	7 350	0
936	61	6135	SP-LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	130 000	230 000	129 097	0
936	61	61551	SP-ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	100 000	100 000	42 535	0
936	61	61568	SP-ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	390 000	890 000	850 835	0
936	61	617	EMPLOI LOCAL-ETUDES ET RECHERCHES	10 000 000	12 638 000	12 409 514	0
936	61	6182	SP-DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 600 000	1 800 000	1 423 677	231 004
936	61	6184	MATINEES DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE	500 000	0	0	0
936	61	6184	UNIVERSITE DU TRAVAIL - PRESTATIONS	0	2 227 412	2 113 955	0
936	61	6185	CDS- FETES ET CEREMONIES	0	216 720	216 720	0
936	61	6185	EMPLOI LOCAL- COLLOQUES SEMINAIRES	0	1 262 000	1 125 374	47 865
936	61	6185	EMPLOI LOCAL LOYERS BATIMENTS POUR REUNIONS	0	500 000	194 625	0
936	61	6185	MATINEES DE LA PREVENTION-COLLOQUES SEMINAIRES	0	475 895	443 895	0
936	61	6185	SDS-FETES ET CEREMONIES-COLLOQUES SEMINAIRES	0	17 506 300	3 095 389	14 410 911
936	61	6185	SDS-LOYERS MATERIEL, OUTILLAGE, MOBILIER	0	34 250	0	0
936	61	6185	SDS-LOYERS POUR BATIMENTS	0	560 000	115 000	165 000
936	61	6185	SDS-TRANSP DEPL MISS PERS-COLLOQUES SEMINAIRE	0	2 708 846	0	1 519 823
936	61	6185	SEM SANTE SECU-COLLOQUES SEMINAIRES	0	6 863 961	6 155 214	651 102
936	61	6185	SEMAINE SANTE-SECURITE-LOYERS MATERIEL,OUTILLAGE,MOBILIER	0	26 250	26 250	0
936	61	6185	SEMAINE SANTE-SECURITE-LOYERS POUR BATIMENTS -	0	242 550	242 550	0
936	61	62268	ANIM.PREV.RISQUES PROF-PRELEVEMENTS,ANALYSES	500 000	500 000	0	0
936	61	62268	SITE INTERNET-EVOLUTION-	1 500 000	2 000 000	1 018 773	882 000
936	61	6227	SP-FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	50 000	50 000	0	0
936	61	6231	SEM SANTE SECU-ANNONCES ET INSERTIONS	0	178 500	31 500	133 430
936	61	6231	SP-ANNONCES ET INSERTIONS	100 000	159 119	59 119	0
936	61	6232	SP-FETES ET CEREMONIES	414 300	629 300	448 217	170 000
936	61	6236	EDITION NORMES JURIDIQUES	14 000 000	16 050 750	8 660 550	6 663 300
936	61	6236	SP-FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	120 000	1 391 584	1 347 004	0
936	61	6251	SP-TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	1 700 000	1 600 000	984 763	123 400
936	61	6261	SP-FRAIS POSTAUX	1 200 000	1 500 000	1 175 608	39 400
936	61	6261	SP-FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	10 000	10 000	0	0
936	61	6262	SP-FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	6 420 000	6 420 000	4 883 018	0
936	61	6283	SP-ENTRETIEN DE BATIMENTS NETTOYAGE LOCAUX	16 000 000	14 780 000	13 390 101	1 376 018
936	61	6288	CAMPAGNE SANTE-SECURITE-PRESTATIONS	7 600 000	2 797 916	1 663 912	39 998
936	61	6288	COOP REG-MISSIONS D'AIDE TECHNIQUE ET METHODOLOGIQUE	5 000 000	6 270 500	3 189 254	1 312 630
936	61	6288	JOIT-PRESTATIONS	0	5 292 536	5 277 516	0
936	61	6288	MATINEES DE LA PREVENTION - PRESTATIONS	0	145 000	145 000	0
936	61	6288	PREVENTION AT ET MALADIES PROF-AUTRES	1 500 000	600 000	577 500	0
936	61	6288	SDS-AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	25 000 000	59 490 772	5 575 704	53 915 068
936	61	6288	SEM SANTE SECU-PRESTATIONS	8 100 000	3 108 739	1 617 662	1 418 537
936	61	6288	SP-AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 500 000	1 483 580	676 667	0
936	61	6568	FONCTIONNEMENT DES SYNDICATS	134 000 000	144 000 000	144 000 000	0
936	61	65737	PARTIC. AUX CHARGES DE L'IDCNC	179 400 000	179 400 000	179 400 000	0
936	61	65741	CDS-SUBVENTION	30 000 000	30 000 000	30 000 000	0
936	61	65741	UNIVERSITE DU TRAVAIL SUBVENTION	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0
936	61	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	129 507	129 507	0
936	61	6718	SP-CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	70 290	70 290	0
936	61	678	SP-DEPENSES EXCEPTIONNELLES	0	186 050	186 050	0
936	63	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	0	21 840	21 840	0
936	63	60612	ELECTRICITE	1 500 000	1 713 505	1 582 984	0
936	63	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	500 000	458 138	368 859	0
936	63	60623	ALIMENTATION	220 000	294 812	248 956	0
936	63	60631	FOURNITURES DIVERSES	150 000	35 390	35 390	0
936	63	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	0	21 205	17 905	0
936	63	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	60 000	136 591	72 991	0
936	63	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	50 000	0	0	0
936	63	6064	FOURNITURES DE BUREAU	1 500 000	1 005 929	977 155	0
936	63	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	20 000	11 331	11 331	0
936	63	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	32 515 590	34 273 583	32 954 875	0
936	63	6135	LOCATION VEHICULE PRESTATAIRE	0	496 540	306 700	49 790
936	63	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	0	40 000	19 500	14 200
936	63	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	120 000	117 360	106 440	0
936	63	6135	LOYERS VEHICULES TRANSPORT	100 000	132 159	86 742	0
936	63	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	50 000	34 512	6 500	0
936	63	61568	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	1 300 000	1 896 105	1 896 105	0
936	63	616	PRIMES D'ASSURANCES	60 000	21 035	0	0
936	63	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	100 000	183 993	173 014	0
936	63	6183	CD06/10 FORMATIONS QUALifiantES	0	7 213 295	6 073 655	1 139 640
936	63	6183	FORMATIONS QUALifiantES	0	512 079	512 079	0
936	63	6183	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	0	21 026 109	10 249 212	10 776 897
936	63	6183	INTENDANCE DES STAGIAIRES	0	87 409 048	51 643 015	35 340 151
936	63	6183	PREPARER L'ENTREE EN FORMATION	0	47 048 205	41 191 980	5 856 225
936	63	6183	PUBLICS SPECIFIQUES	0	20 511 180	16 651 604	3 859 576
936	63	6183	SECTIONS APPRENTISSAGES	0	113 705 650	106 459 440	7 246 210
936	63	6184	DISPOSITIF VEILLE ET ANALYSE DES FLUX XE FED	5 000 000	0	0	0
936	63	6184	FORMALISER ET DEVELOPPER L'ALTERNANCE TRAVAIL - FORMATION XE FED	18 000 000	0	0	0
936	63	6184	FORMATION DES ACTEURS DU PERIFORMATION XEFED	8 000 000	7 626 000	3 458 400	4 167 600
936	63	6184	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	933 253 750	1 246 730 549	1 026 958 077	219 772 472
936	63	6184	MISSION APPUI PREPARATOIRE 10°FED	16 000 000	16 000 000	14 793 102	1 206 898
936	63	6184	PLATE FORME PREPARATOIRE D'ORIENTATION MOBILE XE FED	24 000 000	24 000 000	18 236 000	5 764 000
936	63	6184	PLATE-FORME PREPARATOIRE ORIENTATION MOBILE	10 000 000	10 000 000	6 840 000	3 160 000
936	63	6184	PRESTATION ETFFA (FORMATION DES FORMATEURS/VALIDATION)	0	39 600 906	39 412 356	188 550
936	63	6184	PROMOTION SOCIALE	16 000 000	19 335 595	11 626 407	7 709 188
936	63	6184	REMUNERATION DES STAGIAIRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	101 000 000	147 368 471	107 201 618	40 166 853
936	63	6184	PRESTATION IFAP (FORMATION DES FORMATEURS/VALIDATION)	40 000 000	39 383 914	29 993 340	9 390 574
936	63	6185	FETES ET CEREMONIES	100 000	1 167 008	956 515	197 826
936	63	6185	FETES ET CEREMONIES SCP	0	23 100	23 100	0
936	63	6188	ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE SYSTEME INFORMATIQUE	500 000	500 000	0	500 000
936	63	6188	AUDIT INGENIERIE	7 000 000	7 000 000	7 000 000	0
936	63	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	7 331 900	10 365 730	1 717 602	8 634 503
936	63	6188	COMMUNICATION ET AUDIT XE FED	15 000 000	14 867 306	8 504 487	6 362 819
936	63	6188	CONVENTION ANT	0	62 471 754	62 471 754	0
936	63	62268	CONTRATS QUALITE	10 400 000	14 925 747	10 258 768	4 666 979
936	63	6228	HONORAIRES ET REMUN. INTERM.	67 500 000	83 344 942	83 344 942	0
936	63	6228	EXTENSION CFA CHAMBRE DE METIERS	0	13 990 453	0	13 990 453
936	63	6228	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	0	11 628 893	0	11 628 893
936	63	6228	HONORAIRES ET REMUN. INTERM.	16 000 000	0	0	0
936	63	6228	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	36 000 000	40 111 873	30 361 669	9 750 204
936	63	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	200 000	331 954	331 953	0
936	63	6231	ANNONCES ET INSERTIONS API	0	249 638	240 547	0
936	63	6231	ANNONCES INSERTIONS CAMPAGNES COMM	21 000 000	23 374 191	18 582 068	4 792 123
936	63	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	100 000	16 300	16 300	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SeFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
936	63	6247	IXE FED-FONCTIONNEMENT	0	809 431	152 375	657 056
936	63	6247	TRANSPORT AGENTS NC	0	132 694	132 694	0
936	63	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	2 500 000	2 802 998	2 645 508	0
936	63	6261	FRAIS POSTAUX	1 200 000	1 319 544	1 319 544	0
936	63	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 500 000	2 095 355	2 095 355	0
936	63	64131	EQUIPE PROJET - RESSOURCES HUMAINES (XE FED)	30 000 000	0	0	0
936	63	64131	IXE FED-FONCTIONNEMENT	0	27 471 092	22 364 001	5 107 091
936	63	6417	REMUNERATION DES STAGIAIRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	0	1 576 831	1 226 371	0
936	63	6451	IXE FED-FONCTIONNEMENT	0	8 233 179	8 232 793	0
936	63	6457	REMUNERATION DES STAGIAIRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	94 775 000	90 425 105	90 425 105	0
936	63	6518	PRIMES	30 000 000	21 900 000	21 720 000	180 000
936	63	6521	FRAIS DE SCOLARITE,D'INTERNAT ET DE STAGE	24 000 000	41 390 448	26 846 745	12 899 466
936	63	6524	CHARGES DE GESTION ET DE STRUCTURE	0	21 718 552	19 702 987	2 015 565
936	63	6524	CONVENTION ANT	112 000 000	137 585 000	112 000 000	25 585 000
936	63	6524	CONVENTION APPUI MOM AFPA	0	6 874 225	6 874 225	0
936	63	6524	COUV. SOCIALE DES STAGIAIRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0
936	63	6524	DEMARCHE VAE DEMANDEURS D'EMPLOI	39 600 000	35 092 876	26 320 000	8 772 876
936	63	6524	HABILLEMENT ET TEXTILE STAGIAIRES DE FP	0	345 081	345 081	0
936	63	6524	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	0	56 944 993	56 664 579	280 414
936	63	6524	IXE FED-FONCTIONNEMENT	0	1 841 050	1 841 050	0
936	63	6524	REMUNERATION DES STAGIAIRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	20 000 000	43 393 465	42 092 461	1 301 004
936	63	6524	REMUNERATION STAGIAIRES	225 000 000	378 746 397	378 282 787	463 610
936	63	6524	TRANSPORT STAGIAIRES HORS NC	0	4 750 000	4 750 000	0
936	63	6524	TRANSPORT VAE ET STAGIAIRES	12 000 000	11 643 748	9 142 232	2 501 516
936	63	6561	GIP FORMATION CADRE-AVENIR	48 781 633	48 781 633	48 781 633	0
936	63	65737	PARTICIPATION AUX CHARGES DE LA CANC	16 000 000	16 000 000	16 000 000	0
936	63	65737	PARTICIPATION AUX CHARGES DE L'IFPSS	373 500 000	373 500 000	373 500 000	0
936	63	65741	SUBVENTION AU CNAM	13 000 000	13 000 000	13 000 000	0
936	63	65741	SUBVENTIONS FORMATION CAFME	15 000 000	5 500 000	775 502	4 724 498
936	63	6718	CHAGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	110 552	60 762	0
936	63	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURES IXE FED-FONCTIONNEMENT	0	554 132	554 132	0
936	63	6744	ECOLE DE SAPEURS POMPIERS N-C	36 400 000	46 400 000	46 400 000	0
936	63	6744	EXTENSION CFA CHAMBRE DE METIERS FED	0	247 500 000	0	247 500 000
936	63	6744	RENOVATION DES ATELIERS DE L'ETFPA (CI 2000/2004-TR2000)	0	139 023	0	0
936	63	6744	SUBV APPUI EMM	19 000 000	19 000 000	19 000 000	0
936	63	6744	SUBV APPUI ETFPA	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0
936	63	6744	SUBVENTIONS EXCEPT IFPSS	0	38 531 511	0	38 531 511
936	63	6744	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES	27 000 000	40 720 105	38 710 615	2 006 885
936	63	6745	CDI 2006-2010 PLATEAU TECHNIQUE DU CFTMC	0	34 200	0	0
936	63	6745	CFTMC PORO FED	0	5 000 000	0	5 000 000
936	63	6745	SIMULATEUR CONDUITE CFTMC FED	0	1 992 792	0	1 992 792
936	63	6745	SUBV ASSOC. APP - AIDE A LA PRISE EN CHARGE DU RUAMM	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0
936	63	6745	SUBVENTION PROBATOIRE OPERATION 3000 AFPEC	0	4 614 140	0	4 614 140
936	63	6745	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES	450 000	450 000	450 000	0
Total 936				3 310 577 173	4 793 378 128	3 909 525 250	864 785 223
937	71	617	ETUDES SI A0405-03	8 000 000	8 000 000	0	8 000 000
937	71	6556	TAP - SUBVENTION POUR DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	175 000 000	560 910 177	15 500 000	0
937	71	6568	PARTICIPATION A SCALAIR	9 500 000	9 500 000	9 500 000	0
937	72	6132	TEP VERTES LOYER TERRAINS	0	720 000	660 000	0
937	72	61558	TEP VERTES ENTRETIEN MATERIELS	0	7 000 000	2 667 000	0
937	72	61561	PRESTATIONS DE SERVICE SE A0406-07	1 210 000	2 928 377	2 219 569	501 193
937	72	617	ETUDES SE A0406-06	16 000 000	0	0	0
937	72	617	ETUDES SE A0406-13	0	15 413 394	1 464 750	12 237 750
937	72	617	FCME ETUDES	25 000 000	59 241 163	21 270 854	0
937	72	617	FER - ETUDES	0	4 410 000	0	0
937	72	617	RECUPERATION CREDITS DEP.IMPREVUES CHAP.940	0	1 218 000	0	0
937	72	62268	PRESTATIONS DE SERVICE SE A0406-02	6 000 000	0	0	0
937	72	62268	PRESTATIONS DE SERVICE SE A0406-06	0	7 641 100	4 430 802	3 210 298
937	72	6228	FCME COMMUNICATION	0	27 270 968	6 402 699	0
937	72	6228	FCME PRESTATIONS DE SERVICES	45 000 000	103 288 211	21 417 014	0
937	72	6228	MISE EN PLACE SCHEMA ENERGIE	8 000 000	1 606 768	1 193 317	0
937	72	6228	PRESTATIONS DE SERVICE SE A0406-13	400 000	11 025 000	0	11 025 000
937	72	6245	FRAIS DE TRANSPORT SE A0406-06	0	1 353 232	1 353 232	0
937	72	6288	PRESTATIONS DE SERVICE SE A0406-09	1 450 000	2 947 998	0	1 497 998
937	72	6556	FCME - SUBVENTIONS ACCORDEES	80 000 000	270 430 237	108 640 540	0
937	72	6556	FCME - SUBVENTIONS PART NC	70 000 000	199 773 479	0	0
937	72	6556	FER - PART CH COM PROG 2010 BUDG CD 2006-2010 HCT	0	450 582 000	121 570 000	0
937	72	6556	FER - PARTICIP* AUX CHARGES COMMUNALES CDI 15	0	125 000 000	0	0
937	72	6556	FER - PARTICIP* AUX CHARGES COMMUNALES HCT	0	319 418 000	272 742 301	0
937	72	6556	FER - PARTICIPATIONS AUX CHARGES COMMUNALES	870 000 000	1 368 852 374	181 070 775	0
937	72	6556	FER - PARTICIPATIONS DE LA NC-CDI15	50 000 000	62 500 000	0	0
937	73	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	20 200	65 362	55 689	0
937	73	60612	GAZ	5 050	0	0	0
937	73	60628	FOURNITURES AGRICOLES ET ALIMENTS POUR ANIMAUX	10 100	10 100	0	0
937	73	60628	RESEAU HYDRO 60628	20 000	20 000	0	0
937	73	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	30 300	189 602	181 599	0
937	73	60631	PERIMETRES PROTECTION CAPTAGES AEP - 60631	200 000	230 000	179 637	0
937	73	60631	QUALITE DES EAUX - 60631	100 000	172 000	169 178	0
937	73	60631	SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE 60631	100 000	54 920	54 900	0
937	73	60632	EAU SOUT 60632	100 000	70 000	66 822	0
937	73	60632	RESEAU HYDRO 60632	600 000	442 268	333 096	0
937	73	60636	RESEAU HYDRO- Main d'oeuvre comp - 602	40 000	40 000	0	0
937	73	6068	FOURNITURES DIVERSES	40 400	48 185	48 185	0
937	73	6068	QUALITE DES EAUX 6068	150 000	35 110	32 050	0
937	73	6068	RESEAU HYDRO 6068	200 000	200 000	73 136	0
937	73	6068	RESEAU HYDRO ASSIST TECHN 6068	100 000	100 000	28 000	0
937	73	6068	SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE 6068	50 000	50 000	32 345	0
937	73	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	4 242 000	3 422 866	3 161 636	0
937	73	6135	SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE location véhicule	1 050 000	66 425	61 425	0
937	73	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	10 100	0	0	0
937	73	61522	RESEAU HYDRO 61522	0	6 900	6 900	0
937	73	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	30 300	15 120	15 120	0
937	73	61552	RESEAU HYDRO- 61552	50 000	50 000	0	0
937	73	61558	EAU SOUT 61558	2 000 000	2 035 704	2 035 704	0
937	73	61558	HYDROMINES 61558	100 000	100 000	0	0
937	73	61558	RESEAU HYDRO 61558	2 150 000	2 300 832	2 284 632	0
937	73	61558	RESEAU HYDRO- Entretien -6314	0	319 440	319 440	0
937	73	617	CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDABLES - 617	7 500 000	41 500 000	16 050 000	25 200 000
937	73	617	CONSEIL DE L'EAU 617	6 000 000	4 078 500	1 284 570	2 793 630
937	73	617	ETUDES RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE 617	8 150 000	7 491 003	6 137 459	1 104 117
937	73	617	GESTION DE L 'EAU PAR BV Iotas - 617	3 500 000	3 593 000	693 000	2 887 500
937	73	617	HYDRAULIQUE DES COURS D'EAU - Carto Zi	0	9 000 000	6 795 219	2 204 781
937	73	617	HYDROMINES 617	2 600 000	4 420 000	780 000	3 640 000
937	73	617	MORPHO DYN FLUVIAL 617	1 500 000	1 533 000	1 533 000	0
937	73	617	PERIMETRES PROTECTION CAPTAGES AEP - 636	21 000 000	33 785 120	17 042 480	16 635 494
937	73	617	QUALITE DES EAUX	16 336 000	40 908 467	16 327 751	24 456 089
937	73	617	REGLEMENTATION	2 464 000	2 464 000	2 130 000	332 250
937	73	617	RESEAU HYDRO- Assist technique	0	2 431 687	1 015 422	1 416 265

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
937	73	617	RESEAU HYDRO ASSISTANCE TECHNIQ 617	5 000 000	2 291 153	2 291 153	0
937	73	617	SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE	6 600 000	9 370 399	5 361 584	3 891 882
937	73	6184	PPE ENQ COM ENQ	4 000 000	4 377 781	1 576 929	2 799 962
937	73	6188	CONSEIL DE L'EAU 6188	300 000	300 000	0	0
937	73	6188	EAU SOUT 6188	5 000 000	3 615 617	2 646 235	415 800
937	73	6188	GESTION BASSIN VERSANT 6188	300 000	300 000	181 923	0
937	73	6188	PERIMETRES PROTECTION CAPTAGES AEP 6188	5 000 000	1 638 289	1 161 350	456 900
937	73	6188	QUALITE DES EAUX - 6188	100 000	100 000	91 875	0
937	73	6188	RESEAU HYDRO 6188	300 000	300 000	151 200	0
937	73	6218	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	18 070 000	27 536 333	21 781 112	5 755 221
937	73	6218	SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE 615	1 250 000	1 443 665	1 342 690	100 975
937	73	6231	PERIMETRES DE PROTECTION DES EAUX 6231	0	1 823 831	1 686 597	128 817
937	73	6241	FRET PERIMETRES PROTECTION CAPTAGES AEP	500 000	0	0	0
937	73	6241	FRET QUALITE DES EAUX	600 000	512 892	20 392	0
937	73	6241	FRET SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE	50 000	51 403	46 403	0
937	73	6241	RESEAU HYDRO 6241	280 000	280 000	208 584	0
937	73	6247	PERIMETRES PROTECTION CAPTAGES AEP AVION	300 000	0	0	0
937	73	6247	SUIVI DE LA RESSOURCE EAU DES ILES LOYAUTE AVION	100 000	200 000	134 200	52 400
937	73	6251	RESEAU HYDRO 6251	2 400 000	903 820	0	0
937	73	6251	RESEAU HYDRO- Main d'oeuvre comp DEPLACEMENT	900 000	900 000	673 760	0
937	73	62873	ENTRETIEN DES COURS D'EAU DUMBEA	8 000 000	63 820 000	4 000 000	59 815 673
937	73	62873	ENTRETIEN DES COURS D'EAU MONT DORE	8 000 000	19 600 000	0	19 600 000
937	73	62873	ENTRETIEN DES COURS D'EAU PAITA	8 000 000	19 220 000	10 605 402	8 600 000
937	73	62873	HYDRAULIQUE DES COURS D'EAU - Aménagement des cours d'eau en PN 965 0 6413	0	30 000 000	12 000 000	18 000 000
937	73	62873	HYDRAULIQUE DES COURS D'EAU - Aménagement des cours d'eau en PS 965 0 6413	0	9 000 000	0	9 000 000
937	73	62873	HYDRAULIQUE DES COURS D'EAU - Entretien des cours d'eau en PN 965 0 6413	16 500 000	30 241 607	6 600 000	23 641 607
937	73	62873	HYDRAULIQUE DES COURS D'EAU - Entretien des cours d'eau en PS 965 0 6413	7 500 000	98 200 000	0	98 200 000
937	73	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	25 250	17 465	0	0
937	73	6451	CHARGES SOCIALES	3 920 000	10 136 353	8 441 194	1 695 159
937	73	65228	RH ASSIST TECHN INSCRIPT*COLLOQUE ET CONFERENCE	150 000	150 000	122 368	0
937	73	65741	SUBVENTION FONDS MONDIAL POUR LA NATURE FRANCE (PPE-WWF) REVEGETALISAT	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
937	73	6718	PAIEMENT DES DEPENSES DES ANNEES N-X	0	10 320 600	10 320 600	0
937	73	6747	HYDROMINES 6747	1 800 000	3 960 000	1 440 000	2 520 000
937	74	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES CITES	200 000	155 000	36 812	118 188
937	74	60623	ALIMENTATION UNESCO	400 000	85 000	0	0
937	74	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER UNESCO	1 220 000	292 110	292 110	0
937	74	60632	ACQUISITION PETIT MATERIEL - CITES	100 000	145 000	120 911	24 089
937	74	6064	FOURNITURES DE BUREAU CITES	100 000	100 000	0	100 000
937	74	6068	FOURNITURES DIVERSES - CITES	100 000	100 000	0	100 000
937	74	6182	DOCUMENTATION GENERALE - CITES	50 000	50 000	0	50 000
937	74	6182	ZON - DOC.GENERALE & TECHNIQUE	200 000	0	0	0
937	74	6182	ZON - DOC.GENERALE & TECHNIQUE CDI15	0	517 887	0	517 887
937	74	6184	ZON VERS ORGANISME FORMATION	0	12 422	0	12 422
937	74	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE CITES	500 000	500 000	0	500 000
937	74	6188	CEN-AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE FOR CDI15	0	1 749 809	0	1 749 809
937	74	6188	ZON - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	4 400 000	0	0	0
937	74	6188	ZON - AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE CDI15	0	10 377 246	567 000	9 810 246
937	74	62268	HONORAIRES ILES ELOIGNEES	0	4 832 890	551 250	3 836 250
937	74	6251	ZON-TRANSPORT, DEPLACEMENTS, MISSIONS CDI15	0	1 692 453	205 547	1 486 906
937	74	6252	FRAIS DE MISSIONS ILES ELOIGNEES	150 000	350 000	0	0
937	74	6252	TRANSPORT DEPLACEMENT MISSION DU PERSONNEL - CITES	100 000	100 000	0	100 000
937	74	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	315 000	474 705	111 161	363 544
937	74	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE ILES ELOIGNEES	0	946 729	50 400	896 329
937	74	6288	FEUX DE BROUSSE	150 000 000	207 105 576	110 421 977	96 683 599
937	74	6568	ADECAL - ZON - PARTICIPATION CONTINGENT	12 000 000	13 783 170	13 200 000	583 170
937	74	6568	CEN DOTATION	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0
937	74	65741	SUBVENTION DE FONCT ILES ELOIGNEES	0	500 000	0	500 000
937	74	6718	CHARGES SUR EX-ANTERIEURS	0	115 000	113 417	0
937	75	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	0	70 000	42 840	0
937	75	60612	ELECTRICITE	200 000	200 000	173 797	0
937	75	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	280 000	270 000	45 133	0
937	75	60623	ALIMENTATION	205 000	271 585	117 090	0
937	75	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	147 000	847 000	20 540	144 900
937	75	60631	LC CLOTUREE (EX - FOURNITURES DIVERSES)	30 000	81 010	4 240	0
937	75	60631	LC CLOTUREE (EX - PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER)	50 000	80 000	77 595	0
937	75	60631	REGIE D'AVANCE	100 000	100 000	53 169	0
937	75	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	200 000	300 000	140 520	0
937	75	60632	REGIE D'AVANCE	50 000	0	0	0
937	75	60633	FOURNITURES DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN	200 000	72 234	23 460	0
937	75	6064	FOURNITURES DE BUREAU	250 000	501 654	120 477	0
937	75	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	0	10 000	6 818	0
937	75	6122	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	300 000	300 000	0	0
937	75	6132	REGIE D'AVANCE	400 000	400 000	200 000	0
937	75	6132	RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS (AP86/05)	300 000	251 589	72 822	0
937	75	6135	LOCATIONS MOBILIERES	0	17 602	7 602	0
937	75	6135	REGIE D'AVANCE	50 000	50 000	0	0
937	75	61523	RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS (AP86/05)	1 000 000	1 500 000	79 550	0
937	75	61551	MATERIEL DE TRANSPORT	40 000	10 000	0	0
937	75	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	300 000	166 705	0	0
937	75	61552	RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS (AP86/05)	3 600 000	3 600 000	3 560 571	0
937	75	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL OUTILLAGE	163 000	393 000	367 219	0
937	75	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	400 000	400 000	314 184	0
937	75	61558	RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS (AP86/05)	1 700 000	1 833 295	1 833 295	0
937	75	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	62 000	190 612	99 847	0
937	75	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	0	1 800	0	0
937	75	6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	288 413	7 456 781	173 798	446 840
937	75	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	15 524 062	46 009 805	11 791 213	7 402 500
937	75	6188	NUMERISATION DONNEES CADASTRALES	5 000 000	1 477 665	1 149 750	327 915
937	75	62268	AMO CONSTRUCTIONS BATIMENTS DE LA NC	0	6 000 000	501 186	3 633 598
937	75	62268	ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE S.I.G. CADASTRE	0	3 159 844	1 836 844	1 323 000
937	75	62268	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	2 000 000	7 308 613	2 441 250	4 642 260
937	75	6236	IMPRESSIONS CARTES BDTOPO-NC AU 1/50000	5 000 000	5 000 000	2 331 553	2 661 575
937	75	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	910 525	2 848 753	2 250 207	0
937	75	6252	REGIE D'AVANCE	1 600 000	1 100 000	912 720	0
937	75	6261	FRAIS POSTAUX-X- DIVERS-DIVERS	0	40 000	14 200	0
937	75	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	5 000 000	4 600 000	4 152 246	0
937	75	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS - DIVERS	50 000	63 907	43 470	0
937	75	6561	PARTICIPATION AU GIE SERAIL	4 000 000	4 000 000	4 000 000	0
937	75	6718	BGN-CHARGES/EXERCICES ANTERIEURS RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS	0	48 411	48 411	0
937	75	6742	SUBVENTION EXCEPT. AUX COMMUNES 9EME FED	0	26 000 000	0	26 000 000
937	75	6745	SUBVENTION ADECAL MOYENS OPERATIONNELS	0	4 000 000	4 000 000	0
937	75	6745	SUBVENTION EXCEPT. MAISON NC ASSAINISSEMENT	0	2 900 000	1 608 507	1 291 493
937	76	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES	6 000 000	2 398 101	1 497 276	100 825
937	76	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	4 000 000	0	0	0
937	76	6251	TRANSPORT, DEPLAC, MISSION PERS "CTRL ERP"	0	750 000	723 559	0
937	76	6251	TRANSPORT, DEPLAC, MISSION PERS "SCE TOPO"	1 400 000	1 400 000	771 720	0
937	77	60612	ELECTRICITE	1 659 000	1 885 943	1 841 259	0
937	77	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	870 000	870 000	730 354	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SeFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
937	77	60631	FOURNITURES DIVERSES	0	15 830	12 040	0
937	77	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	0	42 423	42 423	0
937	77	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	268 000	268 000	243 535	0
937	77	6064	FOURNITURES DE BUREAU	375 000	444 170	420 077	0
937	77	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	328 000	388 000	315 600	0
937	77	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	72 000	65 650	47 700	0
937	77	61521	ENTRETIEN DE TERRAIN , PARC & JARDIN	0	882 000	346 500	0
937	77	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	3 500 000	5 640 468	3 348 936	0
937	77	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	4 400 000	5 054 516	2 776 145	0
937	77	6184	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	1 930 000	1 930 000	1 511 994	0
937	77	6185	FETES ET CEREMONIES	600 000	515 000	233 765	0
937	77	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 250 000	84 000	84 000	0
937	77	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	800 000	1 359 375	1 347 951	0
937	77	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	2 500 000	2 616 680	2 362 494	0
937	77	6261	FRAIS POSTAUX	625 000	625 000	193 102	0
937	77	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	7 800 000	7 123 945	5 540 629	0
937	77	6288	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT LAVAGE VEH	100 000	100 000	7 200	0
937	77	6568	AUTRES CONTINGENTS ET PARTICIPATION	0	2 316 000	2 316 000	0
Total 937				1 830 415 700	4 568 609 219	1 161 917 767	537 224 106
938	81	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT "DITTT"	2 200 000	1 028 463	1 028 463	0
938	81	60612	ELECTRICITE " BER "	500 000	208 062	208 062	0
938	81	60612	ELECTRICITE " CCTV "	2 200 000	2 780 488	2 780 488	0
938	81	60612	ELECTRICITE " DITTT "	9 100 000	7 205 130	7 205 130	0
938	81	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES "DITTT"	6 000 000	6 517 280	6 517 280	0
938	81	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	0	7 499	7 499	0
938	81	60623	ALIMENTATION "DITTT"	100 000	130 000	128 866	0
938	81	60631	DIVERS CONSOMMABLE INFORMATIQUE	200 000	105 140	72 350	0
938	81	60631	FOURNITURES DIVERSES "DITTT"	500 000	450 050	372 658	0
938	81	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER "DITTT"	1 000 000	652 484	637 484	0
938	81	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL "DITTT"	3 000 000	481 190	423 322	0
938	81	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL INFORMATIQUE DITTT	100 000	253 507	207 760	0
938	81	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE "DITTT"	500 000	583 217	399 590	0
938	81	6064	FOURNITURES DE BUREAU "DITTT"	8 600 000	7 974 364	5 226 474	0
938	81	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES HYG. "DITTT"	200 000	145 899	14 370	0
938	81	6068	FOURNITURES DIVERSES EDUCATION ROUTIERE	3 000 000	645 012	645 012	0
938	81	6068	FOURNITURES DIVERSES POUR ANIMATION PEDAGOG. DE SECURITE ROUTIERE	5 000 000	5 000 000	1 825 000	0
938	81	6132	LOYERS POUR BATIMENTS "CCTV"	30 000 000	28 086 737	2 126 250	0
938	81	6132	LOYERS POUR BATIMENTS "DITTT"	3 700 000	0	0	0
938	81	6135	AUTRES LOYERS "DITTT"	300 000	421 797	421 797	0
938	81	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSP "BER"	400 000	453 105	334 815	0
938	81	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSP "CCTV"	400 000	731 325	424 355	0
938	81	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSP "DITTT"	250 000	390 675	245 442	0
938	81	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAG "DITTT"	100 000	15 000	15 000	0
938	81	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS " SCES INFRA "	1 800 000	0	0	0
938	81	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS "BER"	500 000	0	0	0
938	81	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS "CCTV"	850 000	991 251	905 312	0
938	81	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS "DITTT"	7 600 000	8 610 222	8 469 202	0
938	81	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	480 000 000	546 984 706	451 525 311	0
938	81	61552	DEPANNAGE INFORMATIQUE DE LA DITTT	400 000	341 353	245 151	0
938	81	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLA "DITTT"	2 000 000	2 125 581	2 125 581	0
938	81	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	3 500 000	2 874 954	2 570 405	225 000
938	81	616	PRIMES D'ASSURANCES DITTT	0	21 200	21 200	0
938	81	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES	15 000 000	11 500 000	0	0
938	81	617	SCHEMA DIRECTEUR DES TRANSPORTS	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000
938	81	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE " DITTT "	2 000 000	1 571 487	1 192 592	0
938	81	6182	VERSION PAPIER ET ELECTRONIQUE DOC INFORM	100 000	50 000	0	0
938	81	6185	FETES ET CEREMONIES "DITTT"	800 000	1 304 307	504 307	393 380
938	81	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	31 000 000	20 431 462	12 261 364	2 158 892
938	81	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE " DITTT "	2 000 000	2 501 112	2 333 847	0
938	81	6188	EXTENSION DITTT/DIMENC	0	729 750	36 750	693 000
938	81	62268	HONORAIRES ET REMUNERATION INTERIMAIRES	0	2 704 564	811 369	1 893 195
938	81	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX "DITTT"	10 000	10 000	0	0
938	81	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	1 200 000	2 396 418	2 330 373	0
938	81	6231	ANNONCES ET INSERTIONS " SCES INFRA "	1 800 000	2 130 269	2 130 269	0
938	81	6231	ANNONCES ET INSERTIONS ENTRETIEN VOIRIE RESEAUX	0	84 546	84 546	0
938	81	6231	ANNONCES ET INSERTIONS SECURITE ROUTIERE	0	32 706 922	26 681 513	4 798 018
938	81	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE "BPC"	2 000 000	2 728 079	1 778 043	0
938	81	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE " CCTV"	1 600 000	1 419 700	262 700	0
938	81	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE "DITTT "	410 000	894 740	332 449	0
938	81	6238	FRAIS IMPRESSION RELIURE SI/DITTT	0	2 915 454	32 250	0
938	81	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL "DITTT"	0	50 000	48 330	0
938	81	6251	TRANSP.DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL "CCTV"	4 000 000	4 440 300	3 757 266	0
938	81	6251	TRANSPORT,DEPLAC. MISSION PERS "BER"	4 000 000	4 381 152	4 037 902	0
938	81	6251	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS. MISSIONS. PERSONNEL "DITTT"	1 300 000	2 185 753	1 542 855	0
938	81	6261	FRAIS POSTAUX " BPC "	500 000	771 921	771 921	0
938	81	6261	FRAIS POSTAUX " DITTT "	3 600 000	3 516 411	3 516 411	0
938	81	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS " BER "	400 000	400 000	178 967	0
938	81	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS " CCTV"	800 000	800 000	381 075	0
938	81	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS " DITTT"	6 500 000	7 022 566	7 022 566	0
938	81	6558	SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT INTERURBAIN	12 000 000	20 000 000	0	20 000 000
938	81	65737	INSTITUT DEVELOP.COMPET.NC PERMIS DE CONDUIRE	25 000 000	50 000 000	0	50 000 000
938	81	65741	PREVENTION ROUTIERE	7 000 000	7 000 000	2 215 000	4 785 000
938	81	6718	DTTSIBIR-CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS ENTRETIEN ROUTIER	0	18 900	18 900	0
938	81	6718	GCT-CH.S/EX.ANT. ENTRETIEN BATIMENTS ET LOGEMENTS ADMINISTRATIFS N-C	0	1 777 634	1 777 634	0
938	81	6718	SAAFIR-CHARGES S/EX.ANT.LOYER POUR MATERIEL DE TRANSPORT	0	145 836	128 000	0
938	81	6718	SAAFIR-CHARGES SUR EX.ANT.TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSO	0	71 100	71 100	0
938	81	6745	RESEAU TERRITORIAL DES TRANSPORTS	0	9 182 443	0	2 269 500
938	82	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 735 000	2 091 155	2 089 989	0
938	82	60612	ELECTRICITE	18 249 000	17 604 187	17 052 435	0
938	82	60621	GAZ	6 000	0	0	0
938	82	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	3 210 000	3 106 580	2 904 298	0
938	82	60623	ALIMENTATION	2 392 000	2 420 000	2 318 485	0
938	82	60623	FOURNITURES DIVERSES	110 000	102 680	99 190	0
938	82	60628	FOURNITURES AGRICOLES ET ALIMENTS POUR ANIMAUX	100 000	86 000	64 720	0
938	82	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	280 000	703 000	558 894	0
938	82	60631	FOURNITURES DIVERSES	10 000	15 700	15 700	0
938	82	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	264 000	451 379	432 596	0
938	82	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	150 000	929 399	925 258	0
938	82	60632	FOURNITURES DIVERSES	787 234	326 234	259 399	0
938	82	60633	FOURNITURES DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN	1 859 500	2 077 500	2 076 815	0
938	82	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	1 954 000	1 375 890	1 369 890	0
938	82	6064	FOURNITURES DE BUREAU	1 066 000	889 076	850 401	0
938	82	60661	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	60 000	198 000	76 950	0
938	82	6122	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	1 040 000	583 900	289 780	0
938	82	6132	LOYERS POUR TERRAINS NUS	1 300 000	0	0	0
938	82	6135	LOCATION MATERIELS	100 000	52 000	51 975	0
938	82	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	0	124 005	124 005	0
938	82	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	1 000 000	731 000	729 750	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
938	82	61521	ENTRETIEN TERRAINS PARCS ET JARDINS	11 000 000	11 400 969	11 400 969	0
938	82	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	24 260 000	38 936 040	38 007 978	0
938	82	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	7 060 000	7 325 918	6 824 158	0
938	82	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	4 000 000	5 140 500	4 684 381	0
938	82	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE	250 000	467 050	466 620	0
938	82	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	5 149 000	4 560 000	4 403 414	0
938	82	61568	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	120 000	707 883	707 883	0
938	82	61568	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	28 000	1 621	1 621	0
938	82	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	200 000	592 523	554 995	0
938	82	6185	FETES ET CEREMONIES	100 000	191 000	169 165	0
938	82	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	0	14 126 910	13 426 076	0
938	82	6188	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	110 000	110 000	105 420	0
938	82	6218	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	0	842 280	684 004	0
938	82	6225	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	0	101 314	84 488	0
938	82	62261	PAIEMENT HONORAIRES ET FRAIS MEDICAUX	166 000	193 900	0	0
938	82	62268	AUDIT GESTION EXPLOITATION AERODROMES NC	0	448 712	0	0
938	82	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	650 000	1 397 686	1 325 474	0
938	82	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	170 000	49 000	48 800	0
938	82	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	1 050 000	1 810 050	1 605 704	0
938	82	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	2 602 400	4 245 906	2 548 086	0
938	82	6251	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	500 000	1 170 450	1 170 450	0
938	82	6252	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	2 465 550	1 550 432	1 168 380	0
938	82	6261	FRAIS POSTAUX	31 000	23 265	5 784	0
938	82	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	5 888 000	5 220 709	4 985 070	0
938	82	6282	GARDIENNAGE AERODROME MGTA	61 510 000	52 323 270	47 247 675	0
938	82	6283	FRAIS DE NETTOYAGE BAPA	450 000	450 000	385 000	0
938	82	62871	REMBT LOYERS CHEF ONA	2 400 000	2 400 000	2 400 000	0
938	82	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	25 000	0	0	0
938	82	65116	CONTINUITE TERRITORIALE (METROPOLE)	0	24 071 766	14 335 000	0
938	82	6558	CCI - DELEGATION SERVICE PUBLIC AERODROME MAGENTA	15 000 000	1 164 072	1 164 072	0
938	82	6568	AIRCAL	71 000 000	93 001 250	93 001 250	0
938	82	65741	SUBVENTION A L'AERO-CLUB CALEDONIEN	2 500 000	2 656 250	2 187 500	468 750
938	82	65742	AIRCAL CONTINUITE TERRIT. INTERIEURE	80 000 000	203 500 000	84 020 695	119 479 305
938	82	6713	PRIMES CONCOURS RECONSTRUCTION TOUR LIFOU FD	0	3 300 000	1 100 000	2 200 000
938	82	6718	AUDIT AIRCAL	0	13 338 000	7 455 000	5 883 000
938	83	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	400 000	443 192	443 192	0
938	83	60612	ELECTRICITE	3 150 000	4 634 438	4 390 345	0
938	83	60612	ELECTRICITE " PH.BALISES "	1 300 000	0	0	0
938	83	60612	GAZ	400 000	288 000	287 048	0
938	83	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	7 250 000	7 250 000	7 241 151	0
938	83	60623	ALIMENTATION	3 200 000	3 344 533	3 161 607	0
938	83	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	400 000	400 000	181 714	0
938	83	60631	FOURNITURES DIVERSES	500 000	499 911	428 879	0
938	83	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	400 000	51 005	51 005	0
938	83	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	1 200 000	741 156	647 285	0
938	83	6064	FOURNITURES DE BUREAU	50 000	36 330	36 330	0
938	83	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE EMBARQUES A BORD NAVIRES	200 000	33 688	33 688	0
938	83	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	150 000	0	0	0
938	83	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS "PH.BALISES"	1 400 000	1 400 000	1 303 797	0
938	83	61523	ENTRETIEN DE VOIRIE ET DE RESEAUX	19 500 000	14 151 668	13 598 373	0
938	83	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	17 400 000	24 273 461	23 173 043	0
938	83	61568	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	500 000	796 638	793 036	0
938	83	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	50 000	0	0	0
938	83	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	200 000	255 980	255 980	0
938	83	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	250 000	0	0	0
938	83	6247	INDEMNITES INSPECTEURS SECURITE NAVIRES	2 000 000	2 000 000	238 596	0
938	83	6251	TRANSPORT,DEPLAC. MISSION PERS "PH.BALISES"	2 800 000	1 569 991	435 850	0
938	83	6251	TRANSPORTS DEPLA. MISSIONS PERSONNEL "BHNC"	1 400 000	1 400 000	1 098 800	0
938	83	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS " PH. BALISES "	1 800 000	1 800 000	1 798 352	0
Total 938				1 112 277 684	1 435 114 919	1 012 933 641	230 247 040
939	90	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	148 000	208 000	205 524	0
939	90	60612	ELECTRICITE	2 498 500	2 366 500	2 096 659	0
939	90	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	824 000	821 000	499 602	0
939	90	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS A04	716 000	711 000	404 758	0
939	90	60623	ALIMENTATION	130 000	130 000	89 100	0
939	90	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	105 000	105 000	104 496	0
939	90	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	150 000	150 000	83 289	0
939	90	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	30 000	31 000	31 000	0
939	90	6064	FOURNITURES DE BUREAU	1 200 000	1 165 900	905 564	0
939	90	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	100 000	38 400	3 990	0
939	90	6068	FOURNITURES DIVERSES	20 000	46 000	40 560	0
939	90	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	895 260	895 260	882 000	0
939	90	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	112 500	120 500	110 070	0
939	90	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	43 000	43 000	42 840	0
939	90	61568	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	1 060 000	1 060 000	852 991	0
939	90	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	420 000	420 000	363 624	0
939	90	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	22 550 000	22 612 792	14 826 945	0
939	90	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE ACTION 08	0	60 600	35 500	0
939	90	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	20 000 000	19 937 208	15 819	10 000 000
939	90	6234	FETES ET CEREMONIES	117 000	117 000	84 000	0
939	90	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	40 000	48 100	48 100	0
939	90	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	3 268 000	18 268 000	1 820 970	15 405 630
939	90	6261	FRAIS POSTAUX	550 000	550 000	365 780	0
939	90	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	2 030 000	2 030 000	1 357 980	0
939	90	6283	ENTRETIEN DE BATIMENTS	1 523 680	1 595 680	1 594 908	0
939	90	6556	PART. FONDS DE PEREQUATION GAZOLE	175 000 000	175 936 819	146 862 358	0
939	90	65737	INSTITUT STATISTIQUES ETUDES ECONOMIQUES	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0
939	90	65741	SUBVENTION A L'ADECAL	20 000 000	32 000 000	32 000 000	0
939	90	65741	SUBVENTION DIVERSES - GVT	101 000 000	78 000 000	42 679 952	35 320 048
939	90	65741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	5 000 000	9 308 150	8 400 000	908 150
939	90	65742	MESURES CONTRE VIE CHERE (ECOPAIN)	0	20 194 700	20 194 700	0
939	90	65742	SUBV. ECOPAIN - MESURES CONTRE VIE CHERE	20 000 000	31 000 000	22 687 180	8 312 820
939	91	617	ANALYSE ET SUIVI REGLEMENTATION RELATIVE AUX TELECOMMUNICATIONS	8 000 000	8 000 000	0	8 000 000
939	91	617	ETUDES&PRESTATIONS ELABORATION ET MISE EN OEUVRE DU PROJET D'ECONOMIE N	48 000 000	78 958 250	0	78 958 250
939	91	62873	AUTRES REMBOURSEMENTS A D AUTRES COLLECTIVITES	0	5 000 000	3 500 000	1 500 000
939	91	6568	OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE NC	0	6 000 000	6 000 000	0
939	91	65741	SUBVENTION AIDE A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE	24 000 000	44 000 000	41 054 902	1 945 098
939	91	65741	SUBVENTIONS DIVERSES	0	9 100 000	9 100 000	0
939	91	6745	FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	0	9 200 000	0	9 200 000
939	92	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 750 000	1 165 428	598 305	0
939	92	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT NAVIRE	37 500	37 500	35 134	0
939	92	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT SIEGE	160 000	197 000	196 569	0
939	92	60612	ELECTRICITE	14 853 500	13 957 360	12 055 016	0
939	92	60612	ELECTRICITE NAVIRE	250 000	199 000	193 677	0
939	92	60612	ELECTRICITE SIEGE	2 470 000	1 948 000	1 122 924	0
939	92	60612	GAZ	300 000	300 000	283 301	0
939	92	60612	GAZ SPECIAUX	300 000	360 000	323 661	0
939	92	60621	GAZ NAVIRE	30 000	30 000	0	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
939	92	60622	CARBURANTS GROUPE ET INCINERATEUR	500 000	500 000	201 860	0
939	92	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	8 493 440	8 197 536	7 310 646	0
939	92	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS NAVIRE	4 000 000	3 941 853	2 584 959	0
939	92	60622	CARBURANTS, COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS SIEGE	486 000	360 500	299 922	0
939	92	60622	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)?FD	200 000	100 000	0	0
939	92	60622	PRIME A LA VACHE ALLAITANTE - FD	0	1 344 583	1 034 183	300 000
939	92	60623	ALIMENTATION	765 800	765 800	389 320	0
939	92	60623	ALIMENTATION NAVIRE	270 000	560 000	555 662	0
939	92	60623	ALIMENTATION SIEGE	105 000	72 000	66 331	0
939	92	60623	FOURNITURES DIVERSES	300 000	118 000	117 766	0
939	92	60623	FOURNITURES DIVERSES SIEGE	100 000	165 000	160 588	0
939	92	60628	ACCOMPAGNEMENT MISSIONS SIF	200 000	662 000	485 644	0
939	92	60628	FOURNITURES AGRICOLES ET ALIMENTS POUR ANIMAUX	70 000	70 000	46 860	0
939	92	60631	ACHAT DE SACS PLASTIQUES	50 000	28 845	28 845	0
939	92	60631	ACQUI. PETIT MATERIEL RESEAU DE SURVEILLANCE MOUCHE DES FRUITS	0	150 000	44 838	0
939	92	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	2 050 000	1 809 329	1 748 498	0
939	92	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER NAVIRE	500 000	393 000	297 503	0
939	92	60631	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER SIEGE	210 000	210 000	202 612	0
939	92	60631	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)?FD	200 000	100 000	9 110	0
939	92	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	1 350 000	1 331 350	1 323 133	0
939	92	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER NAVIRE	37 500	85 700	82 850	0
939	92	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER SIEGE	80 000	120 000	117 946	0
939	92	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	150 000	122 561	122 561	0
939	92	60632	PRIME A LA VACHE ALLAITANTE - FD	0	7 970 180	7 970 180	0
939	92	60633	FOURNITURES DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN NAVIRE	30 000	10 000	0	0
939	92	60633	FOURNITURES DE VOIRIE ET D'ENTRETIEN SIEGE	10 000	10 000	0	0
939	92	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	4 168 250	3 506 840	2 958 561	0
939	92	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE NAVIRE	37 500	0	0	0
939	92	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE SIEGE	30 000	0	0	0
939	92	6064	FOURNITURES DE BUREAU	5 356 900	4 587 158	3 123 332	0
939	92	6064	FOURNITURES DE BUREAU NAVIRE	21 000	33 500	32 648	0
939	92	6064	FOURNITURES DE BUREAU SIEGE	800 000	1 362 412	1 355 363	0
939	92	60661	MEDICAMENTS	12 000 000	12 403 014	12 388 479	0
939	92	60661	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	380 000	380 000	215 211	0
939	92	60668	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)?FD	1 400 000	1 250 000	237 680	0
939	92	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	123 020	149 448	140 761	0
939	92	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE NAVIRE	37 500	4 700	4 645	0
939	92	60668	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE SIEGE	10 000	10 000	9 318	0
939	92	60668	PROGRAMME LUTTE ANTITIQUE	19 000 000	40 820 000	19 312 370	13 620 000
939	92	60668	RESEAU SURV. MOUCHES FRUITS	300 000	300 000	27 000	0
939	92	6068	ACCOMPAGNEMENT MISSIONS SIF	250 000	250 000	48 170	0
939	92	6068	CONSOMMABLES DE LABORATOIRE	6 000 000	6 100 000	6 083 897	0
939	92	6068	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION LNC)?FD	4 280 000	4 290 000	4 283 247	0
939	92	6068	FOURNITURES DIVERSES	10 490 000	19 884 146	19 368 811	0
939	92	6132	LOCATION TRANSITOIRE	3 255 000	3 255 000	151 200	0
939	92	6132	LOYERS POUR BATIMENTS	6 000 000	6 457 565	6 312 074	0
939	92	6132	LOYERS POUR TERRAINS NUS	40 000	40 000	0	0
939	92	6132	LOYERS POUR TERRAINS NUS NAVIRE	90 000	100 000	66 120	0
939	92	6135	CONTROLE SANITAIRE PROVINCE ILES	265 000	265 000	7 000	0
939	92	6135	LOCATION DE VEHICULES	150 000	150 000	15 900	0
939	92	6135	LOCATION VOITURE EZS	1 800 000	1 346 120	1 327 680	0
939	92	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT NAVIRE	50 000	290 147	279 026	0
939	92	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	475 500	443 680	351 445	0
939	92	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER NAVIRE	45 000	40 000	12 852	0
939	92	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER SIEGE	80 000	65 000	0	0
939	92	6135	DECONT ET DESTRUCT SAISIES OFFICIELLES LOC	200 000	100 000	0	0
939	92	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS	860 000	907 999	802 933	0
939	92	61521	ENTRETIEN DE TERRAINS, DE PARCS ET JARDINS SIEGE	125 000	125 000	86 374	0
939	92	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS	9 300 000	10 426 954	9 990 716	0
939	92	61522	ENTRETIEN DE BATIMENTS SIEGE	1 200 000	990 000	945 798	0
939	92	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	471 900	679 068	528 922	0
939	92	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT NAVIRE	1 000 000	1 301 800	1 298 120	0
939	92	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	300 000	41 267	22 815	0
939	92	61552	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE SIEGE	60 000	71 000	27 825	0
939	92	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	3 070 000	3 563 983	2 880 313	0
939	92	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER NAVIRE	45 000	95 000	90 813	0
939	92	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER SIEGE	105 000	130 500	130 054	0
939	92	61558	PIECES DE RECHANGE	1 500 000	1 468 670	1 467 998	0
939	92	61558	PLAN CTRL RESIDUS DS ALIM	1 500 000	2 074 830	2 073 992	0
939	92	61558	REPARATION DE MATERIEL	1 950 000	1 950 000	1 946 852	0
939	92	616	PRIMES D'ASSURANCES	1 623 340	1 358 588	921 782	0
939	92	617	ENQUETE THEMATIQUE ANNUELLE	0	137 231	0	137 231
939	92	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES	650 000	486 396	286 396	0
939	92	617	MISSIONS ETUDES MAP	2 000 000	4 684 010	1 177 327	3 486 635
939	92	617	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE 2011	0	25 000 000	25 000 000	0
939	92	617	RESEAUX STATISTIQUES - Enquêtes statistiques 636	4 300 000	25 200 000	12 390 500	10 250 000
939	92	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 702 500	1 679 585	1 039 791	0
939	92	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE NAVIRE	45 000	45 000	44 400	0
939	92	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE SIEGE	50 000	127 000	70 479	0
939	92	6184	HONORAIRES ET REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	890 850	890 850	535 024	0
939	92	6184	MANDAT SANITAIRE	11 000 000	11 000 000	10 738 095	261 888
939	92	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	1 265 000	1 796 615	1 514 993	0
939	92	6188	COMMUNICATION AUX FRONTIERES - FD	0	258 035	206 428	0
939	92	6188	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)?FD	200 000	6 666 000	1 997 000	1 912 000
939	92	6188	IDENTIFICATION DES ORGANISMES NUISIBLES - FD	0	620 750	608 675	0
939	92	6188	RESEAUX STATISTIQUES AGRICOLES	20 000 000	0	0	0
939	92	6188	SECURITE A LA QUARANTAINE - FD	0	7 759 575	5 848 055	0
939	92	6218	Accreditation des laboratoires	2 900 000	3 506 398	2 243 493	1 262 905
939	92	6218	ENQUETE FILIERE APICOLE-FD	0	1 400 000	694 260	705 740
939	92	6218	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION LNC)?FD	4 000 000	4 358 497	3 477 110	881 387
939	92	6218	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)?FD	7 500 000	9 058 890	6 264 141	2 794 749
939	92	6218	PRIME A LA VACHE ALLAITANTE-FD	7 000 000	8 151 167	7 504 434	646 733
939	92	6218	REMUNERATIONS ET INDEMNITES DIVERSES	9 800 000	12 525 296	7 452 672	5 072 624
939	92	62268	AMOA LABORATOIRES ET Q.VEGETALES	0	11 636 344	3 151 251	8 485 093
939	92	62268	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	16 000 000	13 176 809	12 807 592	0
939	92	62268	AUTRES REMUNERATIONS DE PRESTATAIRES	3 200 000	2 679 388	2 196 502	253 641
939	92	62268	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)?FD	4 000 000	4 785 000	1 842 005	0
939	92	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	710 100	868 925	418 623	0
939	92	6231	ANNONCES ET INSERTIONS SIEGE	105 000	30 975	0	0
939	92	6231	ANNONCES ET INSERTIONS VACHES ALLAITANTES	200 000	29 484	29 484	0
939	92	6231	FETES ET CEREMONIES	353 000	353 000	296 000	0
939	92	6234	FETES ET CEREMONIES SIEGE	75 000	140 000	65 000	0
939	92	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE	792 500	1 227 030	294 050	634 430
939	92	6236	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE SIEGE	105 000	11 897	9 529	0
939	92	6241	ERAD. BABESIOSE BOVINE SIV-FD	100 000	100 000	0	0
939	92	6241	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION LNC)?FD	500 000	104 469	104 469	0
939	92	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	4 000 000	3 937 431	3 313 457	0
939	92	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL NAVIRE	25 000	5 000	0	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
939	92	6241	PRIME A LA VACHE ALLAITANTE - FD	0	2 469 408	2 469 408	0
939	92	6241	PROGRAMME LUTTE ANTITIQUE	1 000 000	1 000 000	252 000	0
939	92	6247	CONTROLE SANIT. PROVINCE ILES	743 000	841 100	341 665	162 008
939	92	6247	ENQUETE THEMATIQUE ANNUELLE	0	100 000	73 850	0
939	92	6247	PRIME A LA VACHE ALLAITANTE - FD	15 000 000	1 708 350	1 693 730	0
939	92	6247	RESEAU SURV. MOUCHES FRUITS	650 000	650 000	342 860	0
939	92	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	11 090 000	11 054 780	10 838 784	0
939	92	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL CONSTRUCTION NOUVEA	800 000	5 267 786	4 784 206	0
939	92	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL NAVIRE	450 000	476 000	444 920	0
939	92	6247	TRANSPORTS,DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL SIEGE	420 000	220 000	216 620	0
939	92	6251	ENQUETES ET SURVEILLANCE ZOO SANITAIRE	500 000	60 000	45 080	0
939	92	6261	FRAIS POSTAUX	2 145 000	2 100 145	1 268 956	0
939	92	6261	FRAIS POSTAUX SIEGE	560 000	642 800	639 840	0
939	92	6262	ACHAT DE CARTES IZI	100 000	6 300	6 300	0
939	92	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	11 237 250	11 167 479	7 609 776	0
939	92	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS SIEGE	1 800 000	985 313	930 473	54 840
939	92	6283	Accreditation des laboratoires	200 000	145 003	145 003	0
939	92	62873	COMMUNE NOUMEA-SUIVI SANITAIRE ETS AGROALIMENTAIRES	6 000 000	12 000 000	0	12 000 000
939	92	6288	ACCOMPAGNEMENT MISSIONS SIF	4 600 000	6 800 000	3 232 160	1 055 906
939	92	6288	Analyses eau SSA - FD	4 940 000	6 867 709	2 571 171	4 240 688
939	92	6288	APPUI A LA FILIERE CREVETTE	2 000 000	770 000	739 304	0
939	92	6288	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	4 450 000	12 070 281	4 421 143	5 997 098
939	92	6288	CANC - GESTION DE L'AIDE A L'ENERGIE	4 800 000	4 800 000	4 800 000	0
939	92	6288	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION LNC)?FD	720 000	0	0	0
939	92	6288	PROJET DE SERVICE	2 100 000	896 025	614 479	256 823
939	92	6288	REORGANISATION INSPECTION AUX FRONTIERES	40 000 000	5 536 760	585 835	0
939	92	6288	TEXTES D'APPLICATION DE LA DELIBERATION 238 - FD	0	875 000	875 000	0
939	92	6414	REMUNERATIONS CDD PR REORG. INSP. AUX FRONTIERES	0	20 325 300	20 211 289	114 011
939	92	6414	REMUNERATIONS ET INDEMNITES POLE SSA	4 660 000	5 576 468	3 479 545	2 096 923
939	92	6451	Accreditation des laboratoires	1 100 000	1 327 254	858 570	468 684
939	92	6451	AUDIT DU PIF	0	67 757	0	0
939	92	6451	CHARGES ENQUETE INFERTILITE BOVINE	0	15 164	0	0
939	92	6451	CHARGES SOCIALES	5 472 000	7 022 152	4 110 507	2 911 645
939	92	6451	CHARGES SOCIALES CDD PR REORG. INSP. AUX FRONTIERES	0	7 641 157	7 370 114	271 043
939	92	6451	ENQUETE FILIERE APICOLE - FD	0	500 000	138 366	361 634
939	92	6451	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION LNC)FD	1 600 000	1 774 072	1 253 443	520 629
939	92	6451	ERADICAT. BABESIOSE BOVINE (GESTION SIVAP)FD	2 500 000	3 239 474	1 869 795	1 369 679
939	92	6451	PRIME A LA VACHE ALLAITANTE-FD	2 650 000	3 081 199	2 720 731	360 468
939	92	6518	ADRAF - INDEMNITES VIAGERES DE DEPART	7 500 000	7 500 000	6 600 000	0
939	92	6556	SUBVENTION DU FDEB	74 000 000	83 538 239	75 374 404	0
939	92	6556	SUBVENTION DU FDEOC	14 000 000	24 505 717	17 500 000	0
939	92	6561	CDI 2006/2010 - IAC	64 000 000	0	0	0
939	92	6561	CDI 2011/2015 - IAC	0	64 000 000	64 000 000	0
939	92	6568	CANC UNITE TRAITEMENT PRODUITS VEGETAUX TTA	18 900 000	18 900 000	18 900 000	0
939	92	6568	OFFICE INTERNAT.EPIZOOTIES - PARTICIP. NC	3 431 000	3 431 000	3 430 788	0
939	92	65737	CANC - GROUPEMENT DEFENSE SANIT (GDS) ANIMAL	41 000 000	41 000 000	41 000 000	0
939	92	65737	CANC - GROUPEMENT DE DEFENSE SANITAIRE (GDS) VEGETAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	92	65737	SOUTIEN AUX EP "ERPA "	350 000 000	800 000 000	800 000 000	0
939	92	65741	ARBOFRUITS-ENQUETE	11 000 000	11 000 000	10 200 000	800 000
939	92	65741	ARBOFRUITS-INSPECTION PHYTOSANITAIRE	4 600 000	4 600 000	4 600 000	0
939	92	65741	INTERPROFESSION VIANDE N-C (IVNC)	12 000 000	12 000 000	12 000 000	0
939	92	65741	SUB. INSTITUT RECHERCHE POUR EXPLOITATION DE LA MER - IFREMER	22 500 000	22 500 000	22 500 000	0
939	92	65741	SUBVENTION A LA FEDERATION DES COURSES HIPPIQUES DE NC	17 900 000	17 900 000	17 900 000	0
939	92	65741	SUBVENTION A L'UPRA SELECTION	2 300 000	2 300 000	2 300 000	0
939	92	65741	SUBVENTION A L'UPRA-EQUINE	16 200 000	16 200 000	16 200 000	0
939	92	65741	SUBVENTION AU COMITE DE FOIRE DE KOUMAC	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0
939	92	65741	SUBVENTION AU COMITE DE LA FOIRE DES ILES	1 500 000	1 500 000	0	1 500 000
939	92	65741	SUBVENTION CENTRE D'INIATION A L'ENVIRONNEMENT	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	92	65741	SUBVENTION COMITE FOIRE EXPOSITION AGRIC.ET ARTIS. DE BOURAIL	11 500 000	15 500 000	15 500 000	0
939	92	65741	SUBVENTION COMITE REGIONAL D'EQUITATION DE NOUVELLE-CALÉDONIE	300 000	300 000	300 000	0
939	92	65741	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT	15 000 000	10 005 482	4 900 000	5 105 482
939	92	65741	SUBVENTION FEDERATION DE LA FAUNE ET DE LA CHASSE DE NOUVELLE-CALÉDONIE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	92	65741	SUBVENTION GFA - GROUPEMENT DES FERMES AQUACOLES	12 500 000	8 000 000	8 000 000	0
939	92	65741	SUBVENTION SOCIETE CALEDONNIENNE D'ORNITHOLOGIE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	92	65741	SUBVENTION SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX NOUVELLE CALEDONIE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	92	65748	SUBVENTION PRIME LA VACHE ALLAITANTE	285 000 000	310 715 890	297 495 000	13 220 890
939	92	6718	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	6 000	5 442	0
939	92	6718	INDEMNITES DE DEPLACEMENTS DES ANNEES N-X	0	82 720	82 720	0
939	92	6718	PAIEMENT FACTURES 2010 ANTERIEURS	0	96 000	0	0
939	92	6718	PAIEMENT FACTURES ANTERIEURES ANNEXE N-X	0	5 250	0	0
939	92	6744	CANC - BONIFICATION GAZOLE ET AIDE A L'ENERGIE	105 200 000	135 403 638	124 896 221	10 507 417
939	92	6744	CANC- FONC DU RESEAU DE BIENVENUE A LA FERME	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0
939	92	6744	CHAMBRE D'AGRICULTURE : LOGICIEL	0	3 500 000	1 400 000	2 100 000
939	92	6744	SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE A PARIS	7 500 000	7 500 000	7 500 000	0
939	92	6744	SUBVENTION CANC	0	3 000 000	3 000 000	0
939	92	6744	SUBVENTIONS EXCEPT. CHAMBRE AGRICULTURE	3 000 000	3 000 000	3 000 000	0
939	92	6744	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES A L'OCEF	21 300 000	21 300 000	21 300 000	0
939	92	6745	SUBVENTION ENSEMBLE POUR LA PLANETE 2 FD	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	92	6745	SUBVENTION POUR LA FOIRE DE BOULOUPARIS	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0
939	92	6745	SUBVENTION POUR LA FOIRE DE PAITA	5 500 000	5 500 000	5 500 000	0
939	93	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	600 000	600 000	489 801	0
939	93	60612	ELECTRICITE	5 500 000	5 500 000	4 284 669	0
939	93	60612	GAZ LABO	2 800 000	2 800 000	1 565 955	0
939	93	60622	CARBURANTS,COMBUSTIBLES ET LUBRIFIANTS	1 700 000	1 700 000	1 367 428	0
939	93	60623	ALIMENTATION	50 000	50 000	19 870	0
939	93	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	2 500 000	1 835 890	1 686 690	0
939	93	60631	FOURNITURES DIVERSES	300 000	188 140	51 386	0
939	93	60631	FOURNITURES DIVERSES SGNC	250 000	89 979	81 244	0
939	93	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN LABO	100 000	100 000	60 733	0
939	93	60631	PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER	400 000	400 000	256 795	0
939	93	60632	ACQUIS MAT OUTIL MOB LABO	450 000	450 000	422 038	0
939	93	60632	ACQUISITION DE PETIT MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	600 000	600 000	296 460	0
939	93	60632	FOURNITURES DIVERSES LABO	1 300 000	3 047 282	3 014 372	0
939	93	60632	PETIT MAT ET OUT	150 000	309 352	249 032	0
939	93	60636	HABILLEMENT ET TEXTILE	600 000	738 336	600 776	0
939	93	6064	FOURNITURES DE BUREAU	3 000 000	1 889 193	1 189 956	0
939	93	60661	PRODUITS PHARMACEUTIQUES, D'HYGIENE ET APPAREILLAGE	65 000	65 000	38 121	0
939	93	6132	LOYERS POUR BATIMENTS SGNC	1 400 000	1 440 648	1 440 648	0
939	93	6135	LOYERS MAT OUTIL MOB LABO	550 000	550 000	338 081	0
939	93	6135	LOYERS MAT OUTIL MOB SGNC	200 000	0	0	0
939	93	6135	LOYERS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	200 000	200 000	99 351	0
939	93	6135	LOYERS POUR MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	200 000	200 000	65 993	0
939	93	61551	ENTRETIEN DE MATERIEL DE TRANSPORT	150 000	150 000	114 475	0
939	93	61558	CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	294 778	23 650	0
939	93	61558	ENTRET MAT OUTILL MOB LABO	6 434 030	3 965 730	2 262 766	0
939	93	61558	ENTRETIEN DE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	2 600 000	3 180 612	2 289 536	0
939	93	61558	ENTRETIEN MAT. OUTIL. MOBILIER SGNC	100 000	100 000	81 360	0
939	93	616	PRIMES D'ASSURANCES	140 000	140 000	108 144	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
939	93	617	ASSISTANCE BRGM - SGNC	12 500 000	33 411 881	33 411 881	0
939	93	617	FRAIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES SGNC	10 800 000	26 193 000	17 306 420	8 876 420
939	93	617	FRAIS D'ETUDES SMC A1306-02	3 000 000	3 000 000	1 008 000	0
939	93	617	FRAIS D'ETUDES SMC A1306-03	1 000 000	1 000 000	0	0
939	93	617	FRAIS D'ETUDES SMC A1306-09	0	3 612 000	0	0
939	93	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	800 000	305 156	285 088	0
939	93	6182	DOCUMENTATION TECHNIQUE LABO	300 000	237 031	205 799	0
939	93	6182	DOCUMENTATIONS TECHNIQUES SGNC	100 000	23 490	15 831	0
939	93	6188	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	7 100 000	7 100 000	5 118 186	0
939	93	62268	PRESTATIONS DE SERVICE SMC A1306-09	4 000 000	9 510 400	1 869 000	0
939	93	62268	PRESTATIONS DE SERVICE SMC A1306-11	8 388 425	8 388 425	5 871 898	2 516 527
939	93	6228	PRESTATIONS DE SERVICE LABO A1306-14	1 000 000	295 149	0	0
939	93	6228	PRESTATIONS DE SERVICES SGNC	8 500 000	8 360 794	8 169 993	0
939	93	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	200 000	276 141	276 140	0
939	93	6231	ANNONCES ET INSERTIONS SGNC	150 000	515 517	515 486	0
939	93	6234	FETES ET CEREMONIES	600 000	818 735	705 650	0
939	93	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL	50 000	21 944	0	0
939	93	6241	FRET ET TRANSPORT DU MATERIEL SGNC	250 000	500 710	455 869	0
939	93	6251	TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	6 500 000	6 547 990	4 414 330	0
939	93	6261	FRAIS POSTAUX	1 200 000	1 700 000	1 141 676	0
939	93	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	4 700 000	4 700 000	3 264 483	0
939	93	6282	ENTRETIEN DE BATIMENTS	3 400 000	2 819 388	2 739 034	0
939	93	6288	PRESTATIONS DE SERVICE LABO A1306-12	1 605 000	1 289 648	1 287 543	0
939	93	6558	PARTICIPATION AU GIP CNRT	12 000 000	0	0	0
939	93	6558	REVERSEMENT REDEVANCE SUPERFICIAIRE AU FONDS NICKEL	246 000 000	493 856 200	0	0
939	93	6561	PARTICIPATION AU GIP CNRT CDI 11-15	0	12 000 000	12 000 000	0
939	93	6568	PARTICIPATIONS SALONS SEMINAIRES ET COLLOQUES	300 000	437 881	181 980	0
939	93	65738	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU CNRT	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0
939	95	65737	CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE PARTICIP. CHARGES	90 000 000	90 000 000	90 000 000	0
939	95	65737	SUBVENTION CHAMBRE DES METIERS ET ARTISANAT	4 600 000	4 600 000	4 563 598	0
939	95	6744	SUBV CHAMBRE METIERS CENTRE DE FORMATION	0	15 000 000	0	0
939	96	6561	GIE NC TOURISM ET POINT SUD	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0
939	96	6561	SYNDICAT MIXTE - AQUARIUM DE NOUMEA	30 000 000	35 500 000	35 500 000	0
Total 939				2 836 854 245	3 902 603 412	2 944 451 610	297 123 867
940	01	6541	ADMISSIONS EN NON VALEUR FISCALE	500 000 000	854 662 782	836 873 148	0
940	01	6558	REVERSEMENT CONTRIBUTION SOCIALE ADDITIONNELLE A L'IS	0	4 700 504 228	4 510 813 371	0
940	01	6721	DEGREVEMENT DSF ET SCE IMPOTS	0	937 213 728	937 213 728	0
940	01	6721	RESTITUTION SUR TAXES LOCALES	1 200 000 000	2 532 334 698	2 364 527 605	0
940	01	7391	REVERSEMENT CENT ADD TELEP AUX PROVINCES	23 000 000	23 000 000	20 931 810	0
940	01	7391	REVERSEMENT FONCIER PROVINCES	295 000 000	295 000 000	293 709 219	0
940	01	7391	REVERSEMENT PATENTE PROVINCES	1 450 000 000	1 372 520 800	1 294 560 482	0
940	01	7391	REVERSEMENT TAXE PROV TELEP PNORD	200 000 000	233 505 295	233 505 295	0
940	01	7391	REVERSEMENT TAXE PROV TELEP PSUD	1 500 000 000	1 503 496 685	1 503 496 685	0
940	01	7392	REVERSEMENT FONCIER COMMUNES	607 000 000	607 000 000	603 460 877	0
940	01	7392	REVERSEMENT IRVM COMMUNES	1 150 000 000	1 583 475 648	1 420 957 615	0
940	01	7392	REVERSEMENT PATENTE COMMUNES	3 000 000 000	2 741 133 020	2 689 792 709	0
940	01	7393	REVERSEMENT COT 0,25% SALAIRE C. METIERS	125 910 000	134 734 908	132 449 993	0
940	01	7393	REVERSEMENT COT 0,25% SALAIRE CCI	125 910 000	134 734 908	132 449 993	0
940	01	7393	REVERSEMENT COT 0,25% SALAIRE ETPFA	167 880 000	179 646 547	176 599 989	0
940	01	7393	REVERSEMENT PATENTE CHAMBRES CONSULAIRES	1 050 000 000	1 050 000 000	941 587 915	0
940	01	7398	REVERSEMENT CONTRIBUTION SOCIALE ADDITIONNELLE A L'IS	4 200 000 000	276 495 772	276 495 772	0
Total 940				15 594 700 000	19 159 459 019	18 369 426 206	0
941	01	6721	DEGREVEMENTS DSF ET SCE IMPOTS	0	128 126 998	128 126 998	0
941	01	6722	DETAXES SUR MARCHANDISES	6 000 000	7 989 101	7 989 101	0
941	01	6722	REMBOURSEMENT TAXES DOUANIERES "OPERATION MIPE"	25 000 000	25 000 000	24 369 748	0
941	01	6722	RESTITUTION SUR TAXES LOCALES	285 000 000	267 197 045	266 696 059	0
941	01	6724	DEGREVEMENTS SUR TSS- ANT 2010	0	436 099	436 099	0
941	01	6724	DEGREVEMENTS SUR TSS-A/C 2010	0	85 805 120	85 805 120	0
941	01	6724	RESTITUTION SUR TSS A/C 2010	0	80 864 618	1 130 250	0
941	01	6724	RESTITUTION SUR TSS -ANT 2010	10 000 000	22 500 000	22 474 832	0
941	01	7391	REVERSEMENT AUX PROVINCES	31 500 000	55 941 791	0	0
941	01	7391	REVERSEMENT LICENCES PROVINCES	63 000 000	63 000 000	62 417 606	0
941	01	7391	REVERSEMENT TAXES NUITES	200 000 000	208 615 129	177 485 079	0
941	01	7392	REVERSEMENT AMENDE FORFAITAIRE COMMUNES	250 000 000	250 000 000	245 339 069	0
941	01	7392	REVERSEMENT DE RECETTES AUX COMMUNES	13 500 000	27 000 000	0	0
941	01	7392	REVERSEMENT DROIT ENREGIST COMMUNES	2 000 000 000	2 000 000 000	1 992 740 717	0
941	01	7392	REVERSEMENT DROIT ENREGIST PROVINCES	1 500 000 000	1 500 000 000	1 295 441 897	0
941	01	7392	REVERSEMENT LICENCES AUX COMMUNES	73 000 000	74 865 000	74 818 023	0
941	01	7392	REVERSEMENT REDEVANCE D'IMMATRICULATION	180 000 000	257 479 200	257 479 200	0
941	01	7393	PANC-TAXE DE MAGASINAGE	90 000 000	110 000 000	92 501 350	0
941	01	7393	REVERSEMENT DE LA TAXE DE SOLIDARITE SUR LES SERVICES	15 500 000 000	16 679 443 243	16 253 799 890	0
941	01	7393	REVERSEMENT TCA APICAN	850 000 000	1 000 000 000	958 955 635	0
941	01	7393	REVERSEMENT TFA ADANC	1 830 000 000	2 080 000 000	2 051 986 252	0
941	01	7393	REVERSEMENT TSPA CANC	237 000 000	311 405 143	256 824 348	0
941	01	7393	REVERSEMENT TSPA ERPA	570 000 000	649 278 757	599 256 775	0
941	01	7393	REVERST TAXE S/ALCOOLS&TABACS FAVEUR SECT. SANITAIRE&SOCIAL	3 209 000 000	3 688 327 837	3 688 327 837	0
Total 941				26 923 000 000	29 573 275 081	28 544 401 885	0
942	01	65511	PARTICIPATION PROVINCE ILES DGE	881 547 200	940 554 177	940 554 177	0
942	01	65511	PARTICIPATION PROVINCE NORD DGE	1 763 094 400	1 881 108 355	1 881 108 355	0
942	01	65511	PARTICIPATION PROVINCE SUD DGE	1 763 094 400	1 881 108 355	1 881 108 355	0
942	01	65512	PARTICIPATION PROVINCE NORD DGF	18 865 110 080	20 127 859 396	20 127 859 396	0
942	01	65512	PARTICIPATION PROVINCE ILES DGF	10 611 624 420	11 321 920 910	11 321 920 910	0
942	01	65512	PARTICIPATION PROVINCE SUD DGF	29 476 734 500	31 449 780 307	31 449 780 307	0
942	01	65521	FIP EQUIPEMENT 2007	0	178 653 669	73 751 513	104 902 156
942	01	65521	FIP EQUIPEMENT 2008	0	272 456 355	59 822 219	212 634 136
942	01	65521	FIP EQUIPEMENT 2009	0	464 673 732	262 167 312	202 506 420
942	01	65521	FIP EQUIPEMENT 2010	0	819 302 752	315 185 260	504 117 492
942	01	65521	FIP EQUIPEMENT 2011	933 850 500	886 115 500	44 842 644	841 272 856
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 1999)	0	2 303 624	2 303 624	0
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2000)	0	1 089 040	0	817 720
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2001)	0	2 043 456	0	2 043 456
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2002)	0	14 699 914	10 722 903	3 500 000
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2003)	0	176 010	0	0
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2004)	0	3 516 586	0	2 160 150
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2005)	0	9 630 331	3 142 079	5 312 777
942	01	65521	PARTICIPATION AUX CHARGES COMMUNALES (FIP EQUIPEMENT 2006)	0	106 276 742	21 547 275	80 754 562
942	01	65522	FIP FONCTIONNEMENT DOT INITIALE	17 630 944 000	17 630 944 000	17 630 944 000	0
942	01	65522	FIP FONCTIONNEMENT DOT REAJUSTEMENT	0	1 180 139 548	1 180 139 548	0
Total 942				81 925 999 500	89 174 352 759	87 206 899 877	1 960 021 725
943	01	627	REGIE D'AVANCE DOUANE TONTOUTA	0	835 000	832 895	0
943	01	6284	FRAIS DE RECOURS, D'ASSIETTE ET CONFEC. DE ROLES	10 500 000	26 084 105	20 528 059	4 582 645
943	01	66111	INTERETS SUR EMPRUNTS	245 000 000	196 493 642	196 493 642	0
943	01	666	PERTES DE CHANGE	100 000	95 000	0	0
943	01	668	FRAIS FINANCIERS DIVERS	2 000 000	52 271 043	51 746 044	0
943	01	6711	INTERETS MORATOIRES	5 000 000	0	0	0
943	01	6711	INTERETS MORATOIRES	0	98 242	98 242	0
943	01	6711	INTERETS MORATOIRES SUR MARCHÉ	0	5 830 000	5 461 419	0
943	01	6712	DOMMAGES ET INTERETS	10 000 000	14 200 000	2 095 349	10 000 000

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a1 - Dépenses de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
943	01	6712	GA-DOMMAGES, AMENDES FISCALES ET JUDICIAIRES	30 000 000	11 250 000	0	0
943	01	6712	REMISE EN ETAT VEHICULES SERVICE	0	3 400 338	2 641 709	0
Total 943				302 600 000	310 557 370	279 897 359	14 582 645
944	01	65861	PE1-FRAIS DE PERSONNEL - PART SALARIALE	6 130 000	9 781 000	9 514 789	0
944	01	65861	PE3-FRAIS DE PERSONNEL - PART SALARIALE	121 190 000	117 539 000	98 290 624	0
944	01	65861	PE3-FRAIS DE PERSONNEL - PART SALARIALE (REMPLACEMENTS)	1 000 000	1 000 000	0	0
944	01	65861	PE-FRAIS DE PERSONNEL - PART PATRONALE	71 362 000	36 362 000	36 033 516	0
Total 944				199 682 000	164 682 000	143 838 929	0
945	01	6032	VARIATION DES STOCKS DE TABACS	1 600 000 000	1 599 991 883	1 347 628 299	0
945	01	6865	DOTAT AUX PROVIS PR RISQUES FINANC & GARANTIES D'EMPRUNTS	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0
Total 945				1 610 000 000	1 609 991 883	1 357 628 299	0
946	01	60218	SORTIE DE STOCK DE LA CAVES A VINS	0	3 736 467	3 736 467	0
946	01	60218	VARIATION DES STOCKS GVT	6 500 000	6 500 000	0	0
946	01	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	5 000	5 000	0
946	01	6811	DOTATION AMORT DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VERSEES	0	2 846 009 235	2 683 531 204	0
946	01	6811	DOTATIONS AUX AMORT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	15 400 000	0	0	0
946	01	6866	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	17 640 622	0	0
Total 946				21 900 000	2 873 891 324	2 687 272 671	0
953	01	023	PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 122 943 549	4 597 116 902	2 649 715 303	0
Total 953				1 122 943 549	4 597 116 902	2 649 715 303	0
Total				160 904 351 000	189 004 299 813	172 932 955 069	6 387 067 245

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a2 - Recettes de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
002	01	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0	23 324 146 492	23 344 791 695	0
Total 002				0	23 324 146 492	23 344 791 695	0
930	01	7761	RECTIFICATION SUR EXERCICE CLOS	0	0	64 818 137	0
930	02	6419	RECouvreMENTS DE TRAITEMENTS	834 613 000	872 623 000	908 182 680	0
930	02	7038	VENTES DE MATIERES	40 000 000	40 000 000	123 355 343	0
930	02	704	FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS	30 000 000	30 000 000	39 801 800	0
930	02	70618	GESTION FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	1 200 000	1 200 000	1 200 000	0
930	02	70618	SYDONIA - FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS	0	0	64 000	0
930	02	70618	TIARHE - FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS	66 000 000	66 000 000	70 746 378	0
930	02	707	MONOPOLE DES TABACS	7 366 000 000	7 366 000 000	7 117 375 321	0
930	02	70848	RECouvR DE DEP.EFFECTUEES POUR LE CPTE DE COLL.PUBLIQUES	0	0	8 943 000	0
930	02	70873	RECouvreMENTS DE FRAIS DIVERS	611 760 000	611 760 000	666 636 140	0
930	02	7088	ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES	9 000 000	9 000 000	3 778 651	0
930	02	7088	FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS	40 000 000	40 000 000	38 141 370	0
930	02	7333	VIGNETTES CONCOURS	0	0	3 735 500	0
930	02	73611	TIMBRE-AMENDE 40%	100 000 000	100 000 000	253 933 915	0
930	02	7362	AMENDES ET CONFISCATIONS	110 000 000	110 000 000	90 817 201	0
930	02	74718	GEST? INF.DE LA DOUANE - PARTICIPATIONS DE L'ETAT	0	0	2 118 925	0
930	02	7478	MAINTENANCE SYDONIA - AUTRES PARTICIPATIONS	36 000 000	36 000 000	39 998 750	0
930	02	7478	PARTICIPATION CDC - OBSERVATOIRE DU NUMERIQUE	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000
930	02	7488	AUTRES RECouvreMENTS	0	0	7 762 057	0
930	02	7488	AUTRES RECouvreMENTS (REPRISE REMUNERATION PERSONNEL)	0	0	5 005 722	0
930	02	7488	REMBOURSEMENTS INDEMNITES DE STAGE	0	0	4 400 337	0
930	02	7488	REPRISE REMUNERATION IFMNC	0	0	4 198 867	0
930	02	7521	LOCATIONS DE TERRAINS	15 000 000	15 000 000	13 329 775	0
930	02	7522	LOCATIONS DE BATIMENTS	97 000 000	97 000 000	61 379 823	0
930	02	7588	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	120 000 000	120 000 000	214 773 080	0
930	02	7711	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	13 699 785	0
930	02	7711	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS MAT INFRA	0	0	88 090	0
930	02	7711	PENALITES DE MARCHÉ A RECEVOIR	0	0	80 000	0
930	02	7711	PENALITES SUR MARCHÉ	0	0	663 168	0
930	02	7711	PENALITES SUR MARCHES	0	0	50 000	0
930	02	7718	PAIEMENT AU TITRE DE FRAIS IRREPETIBLES	0	0	894 990	0
930	02	773	REMBOURSEMENT DIVERS DES STAGIAIRES	0	0	204 067	0
930	02	773	REPRISE PERSONNEL PERMANENT TITULAIRE	0	0	15 769 952	0
930	02	773	REPRISE REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT	0	0	46 117 162	0
930	02	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	613 200	0
930	03	7488	AUTRES RECouvreMENTS (REPRISE ALLOCATIONS CHEFS COUTUMIERS)	0	0	49 470	0
930	03	7522	REMBOURSEMENTS LOYERS PAR CNC	216 000	216 000	177 473	0
930	03	7588	CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	700 000	700 000	1 301 938	0
930	03	7588	TROP PERCU / MANDAT 2011	0	0	29 450	0
930	03	773	MANDATS ANNULES - SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT	0	0	500 000	0
930	03	773	MANDATS ANNULES (SUR EXOS ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR LA DÉCHÉANCE QUA	0	0	1 007 953	0
930	03	773	MANDATS ANNULES OU ATTEINTS PAR LA DECHEANCE	0	0	143 333	0
930	03	773	REPRISE ALLOCATIONS CHEFS COUTUMIERS	0	0	207 706	0
930	03	773	REPRISE INDEM PRESID AIRE COUTUMIERE	0	0	24 582	0
930	04	7588	TROP PERCU / MANDAT	0	0	4 141 270	0
930	05	74771	PARTICIPATION PROJET NETBIOME	0	3 913 031	0	0
930	05	773	ANNULATION MANDAT/EX.CLOS	0	0	500 000	0
Total 930				9 480 489 000	9 522 412 031	10 430 760 351	3 000 000
932	23	70878	REMBOURSEMENTS DE PRETS ET BOURSES	0	0	9 640 000	0
Total 932				0	0	9 640 000	0
933	31	7062	DROITS D'ENTREE	2 700 000	2 700 000	2 458 500	0
933	31	707	OUVRAGES	0	200 000	278 570	0
933	31	707	PRODUITS DERIVES	400 000	400 000	234 600	0
933	31	707	VENTES D'OUVRAGE	500 000	300 000	173 920	0
933	31	70848	DEPARTEMENT ARCHEOLOGIE	0	8 000 000	0	0
933	31	70848	RECouvR DE DEP.EFFECTUEES POUR LE CPTE DE COLL.PUBLIQUES	0	27 000 000	0	27 000 000
933	31	7088	ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES	200 000	200 000	169 075	0
933	31	7711	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	1 170 000	0
933	32	7588	MOBILIER ET MATERIEL SPORTIFS	0	0	101 130	0
933	32	773	MANDATS ANNULES ATTEINTS PAR LA DECHEANCE "DITTT"	0	0	54 483	0
Total 933				3 800 000	38 800 000	4 640 278	27 000 000
934	41	70618	RETRIBUTIONS DE SERVICES	500 000	500 000	255 000	0
934	41	7478	PARTICIPATIONS 9EME FED EAUX POTABLES	40 600 000	71 087 401	42 690 122	28 397 279
934	41	7478	RECETTE ASSNC - REGISTRE DU CANCER	24 000 000	24 000 000	24 000 000	0
934	42	74718	SUBV ETAT A LA NC SUR OP MERE/ENFANT MAGENTA	0	78 560 400	58 345 854	0
934	42	7475	OP IV.4.2 REHAB HOPITAL MERE ET ENFANT MAGENTA	0	63 859 500	36 510 408	0
934	42	7475	PART ASSNC ETUDE INGENIERIE FINANCIERE MEDIPOLE	1 668	6 001 668	6 001 688	0
934	42	7475	PART CHT ETUDE INGENIERIE FINANCIERE MEDIPOLE	1 126	4 001 126	4 001 126	0
934	42	7478	PART AFD ETUDE INGENIERIE FINANCIERE MEDIPOLE	0	4 993 908	4 993 908	0
Total 934				65 102 794	253 004 003	176 798 106	28 397 279
935	50	74718	RETREP/APC	0	243 640 000	0	243 640 000
935	50	773	MANDATS ANNULES - SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT	0	0	479 557	0
935	51	7512	RECouvreMENTS CAFAT - CHD	0	58 629 634	21 877 650	20 000 000
935	52	704	TRAVAUX ET PRESTATIONS CJ	100 000	100 000	0	0
935	52	707	VENTES DE MATIERES CJ	100 000	100 000	0	0
935	52	7081	VENTES DE REPAS CUISINE CENTRALE	0	0	19 000	0
935	55	7511	RECouvreMENTS DE DEPENSES D'AIDE SOCIALE	33 341 000	19 500 000	2 491 635	0
Total 935				33 541 000	321 969 634	24 867 842	263 640 000
936	61	7088	SP - ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES	4 019 000	4 019 000	799 700	0
936	61	7711	SP-PENALITES DEFAUT TRAVAILLEURS HANDICAPES	0	0	14 043 625	0
936	63	7478	ENVELOPPE C - 9eme FED	0	147 673 031	0	147 673 031
936	63	7478	IXE FED-EQUIPEMENT DES CENTRES	0	103 490 453	0	103 490 453
936	63	7478	RECETTES XE FED	674 224 344	793 556 086	0	793 556 086
936	63	7588	FORMATIONS QUALIFIANTES	0	0	632 954	0
936	63	7588	INTENDANCE	0	0	3 618 725	0
936	63	773	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	67 213 645	0
936	63	773	TROP PERCU ACCOMPAGNEMENT VAE	0	0	500 000	0
936	63	773	TROP PERCU SUBVENTION EQUIPEMENT EMM	0	0	15	0
936	63	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	154 300	0
Total 936				678 243 344	1 048 738 570	86 962 964	1 044 719 570
937	71	70614	REDEVANCES DE VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	500 000	4 700 000	5 592 860	0
937	71	70615	TAXE D'EPREUVE D'APPAREILS A PRESSION	50 000	50 000	192 000	0
937	71	7475	PARTICIPATION DE L'ADEME	4 000 000	4 000 000	0	4 000 000
937	72	7068	TEP VERTES VENTE ELECTRICITE	0	12 000 000	0	12 000 000
937	72	74718	(F.E.R.) PARTICIPATIONS DE L'ETAT	50 000 000	419 849 924	92 803 420	0
937	72	74718	FER PARTICIPATIONS DE L'ETAT CDI 11-15	0	62 500 000	0	0
937	72	7473	FER PARTICIPATIONS DES PROVINCES CDI 11-15	50 000 000	62 500 000	0	0
937	72	7474	(F.E.R.) PARTICIPATIONS DES COMMUNES	190 000 000	190 000 000	105 478 685	0
937	72	7488	FCME - PARTICIPATION DE L'ADEME	105 000 000	337 918 655	55 121 933	0
937	73	773	ENT.COURS D'EAU 2010 PS-REVERSEMENT TROP PERCU	0	0	312 000	0
937	74	74718	RECIFS D'ENTRECASTEAUX	0	0	291 324	0
937	74	7475	FEUX DE BROUSSE (RECETTES)	150 000 000	200 000 000	133 450 000	66 550 000
937	75	704	FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS CARTOGRAPHIQUES	0	0	67 180	0
937	75	70618	FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS	11 000 000	6 000 000	5 994 417	0
937	75	70618	INSCRIPTION RESEAU GPS BANIAN	5 000 000	0	0	0
937	75	74718	PARTICIPATIONS 9EME FED EAUX POTABLES	0	3 146 778	0	3 146 778
937	75	7473	PARTICIPATIONS 9EME FED EAUX POTABLES	0	6 375 000	6 532 518	1 939 779
937	75	7488	PARTICIPATIONS 9EME FED EAUX POTABLES	0	36 000 000	20 658 831	15 341 169
937	77	704	FACTURATION DE TRAVAUX ET DE PRESTATIONS	3 000 000	3 000 000	7 022 350	0
937	77	7088	ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES	50 000	50 000	46 924	0
Total 937				568 600 000	1 348 990 357	433 564 442	102 977 726
938	81	7037	CONTRIBUTIONS POUR DEPREDATION DES VOIES ET CHEMINS	45 000 000	45 000 000	18 546 839	0

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a2 - Recettes de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
938	81	70612	REDEVANCES AFFERENTES AUX VEHICULES AUTOMOBILES	180 000 000	180 000 000	180 735 900	0
938	81	70613	REDEVANCES DE VISITES TECHNIQUES DES VEHICULES	22 000 000	22 000 000	22 525 000	0
938	81	70614	REDEVANCES DE VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	150 000	150 000	388 000	0
938	81	7088	VENTE CARNET IMMATRICULATION VW	22 000 000	22 000 000	13 569 060	0
938	81	7711	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS PENALITES SUR MARCHÉ	0	0	17 926 762	0
938	81	7711	PENALITES SUR MARCHES	0	0	690 000	0
938	81	7711	PENALITES SUR MARCHES	0	0	1 096 754	0
938	82	6419	RECouvreMENTS DE TRAITEMENTS	12 080 000	12 080 000	8 177 000	0
938	82	70321	REDEVANCES PASSAGERS	18 500 000	18 500 000	8 814 300	0
938	82	70324	DROITS ET REDEVANCES AEROPORTUAIRES	13 000 000	13 000 000	9 354 717	0
938	82	70878	RECouvreMENTS DE FRAIS DIVERS	16 758 184	16 758 184	22 466 131	0
938	82	74712	CONTINUITE TERRITORIALE (METROPOLE)	0	191 529 589	14 275 000	177 254 589
938	82	7473	PARTICIPATIONS DES PROVINCES	2 000 000	7 694 119	5 752 603	1 941 516
938	82	7522	LOCATIONS DE BATIMENTS	9 278 694	19 278 694	14 943 102	0
938	82	7588	AMENAGEMENT AERODROME MISE EN SERVICE ATR 72	0	0	3 393 667	0
938	82	7588	PENALITE BALISAGE LUMINEUX LIFOU	0	0	600 000	0
938	82	7588	RBST TRAVAUX EFFECTUES PAR AUTRES TIERS	0	0	1 729 799	0
938	82	773	CONTINUITE TERRITORIALE (METROPOLE)	0	580 000	880 000	0
Total 938				340 766 878	548 570 586	345 864 634	179 196 105
939	90	7068	RETRIBUTIONS DE SERVICES	200 000	200 000	250 000	0
939	90	7488	FPEG - RECETTE DU FONDS DE PEREQUATION ESSENCE ET GASOIL	236 000 000	236 000 000	271 278 890	0
939	90	7711	PENALITES RETARD TRAVAUX RENOVATION ANCIEN IMM DOUANES	0	0	1 416 360	0
939	90	7711	Transactions infractions a la réglementation economique	10 000 000	10 000 000	7 885 000	0
939	92	70611	PRODUITS DES ANALYSES	11 000 000	11 000 000	11 631 717	0
939	92	70832	MISE A DISPOSITION NAVIRE	2 000 000	2 000 000	660 000	0
939	92	7478	AUTRES PARTICIPATIONS	88 000 000	88 000 000	92 546 906	0
939	92	7711	LUTTE CONTRE TIQUE BETAIL (RECETTES)	0	0	870 000	0
939	92	773	DEPLACEMENTS AGENTS SESER-REVERSEMENT TROP PERCU	0	0	20 450	0
939	93	70323	REDEVANCE SUPERFICIAIRE	246 000 000	247 931 800	248 503 000	0
939	93	70375	PRESTATIONS DU LABO	30 000 000	30 000 000	26 019 013	0
939	93	7088	VENTES DE CARTES GEOLOGIQUES	50 000	50 000	9 000	0
939	93	7473	ACTIONS A REALISER POUR LE COMPTE DES PROVINCES A0405-04	66 057 984	133 559 145	66 064 356	0
Total 939				689 307 984	758 740 945	727 154 692	0
940	01	7311	IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES	18 000 000 000	18 000 000 000	21 303 217 298	0
940	01	73121	IMPOT SUR LES SOCIETES A 30 %	24 000 000 000	24 000 000 000	30 141 630 113	0
940	01	73122	IMPOTS SUR LES SOCIETES A 35 %	3 000 000 000	3 000 000 000	3 505 186 567	0
940	01	73123	REVERSEMENT DE LA CONTRIBUTION SOCIALE ADDITIONNELLE A L'IS	0	500 000 000	4 512 535 612	0
940	01	73124	IMPOT FORFAITAIRE ANNUEL SUR LES SOCIETES DE CAPITAUX	0	0	13 596	0
940	01	73131	I.R.V.M. (PRINCIPAL)	3 700 000 000	3 700 000 000	4 451 254 878	0
940	01	73133	I.R.V.M. (CENTIMES COMMUNAUX)	1 150 000 000	1 400 000 000	1 420 966 319	0
940	01	7314	TAXE SUR LES OPERATIONS FINANCIERES	680 000 000	680 000 000	716 125 870	0
940	01	7315	IMPOT SUR LE REVENU DES CREANCES, DEPOTS ET CAUTIONNEMENT	900 000 000	900 000 000	657 524 521	0
940	01	73161	CONTRIBUTION TELEPHONIQUE (PRINCIPAL)	76 000 000	76 000 000	86 588 224	0
940	01	73162	CONTRIBUTION TELEPHONIQ. (CENTIMES PROVINCIAUX)	23 000 000	23 000 000	24 510 032	0
940	01	73163	TAXE PROVINCIALE-COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES	1 700 000 000	1 700 000 000	1 737 001 980	0
940	01	73171	CONTRIBUTION DES PATENTES (PRINCIPAL)	3 200 000 000	3 200 000 000	3 186 359 107	0
940	01	73172	CONTRIBUTION DES PATENTES (CENTIMES PROVINCIAUX)	1 450 000 000	1 450 000 000	1 563 042 065	0
940	01	73173	CONTRIBUTION DES PATENTES (CENTIMES COMMUNAUX)	3 000 000 000	3 000 000 000	3 257 148 202	0
940	01	73174	CONTRIBUTION DES PATENTES (CENTIMES CHAMBRE DES METIERS)	500 000 000	500 000 000	542 671 360	0
940	01	73175	CONTRIBUTION DES PATENTES (CENTIMES CHAMBRE DE COMMERCE)	550 000 000	550 000 000	596 975 051	0
940	01	73181	CONTRIBUTION FONCIERE (PRINCIPAL)	1 010 000 000	1 010 000 000	1 041 000 898	0
940	01	73182	CONTRIBUTION FONCIERE (CENTIMES PROVINCIAUX)	295 000 000	295 000 000	295 539 549	0
940	01	73183	CONTRIBUTION FONCIERE (CENTIMES COMMUNAUX)	607 000 000	607 000 000	607 179 096	0
940	01	73521	(F.E.R.) TAXE SUR L'ELECTRICITE	580 000 000	580 000 000	694 578 182	0
940	01	73522	AUTORISATIONS PERSONNELLES MINIERES ET TITRES MINIERES	400 000	400 000	2 442 000	0
940	01	7382	CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITE	1 620 000 000	1 620 000 000	1 582 039 250	0
940	01	73831	COTISATION DE 0.25 % SUR SALAIRES - CCI	125 910 000	125 910 000	132 449 993	0
940	01	73831	COTISATION DE 0.25 % SUR SALAIRES - CM	125 910 000	125 910 000	132 449 993	0
940	01	73831	COTISATION DE 0.25 % SUR SALAIRES - ETFFA	167 880 000	167 880 000	176 599 989	0
940	01	7388	PRELEVEMENT FORFAITAIRE A 25 % - VOIES A PEAGE	20 000 000	20 000 000	123 542 000	0
Total 940				66 481 100 000	67 231 100 000	82 490 642 031	0
941	01	73123	REVERSEMENT DE LA CONTRIBUTION SOCIALE ADDITIONNELLE A L'IS	4 200 000 000	4 200 000 000	0	0
941	01	73211	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	5 800 000 000	5 800 000 000	6 665 504 560	0
941	01	73212	TSPAA - CANC	237 000 000	288 000 000	261 084 469	0
941	01	73212	TSPAA - ERPA	570 000 000	598 000 000	609 197 079	0
941	01	73213	TAXE CONJONCTURELLE DE PROTECTION DES PRODUCTIONS LOCALES	910 000 000	910 000 000	1 003 522 723	0
941	01	73221	TAXE GENERALE A L'IMPORTATION	17 200 000 000	17 200 000 000	18 624 582 393	0
941	01	73222	TAXE DE BASE A L'IMPORTATION	7 100 000 000	7 100 000 000	7 317 211 590	0
941	01	73223	TAXE SUR LE FRET AERIEN	1 830 000 000	2 080 000 000	2 028 279 277	0
941	01	73224	TAXE DE PEAGE	330 000 000	330 000 000	344 182 581	0
941	01	73225	TAXE ANTIPOLLUTION	175 000 000	175 000 000	194 400 898	0
941	01	73231	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS IMPORTES	1 575 000 000	1 575 000 000	1 896 245 244	0
941	01	73232	TAXE PRODUITS PETROLIERS-TPP	5 400 000 000	5 400 000 000	5 269 119 452	0
941	01	73233	TAXE ADD. S/PROD PETROL-TAPP	2 200 000 000	2 200 000 000	2 227 643 774	0
941	01	73234	TAXE S/ALCOOL&TABACS FAVEUR SECTEUR SANITAIRE&SOCIAL (TAT3S)	2 954 000 000	2 954 000 000	3 073 980 951	0
941	01	73234	TAXE S/ALCOOL&TABACS FAVEUR SECTEUR SANITAIRE&SOCIAL(TAT3S)	255 000 000	255 000 000	264 963 203	0
941	01	73241	TAXE PARAFISCAL	54 000 000	54 000 000	51 876 669	0
941	01	73311	DROITS D'ENREGISTREMENT (PRINCIPAL)	3 500 000 000	3 500 000 000	4 323 216 896	0
941	01	73312	DROITS D'ENREGISTREMENT (CENTIMES PROVINCIAUX)	1 500 000 000	1 500 000 000	1 295 441 897	0
941	01	73313	DROITS D'ENREGISTREMENT (CENTIMES COMMUNAUX)	2 000 000 000	2 000 000 000	1 992 740 717	0
941	01	7332	TAXE HYPOTHECAIRE	250 000 000	250 000 000	268 117 398	0
941	01	7333	DROITS DE TIMBRE	150 000 000	150 000 000	194 599 830	0
941	01	73411	DROITS DE LICENCES (PRINCIPAL)	122 000 000	122 000 000	126 694 930	0
941	01	73412	DROITS DE LICENCES (CENTIMES PROVINCIAUX)	63 000 000	63 000 000	62 417 606	0
941	01	73413	DROITS DE LICENCES (CENTIMES COMMUNAUX)	73 000 000	73 000 000	74 864 223	0
941	01	7342	TAXES SUR LES TRANSFERTS DE LICENCES	1 000 000	1 000 000	1 401 967	0
941	01	7343	TAXE SUR LES SPECTACLES ET LES JEUX	3 000 000 000	3 000 000 000	2 902 173 629	0
941	01	7345	TAXE SUR LES NUITES	200 000 000	200 000 000	175 340 662	0
941	01	73461	TAXE DE SOLIDARITE SUR LES SERVICES (TSS)	15 500 000 000	16 750 000 000	16 819 655 302	0
941	01	73468	TAXE GENERALE SUR LES SERVICES	0	0	26 706	0
941	01	73511	PRODUITS DES VIGNETTES POUR VEHIC.PRINC	0	0	58 377	0
941	01	73511	PRODUITS DES VIGNETTES POUR VEH.17%	0	0	5 423	0
941	01	73512	REDEVANCE D'IMMATRICULATION	180 000 000	180 000 000	257 475 600	0
941	01	73531	DROIT DE NAVIGATION INTERIEURE	22 000 000	22 000 000	22 928 860	0
941	01	73532	DROITS DE FRANCSISATION, DE NAVIGATION ET DE PASSEPORT	0	0	1 097 658	0
941	01	73533	DROITS DE QUAI	160 000 000	160 000 000	153 175 452	0
941	01	73534	DROITS DE PORT	30 000 000	30 000 000	38 410 500	0
941	01	73536	TAXE SUR LES LICENCES DE PECHE PROFESSIONNELLE	1 000 000	1 000 000	1 095 000	0
941	01	7355	TAXES SUR LES ASSURANCES	850 000 000	1 000 000 000	958 955 635	0
941	01	7358	TAXE DE MAGASINAGE	90 000 000	110 000 000	104 391 183	0
941	01	73611	AMENDES FORFAITAIRES 60%	250 000 000	250 000 000	380 837 870	0
941	01	7381	TAXE DE CONSOMMATION INTERIEURE	515 000 000	515 000 000	548 758 390	0
941	01	73832	PART. DES EMPLOYEURS A LA FORMATION PROFESSIONNELLE	100 000 000	100 000 000	418 989 414	0
Total 941				79 347 000 000	81 096 000 000	80 954 665 988	0
942	01	746	DOTATION GLOBALE DE COMPENSATION	598 300 000	598 300 000	511 754 654	0
942	01	74718	FOND INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION	107 400 000	74 581 467	59 665 871	0
942	01	7473	PARTICIPATIONS DES PROVINCES AU DEFICIT 2008	0	131 369 530	228 910 647	0
942	01	7474	PARTICIPATIONS DES COMMUNES AU DEFICIT 2008	0	31 777 313	36 110 256	0
Total 942				705 700 000	836 028 310	836 441 428	0
943	01	761	REVENUS DU PORTEFEUILLE - DIVIDENDES	550 000 000	550 000 000	500 000 000	0
943	01	764	REVENUS DES PLACEMENTS BONS DU TRESOR	0	0	8 550 000	0
943	01	768	GAINS DE CHANGE	0	0	330 258	0
943	01	768	INTERETS DES PRETS ET CREANCES	175 000 000	266 414 627	62 798 760	0
943	01	768	OP CHT PRODUITS FINANCIERS	0	5 050 760	138 274	4 912 486

Annexe 2a Report de fonctionnement
Annexe 2a2 - Recettes de fonctionnement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
943	01	768	PRODUITS FINANCIERS CENTRE PJEJ	0	8 328 000	0	0
943	01	768	PRODUITS FINANCIERS CHS GERONTOLOGIE	0	5 205 498	0	5 205 498
943	01	768	PRODUITS FINANCIERS OP MEDIPOL KOUTIO	0	0	416 766	0
Total 943				725 000 000	834 998 885	572 234 058	10 117 984
945	01	7815	PROVISIONS UTILISEES	500 000 000	500 000 000	0	0
945	01	7815	REPRISE PROVISION ASSOCIATION NC 2011	1 282 000 000	1 332 000 000	1 332 000 000	0
Total 945				1 782 000 000	1 832 000 000	1 332 000 000	0
946	01	761	PRODUITS FINANCIERS OP 311 POLE DES LANCEURS	0	0	3 994 180	0
946	01	777	REPRISES SUR RECETTES D'INVESTISSEMENT DES BOURSES PRETS	3 700 000	9 700 000	3 102 345	0
Total 946				3 700 000	9 700 000	7 096 525	0
Total				160 904 351 000	189 004 299 813	201 778 125 044	1 659 048 664

Annexe 2b Report d'investissement
Annexe 2b1 - Dépenses d'investissement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
900	02	2031	AMENAGEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS	4 000 000	5 341 491	4 506 695	0
900	02	2031	AMENAGEMENT LOCAUX ADMINISTRATIF EX DIRAG	0	14 188 962	3 142 874	11 046 088
900	02	2031	AMENAGEMENTS LOGEMENTS ADMINISTRATIFS	2 300 000	538 048	0	0
900	02	2031	ANTENNE DES SERVICES DU GOUVERNEMENT KONE (AP 54/04)	0	4 675 769	4 618 464	57 305
900	02	2031	DEPENSES IMPREVUES	50 000 000	125 818 970	0	0
900	02	2031	DEVELOPPEMENT FRAIS D'ETUDES	0	1 764 000	0	1 764 000
900	02	2031	ETUDE LOGICIEL POUR LA DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS	0	6 000 000	5 317 334	682 666
900	02	2031	ETUDES DE BATIMENTS ADMINISTRATIFS	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000
900	02	2031	EXTENSION DES ARCHIVES (ap 27/01)	0	524 274	0	524 274
900	02	2031	FRAIS D'ETUDE - PROJETS INFORMATIQUES	0	2 446 500	588 000	1 753 500
900	02	2031	FRAIS D'ETUDES OU DE RECHERCHES	0	11 775 929	3 866 958	7 908 971
900	02	2031	FRAIS D'ETUDES OU DE RECHERCHES	0	781 864	0	781 864
900	02	2031	FRAIS D'ETUDES PROTECTION MILLE ET BERTON	0	266 065	0	266 065
900	02	2031	GEST.DOCs/FRAIS ETUDES/RECHERCHES	0	756 000	378 000	0
900	02	2031	GESTION DES IDENTITES ETUDES	0	2 938 147	2 938 147	0
900	02	2031	PRA - PLAN DE REPRISE D'ACTIVITE - ETUDES	0	3 349 765	3 349 765	0
900	02	2031	PROCESSUS METIERS/FRAIS D'ETUDES	0	443 750	0	0
900	02	2031	PSSI ETUDE	4 000 000	4 000 000	0	4 000 000
900	02	2031	REDACTION CDC FRAIS D'ETUDES	0	6 629 500	0	6 629 500
900	02	2031	RESTRUCTURATION DE LA DITT	40 000 000	67 236 818	11 240 594	55 996 224
900	02	205	ACQUISITION LOGICIEL POUR PACIFISC	0	3 207 040	2 016 706	1 190 334
900	02	205	ACTES & MAIL MANAGER	2 965 000	2 965 000	0	2 965 000
900	02	205	AFFRANCHISSEMENT LOGICIEL	0	2 820 745	0	0
900	02	205	AMADEO - DEVELOPPEMENT	0	527 625	0	527 625
900	02	205	APPLICATION LNC - LOGICIELS	1 365 000	4 092 870	2 580 870	1 512 000
900	02	205	APPLICATIONS EAU	1 707 750	3 213 000	1 086 750	2 126 250
900	02	205	CAGOU-HANDICAP ET DEPENDANCE	0	1 706 250	0	1 706 250
900	02	205	CERTIF & PERMIS PHYTOSANITAIRES - LOG	0	887 250	887 250	0
900	02	205	DEVELOPPEMENT & MISE EN OEUVRE DES PROJETS INF.	9 798 500	26 647 075	5 429 175	21 217 900
900	02	205	GED LOGICIELS	0	7 660 791	5 923 785	6
900	02	205	GED SANTE ENVIRONNEMENT - LOGICIELS	0	267 750	267 750	0
900	02	205	GESTION DES IDENTITES LOGICIELS	0	7 000 000	1 044 153	5 955 847
900	02	205	GESTION ET SUIVI DES AVP DRH - LOGICIEL	0	5 407 500	3 675 000	1 732 500
900	02	205	LOG BUR DIRECTIONS	9 965 000	5 677 256	2 760 161	2 714 735
900	02	205	LOGICIEL DEMATERIALISATION CODE DES MARCHES	14 000 000	8 000 000	0	8 000 000
900	02	205	LOGICIEL SURFI	0	5 656 835	5 656 742	0
900	02	205	LOGICIEL VIRTUALISATION DES POSTES	7 000 000	7 000 000	0	7 000 000
900	02	205	LOGICIELS	0	19 772 793	12 542 435	7 230 358
900	02	205	LOGICIELS - IMPRESSION / RELIURE	0	600 000	0	600 000
900	02	205	LOGICIELS BUR DFPC	0	250 000	0	0
900	02	205	LOGICIELS DE GESTION DE REGIE	0	1 234 455	0	0
900	02	205	LOGICIELS INFOR. DES SCES&DIRECT.2006	0	360 000	0	360 000
900	02	205	LOGICIELS PO LES SERVEURS DTSI	30 000 000	24 495 732	18 695 278	5 781 750
900	02	205	MIGRATION COBOL DEVELOPPEMENT	0	4 338 800	0	4 338 800
900	02	205	MODERNISATION EDITIQUE LOGICIEL	0	3 257 757	3 257 757	0
900	02	205	OBSERVATOIRE DES PRIX - LOGICIELS	1 023 750	2 520 000	1 155 000	1 365 000
900	02	205	PLAN REPRISE ACTIVITE LOGICIELS	7 500 000	13 294 821	9 785 950	3 508 871
900	02	205	PRÊT A TAUX 0	0	819 000	0	819 000
900	02	205	REFONTE DE L'INF. MARINE MARCHANDE	1 300 000	1 634 000	1 129 538	504 462
900	02	205	REFONTE DES APPLICATIONS FISCALES DE LA N-C (AP 92/05)	154 444 354	97 607 831	72 385 369	25 222 462
900	02	205	SEFORA LOGICIEL	5 000 000	12 473 650	9 856 875	2 616 775
900	02	205	SIG LOGICIELS	14 000 000	10 300 000	1 294 013	0
900	02	205	SINEA - LOGICIELS	682 500	0	0	0
900	02	205	SITES INTRANET / INTERNET	2 100 000	1 815 525	1 680 000	0
900	02	205	SUPPORT MULTI SCES - TIARHE - LOGICIELS	3 500 000	1 190 000	210 000	980 000
900	02	205	SYDONIA LOGICIELS	9 000 000	15 238 450	3 453 895	11 784 555
900	02	205	TRUE UP DIRECTIONS	8 624 000	21 441 970	21 441 970	0
900	02	21311	ACHAT LOCAUX SECAL	0	220 500	0	0
900	02	21321	AMENAGEMENTS LOGEMENTS ADMINISTRATIFS	0	6 946 215	6 946 215	0
900	02	21351	CABLAGE DAAJ	0	686 700	298 200	0
900	02	21351	CABLAGE DACC	0	906 329	89 250	0
900	02	21351	CABLAGE DIRECTIONS	12 050 000	8 895 386	1 949 987	1 910 475
900	02	21351	CABLAGE DSF	0	632 100	632 100	0
900	02	21351	INSTALLATION DE BATIMENTS	0	14 269 536	14 269 536	0
900	02	214	AMENAGEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS	0	23 374 166	22 532 582	0
900	02	214	CABLAGE INFORMATIQUE / DENC	0	59 850	0	0
900	02	214	ENTRETIEN DE LA DTSI	0	21 199 545	20 811 671	0
900	02	2157	MATERIEL & OUTILLAGE TECHNIQ EXPLOIT SI	0	850 000	0	850 000
900	02	2181	CABLAGE DASS	0	172 200	88 200	0
900	02	2181	CABLAGE INFORMATIQUE SCES&DIRECT	10 200 000	6 944 206	1 876 531	5 067 435
900	02	2181	CABLAGE LOCATAIRE AFF COUTUMIERES	0	53 550	53 550	0
900	02	21821	ACHAT DE VEHICULES DES SERVICES	87 500 000	120 225 930	110 510 827	9 548 950
900	02	21822	MATERIEL DE TRANSPORT MARITIME	0	1 430 000	1 430 000	0
900	02	21838	ACQUISITION D'UNE MISE SOUS PLI	0	32 119 100	32 088 703	0
900	02	21838	AUTRE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	0	179 255	179 255	0
900	02	21838	EXPLOIT SI AUTRES MATERIELS	0	2 800 000	0	2 800 000
900	02	21838	GED MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	0	1 283 335	0	1 283 335
900	02	21838	INFRASTRUCTURE TOIP	4 500 000	6 218 840	5 425 580	589 800
900	02	21838	MATERIEL INFOR DIRECTIONS	42 245 000	64 380 105	57 097 176	7 183 029
900	02	21838	MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	0	5 077 770	4 358 110	719 660
900	02	21838	MATERIEL VIRTUALISATION DES POSTES	18 000 000	18 000 000	0	18 000 000
900	02	21838	MATERIELS INFRASTRUCTURE	40 000 000	63 250 496	47 376 104	14 585 592
900	02	21838	MOBILIER ET MATERIEL ADMINISTRATIFS	1 540 000	2 306 552	2 306 552	0
900	02	21838	MOBILIERS DES SERVICES	26 910 000	39 449 044	15 784 033	22 361 559
900	02	21838	MODERNISATION EDITIQUE MATERIEL	1 800 000	7 500 000	0	7 500 000
900	02	21838	OP CREDIT BAIL IBM DSI	0	246 572	246 572	0
900	02	21838	PLAN REPRISE ACTIVITE MATERIELS	0	25 419 800	25 419 800	0
900	02	21838	REFONTE DES APPLICATIONS FISCALES DE LA N-C (AP 92/05)	4 100 000	9 453 700	0	9 453 700
900	02	21838	SYDONIA MATERIELS	9 000 000	14 184 400	4 932 380	9 252 020
900	02	21848	ACHAT DE CLIMATISEURS	12 000 000	14 778 660	8 963 778	1 500 000
900	02	21848	AMENAGEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS	0	4 509 873	431 958	924 368
900	02	21848	AUTRE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER	14 070 000	9 074 390	5 473 530	3 600 860
900	02	21848	AUTRE MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER DGS	0	689 505	689 505	0
900	02	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU	300 000	189 500	189 500	0
900	02	21848	MATERIEL DRH	900 000	618 700	618 700	0
900	02	21848	MATERIELS DES SERVICES	42 990 000	71 340 943	29 351 875	39 083 804
900	02	2188	MOBILIER POUR LOGEMENTS	2 500 000	4 000 000	3 548 799	341 880
900	02	2188	ACQUISITION IMAGES SATELLITE	8 000 000	20 626 673	814 908	19 811 765
900	02	2188	EQUIPEMENT TECHNIQUE GARAGE DITT	0	292 008	292 008	0
900	02	231311	AMENAGEMENT LOCAUX ADMINISTRATIFS DBAF (ap 133/06)	0	112 436 184	433 805	112 002 379

Annexe 2b Report d'investissement
Annexe 2b1 - Dépenses d'investissement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
900	02	231311	ANTENNE DES SERVICES DE LA NOUVELLE CALÉDONIE	119 255 606	214 521 562	0	214 521 562
900	02	231311	EXTENSION SMMPM	5 000 000	25 000 000	0	25 000 000
900	02	231311	RESTRUCTURATION DE LA DITT VALLEE DU TIR	50 000 000	21 927 389	0	21 927 389
900	02	231311	RESTRUCTURATION DU SITE DITT ET DIMENC	0	3 656 969	0	3 656 969
900	02	231318	AMENAGEMENT DU PARKING DE L'IMMEUBLE J-HEKAWE	0	4 947 563	4 947 563	0
900	02	231318	REHABILITATION DES BUREAUX DE LA DIMENC	0	199 500	199 500	0
900	02	231321	AMENAGEMENTS LOGEMENTS ADMINISTRATIFS	44 000 000	46 238 103	26 641 268	13 125 000
900	02	231351	AMENAGEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS	100 000 000	115 707 673	76 362 800	39 344 873
900	02	231351	AMENAGEMENT LOCAUX DSF	0	49 920 244	789 600	49 130 644
900	02	23151	TRAVAUX PROTECTION MILLE ET BERTON	0	45 000 000	0	45 000 000
900	02	2766	DETTES POUR LOCATION ACQUISITION	1 000 000	1 000 000	246 572	0
900	02	31	ACQUISITION DU STOCK DE TABACS	1 600 000 000	1 600 000 000	1 411 427 390	0
900	03	2031	CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'IGNAME (ap90/05)	0	11 000 000	0	11 000 000
900	03	2031	CONSTRUCTION AIRE COUTUMIERE DREHU (ap1/92)	900 000	1 578 889	0	1 578 889
900	03	2031	CONSTRUCTION DES LOCAUX DU SENAT COUTUMIER (ap82/05)	0	35 161 912	8 647 584	26 514 328
900	03	2031	ETUDE REAMENAGEMENT BIR HAKEIM - EX TRIBUNAL	2 000 000	3 365 495	176 211	3 189 284
900	03	2031	FRAIS D'ETUDES	10 000 000	24 975 601	1 176 000	23 799 601
900	03	2031	FRAIS ETUDES RECHERCHES INSTITUTIONS NC	0	420 000	420 000	0
900	03	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, MARQUES, PROCÉDÉS	6 082 100	8 258 556	2 369 800	5 888 756
900	03	205	LOG BUR CES ET GOUV	0	75 000	75 000	0
900	03	21311	BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS	22 000 000	15 040 003	1 885 019	13 154 984
900	03	21321	IMMEUBLES DE RAPPORT	2 000 000	1 978 888	0	1 978 888
900	03	21351	CABLAGE POUR CES ET GOUV	1 400 000	1 310 400	0	1 152 716
900	03	214	AMENAGEMENT DES SERVICES ADMINISTRATIFS	25 000 000	24 940 253	19 532 079	5 408 174
900	03	214	CABLAGE INFORMATIQUE/GOUVERNEMENT	0	54 600	0	0
900	03	2161	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	0	1 075 079	0	1 075 079
900	03	2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	0	980 000	0	980 000
900	03	2181	CABLAGE DES INSTITUTIONS - IMMEUBLES LOUES	1 000 000	1 089 600	570 150	519 450
900	03	2181	INSTALLATIONS GÉNÉRALES, AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS DIVERS HORS PA	0	9 456 000	2 263 680	7 192 320
900	03	21821	ACHAT VEHICULE DES INSTITUTIONS (GESTION CENTRALISEE)	0	12 835 000	12 835 000	0
900	03	21821	ACHATS DE VEHICULES DES INSTITUTIONS (GESTION CENTRALISEE)	0	13 650 000	13 650 000	0
900	03	21821	ACHATS DE VEHICULES POUR INSTITUTIONS	359 000	2 360 000	2 360 000	0
900	03	21821	MATÉRIEL DE TRANSPORT TERRESTRE	7 000 000	21 161 430	19 590 500	1 570 930
900	03	21838	AUTRE MATÉRIEL INFORMATIQUE	9 089 000	23 466 458	13 818 672	9 647 786
900	03	21838	MAT INFO CES ET GOUV	6 410 000	8 769 186	7 077 788	1 691 398
900	03	21838	MOBILIER ET MATÉRIEL ADMINISTRATIFS	0	99 370	0	99 370
900	03	21848	AMENAGEMENT DES INSTITUTIONS	0	3 252 909	3 252 909	0
900	03	21848	EQUIPEMENT DES INSTITUTIONS	910 000	1 870 859	1 158 159	668 800
900	03	21848	EQUIPEMENTS DES INSTITUTIONS	140 000	357 792	330 024	0
900	03	21848	MATÉRIEL DU GOUVERNEMENT	1 000 000	3 905 200	1 254 135	1 852 165
900	03	2188	AUTRES	5 000 000	22 236 925	18 428 126	3 808 799
900	03	231311	BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS	20 000 000	129 907 948	92 635 758	37 272 190
900	03	231311	CONSTRUCTION DES LOCAUX DU SENAT COUTUMIER (ap82/05)	60 000 000	69 900 000	11 356 182	58 543 818
900	03	231311	CONSTRUCTION LOCAUX POUR LES CONSEILS COUTUMIERS (ap 1/92)	0	27 760 120	7 411 049	20 349 071
900	03	231351	AMENAGEMENT DES BATIMENTS DES INSTITUTIONS NC	28 000 000	0	0	0
900	03	231351	REAMENAGEMENT DE L'EX TRIBUNAL MILITAIRE BIR HAKEIM	20 000 000	33 900 000	0	33 900 000
900	03	232	AUTRES TRAVAUX DE LA COLLECTIVITE	0	5 900 709	3 931 567	1 969 142
900	03	238	CONSTRUCTION LOCAUX POUR LES CONSEILS COUTUMIERS (ap 1/92)	0	56 400 000	12 500 000	43 900 000
900	03	31	ACHAT DE LA CAVE A VINS	1 500 000	2 000 000	1 583 632	0
900	03	31	ACHAT DE LIVRES	500 000	500 000	0	0
900	03	31	ACHAT DE PRESENTS ET CADEAUX	4 500 000	4 500 000	262 100	0
900	04	2031	ETUDES POUR DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT TERRES COUTUMIERES	14 000 000	14 000 000	0	0
900	04	21311	ACHATS DE LOCAUX/BUREAUX POINDIMIE	8 000 000	8 000 000	0	8 000 000
Total 900				2 903 926 560	4 062 762 516	2 436 840 350	1 244 953 923
902	23	20418	CONST LOCAUX D'ENS. SUR NOUVILLE -FEI	0	145 949 881	0	145 949 881
902	23	20418	CONST LOCAUX D'ENS. SUR NOUVILLE -VILLAGE DES JEUX	520 000 000	845 925 515	737 922 590	108 002 925
902	23	20428	CAMPUS UNIVERSITAIRE - SUBV SIC	0	300 000 000	290 000 000	10 000 000
Total 902				520 000 000	1 291 875 396	1 027 922 590	263 952 806
903	31	2031	CDI 2011-15 ECOLE D'ART DE NOUVELLE CALÉDONIE	0	14 753 000	0	14 753 000
903	31	2031	CONST. MAISON FEMME ET CULTURE	0	25 000 000	0	25 000 000
903	31	2031	ETUDES AMENAGEMENT NOUVEAUX LOCAUX DACC	6 000 000	7 165 500	0	0
903	31	2031	PRODUITS DERIVES	20 000 000	38 482 481	3 937 500	34 544 981
903	31	2031	SALLE DE SPECTACLE (C.INTER-CO)(ap108/06)	0	9 072 000	1 134 000	7 938 000
903	31	204178	PROG INVEST ADCK CDI 2011/2015	0	40 000 000	0	40 000 000
903	31	204178	SUBVENTION ACHAT LOCAUX ECOLE DANSE CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	0	200 000 000	200 000 000	0
903	31	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ACADEMIE LANGUES KANAK	0	13 356 000	3 523 663	9 832 337
903	31	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT C.M. KONE	0	39 975 000	0	39 975 000
903	31	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	27 382 089	27 507 223	6 845 522	20 661 701
903	31	20428	SUBV EQUIPT. MUSEE HISTOIRE MARITIME	8 500 000	8 500 000	8 500 000	0
903	31	20428	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT MUSEE HISTOIRE MARITIME	0	4 875 000	4 875 000	0
903	31	2161	ACHAT DE COLLECTION POUR LE MUSEE	6 000 000	6 592 363	6 513 962	0
903	31	2161	ACHAT DE COLLECTION POUR LES ARCHIVES	16 550 000	16 550 000	16 491 539	0
903	31	21848	MOBILIER POUR DOCK DU MUSEE A NOUVILLE	10 000 000	10 000 000	299 015	9 389 081
903	31	2188	SCENE MOBILE - SALLE POLYVALENTE EN PROV.SUD	0	11 766 034	11 766 034	0
903	32	2031	AMENAGT STADE NUMA DALY MAGENTA	0	984 760	984 760	0
903	32	2031	ETUDE RENOVATION STADE NUMA DALY JP 2011	0	27 767 543	0	27 767 543
903	32	2031	ETUDES GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN SUR LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES DE	3 000 000	6 126 549	2 474 869	3 651 680
903	32	2031	MAISON DE LA GYMNASTIQUE (ap 28/01)	0	1 000 000	0	1 000 000
903	32	2031	SALLE OMNISPORTS JP 2011 (148/07)	3 000 000	173 250	0	173 250
903	32	20413	BASE NAUT POINDIMIE JP2011 P-NORD	0	94 500 000	47 250 000	47 250 000
903	32	20413	CENTRE D'HEBERGT-JP2011 - COMMUNE DE KONE	0	33 750 000	0	33 750 000
903	32	20413	CENTRE D'HERBERGEMENT-JP2011 KOUMAC	0	6 250 000	0	6 250 000
903	32	20413	CENTRE TENNISQUE PROV.NORD - JP2011	0	150 000 000	0	150 000 000
903	32	20413	SALLE DE TENNIS DE TABLE-JP2011 KOUMAC	0	6 750 000	0	6 750 000
903	32	20413	SALLE OMNISPORT (LIFOU) RENOVATION JP2011 PROV ILES	0	13 500 000	0	13 500 000
903	32	20413	SALLE OMNISPORT POINDIMIE-JP2011 POINDIMIE	0	9 000 000	0	9 000 000
903	32	20413	STADE DE FOOTB (HNASSE) JP2011 PROV ILES	0	18 750 000	0	18 750 000
903	32	20413	TERRAIN DE BEACH VOLLEY JP2011 OUVEA	0	2 250 000	0	2 250 000
903	32	20414	COMMUNE MONT DORE-CENTRE OCEANIAN HALTEROPHILIE	0	15 120 966	0	15 120 966
903	32	20414	COMPLEXE BOEWA-JP2011 MT DORE-NC	0	81 000 000	81 000 000	0
903	32	20414	EQUIPT TENNIS OUEU TORO-JP2011 NOUMEA	0	2 075 000	2 075 000	0
903	32	20414	PAS DE TIR ARC-JP2011 MOTOR POOL NOUMEA	0	2 700 000	1 350 000	1 350 000
903	32	20414	PISCINE (2011)JP COMMUNE DE DUMBEA	0	268 500 000	0	268 500 000
903	32	20414	SALLE ARTS MARTIAUX- NC- JP2011 DUMBEA	0	12 000 000	12 000 000	0
903	32	20414	SALLE DE FOOT RIV.SALEE JP2011 NOUMEA	0	6 250 000	6 250 000	0
903	32	20414	SALLE DE LA VALLEE DU TIR-JP2011 NOUMEA-NC	0	320 000 000	160 000 000	160 000 000
903	32	20414	SALLE JEAN NOYANT-JP2011 NOUMEA	0	3 000 000	3 000 000	0
903	32	20414	SALLE OMNISPORTS-JP2011 PAITA	128 000 000	253 000 000	158 500 000	94 500 000
903	32	20414	SALLE PICOU SQUASH-JP2011 NOUMEA	0	30 600 000	30 600 000	0
903	32	20414	SALLE VEYNET RIVIERE SALEE-JP2011 NOUMEA	0	9 000 000	9 000 000	0

Annexe 2b Report d'investissement
Annexe 2b1 - Dépenses d'investissement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
903	32	20414	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT BEACH VOLLEY KOUTIO	0	60 000 000	0	60 000 000
903	32	20414	TERRAIN DE BASE BALL-JP2011 MT DORE	0	128 000 000	128 000 000	0
903	32	20414	TERRAIN DE TIR-JP2011 PAITA	0	11 790 000	11 650 931	139 069
903	32	20414	TERRAIN RUGBY RIVIERE SALEE-JP2011 NOUMEA	0	8 250 000	8 250 000	0
903	32	20418	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT LIGUE CAL SURF	0	2 500 000	2 500 000	0
903	32	20418	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT SEM DE TINA	0	12 500 000	12 500 000	0
903	32	20428	SUBV CTOS POUR CONSTRUCTION CISE	0	135 000 000	0	135 000 000
903	32	20428	SUBVENTION AU CTOS POUR LA CONSTRUCTION DU CISE	0	15 000 000	0	15 000 000
903	32	2118	MOBILIER MATERIEL SPORT	0	5 038 000	0	5 038 000
903	32	21351	GROS ENTRETIEN DANS LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES	0	515 189	515 189	0
903	32	21841	MOBILIER ET MATERIEL SCOLAIRES, CULTURELS ET SPORTIFS	0	1 516 871	0	1 516 871
903	32	21841	SALLE OMNISPORTS JP 2011 (148/07)	0	7 561 450	7 561 450	0
903	32	21848	AMENAGEMENT STADE NUMA DALY MAGENTA	0	1 743 000	1 743 000	0
903	32	21848	MATERIELS POUR EQUIPEMENTS SPORTIFS N-C	0	695 000	0	0
903	32	21848	MOBILIER ET MATERIEL DE SPORT	0	20 885 500	7 445 500	13 440 000
903	32	21848	MOBILIER ET MATERIEL SPORTIFS	0	13 567 900	230 000	13 337 900
903	32	2188	EQUIPEMENT SPORTIF DIVERS	0	1 694 250	0	1 694 250
903	32	2188	Equipements et matériels médicaux et paramédicaux	500 000	500 000	0	500 000
903	32	2188	EQUIPEMENTS SPORTIFS DIVERS	8 000 000	10 519 000	3 801 300	6 717 700
903	32	2188	MOBILIER ET MATERIEL SPORTIFS	0	20 367 600	20 367 600	0
903	32	231314	AMENAGEM. LOCAUX TERRAIN CRICKET ANSE N'DU	0	21 322 943	21 322 943	0
903	32	231314	AMENAGEMENT DE LA BASE NAUTIQUE	19 600 000	5 900 000	4 886 958	0
903	32	231314	MAISON DE LA GYMNASTIQUE (ap 28/01)	18 000 000	0	0	0
903	32	231314	SALLE OMNISPORT JP2011 (148/07)	0	57 312 779	28 807 034	28 505 745
903	32	231314	STADE NUMA JP2011 (147/07)	29 000 000	149 641 115	119 353 412	30 287 703
903	32	231314	TRAV D'ENTRETIEN DS LES INFRASTR SPORT DE LA NC	27 000 000	35 258 719	29 879 263	5 379 456
903	32	231318	TERRAIN CRICKET N'DU	19 100 000	11 878 581	4 775 295	7 103 286
903	32	23151	AMENAGEMENT DES VOIRIES TERRESTRES DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES	20 000 000	60 441 092	51 672 574	7 992 810
903	32	23151	CONFORTEMENT DE TALUS POUR LE TERRAIN DE CRICKET ANSE N ₄ DU	8 000 000	0	0	0
903	32	23151	TERRAIN CRICKET N'DU	0	2 994 443	2 994 443	0
903	32	237	REALISATION PARKING COMMUN MAISON GYMNASTIQUE	0	17 357 689	10 168 702	7 188 987
903	32	237	REINSTALLATION DU POLE DES LANCEURS DE BOULARI (AP 33/02)	0	3 994 180	3 994 180	0
Total 903				377 632 089	2 671 387 970	1 260 790 638	1 400 499 316
904	41	20414	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 9EME FED	31 000 000	43 471 072	6 256 267	37 214 805
904	41	2185	AUTRES MATERIELS URGENCE ET VEILLE SANITAIRE	0	400 000	400 000	0
904	41	2188	MATERIEL D'INCENDIE OU DE DEFENSE CIVILE	0	4 275 000	4 210 200	60 000
904	41	31	STOCK MEDICAMENTS SURVEILLANCE ET URGENCE SANITAIRE	15 000 000	30 308 914	15 690 776	0
904	42	238	CENTRE DES HANDICAPES (CD00/04) (AP 79/05)	285 000 000	750 000 000	750 000 000	0
904	42	238	CHT NOUVEL HOPITAL KOUTIO	1 000 000 000	233 674 626	233 674 626	0
904	42	238	MEDIPOLE DE KOUTIO 11-15	0	4 317 613 458	566 742 140	3 750 871 318
904	42	238	RENOVATION CHT SOL QUARANTAINE	0	3 483 932	0	3 483 932
Total 904				1 331 000 000	5 383 227 002	1 576 974 009	3 791 630 055
905	50	2031	ETUDE GARAGE PJEJ NOUVILLE	0	3 476 144	440 215	3 035 929
905	50	231318	CONSTRUCTION DU GARAGE PJEJ SUR SITE NOUVILLE	0	67 284 900	10 173 590	57 111 310
905	51	21838	MATERIELS INFORMATIQUES MEP	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000
905	52	21841	MOBILIER MATERIEL SCOLAIRE FOYER PJEJ	3 000 000	2 786 068	0	2 000 000
905	52	21848	AUTRES MOBILIERS FOYERS PJEJ	0	583 932	213 992	343 000
905	52	237	FOYER D'HEBERGEMENT 10-13ans A NOUVILLE (AP 99/05)	0	3 573 427	0	3 573 427
905	52	237	FOYER D'HEBERGEMENT 13-18 ans PAITA (AP100/05)	0	3 768 515	0	3 768 515
905	52	237	RENOVATION CUISINE NOUVILLE	0	1 440 000	0	1 440 000
905	52	238	FOYER D'ACCUEIL D'URGENCE ET D'ORIENTATION -AP 64/05	0	162 000 000	113 680 000	48 320 000
Total 905				73 000 000	314 912 986	124 507 797	189 592 181
906	61	2031	REFONTE SYSTEME INFORMATIQUE-ETUDES-	2 000 000	10 218 900	0	10 218 900
906	61	204178	SUBV EQUIPT IDCNC	60 000 000	60 000 000	15 000 000	45 000 000
906	61	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CHAMBRE DE METIERS	0	60 141 533	60 141 533	0
906	61	205	REFONTE SYSTEME INFORMATIQUE-LOGICIELS-	5 000 000	8 000 000	0	8 000 000
906	61	2161	SP-OEUVRES ET OBJETS D'ART	500 000	434 592	350 000	0
906	61	21848	SP-AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	0	65 408	65 408	0
906	63	2031	FRAIS ETUDES FAISABILITE ET PROGRAMMATION FACULTE DES METIERS	0	3 121 125	0	3 121 125
906	63	20411	SUBVENTION EQUIPEMENT CFPPA SUD ESPACE RESSOURCES	0	567 206	518 541	48 665
906	63	20412	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES OU A VERSER	0	60 000 000	60 000 000	0
906	63	20413	AVANCES A DES TIERS POUR REALISATIONS	0	6 242 250	0	6 242 250
906	63	20413	CONSTRUCTION CENTRE FORMATION PECHE OUVEA 10ème FED	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000
906	63	20413	MACHINISME AGRICOLE MARE 10 FED	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000
906	63	20413	PLATEAU TECHNIQUE DU BTP EN PROVINCE NORD	0	208 757 750	0	208 757 750
906	63	204178	EQUIPEMENT ECOLE SAPEUR POMPIER VOLONTAIRE	15 600 000	15 600 000	15 600 000	0
906	63	204178	ETPPA-RENOVATION INTERNAT NOUVILLE	0	5 936 306	0	5 936 306
906	63	204178	MATERIEL EQUIPEMENT EFPA - INVESTISSEMENT	6 200 000	11 270 000	4 960 000	6 310 000
906	63	204178	MATERIEL EQUIPEMENT EMM - INVESTISSEMENT	5 784 100	6 030 100	5 783 150	246 950
906	63	204178	SUBV EQUIPT IDCNC	4 000 000	4 000 000	4 000 000	0
906	63	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EFPA	0	52 598 825	34 092 944	18 505 881
906	63	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT IFPSS	7 500 000	18 750 000	1 875 000	16 875 000
906	63	20428	CONSTRUCTION FACULTE DES METIERS	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000
906	63	21317	CENTRE FORMATION TOURISME GOUARO	140 000 000	20 000 000	0	20 000 000
906	63	21318	CONSTRUCTION CENTRE FORMATION GNFA	50 000 000	140 000 000	117 879 480	22 120 520
906	63	21848	9EME FED-INVESTISSEMENT	0	13 650	0	13 650
906	63	21848	PLATTE FORME PREPARATOIRE ET ORIENTATION MOBILE 10ème FED	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000
906	63	231312	BATIMENT ECOLE DE SAPEURS POMPIERS	0	28 658 845	0	28 658 845
906	63	231313	CONSTRUCTION DE TROIS SALLES DE COURS AU CFPS (ap 39/02)	0	329 984	0	329 984
906	63	238	9EME FED-CENTRE DE FORMATION DE TOUHO	0	106 029 046	0	106 029 046
906	68	20421	SUBVENTION D'EQUIPEMENT ASSOCIAT NAPINGO	0	1 000 000	0	1 000 000
Total 906				506 584 100	1 037 765 520	320 266 056	717 414 872
907	72	23153	RESEAUX ELECTRIQUES TEP VERTES	0	113 530 759	112 803 910	0
907	73	2157	ETUDES RESSOURCE EAU SOUTERRAINE-Matériel - 902 -1 2147	1 000 000	1 116 047	683 708	432 339
907	73	2157	HYDROMINES investissement matériel de mesure - 902 1 2147	1 000 000	1 000 000	163 644	836 356
907	73	2157	PPE ET PE MATERIEL 2157	3 000 000	3 000 000	2 942 194	57 806
907	73	2157	PROJET TELSAM	2 540 000	2 508 953	2 089 441	412 185
907	73	2157	RESEAU HYDRO- investissement matériel de mesure - 902 1 2147	5 500 000	7 941 342	7 696 059	0
907	73	21822	RESEAU HYDRO MAT TRANSP FLUVIAL	250 000	195 000	195 000	0
907	73	23153	ENTRETIEN COURS D'EAU PROVINCE NORD	0	178 758 711	75 040 165	103 718 546
907	74	205	LOGICIELS DU PROG ZONECO	1 000 000	0	0	0
907	74	205	LOGICIELS PROG ZONECO 2011/2015	0	8 930 074	1 165 100	7 764 974
907	74	2157	FEUX DE BROUSSE	4 950 000	11 837 000	0	0
907	74	21838	CONSERVATOIRE ESPACE NATUREL MATERIEL PROG FOR 11/15	0	149 724	82 500	67 224
907	74	21838	MATERIEL PROG ZONECO	1 000 000	0	0	0
907	74	21838	MATERIEL PROG ZONECO 2011/2015	0	2 957 345	2 802 915	154 430
907	75	2031	ETUDES APPLICATIFS INFORMATIQUES GESTION ET DIFFUSION RENSEIGNEMENTS P	2 000 000	5 000 000	0	5 000 000
907	75	2031	ETUDES TECHNIQUES REVISION QUINQUENNALE BOTOPO-NC	1 000 000	3 000 000	766 584	2 233 416
907	75	20414	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES	0	400 325 461	120 143 555	280 181 906
907	75	205	APPLICATIFS INFORMATIQUES SIG CADASTRE	27 000 000	31 365 235	19 449 255	11 915 980

Annexe 2b Report d'investissement
Annexe 2b1 - Dépenses d'investissement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
907	75	205	RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS AP86/05	3 800 000	835 860	432 400	403 460
907	75	208	REVISION QUINQUENNALE BDTOPO-NC	45 000 000	44 016 965	11 594 161	32 422 804
907	75	21838	APPLICATIF INFORMATIQUE SIG CADASTRE	0	1 500 000	0	1 500 000
907	75	21838	RESEAU DE STATIONS GPS/SYSTEME VRS (ap 86/05)	1 000 000	836 889	102 600	734 289
907	75	21838	REVISION QUINQ. BDTOPO-NC ACHAT LOG. TABLET ET PC	500 000	500 000	152 742	347 258
907	75	21838	REVISION QUINQ. BDTOPO-NC ACHAT MAT.	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
907	75	21848	APPLICATIF INFORMATIQUE SIG CADASTRE	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000
907	75	2188	RESEAU STATIONS GPS/SYSTEME VRS (ap 86/05)	4 500 000	4 500 000	4 401 278	98 722
907	76	21351	INSTALLATION DE BATIMENTS ET GROS ENTRETIEN	6 000 000	500 000	0	0
907	77	2031	RESEAU DE MESURES IMPACT DE FOUDRE (AP 101/05)	10 000 000	13 900 000	0	13 900 000
907	77	205	ACQUISITION METHODE SHYREG	5 100 000	5 100 000	0	5 100 000
907	77	2153	ACQUISITION NOUVEAU RADAR	0	5 327 300	0	5 327 300
907	77	2153	AUTOMATISATION DE L'OBSERVATION SUR AERODROME AVEC ENVOI MESSAGE	7 500 000	19 392 168	1 418 340	17 973 828
907	77	2153	INFRASTRUCTURES POUR LE RESEAUX FOUDRE	10 000 000	14 814 412	0	14 814 412
907	77	2157	ACHAT DE MATERIEL POUR LE RESEAU FOUDRE	97 500 000	97 500 000	0	97 500 000
907	77	2157	ACQUISITION D'UN NOUVEAU RADAR (AP 65/05)	0	1 528 982	0	1 528 982
907	77	2157	AUTOMATISATION DE L'OBSERVATION SUR AERODROME AVEC ENVOI MESSAGE	0	198 690	196 150	2 540
907	77	2157	CALCULATEURS RADARS EQUIPEMENTS	0	2 754 654	0	2 754 654
907	77	2157	MATERIELS TECHNIQUES	3 000 000	4 852 590	4 852 590	0
907	77	2157	REMPLACEMENT DE STATIONS METEOROLOGIQUES	4 400 000	9 729 713	7 408 711	2 321 002
Total 907				252 540 000	1 003 403 874	376 583 002	613 504 413
908	81	2031	CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC	2 000 000	3 123 322	420 962	2 702 360
908	81	2031	ETUDES DU SYSTEME D'INFORMATION DES PERMIS DE CONDUIRE	5 000 000	10 000 000	0	10 000 000
908	81	2031	ETUDES NUMERISATION PERMIS CONDUIRE	3 000 000	9 000 000	0	9 000 000
908	81	2031	ETUDES TR@CTIV 2	0	2 000 000	0	0
908	81	2031	FRAIS D'ETUDES OU DE RECHERCHES	100 000 000	23 329 287	23 292 271	37 016
908	81	2031	FRAIS D'ETUDES PROGRAMME ROUTIER 2008/2013	50 000 000	2 047 500	2 047 500	0
908	81	2031	FRAIS D'ETUDES PROGRAMME ROUTIER ANTERIEURE	25 000 000	6 765 297	6 765 297	0
908	81	2031	TRANSFERT DES PISTES PC	5 000 000	7 461 327	0	7 461 327
908	81	205	APPLICATION POLITIQUE DE SECURITE ROUTIERE	0	300 000	0	287 351
908	81	205	NUMERISATION CARTES GRISES ET PERMIS CONDUIRE	7 000 000	7 000 000	0	7 000 000
908	81	205	REFONTE ET DEVELOPPEMENT DE L'APPLICATION PERMIS DE CONDUIRE	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000
908	81	205	REFORME EPREUVE THEORIQUE DU PERMIS DE CONDUIRE	0	835 812	0	835 812
908	81	21821	MATERIELS DE SECURITE ROUTIERE	0	17 031 299	16 945 144	0
908	81	21838	EQUIPEMENTS EN MATERIEL, OUTILLAGE ET MOBILIER DE DIRECTION	0	238 400	238 400	0
908	81	21848	MATERIELS POUR L'ETG DES PERMIS CONDUIRE	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
908	81	2188	ACQUISITION DE MATERIEL TECHNIQUES	18 000 000	53 249 220	15 311 720	37 937 500
908	81	2188	MATERIELS DE SECURITE ROUTIERE	1 000 000	37 923 801	30 083 479	7 840 322
908	81	2131318	CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE KOUMAC AP 118/06	40 000 000	74 482 314	30 825 078	43 657 236
908	81	2131318	TRANSFERT DES PISTES PC	10 000 000	15 420 712	0	15 420 712
908	81	2131328	ENTRETIEN GROSSES REPARATIONS LOGEMENTS	0	21 896 000	3 483 428	18 412 572
908	81	213151	VOIRIE PROGRAMME ANTERIEURE	650 000 000	494 486 271	459 324 941	35 161 330
908	81	213151	VOIRIE PROGRAMME ROUTIER 2008/2013	100 000 000	49 842 233	49 802 256	39 977
908	81	213151	VOIRIE PROGRAMME ROUTIER 2009-2014	5 000 000	1 071 950	988 051	83 899
908	81	213151	VOIRIE PROGRAMME ROUTIER 2011/2016	130 000 000	0	0	0
908	81	213151	VOIRIE TERRESTRE	1 000 000 000	1 370 110 526	1 332 862 223	37 248 303
908	82	2031	AMENAGEMENT DE BUREAUX DANS BLOC TECHNIQUE AP59/05	0	774 491	673 691	100 800
908	82	2031	AMENAGEMENT EXTENSION PARKING VOITURES MAGENTA ART 132	2 000 000	2 000 000	336 000	1 664 000
908	82	2031	DEVELOPPEMENT DU SIG DE LA DAC	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000
908	82	2031	ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS -ARTICLE 132	13 000 000	10 573 733	7 089 670	3 484 063
908	82	2031	ETUDES GENERALES	30 000 000	5 000 000	3 116 691	1 883 309
908	82	2031	KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	5 000 000	8 000 000	4 404 750	3 595 250
908	82	2031	MAGENTA CONSTRUCTION AEROGARE FRET	15 000 000	2 700 000	0	2 700 000
908	82	2031	MAGENTA TOITURES BATIMENTS TECHNIQUES	0	325	0	0
908	82	2031	RELEVÉ ET CONTRÔLE DES OBSTACLES MAGENTA, KONE ET LIFOU	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000
908	82	20411	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ETAT-DGAC TRAVAUX EXTENSION DAC	18 000 000	18 000 000	0	18 000 000
908	82	21318	MAGENTA VERIFICATION INSTALLATION ELECTRIQUE	0	2 808 200	0	0
908	82	21848	ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS 2147	1 000 000	4 397 690	1 728 713	2 668 977
908	82	21848	EQUIPEMENTS DIVERS SSLIA	3 510 000	3 510 000	1 795 711	1 520 500
908	82	2188	LIFOU ACHAT RADIOGONIOMETRE	0	12 193 154	12 183 106	10 048
908	82	2188	LIFOU RENOVATION BALISAGE LUMINEUX	0	6 135 869	5 397 874	773 995
908	82	2188	MAGENTA REMPLACEMENT RADIOGONIOMETRIE	20 000 000	30 359 505	21 720 932	8 638 573
908	82	2188	MAGENTA-ADSB	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000
908	82	2188	MAGENTA-MATERIELS TECHNIQUES	0	1 646 194	1 646 194	0
908	82	2188	MATERIELS POUR AERODROME DE N.C	43 000 000	48 970 479	13 154 213	35 816 266
908	82	2188	NOUVELLE TOUR DE LIFOU - EQUIPEMENTS TECHNIQUES	10 000 000	31 339 621	17 040 908	14 298 713
908	82	2131318	AMENAGEMENT AERODROME LIFOU AP 58/05	0	1 394 729	1 394 201	0
908	82	2131318	AMENAGEMENT AERODROME M.E.S ATR72	0	10 552 429	5 666 097	0
908	82	2131318	AMENAGEMENT EXTENSION PARKING VL MAGENTA ART 2326	13 000 000	31 272 082	7 455 531	23 816 551
908	82	2131318	EGR AEROGARES PASSAGER ET FRET	200 000 000	146 640 208	48 292 385	98 347 823
908	82	2131318	LIFOU RECONSTRUCTION TOUR & DEPLACEMENT RADIOBALISE ID	11 000 000	76 184 070	42 706 950	33 477 120
908	82	2131318	LIFOU RENOVATION ET RENFORCEMENT DES CLOTURES	10 000 000	21 929 234	21 929 234	0
908	82	2131328	EGR LOGEMENTS DE FONCTION	10 000 000	0	0	0
908	82	2131551	AMENAGEMENT DE BUREAUX DANS BLOC TECHNIQUE AP59/05	60 000 000	97 025 707	924 000	96 101 707
908	82	213155	AMENAGEMENT AERODROME M.E.S ATR72	45 000 000	134 557 603	132 881 135	0
908	82	213155	ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS ARTICLE 2332	17 000 000	78 576 030	28 320 214	50 255 816
908	82	213155	EXT PISTE LIFOU ARR 1813 INF1-2 ET 3	5 000 000	3 471 287	3 471 287	0
908	82	213155	KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	360 000 000	73 200 000	1 443 750	71 756 250
908	82	213155	LIFOU RENOVATION DU BALISAGE LUMINEUX	20 000 000	36 835 805	34 116 509	2 719 296
908	83	2031	MAINTIEN A NIVEAU BALISEUR POLIVALENT1.HENIN	1 000 000	335 287	0	0
908	83	2031	MAINTIEN A NIVEAU DE LA VEDETTE E.MORIGNAT	500 000	1 747 949	1 747 949	0
908	83	2031	RENOUVEL. DES ETABLISSEMENTS DE LA SIGNALISATION MARTIME	5 000 000	85 176	85 176	0
908	83	20411	SUBVENTION D'EQUIPEMENT VERSEE L'ETAT (SHOM)	0	5 720 000	5 720 000	0
908	83	21838	MATERIEL INFORMATIQUE EMBARQUE S/BALISEUR	0	170 000	170 000	0
908	83	21848	MOBILIER POUR BALISEUR	0	733 868	724 368	0
908	83	213154	MAINTIEN A NIVEAU BALISEUR POLIVALENT1.HENIN	1 500 000	796 132	0	0
908	83	213154	MAINTIEN A NIVEAU DE LA VEDETTE E.MORIGNAT	1 500 000	9 631 588	4 287 950	0
908	83	213154	RENOUVEL. DES ETABLISSEMENT DE LA SIGNALISATION MARITIME	16 000 000	20 914 824	20 861 946	0
Total 908				3 127 010 000	3 186 798 540	2 424 877 885	743 718 774
909	90	2031	RENOVATION IMMEUBLE DAE	0	120 750	0	120 750
909	90	204178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ISEE	0	7 500 000	0	7 500 000
909	90	2131311	AUTRES BATIMENTS DES SERVICES ADMINISTRATIFS	0	42 035 445	22 912 607	18 575 513
909	91	2031	PROJET e-SANTE	15 000 000	0	0	0
909	91	205	PROJET AMENAGEMENT NUMERIQUE (ETUDE SCHEMA ET DEPLOIEMENT)	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000
909	91	205	PROJET e-ADMINISTRATION (ETUDE SCHEMA ET DEPLOIEMENT)	35 000 000	35 000 000	0	35 000 000
909	91	205	PROJET e-EDUCATION (PRIMAIRE)	110 000 000	82 000 000	2 940 000	79 060 000
909	92	2031	LABORATOIRES ET Q.VEGETALE PHASE ETUDES	0	96 144 344	14 763 922	80 681 659
909	92	2031	PHASE ETUDES BUREAUX SIVAP	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000
909	92	2031	QUARANTAINE ANIMALE ETUDES	0	4 271 116	3 775 203	495 913
909	92	204178	PLATEFORME TECHNIQUE OCEF A POUEMBOUT	0	85 680 000	0	85 680 000

Annexe 2b Report d'investissement
Annexe 2b1 - Dépenses d'investissement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
909	92	2115	CPZP - ACQUISITION FONCIER	0	13 541	0	13 541
909	92	2157	MATERIEL DE SECURITE AU LABORATOIRE	3 800 000	3 772 082	3 734 495	0
909	92	2157	MATERIEL DES LABORATOIRES	19 050 000	19 477 918	19 433 659	0
909	92	21822	REMPLACEMENT DU DARMAD	0	118 016 435	101 017 485	16 998 950
909	92	21848	MATERIEL BUREAUX SIVAP PORT	5 000 000	5 000 000	4 998 250	1 750
909	92	2188	ACQUISITION DE GPS	1 000 000	1 000 000	967 775	0
909	92	2188	MATERIEL ET OUTILLAGE DIVERS	224 800	224 800	62 850	0
909	92	231311	LABORATOIRES PHASE TRAVAUX	90 000 000	0	0	0
909	92	231311	LABORATOIRES ET Q.VEGETALES PHASE TRAVAUX	0	65 230 710	1 527 750	63 702 960
909	92	231311	PHASE TRAVAUX BUREAU SIVAP	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000
909	92	231311	QUARANTAINE ANIMALE PHASE TRAVAUX	400 000 000	598 062 548	187 078 026	410 984 522
909	92	231311	ROUTE D'ACCES TRAVAUX PHASE TRAVAUX	5 000 000	0	0	0
909	92	23151	ROUTE ACCES CPZP	105 000 000	225 000 000	145 094 317	79 905 683
909	93	2031	ETUDES CONSTRUCTION LABO	0	29 000 000	0	0
909	93	2031	OUTIL CACUL TARIFS SE A0406-13 ETUDE	0	1 218 000	0	1 218 000
909	93	2031	SYST GEST DONNEES MINES CARRIERES A1306-09 - ETUDES	0	3 612 000	0	3 612 000
909	93	205	SYST GEST DONNEES MINES CARRIERES A1306-09	0	14 502 400	3 053 400	9 500 000
909	93	2157	ACHAT DE MATERIEL TECHN LABO HAP	2 466 000	5 292 300	5 083 300	0
909	93	2157	ACHATS MATERIELS SGNC HORS AP	900 000	1 131 000	1 125 645	0
909	96	20415	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AQUARIUM DE NOUMEA	0	5 700 000	5 700 000	0
Total 909				857 440 800	1 514 005 389	523 268 684	958 051 241
923	01	1641	REMBOURSEMENT D'ANNUITES D'EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DE AFD	152 500 000	153 500 000	153 383 135	0
923	01	1641	REMBOURSEMENT D'ANNUITES D'EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DE BEI	22 630 000	22 630 000	22 425 097	0
923	01	1641	REMBOURSEMENT D'ANNUITES D'EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DE CDC	8 220 000	9 220 000	8 722 116	0
923	01	1641	REMBOURSEMENT D'ANNUITES D'EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DE CLF	135 250 000	135 250 000	135 242 640	0
923	01	1642	EMPRUNT SGC B PRET TOTAL 1 790 MF	0	120 000 000	119 333 332	0
923	01	16441	AUTRES EMPRUNTS BANCAIRES (DEPENSES)	160 000 000	38 000 000	0	0
923	01	16441	REMOUSEMENT ANNUITE EMPRUNT CAISSE D EPARGNE	355 000 000	355 000 000	353 333 333	0
923	01	16873	APUREMENT DES CREANCES DEVOLUES AUX PROVINCES	100 000	100 000	0	0
923	01	261	AUGMENTATION CAPITAL AIR CALEDONIE	0	319 140 000	0	319 140 000
923	01	2744	PRETS POUR LES BOURSES AVEC AFFECTATION SPECIALE	0	33 123 455	0	0
Total 923				833 700 000	1 185 963 455	792 439 653	319 140 000
924	01	4581	AVANCES AUX COMMUNES PROGRAMME ROUTIER 2008/2013	0	7 389 754	7 389 754	0
Total 924				0	7 389 754	7 389 754	0
9240201	01	4581020	REMB PART CHT TROP VERSEE OP 405	0	26 254 194	26 254 194	0
9240201	01	4581020	REMB PART ASSNC TROP VERSEE OP 405	0	40 794 237	40 794 236	0
9240201	01	4581020	RENOVATION CHT GASTON BOURRET (CD 00/04-TR 00-01) (AP43/02)	0	5 050 760	5 050 760	0
Total 9240201				0	72 099 191	72 099 190	0
9240301	01	4581030	CHS GERONTOLOGIE CD00/05	0	13 481 457	0	13 481 457
Total 9240301				0	13 481 457	0	13 481 457
9240302	01	4581030	OP. DU CENTRE HOSPITALIER DU NORD (CD 00/04-TR02) (AP 47/03)	30 000 000	371 565 229	180 000 000	191 565 229
Total 9240302				30 000 000	371 565 229	180 000 000	191 565 229
9240303	01	4581030	CONST1/2 LOCAUX PERMIS CONDUIRE&CONTROL TECH.P.NORD (ap 48/03)	85 000 000	77 000 000	0	77 000 000
9240303	01	4581030	ETUDES CONST1/2 LOCAUX PERMIS CONDUIRE&CONTROL TECH.P.NORD (ap 48/03)	0	5 000 000	0	5 000 000
Total 9240303				85 000 000	82 000 000	0	82 000 000
9240401	01	4581040	SEME FED-INTERNAT FEMININ EFPA BOURAIL	0	6 242 250	0	6 242 250
Total 9240401				0	6 242 250	0	6 242 250
9240501	01	4581050	CHS PSYCHIATRIE (AP 69/05)	0	19 949 240	0	19 949 240
Total 9240501				0	19 949 240	0	19 949 240
9240601	01	4581060	TRANSFERT DES PISTES PC (AP 121/06)	0	34 463 556	19 196 701	15 266 854
Total 9240601				0	34 463 556	19 196 701	15 266 854
9240801	01	4581080	TRAVAUX POUR LE COMPTE DE TIERS	90 000 000	62 221 399	43 975 377	18 246 022
Total 9240801				90 000 000	62 221 399	43 975 377	18 246 022
9240805	01	4581080	TRAVERSE DU VILLAGE DE KOUMAC	20 000 000	50 000 000	0	50 000 000
Total 9240805				20 000 000	50 000 000	0	50 000 000
9241001	01	4581100	REALISATION D'UN HOPITAL A KONE	234 000 000	254 000 000	6 000 000	248 000 000
Total 9241001				234 000 000	254 000 000	6 000 000	248 000 000
9241101	01	4581110	CONSTRUCTION CENTRE FORMATION INDUSTRIEL BOURAIL 10ème FED	90 000 000	90 000 000	12 000 000	78 000 000
Total 9241101				90 000 000	90 000 000	12 000 000	78 000 000
9241102	01	4581110	DEV. REHAB.STR. ACCUEIL Xe FED	73 000 000	73 000 000	10 000 000	63 000 000
Total 9241102				73 000 000	73 000 000	10 000 000	63 000 000
925	01	20441	REGULARISATION D'OPERATIONS PATRIMONIALES	77 000 000	1 034 477 000	957 476 500	0
Total 925				77 000 000	1 034 477 000	957 476 500	0
926	01	13918	REPRISES A LA SECTION DE FONCTIONNEMENT BOURSE ET PRET	3 700 000	9 700 000	3 102 345	0
Total 926				3 700 000	9 700 000	3 102 345	0
Total				11 485 533 549	23 832 691 724	12 175 710 531	11 028 208 633

Annexe 2b Report d'investissement
Annexe 2b2 - Recettes d'investissement

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
900	02	1313	PARTICIPATION PROVINCES PROJ. SURFI	0	80 829 205	80 289 205	0
900	02	1318	PARTICIPATION CDC - SCHEMAS DIRECTEURS ECONOMIE NUMER	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000
900	02	2111	TERRAINS	0	0	1 690 000	0
900	02	2766	OP CREDIT BAIL IBM DSI	0	0	246 572	0
900	02	31	RESTITUTION SUR TABACS AVARIES	0	0	1 527 503	0
900	04	1323	CONSTRUCTION AIRE COUTUMIERE DREHU (ap 1/92)	0	14 776 000	0	14 776 000
Total 900				15 000 000	110 605 205	83 753 280	29 776 000
903	31	1311	PARTICIPATION ETAT EXTENSION MUSEE	0	4 782 600	0	4 782 600
903	31	1311	PARTICIPATION ETAT SALLE INTERCO	0	3 016 800	0	3 016 800
903	31	1313	PART PROVINCES ECOLE D'ART DE NOUVELLE CALEDONIE	0	30 000 000	0	30 000 000
903	32	1311	EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE JEUNESSE CDI2006-2010	0	5 100 000	0	0
903	32	1321	SUBVENTION D'EQUIPEMENT DE L'ETAT	0	1 813 842	0	1 813 842
903	32	238	REINSTALLATION DU POLE DES LANCEURS DE BOULARI (HORS A	0	0	2 114 942	0
Total 903				0	44 713 242	2 114 942	39 613 242
904	41	13171	RECETTES INVEST. 9EME FED EAUX POTABLES	31 000 000	43 471 072	20 365 725	23 105 347
904	42	1311	PART ETAT MEDIPOLE DE KOUTIO 11-15	0	583 935 417	170 022 642	413 912 775
904	42	1311	PARTICIPATION ETAT NOUVEL HOPITAL DE KOUTIO	0	17 264 625	17 264 625	0
904	42	1311	SUBVENTION ETAT MAISON DE L'ENFANCE POLYHANDICAPEE	71 136 635	187 022 673	181 032 219	0
904	42	1316	MAISON ENFANCE POLYHANDICAPEE PART ASSNC	86 863 365	562 977 327	562 977 327	0
904	42	1316	PART ASSNC MEDIPOLE DE KOUTIO 2011-15	0	1 979 785 820	0	1 979 785 820
904	42	1316	PART CHT MEDIPOLE DE KOUTIO 11-15	0	1 223 885 719	0	1 223 885 719
904	42	1316	PARTICIPATION ASSNC NOUVEL HOPITAL DE KOUTIO	1 000 000 000	107 362 404	0	107 362 404
904	42	1316	PARTICIPATION CHT NOUVEL HOPITAL DE KOUTIO	0	5 756 786	0	5 756 786
Total 904				1 189 000 000	4 711 461 843	951 662 538	3 753 808 851
905	52	1381	SUBVENTION ETAT FDS EXCEPTION INVESTISSEMENT - FAUO	0	0	42 052 320	0
Total 905				0	0	42 052 320	0
906	63	13171	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT DE LA CEE (FED)	0	100 000 000	66 221 122	33 778 878
906	63	1318	BATIMENT TECHNIQUE BTP	0	215 000 000	215 000 000	0
906	63	204178	TROP PERCU SUBVENT* EQUIPEMENT EMM	0	0	4 018	0
Total 906				0	315 000 000	281 225 140	33 778 878
908	81	1321	SUBVENTION D'EQUIPEMENT DE L'ETAT	0	2 001 432	0	2 001 432
908	81	23151	VOIRIE PROGRAMME ANTERIEUR	0	0	3 974 975	0
908	82	1311	SUB DE L'ETAT ARRETE 1511 INF1-2	0	3 353 668	2 697 310	656 358
908	82	1311	SUBV D'EQUIPEMENT DE L'ETAT ARR 1333 INF 1	0	7 212 751	0	7 212 751
908	82	1321	SUBV DE L'ETAT 1571 INF-1 et 2	0	9 120	9 120	0
908	82	1321	SUBV DE L'ETAT ARRETE 1813 INF1-2 ET 3	0	61 221 423	61 112 629	108 794
908	82	1321	SUBV DE L'ETAT-ARRETE 1532 INF1-INF-2 et 2009/2201	0	116 885 988	116 885 987	0
Total 908				0	190 684 382	184 680 021	9 979 335
909	92	1311	SUBVENTION D'EQUIPEMENT DE L'ETAT MAP	7 590 000	10 350 000	4 171 862	6 178 138
909	92	1311	SUBVENTION D'EQUIPEMENT DE L'ETAT MOM	98 000 000	123 740 000	37 299 191	86 440 809
Total 909				105 590 000	134 090 000	41 471 053	92 618 947
923	01	1572	REPRISE SUR PROVISION	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
923	01	1641	EMPRUNT AFD CONV CNC 1807.01R DU 26/10/2010	0	0	1 579 952 267	0
923	01	1642	EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	6 000 000 000	6 000 000 000	0	0
923	01	16873	CREANCES DEVOLUES AUX PROVINCES	100 000	100 000	60 000	0
923	01	2744	REMBOURSEMENT PRETS BOURSES	0	8 049 078	3 102 345	0
Total 923				7 000 100 000	7 008 149 078	2 583 114 612	0
9240201	01	4582020	RENOVATION DU CHT GASTON BOURRET PART ASSNC	0	12 088 299	10 153 411	0
9240201	01	4582020	RENOVATION DU CHT GASTON BOURRET PART CHT	0	186 526 885	0	0
9240201	01	4582020	TROP VERSES SUR OPERATION	0	3 151 560	3 151 560	0
Total 9240201				0	201 766 744	13 304 971	0
9240301	01	4582030	CHS GERONTOLOGIE PART ASSNC	0	11 504 083	0	11 504 083
9240301	01	4582030	CHS GERONTOLOGIE PART CHS	0	26 714 789	0	0
Total 9240301				0	38 218 872	0	11 504 083
9240302	01	4582030	OP. DU CENTRE HOSPITALIER DU NORD PART CHN	6 000 000	74 213 046	35 996 584	38 216 462
9240302	01	4582030	OP. DU CHN PART ASSNC	24 000 000	376 439 286	222 034 438	154 404 848
Total 9240302				30 000 000	450 652 332	258 031 022	192 621 310
9240501	01	4582050	CHS PSYCHIATRIE PART ASSNC	0	17 400 000	0	17 400 000
9240501	01	4582050	CHS PSYCHIATRIE PART CHS	0	7 600 000	0	7 600 000
9240501	01	4582050	CHS PSYCHIATRIE PART ETAT	0	7 600 000	0	0
Total 9240501				0	32 600 000	0	25 000 000
9240801	01	4582080	PARTICIPATION POYA TRAVERSE VILLAGE	90 000 000	232 072 047	92 204 742	0
Total 9240801				90 000 000	232 072 047	92 204 742	0
9241001	01	4582100	PART ETAT HOPITAL DE KONE	53 820 000	53 820 000	0	53 820 000
9241001	01	4582100	PARTICIP. ASS OP 573 HOP KONE	180 180 000	125 380 000	0	125 380 000
9241001	01	4582100	PARTICIP. CHN HOP KONE OP 573	0	44 800 000	0	44 800 000
Total 9241001				234 000 000	224 000 000	0	224 000 000
925	01	2115	TERRAINS DE CONSTRUCTION	77 000 000	114 100 000	4 100 000	0
925	01	2118	AUTRES TERRAINS	0	810 800 000	810 800 000	0
925	01	2118	PROPRIETES AGRICOLES	0	110 000 000	110 000 000	0
925	01	2151	TERRAINS DE VOIRIES	0	32 577 000	32 576 500	0
Total 925				77 000 000	1 067 477 000	957 476 500	0
926	01	13918	REPRISES A LA SECTION DE FONCTIONNEMENT BOURSE ET PRE	0	33 123 455	0	0
926	01	2761	RECETTES GARANTIES SODACAL	0	17 640 622	0	0
926	01	280413	AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	15 400 000	2 816 820 000	2 683 531 204	0
926	01	3218	STOCK FINAL DE PRESENTS ET CADEAUX	4 500 000	4 500 000	275 800	0
926	01	3218	VARIATION ST FINAL DE LA CAVE A VINS	1 500 000	1 500 000	3 460 667	0
926	01	3218	VARIATION ST FINAL DE LIVRES RECETTES	500 000	500 000	0	0
926	01	324	OPERATION D'ORDRE SUR ACHATS DE TABACS	1 600 000 000	1 600 000 000	1 347 636 416	0
Total 926				1 621 900 000	4 474 084 077	4 034 904 087	0
951	01	1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	1 122 943 549	4 597 116 902	2 649 715 303	0
Total 951				1 122 943 549	4 597 116 902	2 649 715 303	0
Total				11 485 533 549	23 832 691 724	12 175 710 531	4 412 700 646

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0102-2008/1	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES	AP	1 000 000 000						1 000 000 000						
		CP	808 000 000					192 000 000	1 000 000 000	-					0
P0102-2012/1	CONSTRUCTION MAIRIE DE FARINO	AP		60 000 000					60 000 000						
		CP		10 000 000					10 000 000	50 000 000					50 000 000
P0201-2006/1	MISE EN CONFORMITE DU CONGRES	AP	125 000 000						125 000 000						
		CP	125 000 000						125 000 000	-					0
P0201-2008/1	EXTENSION ET REAMENAGEMENT EXT. DU BAT. PRINCIPAL	AP	80 000 000						80 000 000						
		CP	37 093 592						37 093 592	42 906 408	42 906 408				0
P0201-2010/1	ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX POUR LE CONGRES	AP	100 000 000						100 000 000						
		CP							-	100 000 000					100 000 000
P0201-2012/1	RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE- CALDONIE	AP						2 000 000 000	2 000 000 000						
		CP							-	2 000 000 000					2 000 000 000
P0301-2004/1	ANTENNE GNC KONE	AP	400 000 000	-					400 000 000						
		CP	228 842 199	50 000 000					278 842 199	121 157 801					121 157 801
P0301-2008/1	PROCESSUS METIERS	AP	54 000 000	-					54 000 000						
		CP	16 356 000						16 356 000	37 644 000	17 000 000	20 644 000			0
P0304-2010/1	ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC	AP	30 000 000						30 000 000						
		CP	7 000 000	-					7 000 000	23 000 000	10 000 000	10 000 000	3 000 000		0
P0307-2001/2	EXTENSION DES ARCHIVES	AP	355 000 000	-					355 000 000						
		CP	242 192 873	-					242 192 873	112 807 127					112 807 127
P0307-2002/1	CONSTRUCTION TROIS SALLES DE COURS	AP	143 500 000	-					143 500 000						
		CP	143 378 020	-					143 378 020	121 980	121 980				0
P0307-2002/3	ACHATS LOCAUX POUR LA DSF	AP	306 328 020	-				15 000 000	321 328 020						
		CP	306 328 020	-				15 000 000	321 328 020	-					0
P0307-2006/2	MATIEREL INFORMATIQUES DES SERVICES DE LA NOUVELLE- CALDONIE	AP	299 388 000	-					299 388 000						
		CP	188 540 406	-		-	360 000		188 180 406	111 207 594	15 847 594	20 000 000	20 000 000	20 000 000	35 360 000
P0307-2006/3	BATIMENTS DES INSTITUTIONS	AP	3 000 000 000	-					3 000 000 000						
		CP	3 276 000	-					3 276 000	2 996 724 000					2 996 724 000
P0307-2007/1	RESTRUCTURATION de la DITTI VALLE DU TIR et de la DIMENC	AP	1 150 000 000						1 150 000 000						
		CP	94 847 676	85 168 000					180 015 676	969 984 324	500 000 000	469 984 324			0
P0307-2008/1	BIR-HAKEIM REAMENAGEMENT ANCIEN TRIBUNAL	AP	50 000 000						50 000 000						
		CP	40 168 000	9 832 000					50 000 000	-					0
P0307-2009/1	CONSTRUCTION DE 2 SALLES DE SOINS BAS COULNA ET OUAYAGUETTE	AP	4 000 000						4 000 000						
		CP	4 000 000						4 000 000	-					0
P0307-2010/1	ETUDES BATIMENTS ADMINISTRATIF	AP	40 000 000						40 000 000						
		CP	-						-	40 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	20 000 000

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0307-2010/4	EXTENSION SERVICE MARINE MARCHANDE	AP	70 000 000						70 000 000						
		CP	30 000 000	30 000 000					60 000 000	10 000 000	10 000 000				0
P0307-2012/2	POSE DE CLOTURES ET PORTAILS DEFENSIFS NOUVILLE	AP		85 000 000					85 000 000						
		CP		20 000 000					20 000 000	65 000 000					65 000 000
P0307-2012/4	REAMENAGEMENT LOCAUX DE LA DTSI	AP						10 000 000	10 000 000						
		CP						10 000 000	10 000 000	-					0
P0307-2012/6	BATIMENTS ADMINISTRATIFS DU GOUVERNEMENT	AP						3 200 000 000	3 200 000 000						
		CP							-	3 200 000 000					3 200 000 000
P0308-1995/1	SYSTÈME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE	AP	140 000 000						140 000 000						
		CP	112 584 124						112 584 124	27 415 876	15 000 000	12 415 876			0
P0308-2003/1	PROGRAMME TELEDETECTION	AP	65 600 000						65 600 000						
		CP	38 458 666	3 000 000					41 458 666	24 141 334	15 000 000	9 141 334			0
P0308-2003/2	INFORMATISATION DE LA GESTION PROFESSIONNELLE	AP	55 000 000						55 000 000						
		CP	41 426 465						41 426 465	13 573 535	8 000 000	5 573 535			0
P0308-2006/1	MIGRATION DES APPLICATIONS MAINFRAME	AP	100 000 000						100 000 000						
		CP	38 837 161						38 837 161	61 162 839	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	21 162 839
P0308-2006/2	PROJET ADMINISTRATION ELECTRONIQUE	AP	80 000 000						80 000 000						
		CP	-						-	80 000 000				80 000 000	0
P0308-2007/1	POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION	AP	30 000 000						30 000 000						
		CP	9 222 184						9 222 184	20 777 816				20 777 816	0
P0308-2009/1	GESTION ELECTRONIQUE DE DOCUMENT	AP	25 000 000						25 000 000						
		CP	22 000 000						22 000 000	3 000 000	3 000 000				0
P0308-2009/2	PLAN DE REPRISE D'ACTIVITES	AP	90 000 000						90 000 000						
		CP	43 500 000	7 000 000					50 500 000	39 500 000					39 500 000
P0308-2011/1	VIRTUALISATION DU POSTE DE TRAVAIL	AP	40 000 000						40 000 000						
		CP	25 000 000				360 000		25 360 000	14 640 000					14 640 000
P0308-2011/2	DEMATERIAISATION MARCHES PUBLICS	AP	20 000 000	5 000 000					25 000 000						
		CP	14 000 000					6 000 000	20 000 000	5 000 000	5 000 000				0
P0308-2011/3	GESTION DES IDENTITES	AP	15 000 000	7 000 000					22 000 000						
		CP	7 000 000	8 000 000					15 000 000	7 000 000	7 000 000				0
P0401-2005/3	RESEAU STATION GPS SYSTEME VRS	AP	138 200 000						138 200 000						
		CP	104 835 354			-	1 138 571		103 696 783	34 503 217	34 503 217				0
P0401-2008/1	REVISION BDTOPO-NC	AP	200 000 000						200 000 000						
		CP	91 500 500	30 000 000				20 000 000	141 500 500	58 499 500	24 502 978	25 000 000	8 996 522		0
P0401-2008/2	S.I.G CADASTRE	AP	50 000 000						50 000 000						
		CP	43 500 000	3 000 000			-	6 000 000	40 500 000	9 500 000	6 000 000	3 500 000			0
P0401-2012/1	POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION	AP		70 000 000					70 000 000						
		CP		13 500 000			1 138 571		14 638 571	55 361 429	6 500 000				48 861 429

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0401-2012/2	ECONOMIE VERTE (INVEST)	AP		60 000 000					60 000 000						
		CP		40 000 000				- 40 000 000	-	60 000 000					60 000 000
P0402-2005/1	RESEAU MESURE IMPACT DE FOUDRE	AP	133 000 000						133 000 000						
		CP	130 567 661				37 653		130 605 314	2 394 686	2 394 686				0
P0402-2005/2	ACQUISITION NOUVEAU RADAR	AP	226 700 000						226 700 000						
		CP	221 177 787						221 177 787	5 522 213	5 522 213				0
P0402-2006/1	AUTOMATISATION DE L'OBSERVATION SUR AERODROME	AP	106 000 000						106 000 000						
		CP	100 504 016						100 504 016	5 495 984					5 495 984
P0404-2005/2	COMPLEXE ZOO PHYTHOSANTIAIRE DE LA NC	AP	2 841 000 000					339 000 000	3 180 000 000						
		CP	1 417 365 201	600 000 000		- 698 763		2 016 666 438	1 163 333 562	350 000 000	350 000 000	350 000 000	113 333 562		0
P0404-2011/1	CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP	AP	90 000 000					160 000 000	250 000 000						
		CP	30 000 000						30 000 000	220 000 000					220 000 000
P0501-2005/2	EQUIPEMENTS TECHNIQUES POUR LIFOU	AP	35 000 000						35 000 000						
		CP	35 000 000						35 000 000	-					0
P0501-2007/1	RADIOGONIOMETRE A LIFOU	AP	27 127 691						27 127 691						
		CP	25 927 691						25 927 691	1 200 000					1 200 000
P0501-2007/2	REMPLACEMENT RADIOGONIOMETRE A MAGENTA	AP	45 000 000						45 000 000						
		CP	44 800 000						44 800 000	200 000	200 000				0
P0501-2011/1	EXTENSION SEAC - NC	AP	60 000 000						60 000 000						
		CP	18 000 000						18 000 000	42 000 000	30 000 000	12 000 000			0
P0502-2005/4	EXTENSION DU BLOC TECHNIQUE DE MAGENTA	AP	124 000 000						124 000 000						
		CP	113 990 400				2 981 075		116 971 475	7 028 525	7 028 525				0
P0502-2006/2	RECONSTRUCTION TOUR ET DEPLACEMENT RADIOBALISE A LIFOU	AP	110 000 000						110 000 000						
		CP	107 928 745						107 928 745	2 071 255	2 071 255				0
P0502-2008/1	EXTENSION AEROGARE TONTOUTA	AP	1 500 000 000	800 000 000					2 300 000 000						
		CP	1 400 000 000	500 000 000				400 000 000	2 300 000 000	-					0
P0502-2008/3	MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET	AP	335 000 000	265 000 000					600 000 000						
		CP	3 382 500	9 000 000					12 382 500	587 617 500					587 617 500
P0502-2009/1	LIFOU RENOVATION BALISAGE LUMINEUX	AP	60 000 000	8 000 000					68 000 000						
		CP	59 690 000	8 000 000			- 2 719 296		64 970 704	3 029 296					3 029 296
P0502-2009/2	RELEVÉ ET CONTRÔLE DES OBSTACLES	AP	20 640 000	15 000 000					35 640 000						
		CP	15 997 500						15 997 500	19 642 500	5 402 500				14 180 000
P0502-2010/1	KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	AP	1 600 000 000	600 000 000					2 200 000 000						
		CP	81 200 000	250 000 000				25 000 000	356 200 000	1 843 800 000	500 000 000	500 000 000	332 800 000		511 000 000
P0502-2011/1	ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS	AP	265 000 000	185 000 000					450 000 000						
		CP	262 083 661	111 000 000			- 262 044		372 821 617	77 178 383	16 196 563				60 981 820
P0502-2011/2	ETUDES GENERALES	AP	50 000 000						50 000 000						
		CP	5 000 000	15 000 000			- 6 373 242		13 626 758	36 373 242	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	16 373 242

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0502-2011/3	AMENAGEMENT EXTENSION PARKING VL MAGENTA	AP	100 000 000						100 000 000						
		CP	33 272 082				6 373 507		39 645 589	60 354 411					60 354 411
P0502-2011/4	DEVELOPPEMENT S.I.G. DAC	AP	30 000 000						30 000 000						
		CP	3 000 000						3 000 000	27 000 000					27 000 000
P0503-2003/1	LOCAUX POUR PERMIS DE CONDUIRE EN PROVINCE NORD	AP	183 000 000						183 000 000						
		CP	92 423 738						92 423 738	90 576 262	70 000 000	20 576 262			0
P0503-2006/1	TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE	AP	130 000 000	25 000 000					155 000 000						
		CP	78 458 674	35 000 000	-	15 266 855			98 191 819	56 808 181	51 541 326				5 266 855
P0503-2006/2	CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC	AP	85 000 000						85 000 000						
		CP	85 000 000						85 000 000	-					0
P0503-2006/3	NUMERISATION DES CARTES GRISES ET PERMIS DE CONDUIRE	AP	116 576 000						116 576 000						
		CP	67 576 000						67 576 000	49 000 000					49 000 000
P0503-2007/1	PROGRAMME ROUTIER ANTERIEUR	AP	5 829 956 229					- 1 147 953 519	4 682 002 710						
		CP	3 843 744 374	350 000 000	-	18 246 022	- 192 336 556	125 000 000	4 108 161 796	573 840 914					573 840 914
P0503-2008/1	PROGRAMME ROUTIER 2008 - 2013	AP	620 542 157						620 542 157						
		CP	308 795 454	50 000 000					358 795 454	261 746 703					261 746 703
P0503-2009/1	PROGRAMME ROUTIER 2009 - 2014	AP	37 041 688						37 041 688						
		CP	15 322 676						15 322 676	21 719 012					21 719 012
P0503-2009/2	REFONTE APPLICATION DES PERMIS DE CONDUIRE	AP	40 000 000						40 000 000						
		CP	5 000 000	10 000 000					15 000 000	25 000 000					25 000 000
P0503-2010/1	PROGRAMME ROUTIER 2010 - 2015	AP	8 541 000 000	1 515 000 000					10 056 000 000						
		CP	1 642 076 443	1 177 247 445			187 336 556	130 000 000	3 136 660 444	6 919 339 556	2 500 000 000	2 500 000 000	1 919 339 556		0
P0503-2011/1	PROGRAMME ROUTIER 2011 - 2016	AP	1 360 000 000	350 000 000					1 710 000 000						
		CP	694 006	270 000 000					270 694 006	1 439 305 994	150 000 000	19 446 559	362 553 441	506 000 000	401 305 994
P0503-2012/1	PROGRAMME ROUTIER 2012 - 2017	AP		800 000 000					800 000 000						
		CP		170 000 000			- 120 000 000		50 000 000	750 000 000	150 000 000	19 446 559			580 553 441
P0503-2012/2	PROJET HOSPITALIER PRIVE	AP						180 000 000	180 000 000						
		CP						20 000 000	20 000 000	160 000 000					160 000 000
P0503-2012/3	AMENAGEMENT AMENAGEMENT AXE ROUTIER "ROND POINT BERTHELOT"	AP						437 000 000	437 000 000						
		CP						50 000 000	50 000 000	387 000 000					387 000 000
P0601-2002/1	RENOVATION DU CHT GASTON BOURRET (43/02)	AP	3 000 000 000						3 000 000 000						
		CP	1 937 688 709						1 937 688 709	1 062 311 291	150 000 000	19 446 559	362 553 441	506 000 000	24 311 291
P0601-2003/2	CHS GERONTOLOGIE	AP	860 000 000						860 000 000						
		CP	860 000 000						860 000 000	-					0
P0601-2003/3	CENTRE HOSPITALIER DU NORD	AP	882 800 000						882 800 000						
		CP	723 408 229	9 391 771					732 800 000	150 000 000	100 000 000	50 000 000			0
P0601-2005/2	MAISON DE L'ENFANCE POLYHANDICAPEE	AP	1 230 000 000						1 230 000 000						
		CP	1 200 000 000					17 000 000	1 217 000 000	13 000 000	13 000 000				0

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0601-2005/4	CHS PSYCHIATRIE	AP	1 195 000 000						1 195 000 000						
		CP	1 189 949 240						1 189 949 240	5 050 760					5 050 760
P0603-2012/2	TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE	AP		100 000 000					100 000 000						
		CP		50 000 000					50 000 000	50 000 000					50 000 000
P0604-2006/1	CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO	AP	43 978 037 830	2 800 000 000				2 920 000 000	49 698 037 830						
		CP	8 981 816 830	7 149 128 682				150 000 000	16 280 945 512	33 417 092 318	11 700 000 000	12 700 000 000	9 017 092 318		0
P0604-2010/1	CONSTRUCTION HOPITAL PROVINCE NORD	AP	1 000 000 000						1 000 000 000						
		CP	264 000 000						264 000 000	736 000 000					736 000 000
P0701-2012/1	MODERNISATION ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX	AP		500 000 000					500 000 000						
		CP		165 000 000					165 000 000	335 000 000					335 000 000
P0703-2005/1	FOYER ACCEUIL D'URGENCE ET D'ORIENTATION	AP	202 000 000	36 500 000					238 500 000						
		CP	202 000 000	36 500 000					238 500 000	-					0
P0703-2005/2	FOYER NOUVILLE	AP	242 477 200						242 477 200						
		CP	242 477 200						242 477 200	-					0
P0703-2005/3	FOYER PAÏTA	AP	273 410 200						273 410 200						
		CP	273 410 200						273 410 200	-					0
P0703-2007/1	LOTISSEMENT DE NOUVILLE	AP	200 000 000						200 000 000						
		CP	30 000 000				125 000 000	15 000 000	170 000 000	30 000 000					30 000 000
P0703-2007/2	RENOVATION CUISINE NOUVILLE	AP	81 440 000						81 440 000						
		CP	81 440 000						81 440 000	-					0
P0703-2008/1	GARAGE PIEJ NOUVILLE	AP	80 000 000						80 000 000						
		CP	75 427 350						75 427 350	4 572 650					4 572 650
P0802-1998/1	TERRAIN DE CRICKET	AP	398 966 594						398 966 594						
		CP	362 110 113						362 110 113	36 856 481	15 000 000	11 856 481	10 000 000		0
P0802-2001/1	MAISON DE LA GYMNASTIQUE	AP	269 931 000						269 931 000						
		CP	264 314 968						264 314 968	5 616 032	5 616 032				0
P0802-2006/2	CENTRE INTERNATIONAL DE SEJOUR ET EXPERTISE	AP	500 000 000						500 000 000						
		CP	135 000 000					100 000 000	235 000 000	265 000 000	150 000 000	115 000 000			0
P0802-2008/1	CENTRE OCEANEN D'HALTEROPHILIE	AP	295 000 000						295 000 000						
		CP	295 000 000				- 15 120 966		279 879 034	15 120 966					15 120 966
P0802-2010/1	TERRAIN DE FOOT-BALL A CANALA	AP	15 000 000	85 000 000					100 000 000						
		CP	-					50 000 000	50 000 000	50 000 000					50 000 000
P0803-2007/1	JP011 STADE NUMA DALY	AP	512 500 000					- 24 203 410	488 296 590						
		CP	407 686 820				14 780 442		422 467 262	65 829 328					65 829 328
P0803-2007/2	JP011 SALLE OMNISPORTS	AP	520 000 000					24 203 410	544 203 410						
		CP	518 885 635	1 114 365					520 000 000	24 203 410					24 203 410
P0803-2008/1	JP011 INFRASTRUCTURES COMMUNALES	AP	4 482 130 000						4 482 130 000						
		CP	4 482 130 000						4 482 130 000	-					0

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0803-2009/1	JP011 CAMPUS UNIVERSITAIRE	AP	500 000 000						500 000 000						
		CP	500 000 000						500 000 000	-					0
P0803-2009/2	CONSTRUCTION LOCAUX ENSEIGNEMENT A NOUVILLE	AP	1 442 000 000						1 442 000 000						
		CP	1 387 000 000	54 050 119					1 441 050 119	949 881					949 881
P0803-2010/1	TERRAIN CRICKET N'DU	AP	106 608 149						106 608 149						
		CP	63 181 000						63 181 000	43 427 149	35 908 149				7 519 000
P0803-2010/2	ACHATS EQUIPEMENTS SPORTIFS	AP	42 000 000						42 000 000						
		CP	34 998 900						34 998 900	7 001 100	4 114 500				2 886 600
P0901-2004/1	EXTENSION DU MUSE	AP	310 000 000						310 000 000						
		CP	58 798 625						58 798 625	251 201 375	150 000 000	77 701 375			23 500 000
P0901-2006/1	SALLE DE SPECTACLE PROVINCE SUD	AP	1 800 000 000						1 800 000 000						
		CP	10 045 747						10 045 747	1 789 954 253	300 000 000	500 000 000	500 000 000	489 954 253	0
P0901-2006/2	ECOLE D'ART DE NC	AP	135 000 000						135 000 000						
		CP	19 170 000						19 170 000	115 830 000					115 830 000
P0902-2010/1	CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE	AP	450 000 000						450 000 000						
		CP	25 000 000						25 000 000	425 000 000					425 000 000
P1001-2011/1	FONDS GARANTIES DEVELOPPEMENT TERRES COUTUMIERES	AP	30 000 000	70 000 000					100 000 000						
		CP		30 000 000					30 000 000	70 000 000					70 000 000
P1002-1992/1	LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES	AP	203 068 915						203 068 915						
		CP	143 432 118	6 400 000			619 500		150 451 618	52 617 297	20 000 000	20 000 000			12 617 297
P1002-2005/1	CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'IGNAME	AP	120 000 000						120 000 000						
		CP	14 529 065						14 529 065	105 470 935					105 470 935
P1002-2005/2	SIEGE DU SENAT COUTUMIER	AP	328 000 000	192 000 000					520 000 000						
		CP	107 334 362						107 334 362	412 665 638	100 000 000	100 000 000			212 665 638
P1002-2011/1	LOCAUX ET LOGEMENTS OPC	AP	100 000 000						100 000 000						
		CP							-	100 000 000					100 000 000
P1106-2011/1	PROGRAMME 2012 TRAVAUX DES LYCEES	AP	1 080 000 000						1 080 000 000						
		CP		735 077 654				87 000 000	822 077 654	257 922 346	147 922 346	110 000 000			0
P1203-2008/1	ECOLE SAPEURS POMPIERS	AP	197 000 000						197 000 000						
		CP	197 000 000						197 000 000	-					0
P1203-2010/1	EXTENSION BATIMENTS SMA	AP	306 000 000						306 000 000						
		CP	60 000 000	76 000 000			50 000 000	120 000 000	306 000 000	-					0
P1203-2011/1	PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED	AP	1 093 000 000						1 093 000 000						
		CP	583 000 000	150 000 000	-	191 000 000	-	50 000 000	443 000 000	650 000 000	250 000 000	260 000 000	140 000 000		0
P1301-2006/1	REFONTE DU SYSTEME INFORMATIQUE DE LA DTE	AP	29 100 000						29 100 000						
		CP	20 027 000						20 027 000	9 073 000					9 073 000

Annexe 3a Liste des AP

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DM1	Abandon de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P1302-2008/1	REHABILITATION D'IMMEUBLE DAE	AP	60 000 000						60 000 000						
		CP	60 000 000						60 000 000	-					0
P1305-2008/1	REMPLACEMENT DU NAVIRE DARMAD	AP	250 000 000						250 000 000						
		CP	247 000 000						247 000 000	3 000 000	3 000 000				0
P1307-2011/1	PROJET ECONOMIE NUMERIQUE	AP	490 000 000						490 000 000						
		CP	157 000 000	220 000 000					377 000 000	113 000 000	100 000 000	13 000 000			0
P1307-2012/1	SUBVENTION PROJETS TELEVISIONS LOCALES	AP		150 000 000					150 000 000						
		CP		50 000 000					50 000 000	100 000 000	100 000 000				0
P1307-2012/2	FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)	AP		120 000 000					120 000 000						
		CP		30 000 000					30 000 000	90 000 000	90 000 000				0
P1401-2005/1	REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC"	AP	993 544 354						993 544 354						
		CP	419 531 884	80 000 000					499 531 884	494 012 470	170 012 470	150 000 000	174 000 000		0
P1401-2012/1	AMENAGEMENT LOCAUX DSF ET RLT	AP		110 000 000					110 000 000						
		CP		40 000 000					40 000 000	70 000 000	70 000 000				0
P1402-2002/2	LOGICIEL DE GESTION FINANCIERE	AP	365 000 000						365 000 000						
		CP	279 114 023	-					279 114 023	85 885 977					85 885 977
P1402-2006/1	LOCAUX ADMINISTRATIFS EX-DIRAG	AP	440 671 980	59 328 020					500 000 000						
		CP	315 211 359	70 000 000				100 000 000	485 211 359	14 788 641	14 788 641				0
	TOTAUX DES AP/CP	AP	104 047 286 007	9 072 828 020	-	-	-	8 113 046 481	121 233 160 508						
		CP	40 342 985 226	12 817 410 036	-	225 211 640	316 629	1 537 000 000	54 472 500 251	66 760 660 257	18 270 161 383	18 144 732 864	13 220 335 278	1 756 065 631	15 369 365 101

Annexe 3a Liste des AE

LISTE DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DMI	Abondan de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2016	
P0102-2012/2	SOUTIEN SIVM SUD	AE						37 700 000	37 700 000						
		CP						7 700 000	7 700 000	30 000 000	8 500 000	10 300 000	11 200 000		0
P0302-2011/1	COOPERATION REGIONALE	AE	175 000 000	105 000 000					280 000 000						
		CP	130 188 268	66 000 000					196 188 268	83 811 732	39 275 962				44 535 770
P0303-2012/2	SCHEMA MOBILITE DES BIENS ET DES PERSONNES	AE		150 000 000					150 000 000						
		CP		40 000 000				20 000 000	60 000 000	90 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000		0
P0307-2012/1	AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA N C "NOUVILLE"	AE		30 000 000					30 000 000						
		CP		15 000 000					15 000 000	15 000 000	17 505 132				-2 505 132
P0307-2012/3	ENTRETIEN GENERAL DES BÂTIMENTS ET LOGEMENTS ADMINISTRATIFS DE LA N C.	AE		120 000 000					120 000 000						
		CP		58 600 000			8 102 900		66 702 900	53 297 100	39 275 962	14 021 138			0
P0401-2012/3	ECONOMIE VERTE (FONCT)	AE		50 000 000				10 000 000	60 000 000						
		CP		20 000 000				40 000 000	60 000 000	-					0
P0601-2011/1	ACCEUIL FEMMES ENCEINTES SCHEMA PERINATALITE	AE	10 000 000	20 000 000					30 000 000						
		CP	10 000 000	10 000 000					20 000 000	10 000 000					10 000 000
P0601-2011/2	UNITE MEDICO JUDICIAIRE	AE	15 000 000						15 000 000						
		CP		5 000 000					5 000 000	10 000 000	10 000 000				0
P0603-2012/1	SUIVI REGLEMENTATION EAUX DE BAINADE	AE		30 177 000					30 177 000						
		CP		10 059 000					10 059 000	20 118 000					20 118 000
P0603-2012/3	OPANC	AE		10 000 000					10 000 000						
		CP							-	10 000 000					10 000 000
P0701-2011/1	DELEGATION ORGANISATION ACTION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE	AE	36 000 000						36 000 000						
		CP	12 000 000	12 000 000					24 000 000	12 000 000	12 000 000				0
P0701-2012/2	DELEGATION DE COMPETENCE AUX PROVINCES P. SOCIALE	AE		100 000 000					100 000 000						
		CP							-	100 000 000	12 000 000	12 000 000			76 000 000
P0701-2012/3	G.I.P. UNION POUR LE HANDICAP	AE		190 000 000					190 000 000						
		CP		110 000 000				80 000 000	190 000 000	-					0
P0702-2011/1	TUTELLE DES MAJEURS	AE	10 000 000	30 000 000					40 000 000						
		CP	10 000 000	10 000 000					20 000 000	20 000 000					20 000 000
P0801-2012/1	CONFERENCE JEUNESSE PACIFIQUE 2013	AE		30 000 000					30 000 000						
		CP		10 000 000					10 000 000	20 000 000					20 000 000

Annexe 3a Liste des AE

LISTE DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS

MPA Code AP	LIBELLE	Type	Cumul exercices antérieurs	BP 2012	DMI	Abondan de crédits aux reports	Virements et transferts de crédits	BS 2012	Total 2012	Reste à financer	Répartition prévisionnelle du reste à financer				Reste à financer sur exercices futurs
											2013	2014	2015	2 016	
P0802-2012/1	ENTRETIEN GENERAL INSTALLATIONS SPORTIVES DE LA NOUVELLE CALEDONIE	AE		120 000 000					120 000 000						
		CP		66 000 000			-8 102 900	11 600 000	69 497 100	50 502 900	39 000 000	11 502 900			0
P0802-2012/2	INFRASTRUCTURES SPORTIVES D'INTERET TERRITORIAL	AE		50 000 000				70 000 000	120 000 000						
		CP		30 000 000				90 000 000	120 000 000	-					0
P1103-2012/1	MAISON DES ETUDIANTS	AE		43 000 000					43 000 000						
		CP		28 000 000					28 000 000	15 000 000	15 000 000				0
P1201-2011/1	INFORMER ORIENTER ACCOMPAGNER	AE	1 041 775 000	1 152 000 000					2 193 775 000						
		CP	949 229 918	797 050 000				172 500 000	1 918 779 918	274 995 082	317 647 236				-42 652 154
P1202-2011/1	FORMER POUR L'EMPLOI	AE	1 499 390 000	1 631 100 000					3 130 490 000						
		CP	1 123 948 918	1 145 608 000				333 600 000	2 603 156 918	527 333 082	382 547 615				144 785 467
P1203-2011/2	ADAPTER LES MOYENS HUMAINS	AE	235 420 000	392 620 000					628 040 000						
		CP	205 829 914	256 810 000				33 600 000	496 239 914	131 800 086	149 933 399				-18 133 313
P1301-2012/1	PLAN EMPLOI	AE		110 000 000				3 000 000	113 000 000						
		CP		75 000 000				38 000 000	113 000 000	-					0
P1302-2012/1	ETUDES ECONOMIQUES	AE		50 000 000					50 000 000						
		CP		30 000 000					30 000 000	20 000 000					20 000 000
P1304-2011/1	RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE	AE	118 000 000						118 000 000						
		CP	25 000 000	50 000 000				20 000 000	95 000 000	23 000 000					23 000 000
P1304-2011/2	SOUTIEN A L'ERPA	AE	800 000 000						800 000 000						
		CP	800 000 000						800 000 000	-					0
P1304-2012/1	SOUTIEN A L'ERPA	AE		850 000 000				70 000 000	920 000 000						
		CP		450 000 000				470 000 000	920 000 000	-					0
P1307-2012/1	FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (FONCT)	AE		120 000 000					120 000 000						
		CP		40 000 000					40 000 000	80 000 000					80 000 000
	TOTAUX AE/CP	AE	3 940 585 000	5 383 897 000	0	0		190 700 000	9 515 182 000						
		CP	3 266 197 018	3 335 127 000	0	0	0	1 317 000 000	7 918 324 018	1 566 857 982	1 064 185 306	67 524 038	30 000 000	-	405 148 638
	TOTAUX EN AP/CP ET EN AE/CP	AP ET AE	107 987 871 007	14 456 725 020	-	-	-	8 303 746 481	130 748 342 508						
		CP	43 609 182 244	16 152 537 036	-	-	225 211 640	316 629	2 854 000 000	62 390 824 269	68 327 518 239	19 334 346 689	18 212 256 902	13 250 335 278	1 756 065 631

Nouvelle structure		P0503-2007/1 EX-BIR06-2007/1 Programme routier antérieur			P0503-2008/1 EX-BIR06-2008/1 Programme routier 08/13			P0503-2009/1 EX-BIR06-2009/1 Programme routier 09/14		
OPE 2011	Libellé l'opération	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012
0503F100	VOIRIE (AP dispo à l'engagement)	23 043 455	-23 043 455	0						
0503P101	R1-114-116- LA FOA VOIRIE NILY	37 171 514	-11 198 875	25 972 639						
0503P102	R0-000-000- EQUIPT DE LA ROUTE	38 947 837	-23 043 455	15 904 382						
0503P103	R0-000-000-CONTROLES GEOTECH	0		0						
0503P104	R0-000-000-RVT COUCHES DE ROULT	3 683 464	-3 683 464	0						
0503P107	R0-000-000-ETUDES GENERALES				80 000 000		80 000 000			
0503P108	R0-000-000-ETUDES TOPO GEOTECH				6 406 164		6 406 164			
0503P109	R1-268-268-SUBV GREEN ACRE	50 000 000		50 000 000						
0503P110	R0-000-000-TOPONYMIE KANAK				20 000 000		20 000 000			
0503P111	P11 R1-264-6-264-SUBV CAR BEL AIR									
0503F100	VOIRIE	152 846 270	-60 969 249	91 877 021	106 406 164	0	106 406 164		0	0
0503P200	R3-033-034-PROTECTION A NERIN	4 142 944	-1 659 878	2 483 066						
0503P201	P11 R1-140-143-CRENEAU FONY									
0503P203	P11 R1-007-115- CRENEAUX TTA									
0503F200	CREATION DE CHAUSSEES	4 142 944	-1 659 878	2 483 066		0	0		0	0
0503P300	R1-055-078-RFT TONTOUTA BOULOU	460 000 000	-13 825 836	446 174 164						
0503P301	R3-143-145-RFT SAINT DENIS WAGAP	154 000 000	-9 959 923	144 040 077						
0503P302	R3-015-020- RFT COL DES ROUSSETTES	1 160 403	-1 160 403	0						
0503P303	R1-131-166- RFT MONDOU BOURAIL	64 064 034	-8 731 725	55 332 309						
0503P304	R1-078-131-RFT BOULOU MONDOU	5 006 199	-4 742 370	263 829						
0503P305	R1-375-391-RFT KOUMAC NEHOUE	4 119 324		4 119 324						
0503P306	R1-312-319-RFT TEMALA POUANLOTCH	422 371 856	-68 012 159	354 359 697						
0503P307	R0-000-000- RFT MOMEA BOGHEN	12 218 077	-12 218 077	0						
0503P308	R1-355-370-RFT KAALAGOMEN KOUMAC	138 495 840	-17 100 000	121 395 840						
0503P309	R0-000-000-REHAB DE CHAUSSES	860 000 000		860 000 000						
0503P310	R1-216-270- RFT POYA KONE	9 449 272	-863 225	8 586 047						
0503P311	R1-007-026- RFT AUTEUIL PAITA	70 162 308	-12 173 163	57 989 145						
0503P312	R1-037-051- TAMOA TONTOUTA	32 081 571	-17 976 946	14 104 625						
0503P313	R1-352-353-ENTREE SUD KAALAGOMEN	3 201 247	-3 201 247	0						
0503P314	R1-031-066-PORT LAGUERRE	245 459	-245 459	0						
0503P315	R3-028-028-PISCINE A CLAVEL	2 593 583	-2 593 583	0						
0503P316	R1-301-305-VOH	967 903	-967 903	0						
0503P317	R3-000-015-RFT RT1-C ROUSSETTES									
0503P318	R1-319-327- RFT POUANLOTCH TAOM				7 894 022		7 89			

Nouvelle structure		P0503-2007/1 EX-BIR06-2007/1 Programme routier antérieur			P0503-2008/1 EX-BIR06-2008/1 Programme routier 08/13			P0503-2009/1 EX-BIR06-2009/1 Programme routier 09/14		
OPE 2011	Libellé l'opération	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012
0503F300	RENFORCEMENT DE CHAUSSEES	2 240 137 076	-173 772 019	2 066 365 057	28 644 772	0	28 644 772	7 848 750	0	7 848 750
0503P400	R1-165-165-REFECTION PONT NERA	247 119 801	-14 868 626	232 251 175						
0503P401	R0-000-000- ETUDES GLES OA	25 697 102	-12 970 700	12 726 402						
0503P402	R3-044-044- PONT DE KORO	340 000 000	-47 114 740	292 885 260						
0503P403	R1-113-113- LA FOA REC 1/2 OA	0								
0503P404	R0-000-000- GROSSES REP OA	69 483 582	-13 649 462	55 834 120						
0503P405	R3-019-019-PONT DU TROU BLEU	225 000 000		225 000 000						
0503P406	R1-131-131-REHAB PASS MOINDOU									
0503P407	R0-000-000-PONT DEMONTABLE	18 384 119		18 384 119						
0503P408	R1-066-066-PONT OUIANE									
0503P409	R0-000-000-PONT CREEK NAMIE	498 550	-498 550	0						
0503P410	R3-095-095-PONT COURTOT	1 245 428	-1 100 306	145 122						
0503P411	R3-001-001-PONT NANDAI	2 069 105	-2 069 105	0						
0503P412	R3-091-091-PONT DE CHAPEAU ROUGE	100 000 000		100 000 000						
0503P413	R1-047-047- REP OA OUEKOVA				27 000 000		27 000 000			
0503P414	R1-069-069-PONT DE LA OUENGHI				18 000 000		18 000 000			
0503P415	R1-055-055-PONT DE TONTOUTA									
0503P416	R0-000-000- ETUDES GLES OA							4 192 938		4 192 938
0503P417	R0-000-000-OUVRAGES HYDRAULIQUES									
0503P418	P10 R1-069-069-PONT DE LA OUENGHI									
0503P419	P10 R0-000-000-OUVRAGES HYDRAULIQUES									
0503P420	P10 R1-055-055-PONT DE TONTOUTA									
0503P421	P10 R0-000-000-GROSSES REP SUR OA 10-15									
0503P422	P10 R0-000-000- ETUDES GLES OA									
0503P423	P11 R1-017-017-PONT DE DUMBEA									
0503F400	OUVRAGES D'ART	1 029 497 687	-92 271 489	937 226 198	45 000 000	0	45 000 000	4 192 938	0	4 192 938
0503P500	R1-370-375-TRAV KOUMAC	295 000 000	-76 848 890	218 151 110						
0503P501	R1-261-264- TRAV POUEMBOUT	1 788 273	-111 718	1 676 555						
0503P502	R1-166-168-TRAV BOURAIL	306 335 389	-29 920 365	276 415 024						
0503P503	R1-214-216-TRAV POYA	160 724 050		160 724 050						
0503P504	R3-102-103-TRAV PONERIHOUEN	2 677 060	-24 780	2 652 280						
0503P505	R0-000-000-NEA RTES INT NOUVILLE	4 675 715	-1 051 677	3 624 038						
0503P506										
0503P507	R2-022-024-TRAV WE	360 000 000		360 000 000						
0503P508	R1-270-275-TRAV KONE	11 003 801	-5 932 251	5 071 550						

Annexe 3b Liste des affectations des autorisations de programmes

Nouvelle structure		P0503-2007/1 EX-BIR06-2007/1 Programme routier antérieur			P0503-2008/1 EX-BIR06-2008/1 Programme routier 08/13			P0503-2009/1 EX-BIR06-2009/1 Programme routier 09/14		
OPE 2011	Libellé l'opération	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012
0503P528	P10 R1-007-010-B URBAIN DUMBEA									
0503P529	P10 R0-000-000-ROUTES DE NOUMEA									
0503P530	P10 R1-166-168-TRAV BOURAIL									
0503P531	P10 R1-029-031- PAITA AMT ENTREE NORD									
0503P532	P10 R3-130-135-TRAV POINDIMIE									
0503P533	P10 R1-370-375-TRAV KOUMAC									
0503P534	P10 R1-261-264- TRAV POUEMBOUT									
0503P535	P10 R3-102-103-TRAV PONERIHOUEN									
0503P536	P10 R1-270-275-TRAV KONE									
0503P537	P10 R1-115-115- LA FOA GIR ENTREE NORD									
0503P538	P10 R1-300-304-TRAV VOH									
0503P539	P10 R1-353-355-TRAV KAALAGOMEN									
0503F500	TRAVERSEES AGGLOS ET VILLAGES	1 597 302 590	-228 981 327	1 368 321 263	143 491 221	0	143 491 221		0	0
0503P600	R1-000-000-AMT AIRES DE REPOS	77 775 746	-73 097 996	4 677 750						
0503P601	R1-027-027-PAITA RTI-SAVEXPRESS	140 000 000		140 000 000						
0503P603	R0-000-000- ETUDE SECU. USAGERS									
0503P604	R1-026-026-CAR COLLEGE GADJI	1 350 714	-1 350 714	0						
0503P605	R1-060-063-AMT SECU TOMO	2 082 489	-2 082 489	0						
0503P606	R1-026-027-PAITA CHMT PIET GADJI	14 731 684	-5 025 079	9 706 605						
0503P607	R0-000-000- GLISSIERES SECURITE				100 000 000		100 000 000			
0503P608	R1-131-131- AMT VIRAGE MOINDOU									
0503P609	R1-078-078-BOULOU TRAV PIET									
0503P610	R1-000-000-SPN AMT 4 CARREFOURS									
0503P611	R1-055-131-SV TONTOUTA MOINDOU									
0503P612	R2-000-000- AMT SECU TRIBU NANG				42 000 000		42 000 000			
0503P613	R1-274-27-KONE CAR KATIVITI				5 000 000		5 000 000			
0503P614	R0-000-000-EQUIPT DE LA ROUTE 09-14							10 000 000		10 000 000
0503P615	R0-000-000-OPE SECU PONCT 09-14							10 000 000		10 000 000
0503P616	P10 R0-000-000-EQUIPT DE LA ROUTE									
0503P617	P10 R0-000-000-OPE SECU PONCT 10-15									
0503P618	P12 R1-034-040-COL DE LA PIROGUE									
0503P619	P12 R0-000-000- AMT AIRES DE REPOS									
0503F600	AMENAGEMENTS ET OPE DE SECURITE	235 940 633	-81 556 278	154 384 355	147 000 000	0	147 000 000	20 000 000	0	20 000 000
0503P901	BERTHELOT SUBVENTION VILLE DE NOUMEA									
0503F900	OPERATIONS HORS PPI ROUTIER									
0503F999	Ajustement crédits d'AP 2007-1(dispo à l'engt)		-6 948 846				0			0
	TOTAUX DES PROGRAMMES ROUTIERS	5 328 161 796	-646 159 086	4 682 002 710	470 542 157	0	470 542 157	32 041 688	0	32 041 688

Annexe 3b Liste des affectations des autorisations de programmes

Nouvelle structure		P0503-2010/1 EX-BIR06-20010/1 Programme routier 10/15			P0503-2011 Programme routier 11/16			P0503-2012 Programme routier 12/17		
OPE 2011	Libellé l'opération	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012
0503F100	VOIRIE (AP dispo à l'engagement)									
0503P101	R1-114-116- LA FOA VOIRIE NILY									
0503P102	R0-000-000- EQUIPT DE LA ROUTE									
0503P103	R0-000-000-CONTROLES GEOTECH									
0503P104	R0-000-000-RVT COUCHES DE ROULT									
0503P107	R0-000-000-ETUDES GENERALES									
0503P108	R0-000-000-ETUDES TOPO GEOTECH									
0503P109	R1-268-268-SUBV GREEN ACRE									
0503P110	R0-000-000-TOPONYMIE KANAK									
0503P111	P11 R1-264-6-264-SUBV CAR BEL AIR				50 000 000		50 000 000			
0503F100	VOIRIE		0	0	50 000 000		50 000 000			
0503P200	R3-033-034-PROTECTION A NERIN									
0503P201	P11 R1-140-143-CRENEAU FONY				350 000 000		350 000 000			
0503P203	P11 R1-007-115- CRENEAUX TTA				20 000 000		20 000 000			
0503F200	CREATION DE CHAUSSEES		0	0	370 000 000		370 000 000			
0503P300	R1-055-078-RFT TONTOUTA BOULOU									
0503P301	R3-143-145-RFT SAINT DENIS WAGAP									
0503P302	R3-015-020- RFT COL DES ROUSSETTES									
0503P303	R1-131-166- RFT MOINDOU BOURAIL									
0503P304	R1-078-131-RFT BOULOU MOINDOU									
0503P305	R1-375-391-RFT KOUMAC NEHOUE									
0503P306	R1-312-319-RFT TEMALA POUANLOTCH									
0503P307	R0-000-000- RFT MOMEA BOGHEN									
0503P308	R1-355-370-RFT KAALAGOMEN KOUMAC									
0503P309	R0-000-000-REHAB DE CHAUSSES									
0503P310	R1-216-270- RFT POYA KONE									
0503P311	R1-007-026- RFT AUTEUIL PAITA									
0503P312	R1-037-051- TAMOA TONTOUTA									
0503P313	R1-352-353-ENTREE SUD KAALAGOMEN									
0503P314	R1-031-066-PORT LAGUERRE									
0503P315	R3-028-028-PISCINE A CLAVEL									
0503P316	R1-301-305-VOH									
0503P317	R3-000-015-RFT RT1-C ROUSSETTES									
0503P318	R1-319-327- RFT POUANLOTCH TAOM									
0503P319	R1-271-301- RFT KONE VOH									
0503P320	R1-168-214-RFT BOURAIL POYA									
0503P321	R0-000-000-NEA MONTRAVEL									
0503P322	R3-078-102-RFT COL DE HO PONERIHOUEN									
0503P323	P10 R0-000-000 REHAB CHAUSSEES	900 000 000		900 000 000						
0503P324	P10 R1-055-078-RFT TONTOUTA BOULOU	1 100 000 000	150 000 000	1 250 000 000						
0503P325	P10 R1-355-370-RFT KAALAGOMEN KOUMAC	910 000 000	200 000 000	1 110 000 000						
0503P326	P10 R3-000-015-RFT RT3-C ROUSSETTES	270 000 000	-250 000 000	20 000 000						
0503P327	P10 R1-168-214-RFT BOURAIL POYA	1 550 000 000	350 000 000	1 900 000 000						
0503P328	P10 R3-078-102-RFT COL DE HO PONERIHOUEN	311 000 000	-260 000 000	51 000 000						
0503P329	P10 R3-033-034-PROTECTION A NERIN	200 000 000	-190 000 000	10 000 000						
0503P330	P10 R3-015-040-RFT EST COL ROUSSETTES									
0503P331	P10 R1-375-391-RFT KOUMAC NEHOUE	20 000 000		20 000 000						
0503P332	P10 R1-216-270- RFT POYA KONE	600 000 000		600 000 000						
0503P333	P10 R1-319-327- RFT POUANLOTCH TAOM	50 000 000		50 000 000						
0503P334	P10 R1-271-301- RFT KONE VOH	800 000 000		800 000 000						
0503P335	P11 R0-000-000-REHAB CHAUSSEES				890 000 000		890 000 000			
0503P336	P11 R1-116-165-RFT LA FOA BOURAIL				350 000 000		350 000 000			
0503P337	P12 R1-263-270-RFT POUEMBOUT KONE							300 000 000		300 000 000
0503P338	P12 R1-079-113-RFT BOULOU/PARIS LA FOA							350 000 000		350 000 000

Annexe 3b Liste des affectations des autorisations de programmes

Nouvelle structure		P0503-2010/1 EX-BIR06-20010/1 Programme routier 10/15			P0503-2011 Programme routier 11/16			P0503-2012 Programme routier 12/17		
OPE 2011	Libellé l'opération	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012	TOTAL BP 2012	PROP BS 2012	TOTAL BS 2012
0503P528	P10 R1-007-010-B URBAIN DUMBEA	50 000 000		50 000 000						
0503P529	P10 R0-000-000-ROUTES DE NOUMEA	650 000 000		650 000 000						
0503P530	P10 R1-166-168-TRAV BOURAIL	35 000 000		35 000 000						
0503P531	P10 R1-029-031- PAITA AMT ENTREE NORD	25 000 000		25 000 000						
0503P532	P10 R3-130-135-TRAV POINDIMIE	15 000 000		15 000 000						
0503P533	P10 R1-370-375-TRAV KOUMAC	350 000 000		350 000 000						
0503P534	P10 R1-261-264- TRAV POUEMBOUT	20 000 000		20 000 000						
0503P535	P10 R3-102-103-TRAV PONERIHOUEN	5 000 000		5 000 000						
0503P536	P10 R1-270-275-TRAV KONE	15 000 000		15 000 000						
0503P537	P10 R1-115-115- LA FOA GIR ENTREE NORD	300 000 000		300 000 000						
0503P538	P10 R1-300-304-TRAV VOH	10 000 000		10 000 000						
0503P539	P10 R1-353-355-TRAV KAALAGOMEN	20 000 000		20 000 000						
0503F500	TRAVERSEES AGGLOS ET VILLAGES	1 495 000 000	0	1 495 000 000						0
0503P600	R1-000-000-AMT AIRES DE REPOS									
0503P601	R1-027-027-PAITA RT1-SAVEXPRESS									
0503P603	R0-000-000- ETUDE SECU. USAGERS									
0503P604	R1-026-026-CAR COLLEGE GADJI									
0503P605	R1-060-063-AMT SECU TOMO									
0503P606	R1-026-027-PAITA CHMT PIET GADJI									
0503P607	R0-000-000- GLISSIERES SECURITE									
0503P608	R1-131-131- AMT VIRAGE MOINDOU									
0503P609	R1-078-078-BOULOU TRAV PIET									
0503P610	R1-000-000-SPN AMT 4 CARREFOURS									
0503P611	R1-055-131-SV TONTOUTA MOINDOU									
0503P612	R2-000-000- AMT SECU TRIBU NANG									
0503P613	R1-274-27-KONE CAR KATIVITI									
0503P614	R0-000-000-EQUIPT DE LA ROUTE 09-14									
0503P615	R0-000-000-OPE SECU PONCT 09-14									
0503P616	P10 R0-000-000-EQUIPT DE LA ROUTE	500 000 000		500 000 000						
0503P617	P10 R0-000-000-OPE SECU PONCT 10-15	400 000 000		400 000 000						
0503P618	P12 R1-034-040-COL DE LA PIROGUE							50 000 000		50 000 000
0503P619	P12 R0-000-000- AMT AIRES DE REPOS							100 000 000		100 000 000
0503F600	AMENAGEMENTS ET OPE DE SECURITE	900 000 000	0	900 000 000				150 000 000	0	150 000 000
0503P901	BERTHELOT SUBVENTION VILLE DE NOUMEA								437 000 000	437 000 000
0503F900	OPERATIONS HORS PPI ROUTIER								437 000 000	437 000 000
0503F999	Ajustement crédits d'AP 2007-1(dispo à l'engt)			0			0			0
	TOTAUX DES PROGRAMMES ROUTIERS	10 056 000 000	0	10 056 000 000	1 710 000 000	0	1 710 000 000	800 000 000	437 000 000	1 237 000 000

Annexe 4 Etat de répartition des subventions et participations

Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Mesures nouvelles BS 2012
INVESTISSEMENT				
204111	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formationet de péri-formation	CFPPA Sud - Espace ressources	Etat	0
Total 204111				0
204112	Soutien et pilotage	Subvention d'équipement extension DGAC	Etat	0
Total 204112				0
204113	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formationet de péri-formation	Subvention pour l'extension des bâtiments du SMA	Etat	120 000 000
Total 204113				120 000 000
204131	Economie numérique	Subvention pour l'équipement scolaire numérique Province Iles	Province Iles	35 000 000
		Subvention pour l'équipement scolaire numérique Province Nord	Province Nord	35 000 000
		Subvention pour l'équipement scolaire numérique Province Sud	Province sud	150 000 000
Total 204131				220 000 000
204132	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formationet de péri-formation	10ème FED : construction du centre de formation à la pêche - Ouvéa	Province Iles	0
		10ème FED : machinisme agricole Maré	Province Iles	0
		Avances	Provinces	0
		Plateau technique du BTP en province Nord	Province Nord	0
	Financement des infrastructures et contrôle de réalisation(y compris patrimoine propre)	JP 2011 : base nautique de Poindimié	Province Nord	0
		JP 2011 : centre tennistique de la province Nord	Province Nord	0
		JP 2011 : rénovation de la salle omnisport de Lifou	Province Iles	0
		JP 2011 : stade de foot (Hnasse)	Province Iles	0
		JP 2011 : terrain de beach-volley d'Ouvéa	Province Iles	0
Total 204132				0
204142	Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	Salle de cours de musique	Commune de Dumbéa	3 925 000
	Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et règlementer pour garantir sa qualité	9ème FED : subventions d'équipement	Communes et structures intercommunales	0
	Aménagement et entretien des routes	Travaux Routiers Berthelot - Subvention Mairie Noumea	Commune de Nouméa	50 000 000
	Financement des infrastructures et contrôle de réalisation(y compris patrimoine propre)	JP 2011 : centre d'hébergement de Koné	Commune de Koné	0
		JP 2011 : centre d'hébergement de Koumac	Commune de Koumac	0
		JP 2011 : pas de tir à l'arc du Motor-Pool	Commune de Nouméa	0
		JP 2011 : piscine de Koutio	Commune de Dumbéa	0
		JP 2011 : salle de tennis de table de Koumac	Commune de Koumac	0
		JP 2011 : Salle ominisport de la Vallée du Tir	Commune de Nouméa	0
		JP 2011 : salle omnisport de Païta	Commune de Païta	0
		JP 2011 : salle omnisport de Poindimié	Commune de Poindimié	0
		JP 2011 : terrain de tir de Païta	Commune de Païta	0
		Subvention d'équipement pour le beach volley à Koutio	Commune de Dumbéa	0
		Acquisition d'une chargeuse pelleuse	Commune de Maré	9 200 000
		Construction d'un centre scolaire à Kouaoua et Réfection de la RM8	Commune de Kouaoua	46 000 000
		Construction d'une cantine	Commune de Nouméa	25 000 000
	Electrification de 9 Foyers d'habitation	Commune de l'Ile des Pins	20 000 000	
	Extension de la mairie	Commune de Païta	25 000 000	
	Réalisation d'un terrain de Rugby à Pont des Français	Commune du Mont-Dore	25 000 000	
	Réfection de la RM 1 du pont de Nooti au pont de Mamié (8,4 Km)	Commune de Yaté	1 109 770	
	Remise en conformité du réseau électrique	Commune de Yaté	1 890 230	
	Route de MHE - assainissement, chaussée et revêtement	Commune de Houailou	4 600 000	
	Subventions d'équipement	Communes et structures intercommunales	0	
	Travaux de voirie	Commune de Lifou	9 200 000	
	Travaux de voirie et d'assainissement - Mont Koghi	Commune de Dumbéa	15 000 000	
	Travaux de voirie et d'assainissement - Secteur Nord - La Couvelée	Commune de Dumbéa	10 000 000	
	Soutien aux infrastructures sportives	Centre océanien d'haltérophilie	Commune du Mont-Dore	0
		Subvention pour le mur d'escalade - Mairie Noumea	Commune de Nouméa	9 000 000
Total 204142				254 925 000
2041781	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formationet de péri-formation	Rehabilitation Cma	Chambre de métiers et de l'artisanat NC-CMANC	261 490 453
		Subvention d'équipement	Ecole de sapeurs pompiers de N-C	41 226 954
		Subventions d'équipement	Etablissement de formation professionnelle des adultes - ETFPA centre de Nouville	0
Total 2041781				302 717 407
2041782	Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	Subventions d'équipement	Académie des langues kanak - ALK	0
			Agence de développement de la culture kanak-CCT - ADCK-CCT	0
			Conservatoire de musique et de danse de la NC-CMDNC	0
	Contribuer à la protection et à l'accès à l'emploi	Subventions d'équipement	Institut pour le développement des compétences NC - IDCNC	0
	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formationet de péri-formation	Subventions d'équipement	Ecole des métiers de la mer-EMM	0
			Etablissement de formation professionnelle des adultes - ETFPA centre de Nouville	0
Enseignement public	Subvention d'équipement	Lycée agricole de NC	10 100 245	

Annexe 4 Etat de répartition des subventions et participations

Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Mesures nouvelles BS 2012
	Salubrité des denrées alimentaires animales et végétales livrées à la consommation humaine en NC	Plateforme technique de l'OCEF à Pouembout	Office de commercialisation et d'entreposage frigorifique-OCEF	0
	Soutien des établissements publics	Subvention d'équipement	Etablissement de formation professionnelle des adultes - ETFPA centre de Nouville	20 000 000
		Subventions d'équipement	Etablissement de formation professionnelle des adultes - ETFPA centre de Nouville	0
	Soutien financier à l'ISEE	Subventions d'équipement	Institut de la statistique et des études économiques - ISEE	0
	Soutien financier aux établissements publics et à l'Institut Pasteur	Subvention d'équipement	Institut de formation des professions sanitaires et sociales - IFPSS	0
Total 2041782				30 100 245
204182	Amiante	Subvention Brgm Capteur Air	Bureau de recherches géologiques et minières - BRGM	-7 000 000
	Financement des infrastructures et contrôle de réalisation(y compris patrimoine propre)	Construction de locaux d'enseignement sur Nouville	Université de la NC-UNC	0
	Soutien aux infrastructures sportives	Subvention pour le terrain de Foot-ball	Commune de Canala	50 000 000
Total 204182				43 000 000
204183	Adapter les infrastructures à l'évolution du trafic	Subvention pour les travaux d'extension de l'aérogare de Tontouta	Chambre de commerce et d'industrie de NC - CCI NC	400 000 000
Total 204183				400 000 000
204211	Enseignement privé temps plein	Subvention d'équipement	ASEE - lycée agricole privé Do-Neva	3 029 373
Total 204211				3 029 373
204212	Subventions	Subvention d'équipement	Association Napingo	0
Total 204212				0
204282	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	Construction Faculte Des Metiers	Faculté des métiers	-50 000 000
	Financement des infrastructures et contrôle de réalisation(y compris patrimoine propre)	Construction du campus universitaire	Société immobilière de NC-SIC	0
	Gestion des aides au secteur agricole	Subvention pour l'équipement du comité hippique Boulouparis	Comité hippique de Boulouparis	2 500 000
		Subvention pour l'équipement du comité hippique Bourail	Comité hippique de Bourail	2 500 000
		Subvention pour l'équipement du comité hippique du Nord	Comité hippique du Nord	12 000 000
	Soutien aux infrastructures sportives	Subvention CTOS pour construction Cise	Comité territorial olympique et sportif de NC-CTOS	100 000 000
Total 204282				67 000 000
204411	Economie numérique	Subv° Equipement Scolaire N umerique	Divers organismes public	-70 000 000
Total 204411				-70 000 000
204422	Gestion patrimoniale : instruction des demandes de cessions, d'échanges, d'achats, de locations et d'autorisations d'occupation du domaine public & privé	Regularisation d'opérations patrimoniales	GDPL Tepa	100 000 000
Total 204422				100 000 000
Total investissement				1 470 772 025
 FONCTIONNEMENT				
6568	Coordination de la collecte de l'exploitation et de la diffusion des données géographiques	Dotation au CEN	Conservatoire des espaces naturels de NC-CEN	20 000 000
		Participation à l'ADECAL	Agence de développement économique de NC - ADECAL	12 000 000
	Mettre en oeuvre les actions sociales de la Nouvelle-Calédonie	Participation de la NC à l'APC	Association prévoyance collective RETREP-APC RETREP	0
	Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	Participation au frais de fonctionnement liés à l'installation du délégué de NC en Nouvelle-Zélande	Divers organismes	5 624 000
	Soutien et pilotage	Participation au conservatoire de musique et de danse de NC	Conservatoire de musique et de danse de la NC-CMDNC	0
Total 6568				37 624 000
65733	Contribuer à la protection et à l'accès à l'emploi	Subvention aux provinces pour le placement des demandeurs d'emploi	Province Iles	20 000 000
			Province Nord	40 000 000
			Province sud	240 000 000
	Soutien aux infrastructures sportives	Fonctionnement du stade Hnasse	Province Iles	5 000 000
		Fonctionnement du stade Yoshida	Province Nord	5 000 000
Total 65733				310 000 000
65734	Coordonner les intervenants éducatifs et judiciaires	Subvention aux communes - Contrat Local de Sécurité	Commune de Bourail	5 000 000
			Commune de Dumbéa	10 000 000
			Commune de La Foa	5 000 000
			Commune de Nouméa	10 000 000
			Commune de Païta	10 000 000
			Commune du Mont-Dore	10 000 000
	Financement exceptionnel de projets	Fonctionnement	SIVM Sud	7 700 000
	Soutien aux infrastructures sportives	Subvention pour les infrastructures sportives d'intérêt territorial	Commune de Dumbéa	30 000 000
			Commune de Païta	50 000 000
	Subventions	Aide d'urgence suite aux fortes pluies de fin décembre 2010	Commune de Houailou	0
			Commune de Yaté	0
Total 65734				137 700 000
65735	Réseau inter-provincial	Subvention pour finaliser la mise en place des arrêts et de la billetterie	Syndicat mixte des transports interurbains de NC	50 000 000
Total 65735				50 000 000
65737	Accompagner et soutenir les établissements et associations culturelles	Subvention de fonctionnement	Académie des langues kanak - ALK	15 000 000
		Subvention pour le fonctionnement et les actions de la SACENC	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de la NC-SACENC	1 650 000
		Subvention pour l'organisation du salon du livre	Bibliothèque Bernheim	0
	Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la NC	Participation à la campagne TECTA	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer - IFREMER	-19 000 000

Annexe 4 Etat de répartition des subventions et participations

Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Mesures nouvelles BS 2012
	Aptitudes des conducteurs	Accompagnement du dispositif "permis pour l'emploi"	Institut pour le développement des compétences NC - IDCNC	0
	Conservation du statut zoo et phytosanitaire de la Nouvelle-Calédonie	Subvention pour l'unité de traitement des produits végétaux	Chambre d'agriculture de NC - CANC	5 000 000
	Enseignement en collège	Subvention pour les projets pédagogiques dans les collèges	Etablissements publics	569 060
	Gestion des aides au secteur agricole	Subvention de fonctionnement complémentaire à l'ERPA	Etablissement de régulation des prix agricoles-ERPA	470 000 000
	Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	Participation aux charges du creipac	CREIPAC	2 000 000
		Subvention coopération régionale	Etablissements publics	0
	Soutien des établissements publics	Subvention de fonctionnement	Etablissement de formation professionnelle des adultes - ETFPA centre de Nouville	80 000 000
	Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	Participation aux charges de l'IFPSS	Institut de formation des professions sanitaires et sociales - IFPSS	10 000 000
		Subvention pour la prise en charge d'un poste de pharmacien	CHT Gaston Bourret	12 200 000
	Vie de l'élève	Subvention pour les dispositifs d'accompagnement éducatif	Etablissements publics	7 613 691
Total 65737				585 032 751
65738	Communication et partenariats institutionnels	Subvention pour le développement des partenariats institutionnels	Melanesian spearhead group-groupe mélanésien Fer de lance	10 000 000
	Mise en oeuvre des programmes de la formation initiale	Subvention pour la formation des maîtres auxiliaires à la préparation aux concours pour le recrutement de professeurs certifiés et de professeurs de lycée professionnel de 2ème grade du statut particulier du cadre territorial de l'Enseignement de la NC	Université de la NC-UNC	38 200 000
	Soutien à la recherche	Participation aux charges du conseil	Conseil consultatif de la recherche-CCR	800 000
		Subvention de fonctionnement	PRESICA (pôle de recherche, d'enseignement supérieur et d'innovation calédonien)	3 000 000
		Subvention de soutien - Accord cadre IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer - IFREMER	38 345 000
	Soutien à l'enseignement supérieur	Accompagnement des étudiants admis à l'institut	Institut d'études politiques de Paris	0
		Subvention pour le maintien des filières d'enseignement supérieur - cours pre-preparatoire	GRETA interprovincial de NC	0
		Subvention pour le master HEC	Université de la NC-UNC	0
	Soutien aux actions éducatives pour la réussite scolaire	Subventions en nature aux écoles	Organismes publics ou para-publics	0
		Subventions pour les projets éducatifs	Organismes publics ou para-publics	0
	Soutien et pilotage	Subventions pour les interventions des établissements	Organismes publics ou para-publics	7 500 000
	Structurer le secteur médico-social	Subvention de fonctionnement	GIP Union pour le handicap	80 000 000
Total 65738				177 845 000
65741	Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	Subvention pour le fonctionnement et les actions de l'association	Association ADAMIC	909 000
			Association Anuu-ru aboro	1 500 000
			Association Cal-ciné	820 000
			Association Calédofoiles les Imcompressibles	900 000
			Association des amis du musée de NC	2 000 000
			Association des musiciens de jazz et blues pour l'échange et la création artistique-AMJBEC	2 000 000
			Association développement provincial des pratiques-DPPAC	1 500 000
			Association du musée de l'histoire maritime de la NC-MDHM	6 600 000
			Association du théâtre de l'île	9 500 000
			Association MARGUERITE (FORT TEREEMBA)	3 750 000
			Association Pacifique et compagnie	2 500 000
			Association pour la Promotion des musiques amplifiées le Mouv	3 030 000
			Association Towanda prod	3 030 000
			Gypsy jazz festival	4 000 000
			Le chapitô de NC	4 550 000
			Maison Célières - maison du livre de la NC	11 892 750
			Pôle d'export de la musique et des arts de la NC-POEMART	15 500 000
			Yaari	1 000 000
		subventions diverses	Diverses associations	11 025 000
	Communication et partenariats institutionnels	Subvention Fidji Intemperies	Diverses associations	5 000 000
	Contribuer à la protection et à l'accès à l'emploi	Subvention au titre du plan Emploi	association ACTIVE	35 000 000
			Case départ	65 000 000
	Contribuer au développement du dialogue social	Fonctionnement Syndicats-Subvention	CGPME	20 000 000
			Fédération patronale de NC-MEDEF	20 000 000
			Syndicats	-144 000 000
			UPANC	10 000 000
	Economie numérique	Subvention d'aide à la production audiovisuelle	Diverses associations	0
	Enrichir, inventorier, et conserver les collections du musée de Nouvelle-Calédonie	Inventaire du patrimoine kanak	Diverses associations	21 396 000
	Enseignement en collège	Subventions pour les projets pédagogiques dans les collèges	Diverses associations	475 000
	Enseignement privé rythme alterné	Subvention de fonctionnement	Maisons familiales et rurales	-13 129 618
	Formation	Subvention de fonctionnement	Association Aéro-club Calédonien	0

Annexe 4 Etat de répartition des subventions et participations

Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Mesures nouvelles BS 2012
	Gestion administrative et financière des subventions accordées	Subvention diverses - gvt	Diverses associations	0
	Gestion des aides au secteur agricole	Subvention de fonctionnement	Fédération sociétés des courses hippiques de NC-FSCHNC	1 600 000
		Subvention de fonctionnement du comité de la foire des îles	Comité de Foire des Îles Maré	0
	Information jeunesse	Subventions Cijnc	CIJNC	15 000 000
	Initiatives de ou pour les jeunes	Subv° France Volontaire - Seo	Association France volontaires	4 000 000
	Maintien de l'inscription des récifs d'Entrecasteaux au patrimoine mondial UNESCO	Maintien de l'inscription des récifs d'Entrecasteaux au patrimoine mondial UNESCO	Diverses associations	0
	Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en œuvre	Coopération bilatérale	Diverses associations	0
		Fonds du Pacifique	Diverses associations	0
		Fonds micro-projets	Diverses associations	0
		Subvention de fonctionnement	Association Maison de la NC à Paris	105 000 000
		Subvention diverses	Diverses associations	1 000 000
	Politique de sécurité routière (sensibilisation, responsabilisation, réglementation et communication)	Subventions pour la prévention routière	Diverses associations	0
	Prendre en charge les bénéficiaires	Subvention pour la formation au certificat aux fonctions d'aptitudes aux fonctions de moniteurs éducateurs (CAFME)	Diverses associations	0
	Production de statistiques d'intérêt pour la Nouvelle-Calédonie	arbofruits-enquete	Association Arbofruits	0
	Sécurité, Police et réglementation de la circulation maritime dans les eaux territoriales	subvention de fonctionnement snsm	Société nationale de sauvetage en mer - SNSM	0
	Soutien à la production et à la diffusion audiovisuelle	Subvention Aide A La Production Audiovisuelle	Diverses associations	15 000 000
	Soutien à la recherche	Subvention pour le lancement de l'incubateur d'entreprises innovantes de la technopole	Agence de développement économique de NC - ADECAL	3 000 000
	Soutien aux actions sportives	subvention au ctos (fonctionnement)	Comité territorial olympique et sportif de NC-CTOS	46 000 000
		Subvention au titre des jeux du Pacifique	Comité territorial olympique et sportif de NC-CTOS	15 000 000
		Subvention du gouvernement	Diverses associations	0
		Subvention pour le financement des manifestations sportives	Diverses associations	0
		Subvention pour les actions de l'associations	Comité territorial olympique et sportif de NC-CTOS	5 500 000
		Subvention pour les indemnités compensatoires aux employeurs privés	Comité territorial olympique et sportif de NC-CTOS	0
		Subventions au titre des divers grds événements internationaux	Diverses associations	0
		Subventions de fonctionnement aux ligues et comités	Diverses associations	0
	Soutien aux autres actions d'enseignements scolaires	Subvention diverses	Diverses associations	2 500 000
		Subvention Fonctionnement Fédération Oeuvres Laïques	Fédération des œuvres laïques-FOL	1 500 000
		Subvention operation coup de pouce	Diverses associations	-17 000 000
	Soutien et pilotage	Subvention de fonctionnement (intervention)	Agence de développement économique de NC - ADECAL	9 000 000
		Subventions Aux Associations	Diverses associations	20 500 000
	Soutien financier à l'organisation et contrôle de la charte de jeux	-	-	-92 000 000
		Subvention Ctos Soutien Au Mouvement Sportif	Comité territorial olympique et sportif de NC-CTOS	92 000 000
	Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	Fonctionnement	Association sécurité plongée	2 000 000
	Subventions	Subvention Comité Election Miss Calédonie	Comité élection Miss Calédonie	4 000 000
		Subvention diverses	Diverses associations	0
		Subvention pour le tour de France à la voile	Diverses associations	0
		subventions diverses	Diverses associations	0
	Veille économique, études et enquêtes exploratoires	Subvention pour le soutien à l'export des filières innovantes	Agence de développement économique de NC - ADECAL	10 000 000
Total 65741				349 348 132
65742	Contribuer à la continuité territoriale	Aircal Continuité territoriale intérieure	Air Calédonie	0
	Contribuer à la progression de la qualité des relations individuelles et collectives au travail	Subventions pour le chèque conseil diagnostic relations de travail	Diverses entreprises	4 700 000
	Gestion administrative et financière des subventions accordées	Subv. Ecopain - Mesures Contre Vie Chère	Diverses entreprises	0
	Gestion des aides au secteur agricole	Subvention France Calédonie Tropic Export	France Calédonie Tropic Export-FCTE	7 500 000
Total 65742				12 200 000
65748	Enseignement second degré privé	Subventions Enseignement Privé	Etablissements privés	-1 344 909 945
	Gestion des aides au secteur agricole	Subvention prime à la vache allaitante	Personnes de droit privé	19 300 000
	Soutien aux actions sportives	Mise en place et développement du sport de haut niveau	Personnes de droit privé	0
	Soutien aux autres actions d'enseignements scolaires	Subvention Enseignements Privés	Etablissements privés	0
Total 65748				-1 325 609 945
6741	Financement et suivi du Médipôle de Koutio	Rénovation CHT	Province sud	0
	Information jeunesse	Mij - Responsable Information Jeunesse	Province sud	-15 000 000
Total 6741				-15 000 000
6742	Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et réglementer pour garantir sa qualité	Subvention pour l'assainissement (Ixème FED)	Communes et structures intercommunales	0
	Subventions	Subvention pour l'assainissement (Ixème FED)	Communes et structures intercommunales	0
Total 6742				0
6744	Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	Bibliothèque Bernheim	0
			Conservatoire de musique et de danse de la NC-CMDNC	0

Annexe 4 Etat de répartition des subventions et participations

Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Mesures nouvelles BS 2012
	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	Ecole De Sapeurs Pompiers N-C	Ecole de sapeurs pompiers de N-C	15 000 000
		Subvention pour l'extension du CFA	Chambre de métiers et de l'artisanat NC-CMANC	-247 500 000
	Elaboration de la législation fiscale et domaniale	Subvention Canc Dispositif Formation Tga	Chambre d'agriculture de NC - CANC	27 000 000
		Subvention Cci Dispositif Formation Tga	Chambre de commerce et d'industrie de NC - CCI NC	65 000 000
		Subvention Cma Dispositif Formation Tga	Chambre de métiers et de l'artisanat NC-CMANC	27 000 000
	Gestion des aides au secteur agricole	Bonification gazole & aide à l'énergie	Chambre d'agriculture de NC - CANC	0
		Subvention de fonctionnement (logiciels)	Chambre d'agriculture de NC - CANC	0
	Mettre en oeuvre les actions sociales de la Nouvelle-Calédonie	Ccas Noumea - Assistante Sociale Clsi	CCAS Nouméa	354 833
	Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	CREIPAC	0
	Soutien des établissements publics	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	Etablissement de formation professionnelle des adultes - ETFPA centre de Nouville	0
	Soutien et pilotage	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	Institut de la statistique et des études économiques - ISEE	0
	Soutien financier à l'ISEE	Enquete Diverse Isee	Institut de la statistique et des études économiques - ISEE	8 700 000
	Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	Subvention exceptionnelle Ifpss	Institut de formation des professions sanitaires et sociales - IFPSS	0
	Subventions	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	Hôpital national de Saint Maurice	0
Total 6744				-104 445 167
6745	Animer et Piloter le dispositif de formation et de certification	Subv Assoc. App - Aide A La Prise En Charge Du Ruamm	Association Atelier de pédagogie personnalisée de Nouvelle-Calédonie-APPNC	7 000 000
	Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	Subvention exceptionnelle	Centre de formation aux techniques de la mine et des carrières-CFTMC	0
		Subvention opération probatoire 3000 AFPEC	Personnes de droit privé	0
	Mettre en oeuvre les actions sociales de la Nouvelle-Calédonie	Subvention exceptionnelle	Personnes de droit privé	0
	Mise en valeur des terres coutumières	Subvention projet éducatif syviculture	Personnes de droit privé	0
	Réseau inter-provincial	Subvention exceptionnelle	Personnes de droit privé	0
	Soutien à l'enseignement supérieur	Création du statut de l'étudiant	Personnes de droit privé	-5 358 000
	Soutien et pilotage	Fonctionnement de la cellule du développement durable	Association GRAINE	0
	Subventions	Assainissement Maison de la NC à Paris	Association Maison de la NC à Paris	0
		Subvention pour l'accès au droit et l'aide aux victimes	Association pour l'accès au droit et l'aide aux victimes-ADAVI	0
Total 6745				1 642 000
6747	Accompagner et participer à la mise en oeuvre des actions	Subvention exceptionnelle	Observatoire de la condition féminine	0
	Protection et disponibilité de la ressource en eau et gestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie	Subvention exceptionnelle Hydromines	Personnes de droit privé	0
	Soutien à l'enseignement supérieur	Gip Maison De L'Etudiant	GIP Maison de l'étudiant de la NC	33 833 000
	Soutien et pilotage du Gouvernement	Atlas NC	Institut de recherche pour le développement - IRD	6 137 427
Total 6747				39 970 427
67488	Admissions en non valeur, restitutions et remises gracieuses	Remises Gracieuses	-	18 000 000
	Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	Aides d'urgence et humanitaires diverses	-	0
		Rayonnement culturel de la Nouvelle-Calédonie dans la région Pacifique	-	0
		Subvention Assoc. Poiti Festival Des Arts Aux Iles Marquises	Poiti-comité calédonien festival Marquise 2011	0
	Subventions	Subvention pour l'année des Outres Mer	-	0
Total 67488				18 000 000
Total fonctionnement				274 307 198
Total général				1 745 079 223
Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Individualisation de subventions votées
65737	Enseignement en collège	Subvention au titre d'actions culturelles Classe découverte -	Collège de Boulari	124 060
	Enseignement second degré public	Subvention au titre d'actions culturelles Ateliers scientifiques -	Lycée Jules Garnier	175 000
	Enseignement second degré public	Subvention au titre d'actions internationales	Lycée Jules Garnier	300 000
	Enseignement second degré public	Subvention au titre des visites médicales "Bac professionnels Sécurité Prévention"	Lycée professionnel Petro Attiti	201 563
65748	Subvention enseignements privés	Subvention désamiantage ASEE - Lycée Do Kamo	ASEE - Lycée Do Kamo	4 000 000
AU LIEU DE (ANNEXE BP 2012)				
65737	Enseignement en collège	Subvention au titre de l'Assistance Educative -	Collège de Poya	200 000
LIRE				
65737	Enseignement en collège	Subvention au titre de l'Assistance Educative -	Collège de Poya	100 000
		Subvention au titre de l'Assistance Educative -	Collège de Yaté	100 000
AU LIEU DE (ANNEXE DM 2 2011)				
65741	Relations extérieures	Subvention pour le programme de coopération avec le Vanuatu	Gouvernement du Vanuatu	9 123 270
LIRE				
65741	Relations extérieures	Subvention pour le programme de coopération avec le Vanuatu	Gouvernement du Vanuatu	4 773 270
65738		Subvention pour le programme de coopération avec le Vanuatu	GIP FIPEN	4 350 000

ANNEXE 5														
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE														
ETAT DE LA DETTE AU 01/08/2012														
Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	TAUX				Périodicité du remb.	Date de la 1ère année de remb.		DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE	DETTE EN CAPITAL AU 01/08/2012	ICNE DE L'EXERCICE	ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE	
			FRV	Index	Marge	Taux actuariel		de l'intérêt	du capital				Intérêts	Capital
TOTAL										15 709 134 518,00	11 782 280 499,00	70 184 741,00	319 756 741,00	897 562 324,00
163 Emprunts obligataires										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit										15 709 134 518,00	11 782 280 499,00	70 184 741,00	319 756 741,00	897 562 324,00
1641 Emprunts en euros										13 919 134 518,00	10 111 613 831,00	70 184 741,00	262 955 417,00	778 228 992,00
2001	AMENAGEMENT SORTIE NORD DE PAITA	CAISSE DEPOTS & CONSIGNATIONS	R	LIVRET A	0,00000	3,45	T	01/01/2003	01/01/2003	126 173 906,00	58 262 882,00	420 303,00	1 871 620,00	8 906 069,00
1999	EXTENSION AEROGARE DE MAGENTA	AGENCE FRANCAISE DEVELOPPEMENT	F	TAUX FIXE	0,00000	3,80	S	31/10/2001	31/10/2001	584 000 000,00	119 243 800,00	511 959,00	5 244 290,00	58 149 987,00
2003	AERODROME MAGENTA - II	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,00	S	01/12/2003	01/12/2003	83 532 220,00	62 356 802,00	49 781,00	617 052,00	2 614 559,00
1981	ROUTE AZAREU-COULA	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,01	S	01/04/1982	01/04/1982	107 398 568,00	33 766 110,00	74 857,00	328 103,00	3 823 390,00
1992	PROGRAMME DE DEVLPT RURAL	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,00	S	01/12/1992	01/12/1992	35 799 523,00	23 903 341,00	0,00	236 170,00	1 149 164,00
1992	AMELIORATION AERODROME - MAGENTA	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,00	S	01/08/1992	01/08/1992	143 198 091,00	100 152 745,00	398 389,00	990 215,00	4 539 380,00
1992	ELECTRIFICATION SOLAIRE - PTOM FRANÇ.	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,00	S	01/05/1992	01/05/1992	54 532 220,00	31 110 632,00	48 843,00	306 608,00	1 805 017,00
1991	CREATION D'UN JARDIN GRAINER	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,01	S	01/12/1991	01/12/1991	33 412 888,00	21 775 179,00	17 247,00	215 062,00	1 079 236,00
1990	INVENTAIRE MINIER	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,01	S	01/10/1990	01/10/1990	94 117 296,00	58 296 252,00	138 094,00	575 339,00	3 058 612,00
1987	PROG. 2 MICRO-REALISATIONS	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	0,99	S	15/08/1988	15/08/1988	45 346 062,00	25 121 718,00	89 217,00	247 454,00	1 505 490,00
1992	Etude NORCAL	BANQUE EUROPEENNE D'INV.	F	TAUX FIXE	0,00000	1,03	S	01/06/1993	01/06/1993	95 465 394,00	63 742 243,00	50 565,00	629 785,00	3 064 439,00
2008	Actions Enercal & financement investissement 2008	CAISSE D'EPARGNE - OCEOR	R	EDIMAMOY	1,00000	3,24	A	31/12/2009	31/12/2009	5 300 000 000,00	4 240 000 001,00	0,00	90 552 840,00	353 333 333,00
2009	FINANCEMENTS INVESTISSEMENTS 2009	DEVIA - CREDIT LOCAL DE FRANCE	F	TAUX FIXE	0,00000	5,14	T	01/04/2010	01/04/2010	2 028 639 618,00	1 791 984 999,00	16 893 045,00	70 633 765,00	135 242 640,00
2010	Financem 10-12+accomp NRJ-climat Tr. 1/2	AGENCE FRANCAISE DEVELOPPEMENT	F	TAUX FIXE	0,00000	2,28	S	30/04/2011	30/04/2011	2 000 000 000,00	1 943 666 447,00	7 035 330,00	43 474 586,00	114 592 519,00
2011	Financem 10-12+accomp NRJ-climat Tr. 2/2	AGENCE FRANCAISE DEVELOPPEMENT	F	TAUX FIXE	0,00000	3,14	S	31/10/2011	31/10/2011	1 579 952 267,00	1 538 250 680,00	7 597 212,00	47 322 728,00	85 384 957,00
2012	PPU 17 Tranche 1	CAISSE DEPOTS & CONSIGNATIONS	R	LIVRET A	0,00000	3,23	A	01/06/2015	01/06/2015	1 607 566 465,00	0,00	36 859 899,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (hors zone euro)										1 750 000 000,00	1 670 666 668,00	0,00	56 801 324,00	119 333 332,00
2010	SGCB Financement Investissement 2010 TR 750 MF	SOCIETE GENERALE CALEDONIENNE	F	TAUX FIXE	0,45000	2,11	T	31/03/2011	31/03/2011	750 000 000,00	700 000 000,00	0,00	23 799 437,00	50 000 000,00
2010	SGCB Financement Investissement 2010 TR 1 040 MF	SOCIETE GENERALE CALEDONIENNE	F	TAUX FIXE	0,45000	2,10	T	31/03/2011	31/03/2011	1 040 000 000,00	970 666 668,00	0,00	33 001 887,00	69 333 332,00
1644 Opérations assorties d'une option de tirage sur une ligne de trésorerie										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168 Autres emprunts et dettes assimilés										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes										0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Annexe 6 Etat des avals et garanties

ETAT DES AVALS ET GARANTIES
LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA NOUVELLE-CALÉDONIE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre				
La nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Détention d'une part du capital...				10 657 951 121
54,197% de participation	Sté Néocalédonienne d'énergie	SEM	privé	4 520 886 721
50,280% de participation	Air Calédonie	SEM	privé	102 579 400
50,000% de participation	Banque Calédonienne d'Investissement	SEM	privé	3 750 000 000
50,000% de participation	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	2 264 985 000
8,000% de participation	Société d'Equipement de la Nouvelle-Calédonie	SEM	privé	5 000 000
7,250% de participation	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	14 500 000
Garantie ou cautionnement d'un emprunt ...				48 503 379 481
01/08/2001	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	115 146 778
18/01/2002	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	197 802 864
01/08/2001	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	40 112 411
01/08/2001	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	19 938 544
01/08/2001	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	95 532 100
01/08/2001	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	16 738 186
01/08/2001	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	113 060 859
18/01/2002	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	86 795 227
18/01/2002	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	123 373 150
12/12/2007	Alliance Scolaire Evangelique	Etablissement d'enseignement	privé	176 000 000
28/12/2006	Direct. de l'Enseignem Catho.	Etablissement d'enseignement	privé	413 689 738
28/12/2006	Direct. de l'Enseignem Catho.	Etablissement d'enseignement	privé	440 000 000
13/01/2005	Institut Statistique Etude Eco	Autres bénéficiaires	public	280 000 000
27/12/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	544 602 387
27/12/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	82 454 893
27/12/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	87 378 878
27/12/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	109 223 628
27/12/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	148 909 427
27/12/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	1 285 254 057
16/12/2005	Fonds Social de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	800 000 000
06/10/2004	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	168 100 000
15/06/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	132 100 239
15/06/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	173 102 625
15/06/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	103 758 950
15/06/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	198 090 692
27/12/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	565 479 117
24/08/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	367 044 988
24/08/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	233 530 668
18/11/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	180 000 000
18/11/2005	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	390 000 000
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	243 509 785
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	30 731 265
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	201 831 981
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	34 700 000
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	50 405 012
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	159 889 379
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	161 686 158
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	166 015 871
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	96 737 947
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	395 388 186
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	94 473 031
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	58 429 952
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	112 170 525
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	20 200 000
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	30 300 000
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	30 300 000
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	30 300 000
04/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	30 300 000
22/11/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	133 533 890
22/12/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	151 473 031
22/12/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	53 076 969
22/12/2003	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	115 623 986
15/12/2004	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	80 423 628
15/12/2004	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	200 460 740
15/12/2004	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	15 815 036
15/12/2004	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	25 176 014
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	58 263 723
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	96 446 897
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	567 539 976
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	519 039 976
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	456 149 045
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	436 471 002
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	512 170 048
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	9 549 881
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	16 457 876
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	57 406 325
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	72 436 874
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	36 910 024
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	266 847 852
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	7 095 704
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	23 474 224
27/12/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	15 930 310
06/12/2006	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	70 000 000
06/12/2006	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	65 000 000
06/12/2006	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	708 245 943
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	119 683 413
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	669 056 086
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	1 293 828 520
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	1 076 365 036

Annexe 6 Etat des avals et garanties

ETAT DES AVALS ET GARANTIES

LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA NOUVELLE-CALÉDONIE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre				
La nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	159 926 372
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	672 681 026
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	215 400 000
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	32 300 119
22/03/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	25 537 589
15/06/2005	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	690 000 000
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	63 200 000
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	29 291 050
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	64 260 024
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	82 021 002
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	71 511 098
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	50 894 033
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	53 481 504
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	97 623 031
06/09/2002	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	119 781 026
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	35 020 048
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	500 714 320
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	76 437 947
06/09/2000	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	114 657 160
31/05/2006	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	803 000 000
18/11/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	286 997 971
18/11/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	356 752 983
18/11/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	150 121 957
18/11/2005	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	173 442 959
18/04/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	80 855 012
29/03/2006	Air Calédonie	SEM	privé	525 992 840
29/03/2006	Air Calédonie	SEM	privé	498 464 260
29/03/2006	Air Calédonie	SEM	privé	498 608 652
29/03/2006	Air Calédonie	SEM	privé	494 186 408
12/12/2007	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	270 000 000
12/12/2007	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	397 165 155
12/12/2007	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	169 666 468
12/12/2007	Fonds Calédonien de l'Habitat	Autres bénéficiaires	privé	178 602 029
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	105 855 251
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	950 832 458
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	526 977 088
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	1 095 952 745
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	725 596 181
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	368 367 900
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	71 174 344
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	172 225 298
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	202 374 821
25/09/2007	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	68 053 580
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	44 036 038
14/02/2008	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	210 000 000
02/04/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	238 663 484
02/04/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	89 498 807
02/04/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	119 331 742
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	18 447 255
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	335 625 418
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	199 545 943
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	234 055 847
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	271 114 439
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	200 000 000
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	880 746 897
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	108 294 749
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	324 883 294
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	123 168 496
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	55 904 057
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	167 712 172
06/12/2006	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	78 265 632
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	260 444 033
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	128 939 499
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	77 681 623
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	88 769 332
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	167 510 979
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	358 297 971
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	977 523 270
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	81 413 128
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	35 964 200
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	65 143 914
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	389 601 074
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	24 633 413
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	63 351 074
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	142 100 597
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	1 748 489 141
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	156 600 835
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	726 240 692
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	60 319 809
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	546 912 768
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	350 672 792
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	565 640 215
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	1 094 086 635
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	62 573 866
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	209 127 685
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	45 109 427
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	257 227 804
12/02/2009	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	25 715 632
17/09/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	83 532 220
21/12/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	1 524 238 067

Annexe 6 Etat des avals et garanties

ETAT DES AVALS ET GARANTIES
LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA NOUVELLE-CALÉDONIE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre				
La nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
21/12/2009	Sté Immobilière de N-C	SEM	privé	418 752 148
20/08/2010	Direct. de l'Enseignement Catho.	Etablissement d'enseignement	privé	855 200 000
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	81 310 263
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	70 000 000
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	41 779 952
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	16 035 919
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	161 461 217
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	347 302 983
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	17 061 217
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	159 976 492
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	159 976 492
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	264 136 516
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	79 092 840
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	331 412 649
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	152 956 444
25/09/2007	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	335 996 539
21/08/2008	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	65 936 038
21/08/2008	SEM de l'Agglomération	SEM	privé	34 903 938
07/01/2011	Sté Néocalédonienne d'énergie	Autres bénéficiaires	privé	1 002 386 635

ANNEXE 7 - ETAT DU PERSONNEL PERMANENT									
CORPS OU EMPLOIS	CATEGORIE	EFFECTIFS AU BP 2012					EFFECTIFS AU BS 2012		
		POSTES BUDGETAIRES	POURVUS			Dont TNC	-	+	POSTES BUDGETAIRES
			T	NT	TOTAL				
EMPLOIS HIERARCHIQUES		90	71,0	12	83	0	0	5	95
Secrétaire général du gouvernement	A	1	1,0		1,0				1
Secrétaire général adjoint du gouvernement	A	5	1,0	3,0	4,0				5
Secrétaire général (CES, Sénat)	A	2	2,0		2,0				2
Secrétaire général adjoint (CES, Sénat)	A	2	2,0		2,0				2
Directeur	A	14	12,0	2,0	14,0				14
Directeur adjoint	A	11	10,0		10,0			5	16
Chef de service	A	55	43,0	7,0	50,0				55
FILIERE ADMINISTRATIVE		722,7	529,5	131,0	660,5	15	-8	12	726,7
Attaché	A	178	95,5	48,0	143,5	4	- 1	3	180
Rédacteur	B	226,5	183,6	27,0	210,6	2	- 2	2	226,5
Secrétaire général d'un conseil coutumier	B	8	2,0	4,0	6,0				8
Chargé de mission d'un conseil coutumier	B	8	2,0	4,0	6,0				8
Adjoint administratif	C	261,7	219,4	37,5	256,9	9	- 2	7	266,7
Agent administratif	D	39,5	26,0	10,5	36,5		- 3		36,5
Dactylographe	D	1	1,0		1,0				1
FILIERE TECHNIQUE		383	327,2	23	350,2	7	-5,5	10	387,5
Ingénieur	A	156	126,5	11,0	137,5	5	- 2	5	159,5
ICNA	A	17	14,9		14,9				17
IEEAC	A	2	2,0		2,0				2
IESSA	A	2	2,0		2,0			1	3
Technicien	B	160	141,8	7,0	148,8	1	- 2	3	161
TSEEAC	B	10	9,0		9,0				10
Technicien adjoint	C	30	25,0	5,0	30,0	1	- 2	1	29
AAC	C	4	4,0		4,0				4
Agent de service	C	2	2,0		2,0				2
FILIERE SANTE / SOCIAL		82	64,8	9,5	74,3	3	-1	1	82
Médecin	A	11,5	7,0	1,0	8,0				11,5
Chirurgien dentiste	A	1			0,0				1
Pharmacien	A	2	1,0	1,0	2,0				2
Directeur de centre	A	5	5,0		5,0				5
Psychologue	A	7	2,0	3,0	5,0	3	- 1		6
Psychomotricien	A	1	1,0		1,0				1
Infirmier	B	3	3,0		3,0			1	4
Kinésithérapeute	B	1	1,0		1,0				1
Manipulateur radiologie	B	1	1,0		1,0			-	1
Assistant socio-éducatif	B	37,5	34,8	2,5	37,3		-		37,5
Moniteur socio-éducatif	B	12	9,0	2,0	11,0				12
FILIERE DE L'ENSEIGNEMENT		50	46	1	47	0	0	0	50
Professeur certifié	A	1	1,0		1				1
Professeur des écoles	A	34	31,0	1,0	32,0		-		34
Instituteur	B	15	14,0		14				15
FILIERE CULTURE ET SPORT - AFFAIRES COUTUMIERES		42	37	1	38	0	-1	1	42
Conservateur en chef	A	1	1,0		1,0				1
Conservateur	A	3	2,0		2,0				3
Attaché de conservation	A	5	4,0		4,0				5
Conseiller territorial SE	A	2	1,0		1,0		- 1		1
Conseiller territorial APS	A	3	3,0		3,0			1	4
Assistant de conservation	B	2	2,0		2,0		-		2
Educateur des APS	B	10	8,0	1,0	9,0				10
Officier public coutumier	B	16	16,0		16,0				16
FILIERE INCENDIE		18	15	5	20	0	-1	4	21
TSSLIA	B	3	3,0		3,0			1	4
ASSLIA	C	15	12,0	5,0	17,0		- 1	3	17
STATUTS SPECIAUX		145,5	7,0	120,3	127,27	12	-1	5	149,5
Directeur de cabinet du PGNC	A	1			0				1
Directeur adjoint de cabinet du PGNC	A	1	1,0		1				1
Chef de cabinet du PGNC	A	1		1,0	1				1
Collaborateur	A, B ou C	63	4,0	53,5	57,5	10			63
Représentants extérieurs	A	2			0,0				2
Capitaine	B	2		2,0	2,0				2
Chef mécanicien	B	1		1,0	1,0				1
Interprète	B	1			0,0				1
Convention collective des services publics		68,5	2,0	62,8	64,8	2	- 1	1	68,5
Volontaires du service civique	A	0			0,0			4	4
Volontaires civils à l'aide technique	A	5			0,0		-		5
Total		1533,2	1097,5	302,77	1400,27	37	-17,5	38	1553,7

ETAT DU PERSONNEL EN POSITION ADMINISTRATIVE PARTICULIERE

SITUATION ADMINISTRATIVE	CATEGORIE	EFFECTIFS AU BP 2012 (au 15/07/2012)			EFFECTIFS AU BP 2012 (au 01/01/2012)		
		POSTES BUDGETAIRES	POURVUS		-	+	POSTES BUDGETAIRES
AGENTS EN FORMATION INITIALE EN ECOLE		148		162,0	0,0	45,0	193,0
IFM	B	36		79		45	81
IUFM	A	19		17			19
IFPSS	B	93		66			93
AUTRES		158,3		120,6	0,0	1,0	159,3
Personnels mis à disposition		91,3		86		1	92,3
Décharges syndicales		5		4,1			5
Agents en stage ou formation		52		22			52
Agents placés en congé de longue durée		10		8,5			10
Total		306,3		282,6	0,0	46,0	352,3

TOTAL GENERAL	1839,5	1682,87	-17,5	84,0	1906,0
----------------------	--------	---------	-------	------	--------

Le nombre de postes au BP 2012 était erroné pour les stagiaires de l'IFMNC

Annexe 8 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	

TOTAL DU BUDGET

	DEPENSES	RECETTES
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	29 215 119 476	29 215 119 476
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	161 663 044 766	161 663 044 766
TOTAL DU BUDGET	190 878 164 242	190 878 164 242

VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	TOTAL DES DEPENSES		TOTAL DES RECETTES	
	REELLES(1)	ORDRE	REELLES(1)	ORDRE
SECTION D'INVESTISSEMENT	29 211 419 476	3 700 000	16 980 802 536	12 234 316 940
SECTION DE FONCTIONNEMENT	147 628 727 826	14 034 316 940	159 859 344 766	1 803 700 000
BUDGET	176 840 147 302	14 038 016 940	176 840 147 302	14 038 016 940

(1) Aux dépenses et recettes réelles sont assimilées les opérations mixtes, constituées principalement des provisions et reprises sur provisions

Annexe 8 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
2 - EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET (A - INVESTISSEMENT)	2 - A

SECTION D'INVESTISSEMENT (cumulé de l'exercice + restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	26 715 284 098	11 737 792 195
900 Administration générale	2 928 760 131	29 776 000
901 Sécurité et ordre public		
902 Enseignement	1 323 397 027	
903 Culture, jeunesse, sports et loisirs	1 735 363 681	39 613 242
904 Santé	11 163 670 818	11 455 934 489
905 Protection et action sociale	425 259 681	92 800 000
906 Travail, emploi et formation professionnelle	1 556 858 159	33 778 878
907 Aménagement et environnement	1 024 604 413	
908 Transports et communication	4 639 896 219	9 979 335
909 Economie	1 917 473 969	75 910 251
92 Opérations non ventilées	2 396 135 378	5 143 010 341
921 Taxes non affectées		
922 Dotations et participations		
923 Dettes et autres opérations financières	1 273 240 000	4 317 740 622
924 Opération pour le compte de tiers	1 122 895 378	825 269 719
95 Opérations sans réalisation		
954 Produit des cessions d'immobilisations		
TOTAL	(I) 29 111 419 476	(II) 16 880 802 536

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)	100 000 000	100 000 000
926 Transferts entre sections	3 700 000	2 700 000 000
951 Virement de la section de fonctionnement		9 534 316 940
TOTAL	(III) 103 700 000	(IV) 12 334 316 940

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926+951) - D926.....	12 230 616 940
---	-----------------------

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE	(V)	(VI)
923-1068 AFFECTATION		(VII)

TOTAL DE LA SECTION	(I+II+IV) 29 215 119 476	(II+IV+VI+VII) 29 215 119 476
----------------------------	---------------------------------	--------------------------------------

Annexe 8 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
2 - EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET (B - FONCTIONNEMENT)	2 - B

SECTION DE FONCTIONNEMENT (cumulé de l'exercice + restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES ET MIXTES

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Opérations ventilées	44 191 837 684	12 936 190 918
930 Administration générale	13 373 769 773	9 571 111 500
931 Sécurité et ordre public	25 665 000	
932 Enseignement	5 005 537 924	
933 Culture, jeunesse, sports, loisirs	3 483 525 794	34 400 000
934 Santé	1 403 227 098	52 897 279
935 Protection et action sociale	3 314 917 518	321 340 000
936 Travail, emploi et formation professionnelle	6 665 304 547	1 951 090 692
937 Aménagement et environnement	2 048 342 660	308 052 726
938 Transports et communication	4 147 768 437	568 824 365
939 Economie	4 723 778 933	128 474 356
94 Opérations non ventilées	105 236 890 142	124 608 419 535
940 Impositions directes	4 800 000 000	61 716 400 000
941 Autres impôts et taxes	696 000 000	51 001 000 000
942 Dotations et participations	95 808 241 083	5 498 101 551
943 Opérations financières	542 911 305	580 117 984
944 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	188 325 400	
945 Provisions et autres opérations mixtes	3 201 412 354	5 812 800 000
TOTAL	(I) 149 428 727 826	(II) 137 544 610 453

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre sections	2 700 000 000	3 700 000
953 Virement à la section d'investissement	9 534 316 940	
TOTAL	(III) 12 234 316 940	(IV) 3 700 000

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946+953)-R946.....	12 230 616 940
--	-----------------------

002 SOLDE D'EXECUTION REPORTE	(V)	(VI) 24 114 734 313
--------------------------------------	------------	----------------------------

TOTAL DE LA SECTION	(I+III+V) 161 663 044 766	(II+IV+VI) 161 663 044 766
----------------------------	----------------------------------	-----------------------------------

Annexe 8 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
3- BALANCE GENERALE (A-DEPENSES)			3-A
DEPENSES			
	INVESTISSEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Dépenses d'investissement - Total		26 936 511 228	2 278 608 248
Sous total des opérations réelles		26 932 811 228	2 178 608 248
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		
13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	904 100 000	50 000 000
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES)		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204)	1 680 456 428	-64 500 430
204	SUBVENTIONS D EQUIPEMENT VERSEES	3 998 500 929	1 370 772 025
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 857 357 111	174 836 653
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION	583 965 673	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	16 401 395 709	682 500 000
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	319 140 000	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 000 000	
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 157 895 378	-35 000 000
Sous total des opérations d'ordre		3 700 000	100 000 000
925	OPERATIONS PATRIMONIALES		100 000 000
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	3 700 000	
+			
D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF OU REPORTE			
=			
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		26 936 511 228	2 278 608 248

	FONCTIONNEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Dépenses de fonctionnement - Total		140 058 500 186	21 604 544 580
Sous total des opérations réelles et mixtes		136 641 377 101	12 787 350 725
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 897 240 386	1 191 060 755
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	14 495 619 520	-246 550 000
014	ATTENUATION DE PRODUITS		
65	AUTRES CHARGES D ACTIVITE	103 868 665 804	8 334 281 696
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	204 975 400	-16 650 000
66	CHARGES FINANCIERES	280 500 000	5 200 000
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 294 375 991	1 918 595 920
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	1 600 000 000	1 601 412 354
Sous total des opérations d'ordre		3 417 123 085	8 817 193 855
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	2 000 000 000	700 000 000
953	VIREMENT A LA SECTION D"INVESTISSEMENT	1 417 123 085	8 117 193 855
+			
D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			
=			
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		140 058 500 186	21 604 544 580

Annexe 8 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
3- BALANCE GENERALE (B-RECETTES)			3-B
RECETTES			
	INVESTISSEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Recettes d'investissement - Total		20 321 003 241	8 894 116 235
Sous total des opérations réelles		16 903 880 156	-23 077 620
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)		
13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	11 778 510 437	-40 718 242
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 300 100 000	
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES)		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204) (1)		
204	SUBVENTIONS D EQUIPEMENT VERSEES (1)		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (1)		
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (1)		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		17 640 622
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	825 269 719	
954	PRODUIT DES CESSIONS D"IMMOBILISATIONS		
Sous total des opérations d'ordre		3 417 123 085	8 917 193 855
925	OPERATIONS PATRIMONIALES		100 000 000
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	2 000 000 000	700 000 000
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 417 123 085	8 117 193 855
+			
R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE			
+			
AFFECTATION AU COMPTE 923-1068			
=			
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		20 321 003 241	8 894 116 235
	FONCTIONNEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Recettes de fonctionnement - Total		135 330 481 605	2 217 828 848
Sous total des opérations réelles et mixtes		135 326 781 605	2 217 828 848
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	8 898 145 000	208 682 500
73	IMPOTS, DROITS ET TAXES (hors c/731)	52 882 900 000	72 500 000
731	CONTRIBUTIONS DIRECTES	60 016 000 000	
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 853 549 621	452 646 348
75	AUTRES PRODUITS D ACTIVITE	344 716 000	
013	ATTENUATION DE CHARGES	398 553 000	
76	PRODUITS FINANCIERS	610 117 984	-30 000 000
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 000 000	14 000 000
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	4 312 800 000	1 500 000 000
Sous total des opérations d'ordre		3 700 000	
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	3 700 000	
+			
R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			24 114 734 313
=			
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		135 330 481 605	26 332 563 161

(1) Exceptionnellement, les comptes 20,21,23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Délibération n° 210 du 13 août 2012 relative au budget annexe de reversement supplémentaire 2012 de la Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire ;

Vu le code des impôts ;

Vu le code des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le tarif des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 153 du 30 novembre 2011 relative au débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 178 des 28 et 29 décembre 2011 relative au budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 179 des 28 et 29 décembre 2011 relative au budget principal de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 208 du 13 août 2012 portant affectation du résultat de l'exercice 2011 sur l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1785/GNC du 24 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 57 du 29 décembre 2011 ;

Vu le rapport du gouvernement n° 31 du 24 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 71 du 2 août 2012 - deuxième partie - de la commission des finances et du budget,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Le budget supplémentaire annexe de reversement est arrêté par chapitre en recettes et dépenses à la somme de huit milliards cinquante-trois millions quatre cent cinquante-huit mille cinq cent vingt-cinq francs (8 053 458 525 XPF), en mouvement budgétaire répartis en :

- sept cent vingt-six mille huit cent quarante-neuf francs (726 849 XPF) en section d'investissement,

et

- huit milliards cinquante-deux millions sept cent trente et un mille six cent soixante-seize francs (8 052 731 676 XPF) en section de fonctionnement.

Article 2 : Le budget annexe de reversement pour l'exercice 2012 est arrêté par chapitre en recettes et dépenses à la somme de cinquante-trois milliards huit cent quatre-vingt-dix-huit millions quatre cent cinquante-huit mille cinq cent vingt-cinq francs (53 898 458 525 XPF), en mouvement budgétaire répartis en :

- sept cent vingt-six mille huit cent quarante-neuf francs (726 849 XPF) en section d'investissement,

et

- cinquante-trois milliards huit cent quatre-vingt-dix-sept millions sept cent trente et un mille six cent soixante-seize francs (53 897 731 676 XPF) en section de fonctionnement.

Article 3 : L'ordonnateur du budget de la Nouvelle-Calédonie est habilité à procéder à des virements de crédits entre sous-chapitres ou articles ou programmes ou opérations à l'intérieur d'un même chapitre ou sous-chapitres du budget. Ces virements feront l'objet d'états récapitulatifs transmis pour information à la commission des finances et du budget.

Article 4 : L'ordonnateur est habilité à procéder à des virements entre chapitres d'une même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles inscrites à la section (hors frais de personnel). L'ordonnateur informe le congrès de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Article 5 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 13 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,*
ROCH WAMYTAN

Code Mission	Libellé code mission	Programme	Lib long Programme	Action	Lib long Opération	RP 2012	Mesures nouvelles	BS 2012	Budget 2012
M01	Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics	P0101	Financements réglementaires	A0101-05	Fonds de concours	726 849	0	726 849	726 849
			Total Financements réglementaires				726 849	0	726 849
		Total Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics					726 849	0	726 849
Total						726 849	0	726 849	726 849

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
937	71	65748	TAP - SUBVENTION POUR DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS				545 410 177
937	72	617	FCME ETUDES				37 970 309
937	72	617	FER - ETUDES				4 410 000
937	72	6236	FCME COMMUNICATION				20 868 269
937	72	6238	FCME PRESTATIONS DE SERVICES				81 871 197
937	72	65734	FER - PARTICIP* AUX CHARGES COMMUNALES HCT				375 687 699
937	72	65734	FER - PARTICIPATIONS AUX CHARGES COMMUNALES				1 187 781 599
937	72	65734	FER - PARTICIPATIONS DE LA NC-CDI15				62 500 000
937	72	65734	FER-ELECTRIFICATION DU NORD CDV11-15				125 000 000
937	72	65748	FCME - SUBV ACCORDEES AUX PERS DRT PRIVE				161 789 697
937	72	65748	FCME - SUBVENTIONS PART NC PERS DRT PRIVE				199 773 479
Total 937							2 803 062 426
939	90	6556	PART. FONDS DE PEREQUATION GAZOLE				29 074 461
939	92	65748	SUBVENTION DU FDEB				8 163 835
939	92	65748	SUBVENTION DU FDEOC				7 005 717
939	93	6558	REVERSEMENT REDEVANCE SUPERFICIAIRE AU FONDS NICKEL				493 856 200
Total 939							538 100 213
941	01	7393	REVERSEMENT CONTRIBUTION SOCIALE ADDITIONNELLE A L'IS				189 690 857
941	01	7393	REVERSEMENT DE LA TAXE DE SOLIDARITE SUR LES SERVICES				425 643 353
941	01	7393	REVERSEMENT TFA ADANC				28 013 748
941	01	7393	REVERSEMENT TSPA CANC				54 580 795
941	01	7393	REVERSEMENT TSPA ERPA				50 021 982
Total 941							747 950 735
Total							4 089 113 374

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
937	72	74718	(F.E.R.) PARTICIPATIONS DE L'ETAT				327 046 504
937	72	74718	FER -PART ETAT -ELECTRIFICATION NORD CDV11-15			62 500 000	
937	72	7473	FER PART PNORD -ELECTRIFICATION NORD CDV11-15			62 500 000	
937	72	7474	(F.E.R.) PARTICIPATIONS DES COMMUNES			84 521 315	
937	72	7488	FCME - PARTICIPATION DE L'ADEME			312 496 722	
Total 937							849 064 541
939	92	7478	FDEOCC - AUTRES PARTICIPATIONS			730 274	
Total 939							730 274
Total							849 794 815

Chapitre	SsFonction	Article	Lib long LC	BP 2011	Budget 2011	Réalisé 2011	RP 2012
907	72	23153	RESEAUX ELECTRIQUES TEP VERTES				726 849
Total 907							726 849
Total							726 849

ANNEXE 3
ETAT DES PARTICIPATIONS ET SUBVENTIONS

Article (1)	Subvention (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Reports 2011 sur 2012	Mesures nouvelles BS	Total BS 2012
FONCTIONNEMENT							
65734	Fonds de concours	FCME - subventions accordees aux communes	Communes	Public	0	30 000 000	30 000 000
		FER - participations aux charges communales	Communes	Public	1 187 781 599	197 427	1 187 979 026
		FER - participations aux charges communales NCT	Communes	Public	375 687 699	0	375 687 699
		FER - participations de La NC-CDI15	Communes	Public	62 500 000	0	62 500 000
		FER-électrification du Nord CDV11-15	Communes	Public	125 000 000	0	125 000 000
Total 65734					1 750 969 298	30 197 427	1 781 166 725
65742	Fonds de concours	FCME - subventions accordees aux entreprises	Diverses entreprises	Privé	0	30 000 000	30 000 000
Total 65742					0	30 000 000	30 000 000
65748	Fonds de concours	FCME - subventions accordees aux personnes de droit privé	Personnes de droit privé	Privé	361 563 176	82 876 669	444 439 845
		Subvention du FDEB	Personnes de droit privé	Privé	8 163 835	5 277 180	13 441 015
		Subvention du FDEOC	Personnes de droit privé	Privé	7 005 717	0	7 005 717
		TAP - subvention pour des actions de lutte contre les pollutions	-	Privé	545 410 177	19 400 898	564 811 075
Total 65748					922 142 905	107 554 747	1 029 697 652
Total Fonctionnement					2 673 112 203	167 752 174	2 840 864 377
Total des subventions 2012					2 673 112 203	167 752 174	2 840 864 377

ANNEXE 4 BALANCES GENERALES

IV - ANNEXES PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

I - BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Pour mémoire, le budget précédent (1)	Vote de l'assemblée délibérante sur les crédits de l'exercice
INVESTISSEMENT		
DEPENSES		29 215 119 476
RECETTES		29 215 119 476
FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		161 663 044 766
RECETTES		161 663 044 766

II - BUDGET ANNEXE 02 : Budget reverse Exercice 2012

SECTION	Pour mémoire, le budget précédent (1)	Vote de l'assemblée délibérante sur les crédits de l'exercice
INVESTISSEMENT		
DEPENSES		726 849
RECETTES		726 849
FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		53 897 731 676
RECETTES		53 897 731 676

III - PRESENTATION GENERALE

SECTION	Pour mémoire, le budget précédent (1)	Vote de l'assemblée délibérante sur les crédits de l'exercice
INVESTISSEMENT		
DEPENSES		29 215 846 325
RECETTES		29 215 846 325
FONCTIONNEMENT		
DEPENSES		215 560 776 442
RECETTES		215 560 776 442
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		244 776 622 767
TOTAL GENERAL DES RECETTES		244 776 622 767

(1) budget précédent, c'est à dire budget cumulé (BP+BS+DM)

ANNEXE 4 BALANCES GÉNÉRALES

II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	

TOTAL DU BUDGET

	DEPENSES	RECETTES
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	726 849	726 849
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	53 897 731 676	53 897 731 676
TOTAL DU BUDGET	53 898 458 525	53 898 458 525

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	TOTAL DES DEPENSES		TOTAL DES RECETTES	
	RÉELLES(1)	ORDRE	RÉELLES(1)	ORDRE
SECTION D'INVESTISSEMENT	726 849			726 849
SECTION DE FONCTIONNEMENT	53 897 004 827	726 849	53 897 731 676	
BUDGET	53 897 731 676	726 849	53 897 731 676	726 849

(1) Aux dépenses et recettes réelles sont assimilées les opérations mixtes, constituées principalement des provisions et reprises sur provisions

ANNEXE 4 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
2 - EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET (A - INVESTISSEMENT)	2 - A

SECTION D'INVESTISSEMENT (cumulé de l'exercice + restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	726 849	
900 Administration générale		
901 Sécurité et ordre public		
902 Enseignement		
903 Culture, jeunesse, sports et loisirs		
904 Santé		
905 Protection et action sociale		
906 Travail, emploi et formation professionnelle		
907 Aménagement et environnement	726 849	
908 Transports et communication		
909 Economie		
92 Opérations non ventilées		
921 Taxes non affectées		
922 Dotations et participations		
923 Dettes et autres opérations financières		
924 Opération pour le compte de tiers		
95 Opérations sans réalisation		
954 Produit des cessions d'immobilisations		
TOTAL	(I) 726 849	(I)

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)		
926 Transferts entre sections		
951 Virement de la section de fonctionnement		726 849
TOTAL	(III)	(IV) 726 849

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926+951) - D926.....	726 849
---	----------------

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE	(V)	(VI)
923-1068 AFFECTATION		(VII)

TOTAL DE LA SECTION	(I+II+IV) 726 849	(II+IV+VI+VII) 726 849
----------------------------	-------------------	------------------------

ANNEXE 4 BALANCES GENERALES

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
2 - EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET (B - FONCTIONNEMENT)	2 - B

SECTION DE FONCTIONNEMENT (cumulé de l'exercice + restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES ET MIXTES

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Opérations ventilées	5 585 158 520	1 738 294 815
930 Administration générale		
931 Sécurité et ordre public		
932 Enseignement		
933 Culture, jeunesse, sports, loisirs		
934 Santé		
935 Protection et action sociale		
936 Travail, emploi et formation professionnelle		
937 Aménagement et environnement	4 364 037 420	1 153 064 541
938 Transports et communication	63 546 839	45 000 000
939 Economie	1 157 574 261	540 230 274
94 Opérations non ventilées	48 311 846 307	47 429 001 199
940 Impositions directes	11 226 895 572	10 193 000 000
941 Autres impôts et taxes	37 084 950 735	37 043 501 199
942 Dotations et participations		
943 Opérations financières		192 500 000
944 Frais de fonctionnement des groupes d'élus		
945 Provisions et autres opérations mixtes		
TOTAL	(I) 53 897 004 827	(II) 49 167 296 014

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre sections		
953 Virement à la section d'investissement	726 849	
TOTAL	(III) 726 849	(IV)

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946+953)-R946.....	726 849
--	----------------

002 SOLDE D'EXECUTION REPORTE	(V)	(VI) 4 730 435 662
--------------------------------------	------------	---------------------------

TOTAL DE LA SECTION	(I+III+V) 53 897 731 676	(II+IV+VI) 53 897 731 676
----------------------------	---------------------------------	----------------------------------

ANNEXE 4 **BALANCES GENERALES**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
3- BALANCE GENERALE (A-DEPENSES)		3-A	
DEPENSES			
	INVESTISSEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Dépenses d'investissement - Total		726 849	
Sous total des opérations réelles		726 849	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	726 849	
13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES)		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204)		
204	SUBVENTIONS D EQUIPEMENT VERSEES		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		
Sous total des opérations d'ordre			
925	OPERATIONS PATRIMONIALES		
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		
		+	
D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF OU REPORTE			
		=	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		726 849	

	FONCTIONNEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM	
Dépenses de fonctionnement - Total		49 934 113 374	3 963 618 302	
Sous total des opérations réelles et mixtes		49 934 113 374	3 962 891 453	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	215 119 775	3 720 442 411 242 449 042	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			
014	ATTENUATION DE PRODUITS	44 654 950 735		
65	AUTRES CHARGES D ACTIVITE	5 064 042 864		
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES			
Sous total des opérations d'ordre				726 849
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS			
953	VIREMENT A LA SECTION D"INVESTISSEMENT		726 849	
		+		
D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE				
		=		
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		49 934 113 374	3 963 618 302	

ANNEXE 4 **BALANCES GENERALES**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
3- BALANCE GENERALE (B-RECETTES)		3-B	
RECETTES			
	INVESTISSEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Recettes d'investissement - Total			726 849
Sous total des opérations réelles			
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)		
13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (BUDGETS ANNEXES - REGIES NON PERSONNALISEES)		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204) (1)		
204	SUBVENTIONS D EQUIPEMENT VERSEES (1)		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (1)		
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (1)		
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		
954	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		
Sous total des opérations d'ordre			726 849
925	OPERATIONS PATRIMONIALES		
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		726 849
		+	
R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE			
		+	
AFFECTATION AU COMPTE 923-1068			
		=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			726 849
	FONCTIONNEMENT	Exercice + Restes à réaliser	Pour information total des crédits propres au BS ou DM
Recettes de fonctionnement - Total		46 694 794 815	2 472 501 199
Sous total des opérations réelles et mixtes		46 694 794 815	2 472 501 199
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	293 500 000	
73	IMPOTS, DROITS ET TAXES (hors c/731)	30 883 000 000	1 223 501 199
731	CONTRIBUTIONS DIRECTES	13 821 000 000	1 309 000 000
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 564 794 815	-120 000 000
75	AUTRES PRODUITS D ACTIVITE	132 500 000	60 000 000
013	ATTENUATION DE CHARGES		
76	PRODUITS FINANCIERS		
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES		
Sous total des opérations d'ordre			
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		
		+	
R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			4 730 435 662
		=	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		46 694 794 815	7 202 936 861

(1) Exceptionnellement, les comptes 20,21,23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Délibération n° 211 du 13 août 2012 portant admission en non-valeur de créances fiscales du budget de la Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire ;

Vu le décret n° 92-162 du 20 février 1992 relatif à l'exécution du budget des collectivités publiques et de leurs établissements en Nouvelle-Calédonie, à la mise en état d'examen et à la production des comptes de gestion des comptables ;

Vu le décret n° 92-163 du 20 février 1992 relatif à l'application de la loi du 29 décembre 1990 susvisée ;

Vu la délibération n° 409 du 11 août 1993 relative au traitement des créances irrécouvrables du territoire ;

Vu la délibération n° 179 des 28 et 29 décembre 2011 relative au budget principal de la Nouvelle-Calédonie, exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1533/GNC du 10 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 22 du 10 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 71 du 2 août 2012 - première partie - de la commission des finances et du budget,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Sont admises en non-valeur les cotes irrécouvrables portées dans les tableaux annexés ci-après, présentées par le payeur de la Nouvelle-Calédonie pour un montant de 610 670 594 F (six cent dix millions six cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-quatorze francs).

Article 2 : La dépense est imputable au budget de la Nouvelle-Calédonie, exercice 2012, chapitre 940 "impositions directes", sous fonction 01 "non ventilé", article 6541 - "admissions en non-valeur à caractère fiscal".

Article 3 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 13 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,*
ROCH WAMYTAN

CREANCES FISCALES < 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.

DBAF 1 /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOURVER	DATE DU DERNIER ACTE INTERRUPTIF	MOTIF
2005	2012/97	TSS	90 676	29/08/2011	PV de carence
2006	2011/249	IRVM	69 818	28/04/2011	PV de carence
2006	2012/23	TSS	93 689	20/10/2009	PV de carence
2007	2012/36	TSS	83 898	05/10/2011	PV de carence
2008	2011/261	TSS	91 583	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/25	TSS	51 043	21/10/2011	PV de carence
2008	2012/96	TSS	53 070	21/08/2011	modicité de la dette
2008	2012/99	TSS	85 000	08/07/2011	PV de carence
2009	2011/248	IS	14 474	21/09/2010	PV de carence
2009	2012/15	TSS	63 282	03/03/2011	PV de carence
2009	2012/42	TSS	27 430	07/11/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/77	IS	40 000	09/12/2011	PV de carence
2009	2012/77	IRVM	41 500	09/12/2011	PV de carence
2010	2011/267	IS	40 000	05/09/2011	liquidation judiciaire
2010	2011/267	IRVM	50 589	05/09/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/5	TSS	46 093	05/05/2011	PV de recherches
2010	2012/20	TSS	50 076	23/11/2010	PV de recherches
2010	2012/21	TSS	16 704	22/06/2011	modicité de la dette
2010	2012/61	IS	10 707	21/04/2011	modicité de la dette
2010	2012/63	IS	50 589	03/11/2011	PV de carence
2010	2012/63	IRVM	40 000	03/11/2011	PV de carence
2010	2012/89	TSS	72 118	13/09/2011	PV de recherches
2010	2012/93	TSS	44 886	18/08/2011	PV de recherches
2010	2012/94	TSS	85 906	19/12/2011	PV de carence
2010	2012/98	TSS	17 959	18/01/2012	PV de carence
2010	2012/101	TSS	75 855	04/10/2010	décédé
2011	2011/254	TSS	36 608	04/04/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/19	TSS	34 884	20/05/2011	décédé
2011	2012/33	TSS	60 200	24/10/2011	PV de carence
2011	2012/34	TSS	44 527	23/12/2011	PV de carence
2011	2012/38	DE	60	16/07/2011	PV de carence
2011	2012/51	TSS	22 620	17/11/2011	PV de carence
2011	2012/55	TSS	16 673	06/06/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/72	TSS	42 959	21/11/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/75	TSS	43 647	14/12/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/91	TSS	76 268	17/11/2011	PV de recherches
2012	2012/84	TSS	19 870	03/10/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/92	TSS	26 853	28/06/2011	PV de carence
		TOTAL	1 832 108		

Nouméa, le 27 février 2012

Le receveur des services fiscaux

GILPAIN



CREANCES FISCALES < 100 000 CFP

ETAT N° 04/2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	RESTE DU
2011	148	324 744
	220	1 509 270
	331	121 806
	359	115 369
	429	263 667
	431	457 539
	433	136 438
	435	121 949
	436	1 756 273
	440	4 721 495
	441	162 019
	461	263 041
	463	141 645
	464	233 108
	476	180 630
	479	132 044
	489	144 174
	490	146 624
	492	265 765
	497	7 664 676
	504	209 968
	506	178 107
	509	238 340
	510	2 188 614
	512	113 300
	513	318 795
	514	687 595
	515	210 227
	516	1 182 731
	523	337 181
	525	137 546
	527	1 276 666
	544	361 173
	549	336 759
	551	253 608
	571	258 527
	581	136 846

	583	129 069
	584	1 892 706
	586	443 548
	587	103 300
	588	226 600
	589	221 275
	594	195 909
	595	147 068
	596	408 333
	598	313 585
	599	1 634 893
	606	248 494
	615	455 892
	621	142 254
	622	833 485
	623	297 337
	627	407 065
	629	866 627
	632	746 696
	634	411 989
	635	145 844
	638	316 107
	639	646 992
	643	138 110
	644	685 379
	648	256 956
	653	448 370
	654	393 537
	657	163 627
	660	142 948
	661	525 885
	663	241 719
	664	1 007 439
	672	224 742
	673	580 252
	678	2 891 966
	685	121 748
	686	695 161
	689	148 429
	692	1 517 471
	693	156 815
	694	158 065
	695	264 749
	696	242 443
	698	178 066

	701	145 307
	703	127 049
	706	172 597
	708	116 793
	709	211 996
	713	170 404
	718	339 207
2012	7	420 537
	8	564 034
	9	144 028
	11	342 722
	12	814 207
	13	1 022 122
	16	249 352
	19	767 124
	22	138 226
	23	626 074
	24	262 501
	32	270 125
	36	170 380
	50	327 989
	51	667 650
	126	226 600
TOTAUX		58 004 228

NOMBRE DE CONTRIBUABLES : 105

CREANCES FISCALES > ou = 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.

DBAF 2 /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOUVRER	DATE DU DERNIER ACTE INTERRUPTIF	MOTIF
2004	2012/62	TSS	217 521	28/01/2012	PV de recherches
2004	2012/62	IS	69 000	28/01/2012	PV de recherches
2004	2012/62	IRVM	53 768	28/01/2012	PV de recherches
2005	2012/53	TSS	23 089 439	17/10/2011	liquidation judiciaire
2006	2012/6	TSS	1 034 438	07/11/2011	liquidation judiciaire
2006	2012/7	TSS	136 206	01/09/2011	PV de carence
2006	2012/14	TSS	1 285 482	29/09/2011	PV de carence
2006	2012/26	TSS	280 000	17/10/2011	liquidation judiciaire
2006	2012/27	TSS	228 395	17/10/2011	liquidation judiciaire
2006	2012/58	IS	684 110	03/12/2011	PV de recherches
2006	2012/58	IRVM	239 073	03/12/2011	PV de recherches
2006	2012/58	CAC-IRVM	30 000	03/12/2011	PV de recherches
2006	2012/58	CES-IRVM	9 000	03/12/2011	PV de recherches
2007	2011/241	TSS	153 500	25/08/2011	PV de carence
2007	2011/244	TSS	2 040 730	05/09/2011	liquidation judiciaire
2007	2011/258	IS	2 010 299	03/10/2011	liquidation judiciaire
2007	2011/258	IRVM	802 714	03/10/2011	liquidation judiciaire
2007	2012/17	TSS	461 633	23/11/2011	liquidation judiciaire
2007	2012/30	TSS	1 287 991	21/11/2011	liquidation judiciaire
2007	2012/32	TSS	237 569	07/10/2011	PV de carence
2008	2011/243	TSS	233 710	31/01/2011	PV de carence
2008	2011/256	TSS	69 589	19/09/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/256	IS	222 000	19/09/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/259	TSS	1 981 222	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/260	TSS	25 033 674	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/265	TSS	965 680	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/265	IS	259 894	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/265	IRVM	162 674	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/265	CAC-IRVM	25 478	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2011/265	CES-IRVM	7 643	03/10/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/4	TSS	9 180 084	04/07/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/4	IS	2 344 646	04/07/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/4	IRVM	1 373 222	04/07/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/4	CAC-IRVM	208 438	04/07/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/4	CES-IRVM	62 531	04/07/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/16	TSS	233 559	06/07/2011	PV de carence
2008	2012/22	TSS	594 227	23/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/24	TSS	168 041	05/10/2011	PV de recherches
2008	2012/31	TSS	2 473 853	23/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/37	TSS	6 822 730	23/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/50	TSS	675 018	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/50	IS	673 752	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/50	IRVM	501 298	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/50	CAC-IRVM	123 643	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/50	CES-IRVM	39 327	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/64	DE	1 010 621	14/12/2011	liquidation judiciaire

CREANCES FISCALES > ou = 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.

DBAF 2 /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOURIR	DATE DU DERNIER ACTE INTERRUPTIF	MOTIF
2008	2012/64	IS	94 661 115	14/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/64	IRVM	1 492 724	14/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/64	CAC-IRVM	222 699	14/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/64	CES-IRVM	66 810	14/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/67	TSS	569 404	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/67	IS	619 570	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/67	IRVM	561 313	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/67	CAC-IRVM	83 729	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/67	CES-IRVM	25 119	05/12/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/81	TSS	1 285 875	07/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/81	IS	1 272 651	07/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/81	IRVM	373 527	07/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/81	CAC-IRVM	57 125	07/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/81	CES-IRVM	17 138	07/11/2011	liquidation judiciaire
2008	2012/104	TSS	854 273	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/104	IS	612 311	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/104	IRVM	675 559	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/104	CAC-IRVM	105 311	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/104	CES-IRVM	31 593	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/106	IS	1 184 638	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/106	IRVM	1 320 566	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/106	CAC-IRVM	214 926	18/01/2012	liquidation judiciaire
2008	2012/106	CES-IRVM	64 478	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2011/242	TSS	118 294	09/08/2011	PV de recherches
2009	2011/263	TSS	2 031 042	03/10/2011	liquidation judiciaire
2009	2011/263	IS	5 005 440	03/10/2011	liquidation judiciaire
2009	2011/263	IRVM	1 306 344	03/10/2011	liquidation judiciaire
2009	2011/263	CAC-IRVM	197 500	03/10/2011	liquidation judiciaire
2009	2011/263	CES-IRVM	59 250	03/10/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/1	TSS	197 083	20/07/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/3	IS	1 815 257	04/07/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/9	TSS	152 489	27/10/2011	PV de recherches
2009	2012/18	TSS	1 176 544	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/28	TSS	1 126 461	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/44	TSS	1 246 471	17/10/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/48	TSS	114 770	08/09/2010	PV de carence
2009	2012/48	IS	678 415	08/09/2010	PV de carence
2009	2012/48	IRVM	234 951	08/09/2010	PV de carence
2009	2012/48	CAC-IRVM	36 982	08/09/2010	PV de carence
2009	2012/48	CES-IRVM	11 094	08/09/2010	PV de carence
2009	2012/49	IS	900 265	09/11/2011	PV de carence
2009	2012/49	IRVM	782 451	09/11/2011	PV de carence
2009	2012/49	CAC-IRVM	124 684	09/11/2011	PV de carence
2009	2012/49	CES-IRVM	37 405	09/11/2011	PV de carence
2009	2012/56	TSS	47 356	07/11/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/56	IS	4 441 121	07/11/2011	liquidation judiciaire

CREANCES FISCALES > ou = 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.

DBAF 8 /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOUVRER	DATE DU DERNIER ACTE INTERRUPTIF	MOTIF
2009	2012/56	IRVM	124 877	07/11/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/56	CAC-IRVM	112 346	07/11/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/56	CES-IRVM	33 704	07/11/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/69	TSS	2 931 511	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/69	IS	609 547	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/69	IRVM	493 927	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/69	CAC-IRVM	65 375	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/69	CES-IRVM	19 612	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/70	TSS	1 594 724	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/70	IS	2 705 902	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/70	IRVM	1 837 112	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/70	CAC-IRVM	405 650	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/70	CES-IRVM	121 694	18/01/2012	liquidation judiciaire
2009	2012/74	DE	66 530	17/11/2011	PV de carence
2009	2012/74	IS	325 437	17/11/2011	PV de carence
2009	2012/76	IS	610 361	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/76	IRVM	624 869	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/76	CAC-IRVM	88 400	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/76	CES-IRVM	26 521	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/80	TSS	886 616	05/12/2011	liquidation judiciaire
2009	2012/85	IS	309 200	18/10/2011	PV de carence
2009	2012/87	TSS	456 603	08/11/2011	PV de carence
2009	2012/90	TSS	114 673	25/10/2011	PV de recherches
2009	2012/95	TSS	286 313	31/08/2011	PV de carence
2010	2011/247	IS	150 024	12/09/2011	PV de carence
2010	2011/247	IRVM	180 134	12/09/2011	PV de carence
2010	2011/247	CAC-IRVM	28 932	12/09/2011	PV de carence
2010	2011/247	CES-IRVM	8 680	12/09/2011	PV de carence
2010	2011/250	IS	2 712 986	24/11/2010	liquidation judiciaire
2010	2011/250	IRVM	657 792	24/11/2010	liquidation judiciaire
2010	2011/250	CAC-IRVM	149 632	24/11/2010	liquidation judiciaire
2010	2011/250	CES-IRVM	44 890	24/11/2010	liquidation judiciaire
2010	2011/251	TSS	546 476	17/08/2011	PV de carence
2010	2011/251	IS	50 000	17/08/2011	PV de carence
2010	2011/251	IRVM	40 000	17/08/2011	PV de carence
2010	2011/252	IS	236 456	07/10/2010	PV de carence
2010	2011/252	IRVM	351 383	07/10/2010	PV de carence
2010	2011/252	CAC-IRVM	48 166	07/10/2010	PV de carence
2010	2011/252	CES-IRVM	14 449	07/10/2010	PV de carence
2010	2011/257	TSS	2 079 783	04/08/2011	PV de carence
2010	2011/264	IS	23 145 488	03/10/2011	liquidation judiciaire
2010	2011/264	IRVM	8 414 989	03/10/2011	liquidation judiciaire
2010	2011/264	CAC-IRVM	1 350 000	03/10/2011	liquidation judiciaire
2010	2011/264	CES-IRVM	405 000	03/10/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/2	TSS	11 924 680	20/07/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/2	IS	2 907 900	20/07/2011	liquidation judiciaire

CREANCES FISCALES > ou = 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.DBAF *2* /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOURIR	DATE DU DERNIER ACTE INTERMITTENT	MOTIF
2010	2012/2	IRVM	1 455 428	20/07/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/2	CAC-IRVM	231 250	20/07/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/2	CES-IRVM	69 375	20/07/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/8	TSS	512 140	28/11/2011	PV de carence
2010	2012/10	TSS	364 975	23/12/2011	PV de recherches
2010	2012/13	TSS	124 824	29/03/2011	PV de carence
2010	2012/29	TSS	220 955	19/10/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/35	TSS	193 768	03/03/2011	PV de carence
2010	2012/40	TSS	30 879 395	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/40	IS	23 398 231	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/40	IRVM	8 738	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/45	TSS	338 634	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/45	IS	1 107 480	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/45	IRVM	646 502	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/45	CAC-IRVM	277 375	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/45	CES-IRVM	87 967	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/52	TSS	2 105 213	23/11/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/60	TSS	3 273 371	03/10/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/66	TSS	3 301 117	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/68	TSS	3 073 216	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/68	IS	469 558	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/68	IRVM	412 464	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/68	CAC-IRVM	66 475	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/68	CES-IRVM	19 942	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/73	TSS	227 403	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/73	IS	117 757	05/12/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/78	TSS	1 056 908	23/11/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/78	IS	598 949	23/11/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/78	IRVM	418 727	23/11/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/78	CAC-IRVM	83 012	23/11/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/78	CES-IRVM	24 904	23/11/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/79	TSS	215 505	01/08/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/79	IS	58 200	01/08/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/79	IRVM	38 800	01/08/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/79	CAC-IRVM	9 700	01/08/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/79	CES-IRVM	2 910	01/08/2011	liquidation judiciaire
2010	2012/102	TSS	197 961	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/102	IS	613 346	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/107	IS	2 548 828	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/107	IRVM	1 349 830	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/107	CAC-IRVM	216 805	18/01/2012	liquidation judiciaire
2010	2012/107	CES-IRVM	65 041	18/01/2012	liquidation judiciaire
2011	2011/240	DE	502 029	29/09/2010	PV de recherches
2011	2011/245	IRVM	115 149	02/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/245	CAC-IRVM	28 787	02/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/245	CES-IRVM	8 636	02/05/2011	liquidation judiciaire

CREANCES FISCALES > ou = 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.

DBAF 2 /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOURRER	DATE DU DERNIER ACTE INTERMITTENT	MOTIF
2011	2011/246	IS	238 867	21/09/2011	PV de carence
2011	2011/246	IRVM	161 957	21/09/2011	PV de carence
2011	2011/246	CAC-IRVM	25 750	21/09/2011	PV de carence
2011	2011/246	CES-IRVM	7 725	21/09/2011	PV de carence
2011	2011/253	TSS	2 576 206	18/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/253	IS	1 400 700	18/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/253	IRVM	933 800	18/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/253	CAC-IRVM	233 450	18/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/253	CES-IRVM	70 035	18/05/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/255	TSS	138 785	04/10/2010	liquidation judiciaire
2011	2011/262	TSS	286 750	01/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/266	DE	203 000	04/10/2010	liquidation judiciaire
2011	2011/266	IS	33 474 490	04/10/2010	liquidation judiciaire
2011	2011/266	IRVM	1 287 525	04/10/2010	liquidation judiciaire
2011	2011/266	CAC-IRVM	226 188	04/10/2010	liquidation judiciaire
2011	2011/266	CES-IRVM	67 856	04/10/2010	liquidation judiciaire
2011	2011/268	IS	426 328	19/01/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/268	IRVM	99 477	19/01/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/268	CAC-IRVM	24 869	19/01/2011	liquidation judiciaire
2011	2011/268	CES-IRVM	7 461	19/01/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/12	TSS	10 700 766	17/10/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/39	TSS	318 924	20/04/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/41	TSS	4 993 301	14/12/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/43	IS	506 798	04/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/43	IRVM	1 557 449	04/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/43	CAC-IRVM	389 362	04/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/43	CES-IRVM	116 809	04/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/46	TSS	5 994 750	17/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/46	IS	899 212	17/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/46	IRVM	599 475	17/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/46	CAC-IRVM	149 868	17/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/46	CES-IRVM	44 960	17/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/47	IS	687 300	17/04/2010	décédé
2011	2012/54	TSS	1 001 348	17/10/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/57	TSS	90 000	21/10/2011	PV de carence
2011	2012/57	IS	30 000	21/10/2011	PV de carence
2011	2012/57	IRVM	30 000	21/10/2011	PV de carence
2011	2012/59	IS	8 594 287	05/12/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/59	IRVM	3 901 112	05/12/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/59	CAC-IRVM	614 625	05/12/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/59	CES-IRVM	184 387	05/12/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/71	TSS	1 014 305	18/01/2012	liquidation judiciaire
2011	2012/71	IS	20 000	18/01/2012	liquidation judiciaire
2011	2012/71	IRVM	20 000	18/01/2012	liquidation judiciaire
2011	2012/82	TSS	151 310	04/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/83	TSS	600 000	01/08/2011	liquidation judiciaire

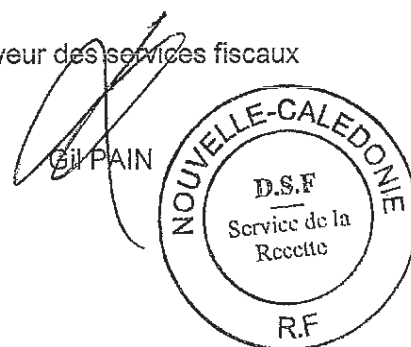
CREANCES FISCALES > ou = 100 000 F PROPOSEES EN A.N.V.

DBAF 2 /2012

ANNEE DE PRISE EN CHARGE	N° DOSSIER	NATURE DE L'IMPOT	RESTES A RECOURRER	DATE DU DERNIER ACTE INTERRUPTIF	MOTIF
2011	2012/83	IS	5 550 000	01/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/83	IRVM	2 100 000	01/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/83	CAC-IRVM	525 000	01/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/83	CES-IRVM	157 500	01/08/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/86	TSS	39 841 203	20/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/86	IS	33 942 328	20/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/86	IRVM	1 149 558	20/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/86	CAC-IRVM	180 788	20/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/86	CES-IRVM	54 236	20/07/2011	liquidation judiciaire
2011	2012/88	DE	376 768	31/01/2012	PV de recherches
2011	2012/108	TSS	213 276	18/01/2012	liquidation judiciaire
2012	2012/11	TSS	151 143	07/02/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/100	TSS	2 286 000	05/09/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/103	TSS	408 333	17/10/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/105	TSS	840 564	04/07/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/105	IS	283 500	04/07/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/105	IRVM	189 000	04/07/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/105	CAC-IRVM	47 250	04/07/2011	liquidation judiciaire
2012	2012/105	CES-IRVM	14 175	04/07/2011	liquidation judiciaire
		TOTAL	542 860 658		

Nouméa, le 27 février 2012

Le receveur des services fiscaux



**Délibération n° 212 du 13 août 2012
portant remises gracieuses**

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire ;

Vu le décret n° 92-162 du 20 février 1992 relatif à l'exécution du budget des collectivités publiques et de leurs établissements en Nouvelle-Calédonie, à la mise en état d'examen et à la production des comptes de gestion des comptables ;

Vu le décret n° 92-163 du 20 février 1992 relatif à l'application de la loi du 29 décembre 1990 susvisée ;

Vu la délibération n° 409 du 11 août 1993 relative au traitement des créances irrécouvrables du territoire ;

Vu la délibération n° 179 des 28 et 29 décembre 2011 relative au budget primitif de la Nouvelle-Calédonie, exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1803/GNC du 31 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 33 du 31 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 71 du 2 août 2012 - première partie - de la commission des finances et du budget,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Des remises gracieuses sont accordées pour un montant de 22 621 821 F (vingt-deux millions six cent vingt et un mille huit cent vingt et un francs) conformément au tableau joint en annexe.

Article 2 : La dépense est imputable au budget de la Nouvelle-Calédonie, exercice 2012 :

- chapitre 930 : "administration générale",
- sous fonction 02 : "services généraux",
- article 67488 : "remises gracieuses".

Article 3 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 13 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,*
ROCH WAMYTAN

Annexe à la délibération n° 212 du 13 août 2012 portant remises gracieuses

Avis favorable

Etat n°	Nombre de dossiers	Nature de la créance	Titre de recette	Montant de la demande	Montant proposé de remise
01/2012	1	Remboursement de pénalités de retard sur marché de fournitures d'équipement sportif	3547/2011	101 130 F	101 130 F
02/2012	1	Remboursement du trop perçu sur convention	1894/2010	4 981 900 F	4 981 900 F
			1292/2010	10 600 560 F	10 600 560 F
			1808/2010	799 500 F	799 500 F
			1454/2011	965 693 F	965 693 F
			1455/2011	608 566 F	608 566 F
			1456/2011	3 766 586 F	3 766 586 F
03/2012	1	Reprise de salaires	3711/2011	103 248 F	103 248 F
			3712/2011	512 747 F	512 747 F
04/2012	1	Remboursement d'indemnités perçues à tort	3701/2011	181 891 F	181 891 F
TOTAUX	4			22 621 821 F	22 621 821 F

Délibération n° 213 du 14 août 2012 habilitant le président du gouvernement à signer les avenants n° 2 et n° 5 aux contrats de développement Etat/Nouvelle-Calédonie et Etat/Intercollectivités

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le contrat de développement Etat/Nouvelle-Calédonie signé le 4 mars 2006 et son avenant n° 1 du 21 octobre 2009 ;

Vu le contrat de développement Etat/Intercollectivités du 4 mars 2006 et ses avenants n° 1, 2 et 3 des 16 décembre 2008, 14 janvier 2009 et 8 avril 2009 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1531/GNC du 10 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 21 du 10 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 71 du 2 août 2012 - première partie - de la commission des finances et du budget,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est habilité à signer l'avenant n° 2 au contrat de développement Etat/Nouvelle 2006-2010 ci-annexé.

Article 2 : Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est habilité à signer l'avenant n° 5 au contrat de développement Etat/Intercollectivités 2006-2010 ci-annexé.

Article 3 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 14 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,*
ROCH WAMYTAN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Direction des actions de l'Etat
Service des Contrats de Développement et des Interventions Financières

AVENANT N° 2
CONTRATS DE DÉVELOPPEMENT ETAT/NOUVELLE-CALÉDONIE
2006-2010

AVENANT DE PROLONGATION

L'Etat,
représenté par M. Albert Dupuy, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie d'une part,

ET

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, représentée par M. Harold Martin, président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'autre part.

- . Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- . Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- . Vu le décret du 7 octobre 2010 portant nomination de M. Albert Dupuy, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,
- . Vu le contrat de développement 2006-2010 signé entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie, le 4 mars 2006 et ses avenants,
- . Vu la demande de la Nouvelle-Calédonie du 29 juillet 2011.

PREAMBULE :

Dans le cadre du contrat de développement Etat/Nouvelle-Calédonie 2006-2010, l'Etat et la Nouvelle-Calédonie, se sont engagés à financer des opérations participant au développement économique et social de cette collectivité.

La date limite des paiements pour les opérations contractualisées est fixée au 31 décembre 2011. Cependant comme l'a validé l'ensemble des partenaires lors des comités de suivi des contrats de développement, la Nouvelle-Calédonie a sollicité la conclusion d'un avenant permettant le report sur l'exercice 2012, des opérations dont les justificatifs ne pourront pas être produits avant le 31 décembre 2011.

Considérant que conformément au préambule du contrat de développement 2006-2010, il appartient aux co-signataires de rechercher localement des solutions pour assurer efficacement la mise en oeuvre des opérations contractualisées.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : Le contrat de développement Etat/Nouvelle-Calédonie 2006-2010 est modifié par le présent avenant :

Article 2 : La date de réception des dossiers de mandatement portant justification des opérations engagées sur le budget opérationnel de programme n° 123 au titre du contrat Etat/Nouvelle-Calédonie 2006-2010 par arrêtés figurant dans l'annexe 1 jointe au présent avenant, est fixée au 31 décembre 2011. Le dépôt des dossiers s'effectue auprès de la Direction de l'Action Interministérielle et des Relations avec les Collectivités Locales, le cachet de la DAIRCL ou de la poste faisant foi.

Les paiements interviendront au fur et à mesure des crédits disponibles. Les engagements seront clôturés une fois les paiements intervenus.

Article 3 : A titre exceptionnel, les dossiers de mandatement ayant fait l'objet d'un engagement au titre du contrat 2006-2010 et identifiés à l'article 4, dont l'achèvement des travaux ne sera pas effectif fin 2011, seront adressés à la Direction de l'Action Interministérielle et des Relations avec les Collectivités Locales, au plus tard le 31 décembre 2012, le cachet de la DAIRCL ou de la poste faisant foi.

Article 4 : Les reports d'opérations susceptibles de bénéficier d'une prolongation, objet du présent avenant sont énumérés à l'annexe n° 2 ci-jointe.

Article 5 : La Nouvelle-Calédonie s'engage à transmettre aux services de l'Etat, les justificatifs de l'état d'avancement des opérations définies à l'article 4 au fur et à mesure de l'année 2012 et au plus tard le 31 décembre 2012, date de clôture définitive du contrat 2006-2010.

Les paiements interviendront au fur et à mesure de la disponibilité des crédits.

Article 6 : Le présent avenant sera annexé au contrat de développement Etat/Nouvelle-Calédonie 2006-2010.

Fait, en trois exemplaires originaux, à _____, le _____

Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie
HAROLD MARTIN

Le haut-commissaire de la
République en Nouvelle-Calédonie
ALBERT DUPUY

ANNEXE 1
AVENANT N° DU XX/XX/2012 AU CONTRAT 2006-2010 E TAT/NOUVELLE-CALÉDONIE

N° et intitulé de l'opération	Référence de l'annexe de l'arrêté de l'Etat relatif au dossier	Référence engagement juridique	Montant de la subvention accordée		RCP
			RCP	lit	
III-3 "La mise aux normes des pistes des aéroports de Magenta et de Lifou"	1333 INF	2000039691	76 127 704	637 950,16	123
	1511 INF-1	2000039691	21 000 000	175 980,00	123
	1532 INF EP1	2000039691	123 636 019	1 036 069,84	123
	2201 INF	2000039755	50 222 296	420 862,84	123
	1532 INF EP2	2000039574	76 363 981	639 930,16	123
	1813 INF-1	2100414688	29 673 251	248 661,84	123
	1813 INF-2	2000039169	95 326 742	798 838,10	123
TOTAL GENERAL			472 340 995	3 958 202,94	

ANNEXE 2
AVENANT N° DU XX/XX/2012 AU CONTRAT 2006-2010 E TAT/NOUVELLE-CALÉDONIE

N° et intitulé de l'opération	Référence de l'annexe de l'arrêté de l'Etat relatif au dossier	Référence engagement juridique	Montant de la subvention accordée		Montant de la subvention sollicitée en 2012		RCP
			RCP	lit	RCP	lit	
II-1 "Le complexe de protection zoo et phytosanitaire"	HC/DAFE/2008-1865 AGR du 10-12-08	2000039472	38 000 000	318 440,00	19 601 658	164 261,89	123
	HC/DAFE/2010-2147 AGR du 16-12-10	2000039475	33 750 000	282 825,00	25 312 500	212 118,75	123
	HC/DAFE/2010-2147 AGR 3 du 18-11-2011	2000039497 - 2000039507	53 679 646	449 835,43	24 814 142	207 942,51	123
II-2 "L'électrification rurale"	HC/DAIRCL/2010-1260 IND5 du 17-06-10	2000038059 - 2000039113 - 2000039558	135 000 000	1 131 300,00	50 646 480	424 417,50	123
	HC/DAIRCL/2010-1665 IND-3 du 17-06-10	2000039474 - 2000039456	135 000 000	1 131 300,00	68 038 536	570 162,93	123
	HC/DAIRCL/2010-1923 IND-3 du 17-06-10	2000039151	135 000 000	1 131 300,00	80 667 435	675 993,11	123
TOTAL GENERAL			530 429 646	4 445 000,43	269 080 751	2 251 395,59	

REPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Direction des actions de l'Etat
Service des Contrats de Développement et des Interventions Financières

AVENANT N° 5
CONTRATS DE DÉVELOPPEMENT ETAT/INTER-COLLECTIVITÉS
2006-2010

AVENANT DE PROLONGATION

L'Etat,
représenté par M. Albert Dupuy, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie d'une part,

ET

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, représentée par M. Harold Martin, président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

L'assemblée de la province Sud, représentée par M. Pierre Frogier, président de l'assemblée de la province Sud,

L'assemblée de la province Nord, représentée par M. Paul Néaoutyine, président de l'assemblée de la province Nord,

L'assemblée de la province des îles Loyauté, représentée par M. Néko Hnepeune, président de l'assemblée de la province des îles Loyauté d'autre part.

- . Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- . Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,
- . Vu le décret du 7 octobre 2010 portant nomination de M. Albert Dupuy, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,
- . Vu le contrat de développement 2006-2010 signé entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie, l'assemblée de la province Sud, l'assemblée de la province Nord et l'assemblée de la province des îles Loyauté le 4 mars 2006 et ses avenants,
- . Vu la demande de l'Université de la Nouvelle-Calédonie du 27 septembre 2011,
- . Vu la demande du Programme de Conservation de la Forêt Sèche du 10 octobre 2011,
- . Vu la demande du Conservatoire de Musique de la Nouvelle-Calédonie du 13 décembre 2011.

PREAMBULE :

Dans le cadre du contrat de développement Etat/Inter-Collectivités 2006-2010, l'Etat et ses partenaires, se sont engagés à financer des opérations participant au développement économique et social de cette collectivité.

La date limite des paiements pour les opérations contractualisées est fixée au 31 décembre 2011. Cependant comme l'a validé l'ensemble des partenaires lors des comités de suivi des contrats de développement, les co-signataires du contrat Etat/Inter-Collectivités ont sollicité la conclusion d'un avenant permettant le report sur l'exercice 2012, d'une opération dont les justificatifs ne pourront pas être produits avant le 31 décembre 2011.

Considérant que conformément au préambule du contrat de développement 2006-2010, il appartient aux co-signataires de rechercher localement des solutions pour assurer efficacement la mise en oeuvre des opérations contractualisées.

Considérant que les conventions passées avec le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) s'exécutent conformément auxdites conventions.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : Le contrat de développement Etat/Inter-Collectivités 2006-2010 est modifié par le présent avenant :

Article 2 : La date de réception des dossiers de mandatement portant justification des opérations engagées sur le budget opérationnel de programme n° 123 au titre du contrat Etat/Inter-Collectivités 2006-2010 par arrêtés figurant dans l'annexe 1 jointe au présent avenant, est fixée au 31 décembre 2011. Le dépôt des dossiers s'effectue auprès de la Direction de l'Action Interministérielle et des Relations avec les Collectivités Locales, le cachet de la DAIRCL ou de la poste faisant foi.

Les paiements interviendront au fur et à mesure des crédits disponibles. Les engagements seront clôturés une fois les paiements intervenus.

Article 3 : A titre exceptionnel, les dossiers de mandatement ayant fait l'objet d'un engagement au titre du contrat 2006-2010 et identifiés à l'article 4, dont l'achèvement des travaux ne sera pas effectif fin 2011, seront adressés à la Direction de l'Action Interministérielle et des Relations avec les Collectivités Locales, au plus tard le 31 décembre 2012, le cachet de la DAIRCL ou de la poste faisant foi.

Article 4 : Les reports d'opérations susceptibles de bénéficier d'une prolongation, objet du présent avenant sont énumérés à l'annexe n° 2 ci-jointe.

Article 5 : Les co-signataires du contrat Etat/Inter-Collectivités 2006-2010 s'engagent à transmettre aux services de l'Etat, les justificatifs de l'état d'avancement des opérations définies à l'article 4 au fur et à mesure de l'année 2012 et au plus tard le 31 décembre 2012, date de clôture définitive du contrat 2006-2010.

Les paiements interviendront au fur et à mesure de la disponibilité des crédits.

Article 6 : L'Université de la Nouvelle-Calédonie, en tant que maître d'ouvrage de l'opération mentionnée en annexe n° 2 ci-jointe "Construction des locaux d'enseignement sur le site de Nouville" devra fournir aux services de l'Etat les justificatifs de l'état d'avancement des opérations définies à l'article 4 au fur et à mesure de l'année 2012 et au plus tard le 31 décembre 2012, date de clôture définitive du contrat 2006-2010.

Les paiements interviendront au fur et à mesure de la disponibilité des crédits.

Article 7 : Le Programme de Conservation de la Forêt Sèche, dans le cadre de la gestion de l'opération mentionnée en annexe n° 2 "Conservation de la Forêt Sèche" devra fournir aux services de l'Etat les justificatifs de l'état d'avancement des opérations définies à l'article 4 au fur et à mesure de l'année 2012 et au plus tard le 31 décembre 2012, date de clôture définitive du contrat 2006-2010.

Les paiements interviendront au fur et à mesure de la disponibilité des crédits.

Article 8 : Le Conservatoire de Musique de Nouvelle-Calédonie, dans le cadre de la gestion de l'opération mentionnée en annexe n° 2 "Extension du conservatoire de musique" devra

fournir aux services de l'Etat les justificatifs de l'état d'avancement des opérations définies à l'article 4 au fur et à mesure de l'année 2012 et au plus tard le 31 décembre 2012, date de clôture définitive du contrat 2006-2010.

Les paiements interviendront au fur et à mesure de la disponibilité des crédits.

Article 9 : Le présent avenant sera annexé au contrat de développement Etat/Inter-Collectivités 2006-2010.

Fait, en trois exemplaires originaux, à _____, le _____

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
HAROLD MARTIN

*Le haut-commissaire de la
République en Nouvelle-Calédonie,*
ALBERT DUPUY

Le président de la province Sud,
PIERRE FROGIER

Le président de la province Nord,
PAUL NEAOUTYINE

Pour le président de la province des îles Loyauté,
par délégation :
Le secrétaire général,
JACQUES AIZIK WAMALO

ANNEXE 1					
AVÈNANT N° DU XX/XX/2012 AU CONTRAT 2006-2010 ETAT/INTER-COLLECTIVITES					
N° et intitulé de l'opération	Référence de l'arrêté de l'Etat engageant le dossier	Référence engagement juridique	Montant de la subvention accordée		BOP
			FCFP	€	
II.2 "Inscription du récif coralien au patrimoine mondial de l'UNESCO"	2223 ENV	2000039318	1 182 672	9 910,79	123
	1784 ENV	2000039559	1 497 623	12 550,08	123
V-3 "Extension du conservatoire"	1853 CLT	-	55 000 000	460 900,00	224
V-4 "Construction de l'antenne du conservatoire de musique en province Nord"	HC/MAC/2008-1854 CLT du 5-12-08	2100592863	30 000 000	251 400,00	224
	HC/MAC/2008-1854 MOM du 9 décembre 2008	2000039470	25 000 000	209 500,00	123
V-5 "Financement du programme d'investissement de l'ADCK"	1242 MOM	2000039443	7 500 000	62 850,00	123
	1486 CLT	2000039663	9 375 000	78 562,50	123
V.9.1 "Construction des locaux d'enseignements sur le site de Nouville"	2020 SCO	2000039164	357 995 227	3 000 000,00	123
TOTAL GENERAL			487 550 522	4 085 673,37	

ANNEXE 2
AVENANT N° DU XX/XX/2012 AU CONTRAT 2006-2010 ETAT/INTER-COLLECTIVITES

N° et intitulé de l'opération	Référence de l'arrêté de l'Etat engageant le dossier	Référence engagement juridique	Montant de la subvention accordée		Montant de la subvention sollicitée en 2012		BOP
			FCFP	€	FCFP	€	
V.9.1 "Construction des locaux d'enseignements sur le site de Nouville"	HC/DAE/2009-2020 SCO du 2-11-09	2000039164	357 995 227	3 000 000,00	94 501 845	791 925,46	123
II.1 "Programme de conservation de la Forêt Sèche"	HC/DAE/2009-2038 ENV du 14-09-09	2000039140	10 160 514	85 145,11	1 016 051	8 514,51	123
	HC/DAIRCL/2010-2232 ENV du 31-05-10	2000039454	10 160 514	85 145,11	1 016 051	8 514,51	123
V-3 "Extension du conservatoire"	HC/MAC/2008-1853 CLT du 5-12-08	MCC	55 000 000	460 900,00	20 282 726	169 969,24	224
TOTAL GENERAL			433 316 255	3 631 190,22	116 816 673	978 923,72	

Délibération n° 214 du 14 août 2012 relative à l'indemnisation des membres de jury d'examen dans le cadre de la formation professionnelle continue et portant modification de la délibération modifiée n° 39/CP du 29 novembre 2006 relative aux certifications délivrées par la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la formation professionnelle

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 39/CP du 29 novembre 2006 relative aux certifications délivrées par la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la formation professionnelle ;

Vu la convention n° 2534 du 25 juillet 2006 relative aux conditions dans lesquelles le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Calédonie délivrent les certifications professionnelles du ministère chargé de l'emploi ;

Vu l'avis de la commission consultative de la certification professionnelle réunie le 17 juin 2010 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1535/GNC du 10 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 23 du 10 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 68 du 1er août 2012 de la commission du travail et de la formation professionnelle,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Les personnes désignées par le représentant d'une autorité certificatrice pour participer à un jury d'examen amenant à la délivrance soit d'une certification professionnelle de la Nouvelle-Calédonie, soit d'un titre professionnel du ministère de l'emploi ou tout autre certification professionnelle dont l'organisation est confiée par convention à la Nouvelle-Calédonie, perçoivent, pour chaque jour effectif de présence, une indemnité.

Article 2 : Cette indemnité est forfaitaire et journalière. Son montant se calcule par application d'un taux sur la valeur du salaire minimum garanti (SMG) mensuel en vigueur à la date de l'examen. Les taux applicables sont définis par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, en fonction de l'éloignement de la résidence personnelle du membre de jury par rapport au lieu d'examen.

Article 3 : Ces dispositions ne s'appliquent pas aux agents publics participant pendant leur temps de service à des jurys d'examen. Ils restent indemnisés selon les modalités de la réglementation qui leur est applicable en matière de remboursement des frais occasionnés par leurs déplacements.

Article 4 : Au dernier alinéa de l'article 7 de la délibération modifiée n° 39/CP du 29 novembre 2006 relative aux certifications délivrées par la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la formation professionnelle, est insérée à la suite du mot "directions" la mention "et services", de la Nouvelle-Calédonie compétents dans le secteur d'activité visé par la certification.

Article 5 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibérée en séance publique, le 14 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,
ROCH WAMYTAN*

Délibération n° 215 du 14 août 2012 portant modification de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 relative aux bourses territoriales de formation professionnelle continue

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le titre IV du livre V du code du travail de la Nouvelle-Calédonie relatif à la formation professionnelle continue dans le cadre de la formation permanente ;

Vu le titre V du livre V du code du travail de la Nouvelle-Calédonie relatif à la formation professionnelle continue dans le cadre de la formation permanente ;

Vu la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 relative aux bourses territoriales de formation professionnelle continue ;

Vu l'avis du comité consultatif de la formation professionnelle du 20 décembre 2011 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1623/GNC du 17 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 27 du 17 juillet 2012 ;

Entendu les rapports n° 68 du 1er août 2012 et n° 77 du 9 août 2012 de la commission du travail et de la formation professionnelle,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : A la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article 2 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, les mots : "ou qui s'y engagent" sont supprimés.

Article 2 : Le premier alinéa de l'article 4 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est ainsi rédigé :

"Le bénéficiaire d'une bourse territoriale de formation professionnelle continue s'engage à travailler en Nouvelle-Calédonie, à l'issue de la formation ou à partir de son retour en Nouvelle-Calédonie :

- cinq ans, si le cursus de formation pour lequel la bourse a été accordée est inférieur à deux ans,
- dix ans, si le cursus de formation pour lequel la bourse a été accordée est supérieur à deux ans."

Le second alinéa devient le troisième alinéa.

Article 3 : Au dernier alinéa de l'article 4 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, avant les mots : "les justificatifs", sont ajoutés les mots : "les résultats obtenus et".

Article 4 : L'article 5 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est ainsi rédigé :

"Les candidats à une bourse territoriale de formation

professionnelle continue doivent remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité française,
- justifier d'une interruption de leur formation initiale d'au moins 18 mois,
- être citoyen de la Nouvelle-Calédonie ou justifier d'une durée suffisante de résidence au regard de la tension sur le marché du travail de l'emploi visé par la formation.

La commission pourra en outre pour les personnes réunissant les trois conditions ci-dessus, prendre en compte les critères prioritaires d'attribution suivants :

- être âgé de 22 à 40 ans dans l'année civile d'attribution de la bourse,
- être titulaire d'un diplôme de niveau IV ou plus ou avoir suivi une année de formation amenant à un diplôme de niveau IV ou plus,
- justifier de 18 mois d'expérience professionnelle.

Toutefois, après avis de la commission visée à l'article 6 ci-après et compte tenu de l'intérêt du dossier, la bourse pourra, à titre dérogatoire, être attribuée à des candidats ne répondant pas aux trois derniers critères susvisés."

Article 5 : Le second alinéa du a/ de l'article 7 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, est ainsi rédigé :

- "- une indemnité mensuelle,
- une indemnité mensuelle de logement,
- la couverture sociale CAFAT,
- une indemnité pédagogique et de premier équipement,
- la prise en charge des frais d'inscription."

Article 6 : Avant le b/ de l'article 7 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

"Sur avis de la commission prévue à l'article 6 ci-dessus, il pourra être accordé un ou plusieurs de ces éléments, compte tenu des crédits ouverts et de la situation du stagiaire."

Le troisième et le quatrième alinéas deviennent le quatrième et le cinquième alinéas.

Article 7 : Au dernier tiret du b/ de l'article 7 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, après : "une indemnité mensuelle de logement", il est ajouté : "(uniquement pour les formations à l'étranger)".

Article 8 : Avant le c/ de l'article 7 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

"Sur avis de la commission prévue à l'article 6 ci-dessus, il pourra être accordé un ou plusieurs de ces éléments, compte tenu des crédits ouverts et de la situation du stagiaire."

Le cinquième, le sixième et le septième alinéas deviennent le septième, le huitième et le neuvième alinéas.

Article 9 : Au dernier tiret du sixième alinéa de l'article 7 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, après le mot : "concubin", le mot : "et" est remplacé par les mots : "et/ou".

Article 10 : Le premier alinéa de l'article 8 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est ainsi modifié :

"Les bourses territoriales de formation professionnelle continue ne peuvent être cumulées avec d'autres dispositifs de bourses, prêts ou aides pour études, hormis ceux s'inscrivant dans le cadre de la formation professionnelle continue."

Article 11 : Le second alinéa de l'article 8 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est réécrit comme suit :

"Une bourse territoriale de formation professionnelle peut être attribuée à un salarié sous réserve que son employeur ne soit pas assujéti à l'obligation de financement de la formation professionnelle continue prévue à l'article Lp. 544-1 du code du travail."

Article 12 : Le deuxième et le troisième alinéas de l'article 9 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée sont supprimés.

Le quatrième alinéa devient le second alinéa ainsi modifié :

"Toutefois, si la formation poursuivie le requiert, la bourse territoriale de formation professionnelle continue peut être accordée à temps partiel. Dans ce cas, l'indemnité mensuelle est fixée au prorata temporis de la durée de la formation suivie."

Article 13 : Au cinquième et septième alinéas de l'article 10 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, entre les mots : "conjoint" et "ou concubin à charge", sont ajoutés les mots : "ou partenaire pacsé,".

Article 14 : Le troisième alinéa de l'article 10 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est supprimé.

Article 15 : Au troisième alinéa de l'article 13 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, après le mot : "concubin", le mot : "et" est remplacé par les mots : "et/ou".

Article 16 : Au premier alinéa de l'article 14 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, après le mot : "concubin", le mot : "et" est remplacé par les mots : "et/ou".

Article 17 : Le second alinéa de l'article 15 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est ainsi rédigé :

"b/ Après avis de la commission visée à l'article 6, une concession de passage aller et retour peut être accordée au stagiaire suivant une formation dispensée en Nouvelle-Calédonie ou à distance, dans le cas où il justifie participer à des regroupements pédagogiques ou des épreuves d'examen, s'inscrivant dans le cadre du cursus de formation pour lequel la bourse a été attribuée."

Article 18 : Il est ajouté un troisième alinéa à l'article 15 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée ainsi rédigé :

"c/ Le transport retour anticipé d'un stagiaire bénéficiaire d'une bourse territoriale de formation professionnelle continue,

avant la date de fin de formation prévue, est pris en charge, notamment en cas d'abandon ou d'interruption de la formation, de non renouvellement de sa bourse, d'exclusion ou en cas de force majeure."

Article 19 : Le premier alinéa de l'article 16 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est ainsi modifié :

"Lors de la première attribution de la bourse uniquement, les titulaires d'une bourse territoriale de formation professionnelle continue bénéficient d'une indemnité pédagogique et de premier équipement fixée à 100% du salaire minimum garanti."

Article 20 : Les deux tirets du second alinéa de l'article 16 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée sont supprimés.

Le dernier alinéa inchangé devient le second alinéa.

Article 21 : Au dernier alinéa de l'article 17 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée, sont supprimés les mots : "et son employeur".

Article 22 : L'article 20 de la délibération modifiée n° 407/CP du 23 mai 1995 susvisée est ainsi modifié :

"Sur avis conforme de la commission prévue à l'article 6 ci-dessus, le remboursement d'une bourse territoriale de formation professionnelle continue sera exigé de son bénéficiaire.

En cas de non-respect des dispositions de l'article 4 de la présente délibération, le remboursement de la totalité des sommes versées et avantages perçus est demandé à compter de la notification de la décision, dans les proportions suivantes :

- 30 % des sommes dues dans les 3 premières années,
- 30 % dans les 3 années suivantes,
- 40 % dans les 4 dernières années.

En cas d'échec ou d'interruption des études ou du stage et non production des résultats, le remboursement doit s'effectuer à compter de la date de notification de la décision, dans les proportions suivantes :

- 50 % des sommes versées si le stagiaire a atteint la moitié de la durée des études entreprises,
- 25 % des sommes versées si le stagiaire a atteint les trois quarts de la durée des études,
- pour un apprenti en section d'apprentissage spéciale terminale qui refuserait de signer un contrat de travail à durée indéterminée avec son employeur maître d'apprentissage à l'issue de sa période en section d'apprentissage terminale, ainsi que cela est prévu au quatrième alinéa de la délibération modifiée n° 129/CP du 20 février 1997. Dans ce cas, le délai court à compter de la date de fin de la période en section d'apprentissage spéciale terminale.

Le remboursement des sommes dues comprend les éléments constitutifs de la bourse tels que définis à l'article 7 ci-dessus."

Article 23 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 14 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,
ROCH WAMYTAN*

Délibération n° 216 du 14 août 2012 portant modification de la délibération modifiée n° 60/CP du 6 octobre 2011 relative à la promotion et au développement du sport d'excellence en Nouvelle-Calédonie et du code du travail de Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code du sport ;

Vu le code du travail de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 60/CP du 6 octobre 2011 relative à la promotion et au développement du sport d'excellence en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'avis du haut conseil du sport calédonien rendu lors de sa réunion du 19 avril 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1621/GNC du 17 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 26 du 17 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 67 du 1er août 2012 des commissions du travail et de la formation professionnelle et des sports,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : A la suite de l'article 7 de la délibération n° 60/CP du 6 octobre 2011 susvisée, il est créé des articles ainsi rédigés :

"Article 7-1 : Les sportifs titulaires, ou ayant été titulaires durant 2 années, d'une licence sportive au sein d'un club sportif en Nouvelle-Calédonie et inscrits sur les listes suivantes arrêtées par le Ministre chargé des sports en application de l'article L. 221-2 du code du sport, bénéficient d'une aide financière forfaitaire annuelle dont le montant est fixé comme suit :

- liste des sportifs de haut niveau catégorie Elite : 500.000 F CFP ;
- liste des sportifs de haut niveau catégorie Senior : 400.000 F CFP ;
- liste des sportifs de haut niveau catégorie Jeune : 300.000 F CFP ;
- liste des sportifs Espoir : 100.000 F CFP.

Ces aides sont non cumulables avec l'aide forfaitaire annuelle prévue au point 1° de l'article 2.

Article 7-2 : Les sportifs titulaires, ou ayant été titulaires durant 2 années, d'une licence sportive au sein d'un club sportif en Nouvelle-Calédonie s'entraînant au sein d'un pôle France, fédéral ou espoir en Métropole, reconnu par le Ministre chargé des sports, bénéficient d'une aide financière forfaitaire annuelle d'un montant de 100.000 F CFP."

Article 2 : Au sein de l'article R. 242-23 du code du travail de Nouvelle-Calédonie, les mots : "aux articles Lp. 242-48 ou R. 242-11" sont remplacés par les mots : "à l'article Lp. 242-48".

Article 3 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 14 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,
ROCH WAMYTAN*

Délibération n° 217 du 14 août 2012 relative aux conditions d'autorisation, d'importation, de détention, de mise sur le marché et d'utilisation des substances et produits phytosanitaires à usage agricole

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 334 du 11 août 1992 portant protection des végétaux ;

Vu la Charte de l'Environnement, notamment en ses articles 5 et 7 ;

Vu l'avis du conseil économique et social en date du 13 juillet 2012 ;

Vu l'avis du comité consultatif de l'environnement en date du 27 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2010-2859/GNC du 24 août 2010 homologuant les produits phytosanitaires à usage agricole autorisés en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2012-1157/GNC du 22 mai 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 11 du 22 mai 2012 ;

Entendu le rapport n° 76 du 8 août 2012 de la commission de l'agriculture et de la pêche,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

CHAPITRE 1^{er} :

Dispositions générales

Article 1^{er} : Finalité

La présente délibération a pour objet de garantir, dans la limite des connaissances scientifiques actuellement disponibles, que les produits phytosanitaires à usage agricole sont appropriés à l'usage prévu et, qu'utilisés conformément aux prescriptions réglementaires et d'utilisation, ils n'ont pas d'effets secondaires nocifs sur la santé humaine et animale et inacceptables pour l'environnement.

Article 2 : Objet et champ d'application

1. La présente délibération régit notamment l'importation, la détention, la mise sur le marché et l'utilisation des substances et des produits phytosanitaires à usage agricole, et en particulier les procédures d'agrément ou d'homologation, les procédures de révision, les modalités de vente ou de cession, ainsi que le stockage, l'emballage et l'étiquetage.

2. La présente délibération s'applique exclusivement aux substances actives et produits phytosanitaires à usage agricole tels que définis au point f. de l'article 3 de la présente délibération.

3. La présente délibération ne s'applique pas, notamment :

a. aux produits biocides non destinés à un usage agricole tels que définis au point d. de l'article 3 de la présente délibération ;

b. aux substances nutritives mentionnées au point e. de l'article 3 de la présente délibération ;

c. aux substances destinées à la lutte contre les algues dans les piscines ou dans l'eau de boisson.

Article 3 : Définitions

On entend, au sens de la présente délibération, par :

a. **Substances** : les éléments chimiques et leurs combinaisons, à l'état naturel ou issus d'un procédé de fabrication, y compris les impuretés résultant inévitablement du procédé de fabrication ;

b. **Substances actives** : les substances, y compris les micro-organismes, exerçant une action générale ou spécifique sur les organismes nuisibles ou sur les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux ;

c. **Produits** : les compositions, les mélanges et les solutions composés d'une ou plusieurs substances, dont au moins une substance active, qui sont utilisés comme produits phytosanitaires ;

d. **Biocides** : les substances actives ou préparations contenant une ou plusieurs substances actives destinées à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre de toute autre manière, par une action chimique ou biologique.

Ces produits couvrent quatre grands groupes :

- les désinfectants (hygiène humaine ou vétérinaire notamment) ;
- les produits de protection (notamment pour la protection du bois, du cuir, des ouvrages de maçonnerie, les anti-moisissures) ;
- les produits antiparasitaires (notamment les rodenticides, avicides, molluscicides, insecticides, répulsifs ou appâts) ;
- les autres produits, et notamment ceux destinés à la protection des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux, les produits antiallergie, les fluides utilisés dans la taxidermie et l'embaumement.

e. **Produits phytosanitaires** : les produits composés de substances actives qui sont destinés à l'un des usages suivants :

- protéger les végétaux ou les produits végétaux contre tous les organismes nuisibles ou prévenir l'action de ceux-ci, sauf si ces produits sont censés être utilisés principalement pour des raisons d'hygiène plutôt que pour la protection des végétaux ou des produits végétaux ;
- exercer une action sur les processus vitaux des végétaux, telles les substances, autres que les substances nutritives, exerçant une action sur leur croissance ;
- assurer la conservation des produits végétaux, pour autant que ces substances ou produits ne fassent pas l'objet de dispositions particulières concernant les agents conservateurs ;
- détruire les végétaux ou les parties de végétaux indésirables ;
- freiner ou prévenir une croissance indésirable des végétaux ;

Les produits phytosanitaires comprennent les produits :

- qui sont appliqués directement sur les végétaux et sur les produits végétaux ;
- qui ne sont pas appliqués directement sur les végétaux et sur les produits végétaux mais qui ont pour objet la destruction exclusive et spécifique d'organismes nuisibles aux végétaux

ou aux produits végétaux dans les structures de stockage ou d'entreposage (locaux de stockage vides, serres, conteneurs, caisses, sacs, barils, etc.) pour autant qu'après le traitement, ces structures soient réservées exclusivement à la culture ou l'entreposage de végétaux ou de produits végétaux ;

f. Substances ou produits phytosanitaires à usage agricole : substances ou produits phytosanitaires destinés exclusivement aux traitements des productions agricoles, forestières et horticoles ;

Les groupes de substances et produits phytosanitaires à usage agricole, ci-après dénommés PPUA, sont les suivants :

- les insecticides et acaricides : substances ou produits utilisés pour protéger les cultures contre les insectes et acariens ;
- les fongicides, bactéricides ou bactériostatiques : substances ou produits utilisés contre les maladies végétales, y compris ceux appliqués aux fruits et aux légumes après la récolte ;
- les herbicides : substances ou produits utilisés pour la protection des productions agricoles, forestières et horticoles contre les mauvaises herbes ;
- les nématicides : substances ou produits utilisés pour la protection des productions agricoles, forestières et horticoles contre les nématodes ;
- les rodenticides : substances ou produits utilisés pour lutter contre les souris, les rats et autres rongeurs, appliqués sur les aires de culture végétale (champs, serres, forêts) dans le but de protéger des végétaux ou des produits végétaux entreposés temporairement à l'air libre (traitements effectués à l'extérieur des installations de stockage) ;
- les molluscicides : substances ou produits utilisés pour protéger les cultures contre les escargots et les limaces ;
- les algicides : substances ou produits utilisés pour la lutte contre la prolifération des algues (notamment pour la sericulture) ;
- les substances ou produits destinés à protéger les végétaux, y compris leurs semences, contre les dommages provoqués par les animaux sauvages et notamment les oiseaux ;
- les régulateurs de croissance des végétaux et inhibiteurs de germination ;
- les régulateurs de croissance d'arthropodes et autres phéromones utilisés pour contrôler les organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux ;
- les substances ou produits destinés à la cicatrisation des végétaux notamment après les greffes ;
- les substances ou produits empêchant la croissance ou la pénétration des racines et des rejets des végétaux ;
- les adjuvants pour peu qu'ils aient un effet synergiste des substances actives ;
- les substances ou produits fumigants utilisés sur le sol à des fins agricoles ;
- les stimulateurs des défenses naturelles : molécules ou micro-organismes non pathogènes capables d'induire chez une plante des modifications physiologiques, locales ou systémiques conduisant à la mise en place de mécanismes de défense ;

g. Mise sur le marché : détention en vue de la vente en Nouvelle-Calédonie, y compris l'offre en vue de la vente ou toute

autre forme de cession à titre gratuit ou onéreux ; ainsi que la vente, la distribution et les autres formes de cession proprement dites, sauf la restitution au vendeur précédent ;

h. Micro-organisme : toute entité microbiologique, y compris les champignons inférieurs et les virus, cellulaire ou non, capable de se répliquer ou de transférer du matériel génétique ;

i. Organismes nuisibles : espèce, souche ou biotype appartenant au règne animal ou au règne végétal ou agent pathogène nuisible aux végétaux ou aux produits végétaux ;

j. Distributeur : entité effectuant le commerce des produits phytosanitaires à usage agricole, détentrice d'un agrément spécifique, qui acquiert ces produits et les cède sans en modifier la composition ni l'emballage ;

k. Usages mineurs : un usage est dit mineur lorsque la demande d'homologation porte sur un produit phytosanitaire destiné à être utilisé dans des cultures de surfaces restreintes ou contre un organisme nuisible n'apparaissant que sporadiquement ou dans des zones géographiques délimitées ;

l. Jardinage : activité horticole réalisée par les particuliers et dont la production n'est ni vendue ni cédée à des tiers ;

m. Espèce exotique envahissante : espèce exotique (allochtone, non-indigène) dont l'introduction par l'homme (volontaire ou fortuite), l'implantation et la propagation menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes avec des conséquences écologiques et/ou économiques et/ou sanitaires négatives ;

n. Numéro CAS : numéro d'enregistrement de substance chimique provenant de la banque de données Chemical Abstract Service (CAS) ;

o. Fumigation : est considérée comme fumigation toute opération qui consiste à introduire un gaz ou une substance donnant naissance à un gaz dans l'atmosphère d'une enceinte fermée en vue de détruire les organismes nuisibles vivants. Elle comporte trois phases : la mise sous gaz, l'exposition au gaz et le dégazage ;

p. Traitement aérien : toute utilisation au moyen d'aéronefs, tels que définis à l'article L. 110-1 du code de l'aviation civile, de produits phytosanitaires à usage agricole.

CHAPITRE 2

Comité consultatif sur les substances et produits phytosanitaires à usage agricole

Article 4 : Création du comité consultatif sur les substances et produits phytosanitaires à usage agricole

Il est créé un comité consultatif sur les substances et produits phytosanitaires à usage agricole, chargé d'émettre un avis motivé sur les demandes d'agrément de substances actives, d'homologation de PPUA, d'inscription de substances sur la liste de réévaluation, de retrait d'agrément des substances actives et d'homologation de PPUA.

Le comité consultatif peut également demander l'ouverture d'une procédure de réévaluation des substances actives.

Article 5 : Composition du comité consultatif

Le comité consultatif est composé des membres suivants :

- deux représentants des services techniques compétents de la province Sud ou leurs suppléants, désignés par l'assemblée de la province Sud ;
- deux représentants des services techniques compétents de la province Nord ou leurs suppléants, désignés par l'assemblée de la province Nord ;
- deux représentants des services techniques compétents de la province des îles Loyauté ou leurs suppléants, désignés par l'assemblée de la province des îles Loyauté ;
- un représentant de la chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie ou son suppléant, désignés par le conseil d'administration de la chambre d'agriculture ;
- un représentant des organisations professionnelles agricoles ou son suppléant, désignés par le Président de la chambre d'agriculture ;
- un représentant de l'institut de recherche pour le développement ou son suppléant, désignés par le directeur du centre de cet institut à Nouméa ;
- un représentant de l'institut agronomique néocalédonien ou son suppléant, désignés par le conseil d'administration de l'institut agronomique néocalédonien ;
- un représentant de l'association interprovinciale des centres agricoles ou son suppléant, désignés par le conseil d'administration de l'association interprovinciale des centres agricoles ;
- un représentant de la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie ou son suppléant, désignés par le conseil d'administration de la chambre de commerce et d'industrie ;
- un représentant d'une association déclarée ayant pour objet la protection de l'environnement, ou son suppléant, désignés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;
- un représentant d'une association déclarée ayant pour objet la protection des consommateurs ou son suppléant, désignés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

La présidence du comité consultatif est assurée par un président élu pour une durée d'un an à la majorité des membres du comité consultatif. Le renouvellement de la présidence a lieu lors de la première réunion du comité consultatif de l'année. En cas d'absence du président, un président de séance est désigné en début de réunion du comité consultatif.

Le secrétariat du comité consultatif est assuré par le service compétent du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ci-après dénommé, service instructeur.

En tant que de besoin, le secrétariat du comité consultatif peut inviter des personnes qualifiées aux réunions du comité consultatif. Ces personnes qualifiées ont une voix consultative dans les décisions prises par le comité consultatif.

Article 6 : Fonctionnement du comité consultatif

1. La convocation des membres du comité consultatif est effectuée par le service instructeur, qui arrête l'ordre du jour et assure le secrétariat de réunion du comité consultatif. La convocation est adressée au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la réunion.

2. Pour être étudié en séance du comité consultatif, un dossier de demande d'agrément d'une substance active ou d'homologation

d'un PPUA doit avoir été transmis par le service instructeur aux membres du comité au plus tard 15 jours avant la date de réunion du comité.

3. Le comité consultatif est réuni autant de fois que nécessaire.

4. Le comité consultatif ne peut valablement se réunir que si cinq au moins de ses membres sont présents. A défaut, la réunion du comité se tient dans un délai qui ne peut être inférieur à deux jours francs, sans condition de quorum. Les nouvelles convocations sont adressées par le service instructeur au plus tard 48 h avant la date de réunion du comité consultatif.

5. Chaque membre du comité consultatif prend position de manière publique et motivée sur les demandes d'agrément, d'homologation, d'inscription sur la liste de réévaluation, de retrait d'agrément ou d'homologation, inscrites à l'ordre du jour.

6. Les personnes ayant présenté une demande d'homologation et/ou d'agrément sont tenues d'exposer leur demande lors des séances du comité consultatif.

7. Les séances du comité consultatif ne sont pas publiques. Les informations, commentaires et observations présentés lors des séances du comité consultatif sont confidentiels, et ne pourront pas être utilisés pour d'éventuels débats publiés ou communications à la presse, sauf accord préalable du comité consultatif.

8. Les avis du comité consultatif sont rendus à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

9. L'avis du comité consultatif peut être recueilli par consultation à domicile sur décision de son président. Les consultations à domicile sont organisées par le service instructeur.

L'ensemble des membres du comité consultatif est consulté. Chacun exprime sa position motivée et l'adresse par tout moyen au service instructeur. Dans le cadre de cette procédure, les avis du comité consultatif sont rendus à la majorité de ses membres.

10. Le secrétariat du comité consultatif formalise à l'issue des réunions, un relevé de conclusions reprenant les avis motivés émis par chaque membre du comité, ainsi que l'avis général résultant du vote. Ce relevé de conclusions est communiqué aux membres du comité consultatif.

CHAPITRE 3**Autorisations****Section 1 : Dispositions générales****Article 7 : Agrément des substances actives**

1. Toute substance active entrant dans la composition de tout PPUA utilisé en Nouvelle-Calédonie doit avoir été agréée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie préalablement à son utilisation. L'agrément d'une substance active est délivré sans durée maximale de validité.

2. Une substance active ne peut être agréée que dans les conditions suivantes :

a. il est établi, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques et techniques et des exigences des dossiers de demande d'autorisation, que lors d'un usage approprié et eu égard à toutes les conditions normales dans lesquelles elle peut être utilisée et aux conséquences de son utilisation :

- elle est appropriée à l'usage prévu ;
- elle n'a pas d'effets secondaires inacceptables sur les plantes cultivées ni sur les récoltes qui doivent être protégées ;
- elle n'a pas d'effets nocifs sur la santé humaine ou animale, notamment par l'intermédiaire de l'eau potable, des aliments destinés à la consommation humaine ou animale ou des eaux souterraines ;
- elle n'a pas d'effets inacceptables sur l'environnement, notamment en ce qui concerne :
 - . son sort et son comportement dans l'environnement, en particulier la contamination du sol et des eaux, eaux potables et eaux souterraines comprises ;
 - . son effet sur les organismes qui ne sont pas visés ;

b. elle ne contient pas d'organismes considérés comme des espèces exotiques envahissantes ;

c. l'identité et les caractéristiques biologiques des micro-organismes qu'elle contient sont suffisamment connues ;

d. ses propriétés physico-chimiques permettent d'assurer une utilisation et un stockage adéquats du produit ;

e. les résidus significatifs des points de vue toxicologique et écotoxicologique qui apparaissent lors d'utilisations autorisées peuvent être déterminés à l'aide de méthodes appropriées et usuelles ;

f. le cas échéant, des teneurs maximales en résidus ont été fixées dans ou sur des denrées alimentaires.

Article 8 : Homologation des produits phytosanitaires à usage agricole

1. Tout PPUA ne peut être importé, détenu, et mis sur le marché ou utilisé en Nouvelle-Calédonie que s'il a été préalablement homologué par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

L'homologation d'un PPUA est délivrée pour une période de dix ans.

2. L'homologation d'un PPUA s'effectue après examen d'une demande introduite par une personne mentionnée à l'article 10 de la présente délibération.

3. Un PPUA ne peut être homologué que :

- a. s'il est composé d'une ou plusieurs substance(s) active(s) agréée(s) en Nouvelle-Calédonie ;
- b. si le produit révèle, dans les conditions d'emploi prescrites, son efficacité, sa sélectivité à l'égard des végétaux et des produits végétaux, et s'il n'a pas d'effets nocifs sur la santé humaine, animale et inacceptables pour l'environnement ;
- c. s'il ne contient pas de mélange de substances actives classées dans des groupes différents au sens du point f. de l'article 3 de la présente délibération.

4. L'homologation est valable pour un PPUA :

- a. d'un nom commercial déterminé ;
- b. d'une composition déterminée ;
- c. destiné aux usages spécifiques mentionnés sur l'étiquette par le fabricant ;
- d. d'un fabricant déterminé ;
- e. d'une origine déterminée.

5. Tout produit phytosanitaire dont l'étiquette du fabricant mentionne un usage agricole doit faire l'objet d'une procédure d'homologation.

Section 2 : Procédure d'instruction des demandes

Article 9 : Concomitance des procédures d'homologation et d'agrément

La demande d'agrément d'une substance active est effectuée dans le cadre de celle de l'homologation d'un PPUA comportant cette substance active.

L'agrément ou l'homologation vaut pour une substance et un produit et non pour un détenteur spécifique.

Article 10 : Demandeurs

Seuls peuvent déposer une demande d'homologation les distributeurs de PPUA autorisés selon les dispositions de l'article 39 de la présente délibération, les provinces, les institutions de recherche, la chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie, ainsi que les groupements ou associations professionnelles agricoles reconnus par la chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie.

Article 11 : Demande

1. Toute demande d'homologation d'un PPUA, assortie ou non de l'agrément d'une substance, doit être adressée au service instructeur.

2. Les documents joints à la demande doivent être produits :

- a. sur papier et sur support électronique ;
- b. en français ou, sur autorisation exceptionnelle du service instructeur, en anglais.

3. Le modèle type du dossier de demande d'agrément d'une substance active ou d'homologation d'un PPUA ainsi que la liste des pièces à fournir pour la constitution du dossier sont fixés par arrêté du gouvernement.

Article 12 : Enregistrement et transmission des dossiers

1. A la réception du dossier, le service instructeur délivre un accusé de réception au demandeur ;

2. Dans un délai de 30 jours à compter de la date de délivrance de l'accusé de réception :

a. si le dossier est considéré comme complet, le service instructeur délivre un récépissé au demandeur ;

b. si le dossier est considéré comme incomplet, le service instructeur adresse une lettre de refus d'instruction au demandeur, précisant le motif du refus.

3. Lorsque le dossier est complet le service instructeur transmet la demande et les documents constitutifs, pour étude, aux services de la Nouvelle-Calédonie compétents en matière de santé, de travail et d'économie et, pour avis, au comité consultatif.

Article 13 : Instruction des dossiers

1. Lors de l'instruction, les services de la Nouvelle-Calédonie compétents en matière de santé, de travail, d'économie et d'agriculture prennent en considération les éléments suivants :

- l'avis du comité consultatif ;
- les décisions et les considérations de la Commission européenne concernant l'inscription des substances actives, ces informations devant figurer dans le dossier de demande ;
- les décisions et les considérations de l'Etat français concernant la mise sur le marché des PPUA, ces informations devant figurer dans le dossier de demande d'homologation ;
- les décisions et les considérations des pays autres que ceux de l'Union européenne dont sont originaires les substances ou produit devant être agréées ou homologués ;
- l'intérêt économique et les contraintes phytosanitaires propres à la production agricole en Nouvelle-Calédonie.

2. Lors de l'examen de toute demande d'agrément d'une substance active ou d'homologation d'un PPUA, le service instructeur peut faire procéder à toute investigation supplémentaire et enjoindre au demandeur de lui fournir tout échantillon ou information complémentaire, y compris des données et des résultats d'essais supplémentaires, lorsque l'examen du dossier montre que ces compléments d'informations sont nécessaires.

3. Le délai d'instruction à partir de la date de délivrance du récépissé est de six mois au maximum, à compter de la date de délivrance du récépissé constatant la remise de la totalité des documents et informations demandées par le service instructeur.

Article 14 : Décision

Au terme de la procédure d'instruction, au regard des avis et des éléments mentionnés à l'article 13, le gouvernement peut délivrer un agrément ou une homologation assortie ou non de conditions restrictives. Ces conditions restrictives peuvent notamment être des restrictions d'usage ou des restrictions relatives aux délais d'importation, de vente ou d'utilisation des substances actives ou des PPUA.

Section 3 : Agrément et homologation

Article 15 : Listes de substances agréées et de PPUA homologués

La liste des substances agréées en Nouvelle-Calédonie et la liste des PPUA homologués sont mises à jour par le service compétent qui les tient à la disposition du public.

Article 16 : Listes officielles

1. La liste des substances actives prévue à l'article 15 de la présente délibération comporte les indications suivantes :

- a. le nom de la substance active ;
- b. les références de l'arrêté d'agrément ;
- c. le numéro d'agrément ;
- d. le numéro CAS ;
- e. l'usage général ;
- f. en tant que de besoin, les usages mineurs ;
- g. l'échelle de toxicité ;
- h. le cas échéant, le délai de retrait accordé ;
- i. le cas échéant, l'existence de restrictions d'usage ;
- j. le cas échéant, la mise en révision de la substance active ;
- k. le nom du demandeur.

2. La liste des PPUA homologués prévue à l'article 15 de la présente délibération comporte les indications suivantes :

- a. le nom commercial sous lequel le PPUA peut être mis sur le marché ;
- b. les références de l'arrêté d'homologation ;
- c. le numéro d'homologation ;
- d. le nom de chaque substance active et sa concentration ;
- e. les usages généraux ;
- f. en tant que de besoin, les usages mineurs ;
- g. l'échelle de toxicité ;
- h. le cas échéant, les délais de retrait accordés ;
- i. le cas échéant, l'existence de restrictions d'usage ;
- j. le cas échéant, la mise en révision de la substance active ;
- k. la date d'expiration des autorisations ;
- l. le pays de provenance.

Article 17 : Usages mineurs

Lorsque la demande d'homologation d'un PPUA porte sur un usage mineur, et uniquement dans le cas où la substance active est déjà agréée, le service instructeur peut renoncer à requérir certaines pièces du dossier, notamment certaines études, si le demandeur peut apporter la preuve que ces documents ne sont pas nécessaires à l'instruction du dossier de demande d'autorisation.

Les modalités particulières de constitution des dossiers de demande d'homologation pour un usage mineur de PPUA sont fixées par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Article 18 : Usage jardin

1. Les produits phytosanitaires destinés au jardinage :

- a. doivent obligatoirement être composés de substance(s) active(s) agréée(s) en Nouvelle-Calédonie ;
- b. ne doivent pas être classés dans les catégories toxique, très toxique, cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction au sens de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses ;
- c. doivent être présentés dans un conditionnement et avec un étiquetage indiquant clairement leur destination non professionnelle et l'usage jardin.

2. Les produits phytosanitaires à usage jardin ne sont pas assujettis aux procédures d'homologation et d'autorisation administrative d'importation.

Article 19 : Obligation de conserver les documents

Les dossiers de demande d'agrément d'une substance active ou d'homologation d'un PPUA doivent être conservés par le demandeur pendant toute la durée de validité des agréments des substances actives ou des homologations de PPUA.

Article 20 : Obligation d'informer

Tout demandeur d'un agrément d'une substance active ou d'une homologation d'un PPUA, tout importateur ou distributeur de substance active ou PPUA est tenu de communiquer au service compétent, spontanément et immédiatement, toute nouvelle information susceptible d'avoir un effet sur son maintien, et notamment :

- a. toute nouvelle connaissance concernant les effets d'une substance active sur l'être humain, sur l'animal ou sur l'environnement, ou concernant son comportement ;
- b. toute modification concernant la composition d'une substance active ;
- c. toute modification concernant l'origine ou la composition d'un PPUA ;
- d. toute information concernant le développement de résistances ;
- e. toute modification de nature administrative.

Article 21 : Modification

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut assortir l'homologation d'un PPUA de restrictions d'usage pour autant que ses conditions d'octroi continuent d'être respectées. Le gouvernement n'est pas tenu de soumettre cette modification à l'avis du comité consultatif.

Section 4 : Homologation en cas de situation exceptionnelle

Article 22 : Danger phytosanitaire

1. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut autoriser par une procédure d'urgence des substances ou des PPUA en vue d'un usage limité et contrôlé, en dérogation aux dispositions du chapitre 3 de la présente délibération, lorsqu'une telle mesure semble nécessaire en raison d'un danger phytosanitaire qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens ;

2. L'autorisation est octroyée pour une durée maximale d'un an.

CHAPITRE 4

Réévaluation et retrait

Section 1 : Réévaluation des substances actives

Article 23 : Principe

Une substance active agréée qui entre dans la composition d'un ou de plusieurs PPUA homologués peut faire l'objet d'une procédure de réévaluation lorsque notamment :

- a. un danger potentiel nocif sur la santé humaine et sur les animaux, ou inacceptable pour l'environnement est suspecté ;
- b. les conditions d'octroi de l'agrément ne sont plus remplies ;
- c. l'agrément a été accordé sur la base d'indications fausses ou fallacieuses ;
- d. de nouvelles connaissances montrent que la substance active n'est plus appropriée à l'usage prévu, qu'elle présente des risques nouveaux ou qu'elle produit, lors d'une utilisation conforme aux prescriptions, des effets secondaires inacceptables sur les plantes cultivées ou les récoltes, ou qu'elle présente un risque inacceptable pour l'environnement ou la santé humaine ou animale ;
- e. des substances actives nouvelles ont été agréées pour lesquelles il est établi qu'elles sont appropriées à l'usage prévu, en produisant moins d'effets secondaires ;
- f. il y a un changement significatif dans l'utilisation de la substance active ;
- g. il y a un changement significatif dans les quantités importées.

Article 24 : Ouverture d'une procédure de réévaluation de substance active

1. Le comité consultatif peut demander l'ouverture d'une procédure de réévaluation. La demande doit être portée par quatre au moins des membres du comité. Au vu des éléments présentés, et après instruction de la demande, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut inscrire la substance concernée sur la liste des substances soumises à réévaluation.

2. A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la présente délibération, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut à tout moment demander l'ouverture d'une procédure de réévaluation pour toute substance active. La substance concernée est dans ce cas inscrite par arrêté du gouvernement sur la liste des substances soumises à réévaluation, sans consultation du comité consultatif.

3. Le service compétent met à jour et tient à disposition du public la liste des substances soumises à réévaluation. Cette liste précise notamment les PPUA qui contiennent ces substances.

Article 25 : Procédures

1. Seules peuvent déposer une demande de maintien d'agrément de substance active les personnes morales ou physiques définies à l'article 10 de la présente délibération.

2. La personne intéressée par le maintien de l'agrément d'une substance active soumise à réévaluation doit adresser sa demande au service instructeur, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication de l'arrêté inscrivant la substance active sur la liste de réévaluation.

Le service instructeur accuse réception du dépôt de cette demande.

3. La personne morale ou physique ayant formulé la demande est tenue de constituer un dossier de demande de maintien d'agrément établissant par une analyse détaillée des risques, coûts, et bénéfices :

- l'utilité du maintien de la substance active dans le contexte calédonien ;
- l'absence de risque nocif pour la santé humaine, animale et pour l'environnement de la substance active, au regard des considérations de l'article 7 de la présente délibération, ou à défaut, détaillant les mesures permettant de réduire les risques occasionnés ;
- l'absence de substance active de substitution.

4. Le délai maximal pour la constitution et le dépôt du dossier de maintien est de six mois. Ce délai court à compter de la date de dépôt de la demande de maintien d'agrément figurant sur l'accusé de réception délivré par le service instructeur. Si la situation le justifie, un délai supplémentaire ne pouvant excéder trois mois peut être accordé au demandeur du maintien de la substance, pour la fourniture d'informations complémentaires. La remise du dossier donne lieu à la délivrance d'un récépissé établi par le service instructeur.

5. Lorsque le dossier est complet le service instructeur transmet la demande et les documents constitutifs pour étude aux services de la Nouvelle-Calédonie compétents en matière de santé, de travail et d'économie et pour avis au comité consultatif.

6. Dans le cadre de l'instruction de cette demande de maintien, les services du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie compétents en matière de santé, de travail, d'économie et d'agriculture prennent en considération les éléments suivants :

- l'avis du comité consultatif ;
- les éléments du dossier de demande de maintien ;
- les décisions et les considérations de la Commission européenne concernant les substances actives concernées ;
- les décisions et les considérations de pays autres que ceux de l'Union européenne concernant les substances actives concernées ;
- l'intérêt économique et les contraintes phytosanitaires propres à la production agricole en Nouvelle-Calédonie.

7. La durée d'instruction du dossier est de trois mois maximum à compter de la date de remise de dossier figurant sur le récépissé.

Article 26 : Décisions

1. Au terme de la procédure d'instruction, et au regard des avis et des éléments mentionnés à l'article 25, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie décide du :

- a. maintien de l'agrément ;
- b. maintien de l'agrément avec des restrictions d'usage prévues à l'article 14 de la présente délibération ;
- c. retrait de l'agrément sous conditions de délai tel que défini à l'article 27 de la présente délibération ;
- d. retrait immédiat de l'agrément.

2. Si aucune demande de maintien d'agrément d'une substance active n'est formulée dans un délai d'un mois à compter de la date de publication de l'arrêté inscrivant la substance active sur la liste des réévaluations, le retrait de l'agrément est prononcé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, soit immédiatement, soit sous conditions de délai tel que défini à l'article 27 de la présente délibération.

Section 2 : Conséquences du retrait ou maintien avec restrictions de l'agrément des substances actives

Article 27 : Conséquences du retrait de l'agrément d'une substance active

L'agrément d'une substance active peut être retiré immédiatement ou sous condition de délais.

Lorsque l'agrément d'une substance active est retiré immédiatement, toutes les homologations des PPUA contenant cette substance sont également immédiatement retirées.

Lorsque l'agrément d'une substance active est retiré sous condition de délai, les homologations des PPUA peuvent être soumises à trois catégories de délai :

- a. délai d'importation ;
- b. délai de distribution ;
- c. délai d'utilisation.

Article 28 : Conséquences du maintien de l'agrément d'une substance active avec restriction d'usage

Lorsque l'agrément d'une substance active est maintenu avec des restrictions d'usage, toutes les homologations des PPUA contenant cette substance sont soumises à ces mêmes restrictions.

Section 3 : Cas particulier de retrait d'un produit phytosanitaire à usage agricole

Article 29 : Retrait d'homologation

1. L'homologation d'un PPUA peut être retirée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lorsque :

- a. les conditions d'octroi de l'homologation ne sont plus remplies ;
- c. l'homologation a été accordée sur la base d'indications fausses ou fallacieuses ;
- d. de nouvelles connaissances montrent que le PPUA n'est plus approprié à l'usage prévu ou qu'il produit, lors d'une utilisation conforme aux prescriptions, des effets secondaires inacceptables sur les plantes cultivées ou les récoltes, ou qu'il présente un risque inacceptable pour l'environnement ou la santé humaine ou animale.

2. En cas de retrait de l'homologation, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut accorder des délais tel que mentionnés à l'article 27 de la présente délibération.

3. Le délai est fixé en fonction de la raison ayant motivé le retrait.

CHAPITRE 5 Recherche

Article 30 : Dérogation

1. Par dérogation à la procédure d'homologation, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut accorder aux organismes publics de recherche qui en font la demande, pour les

besoins de la recherche et du développement, une autorisation d'expérimentation pour un PPUA non encore homologué en Nouvelle-Calédonie. Cette autorisation est accordée pour une durée de trois ans renouvelable par période d'un an, sous réserve que le demandeur fournisse les justifications nécessaires.

2. L'autorisation d'expérimentation pourra être assortie de restrictions particulières à l'importation (notamment les quantités, la fréquence...) et l'utilisation des produits (notamment les parcelles concernées, les conditions d'isolement des cultures et/ou de traitement...).

Article 31 : Autorisation d'expérimentation

L'autorisation d'expérimentation accordée est subordonnée aux conditions suivantes :

- a. l'organisme ou l'institution fournit au service instructeur une fiche de données de sécurité relative au PPUA ;
- b. aucune publicité ne peut être faite sur le PPUA utilisé, durant toute la période d'autorisation d'expérimentation ;
- c. l'organisme ou l'institution s'engage à ne pas destiner les produits récoltés à la consommation humaine ou animale ;
- d. l'étiquetage du PPUA doit comporter les principales informations sur la description du contenu, le risque et le mode d'utilisation du produit ;
- e. l'organisme ou l'institution concerné adresse annuellement au service instructeur un rapport sur les essais effectués avec ce produit.

CHAPITRE 6

Importation des produits phytosanitaires à usage agricole

Article 32 : Conditions d'importation

Aucun PPUA ne peut être importé en Nouvelle-Calédonie, sous quelque régime douanier que ce soit à l'exception du transit, s'il n'a fait préalablement l'objet d'une homologation ou d'une autorisation d'expérimentation.

Article 33 : Autorisation administrative d'importation

1. L'importation en Nouvelle-Calédonie de tout PPUA à usage agricole est assujettie à la délivrance d'une autorisation administrative d'importation délivrée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

2. L'autorisation administrative d'importation est délivrée sur la base d'une facture proforma détaillée. L'autorisation administrative doit être présentée à l'arrivée des PPUA accompagnée d'une facture détaillée. L'autorisation de sortie est alors matérialisée par l'application d'un sceau officiel par le service compétent sur l'autorisation administrative d'importation préalablement délivrée. Le sceau officiel est appliqué si les PPUA importés correspondent exactement à ceux mentionnés sur l'autorisation administrative d'importation. Les modalités de délivrance des AAI et des autorisations de sortie pourront être précisées par arrêté du gouvernement.

3. L'autorisation administrative d'importation ne peut en aucun cas être délivrée pour régulariser la situation d'un PPUA déjà présent en Nouvelle-Calédonie. En cas de non-respect de ces

conditions, le PPUA concerné est soumis aux dispositions du chapitre 10 de la présente délibération.

Article 34 : Déclaration

Lors de l'importation d'un PPUA, la déclaration en douane doit être accompagnée :

1. de l'autorisation administrative d'importation sur laquelle est apposé le sceau officiel de sortie ;
2. pour les produits homologués, d'un spécimen d'étiquetage portant en langue française les mentions prévues à l'article 37 de la présente délibération ;
3. pour les produits faisant l'objet d'une autorisation d'expérimentation, d'un document portant en langue française les mentions prévues à l'article 31 de la présente délibération.

CHAPITRE 7

Classification, emballage, étiquetage

Article 35 : Classification

1. Tous les PPUA et toutes les substances actives régis par la présente délibération sont assimilables à des substances et préparations dangereuses.
2. Les substances actives contenues dans les PPUA ainsi que les PPUA qui les contiennent sont classés conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses.

Article 36 : Emballage

Les PPUA doivent être emballés conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur relative aux substances dangereuses. A l'exception des PPUA dont la substance active est à base de micro-organismes vivants, tout reconditionnement de PPUA est interdit sauf en vue de sa destruction.

Article 37 : Etiquetage

1. L'étiquetage doit être formulé en français. Toutefois, les PPUA importés peuvent déroger aux conditions concernant l'étiquetage en français avant leur première remise à des tiers en Nouvelle-Calédonie. Cette dérogation ne pourra excéder un mois à compter de la date d'importation.
2. Il est interdit de donner des indications fausses, fallacieuses ou incomplètes sur un PPUA ou de passer sous silence des faits qui pourraient tromper les acheteurs quant à la nature et à la composition ou aux possibilités d'utilisation d'un PPUA.
3. Tout emballage de PPUA doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes :
 - a. la quantité de remplissage ;
 - b. le cas échéant, le ou les symboles et les indications de dangers ;
 - c. les substances dangereuses présentes dans le PPUA ;
 - d. le nom commercial sous lequel le PPUA peut être mis sur le marché ;

- e. le numéro d'homologation ;
- f. le nom commercial de chaque substance active, la quantité de la substance active exprimée en concentration ou en unités appropriées pour les micro-organismes, et le type de préparation ;
- g. les indications complètes concernant les modalités d'utilisation du PPUA et les obligations liées à cette utilisation ;
- h. les indications concernant les premiers soins ;
- i. les indications des risques particuliers (phrases R relatives à la nature des risques) ;
- j. les indications des conseils de prudence (phrases S relatives à l'emploi du produit) ;
- k. le type d'action exercé par le PPUA (insecticide, herbicide, régulateur de croissance, etc.), les organismes nuisibles et les cultures concernés, le dosage à respecter ;
- l. le cas échéant, le délai de sécurité à respecter, pour chaque usage, entre l'application du PPUA et :
 - 1. le semis ou la plantation de la culture à protéger ;
 - 2. le semis ou la plantation des cultures ultérieures ;
 - 3. l'accès de l'homme ou des animaux à la culture traitée ;
 - 4. la récolte ;
 - 5. l'usage ou la consommation ;
- m. les indications concernant l'apparition éventuelle de phytotoxicité ou de sensibilité variétale ;
- n. la phrase : "Lire la notice ci-jointe avant l'emploi" lorsque le produit est accompagné d'une notice explicative ;
- o. les instructions pour l'élimination, en toute sécurité, du PPUA et de son emballage ;
- p. le numéro du lot ou indication permettant l'identification ;
- q. la date de péremption ;
- r. les indications pour un nettoyage adéquat de l'équipement ;
- s. les modalités des précautions à prendre lors de l'utilisation, de l'entreposage et du transport ;
- t. le cas échéant, les catégories de personnes habilitées à utiliser le PPUA ;
- u. le nom et l'adresse du fabricant du produit et, dans la mesure du possible, le nom et l'adresse du fabricant de la substance active.

Article 38 : Emplacement des indications

1. Les indications visées au point 3 de l'article 37 de la présente délibération doivent être apposées sur l'étiquette du PPUA, celle-ci étant adhérente à l'emballage.
2. Les indications visées aux points 3.h, 3.m, 3.n, 3.s et 3.u de l'article 37 la présente délibération peuvent aussi figurer à un autre endroit de l'emballage ou sur une notice d'emploi accompagnant l'emballage.

CHAPITRE 8

Distribution et application des produits phytosanitaires à usage agricole

Article 39 : Distributeurs de produits phytosanitaires à usage agricole

La détention en vue de la vente ou de la cession à titre gratuit des PPUA nécessite l'obtention d'une autorisation spécifique délivrée par arrêté du gouvernement. L'autorisation est accordée au demandeur qui peut justifier :

a. soit de l'emploi permanent, pour les tâches d'encadrement et de formation liées aux activités de distribution de PPUA, d'au moins une personne qualifiée au sens de l'article 43 de la présente délibération, soit, s'il exerce lui-même ces tâches d'encadrement et de formation, de la qualification mentionnée à l'article 43 de la présente délibération ;

b. de la souscription d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

Les distributeurs disposent d'un délai de six mois à compter de la date de publication de la présente délibération pour effectuer auprès du service compétent une demande d'autorisation spécifique.

Article 40 : Restriction apportée à la délivrance de certains produits phytosanitaires à usage agricole

La mise en vente, la vente ou la distribution à titre gratuit des PPUA classés très toxiques, toxiques, cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction au sens de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses ne peuvent être effectuées qu'à des utilisateurs professionnels justifiant de leur identité et disposant, de la qualification mentionnée à l'article 43 de la présente délibération. Ces PPUA ne peuvent en aucun cas être commercialisés à des personnes les destinant à des fins non professionnelles.

Article 41 : Applicateurs prestataires de services

L'application des PPUA, en qualité de prestataire de services et à l'exception de l'application effectuée à titre d'entraide bénévole, nécessite l'obtention d'une autorisation spécifique délivrée par arrêté du gouvernement. L'autorisation est accordée aux demandeurs qui peuvent justifier :

a) soit de l'emploi permanent pour les tâches d'encadrement et de formation liées aux activités d'application de PPUA, d'au moins une personne qualifiée au sens de l'article 43 de la présente délibération, soit, s'il exerce lui-même ces tâches d'encadrement et de formation, de la qualification mentionnée à l'article 43 de la présente délibération ;

b) de la souscription d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

Les applicateurs disposent d'un délai de six mois à compter de la date de publication de la présente délibération pour effectuer auprès du service compétent une demande d'autorisation spécifique.

Article 42 : Retrait des autorisations

Les autorisations de distribution ou d'application des PPUA accordées aux personnes physiques ou morales peuvent être retirées à tout moment par le gouvernement dans le cas où les contrôles exercés par les agents du service compétents révèlent que les prescriptions de la présente délibération ne sont pas respectées.

Article 43 : Qualification

La qualification des personnes mentionnées aux articles 39, 40 et 41 de la présente délibération est attestée par la détention d'un diplôme ou d'un certificat de capacité en rapport avec la distribution et l'application de PPUA.

Le gouvernement dresse la liste des diplômes et certificats locaux, nationaux et étrangers attestant de la qualification requise. Cette liste est tenue à la disposition du public par le service compétent.

Article 44 : Tenue des registres

1. Les importateurs et distributeurs de PPUA consignent de manière claire et lisible dans des registres tout mouvement de PPUA contenant des substances classées très toxiques, toxiques, cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction au sens de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses qu'ils importent et stockent en vue de leur mise sur le marché. Les registres doivent au minimum contenir les informations suivantes :

- le nom du produit phytosanitaire à usage agricole ;
- la composition du produit (nom de chaque substance active et concentration) ;
- les quantités reçues ;
- les quantités vendues ;
- les dates et numéro d'ordre des mouvements ;
- les noms, professions et adresses des bénéficiaires.

Les registres sont conservés pendant dix ans au moins.

2. Sur demande, les importateurs et distributeurs communiquent les informations contenues dans ces registres au service compétent.

Article 45 : Publicité

1. Seuls les PPUA homologués peuvent faire l'objet de publicité ;

2. La publicité concernant les PPUA ne peut mentionner que des indications conformes à l'homologation ;

3. La publicité doit obligatoirement comporter la mention "dangereux, respecter les précautions d'emploi" ;

4. La publicité ne doit contenir aucun terme du type "non toxique" ou "inoffensif" ni aucune indication fallacieuse ou trompeuse ;

5. Dans la publicité pour un PPUA, il y a obligation de mentionner les substances actives qu'il contient.

Article 46 : Vol, perte, mise en circulation par erreur

En cas de vol, de perte ou de mise en circulation par erreur d'un PPUA classé très toxique, toxique, cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction au sens de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses, la personne victime du vol, celle qui a subi la perte ou celle qui a

mis par erreur un produit en circulation en informe sans délai le service compétent.

CHAPITRE 9**Utilisation des produits phytosanitaires à usage agricole****Section 1 : Dispositions générales relatives à l'utilisation des produits****Article 47 : Devoir de vigilance**

1. Quiconque utilise des PPUA ou les produits de leur dégradation doit veiller à ce qu'ils n'occasionnent pas d'effets secondaires nocifs sur la santé humaine, animale et inacceptables pour l'environnement ;

2. Les PPUA doivent être utilisés conformément aux bonnes pratiques agricoles ;

3. Les indications qui figurent sur l'étiquette, sur la notice d'emploi, ainsi que les indications concernant les possibilités d'utilisation et les obligations liées à l'utilisation doivent être respectées ;

4. Un PPUA ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Pour l'application, seuls peuvent être utilisés des équipements qui permettent un usage ciblé et conforme à la bonne pratique des PPUA.

Article 48 : Conditions de traitement

Un arrêté du gouvernement détermine les conditions d'utilisation des produits pour éviter leur propagation hors de la zone à traiter.

Article 49 : Délais avant récolte, délais de rentrée

Un arrêté du gouvernement fixe le délai minimal avant la récolte durant lequel l'utilisation des PPUA est interdite ainsi que les délais de rentrée à respecter.

Article 50 : Mesures d'urgence

En cas d'urgence et de risque exceptionnel et justifié, l'utilisation d'un PPUA peut être temporairement restreinte ou suspendue par décision du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. En cas de suspension, le PPUA concerné est alors consigné.

Cette mesure peut être mise en œuvre notamment lorsqu'un doute sérieux existe quant aux substances contenues réellement dans le PPUA, ou lorsque des effets non conformes aux indications sont constatés sur les cultures par les utilisateurs.

L'arrêté indique la durée de la restriction ou de la suspension.

Au terme de la durée prescrite, le gouvernement peut décider d'assortir l'homologation de restrictions d'usage dans les conditions de l'article 21 ou de retirer l'homologation dans les conditions de l'article 29 de la présente délibération.

Section 2 : Dispositions particulières relatives à l'utilisation de certains produits

Article 51 : Qualification des utilisateurs de certains produits phytosanitaires à usage agricole

Les PPUA contenant des substances classées très toxiques, toxiques, cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction au sens de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses ne peuvent être utilisés que par des professionnels disposant d'une qualification telle que mentionnée à l'article 43 de la présente délibération.

Article 52 : Tenue des registres

1. Les utilisateurs professionnels de PPUA contenant des substances classées très toxiques, toxiques, cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction au sens de la réglementation en vigueur relative aux substances et préparations dangereuses conservent de manière claire et lisible dans des registres toute information pertinente relative aux PPUA qu'ils utilisent et notamment :

- le nom du PPUA ;
- le nom de chaque substance active et sa concentration ;
- le moment de l'utilisation ;
- la dose utilisée ;
- la zone et la culture où le PPUA a été utilisé.

Les registres sont conservés pendant trois ans au moins.

2. Sur demande, ils communiquent les informations contenues dans ces registres au service compétent.

Section 3 : Dispositions particulières relatives à l'utilisation des produits fumigants

Article 53 : Généralités

Les opérations de fumigation doivent être réalisées de manière à ce qu'elles ne portent atteinte ni à la santé humaine et animale, ni à l'environnement.

Article 54 : Fumigations autorisées en agriculture

Les traitements et les conditions de réalisation des traitements par fumigation mettant en œuvre un gaz toxique sont fixés par arrêté du gouvernement.

Article 55 : Qualification des opérateurs

a. Les fumigations visées aux articles 53 et 54 de la présente délibération ne peuvent être effectuées que par des personnes physiques ou morales, entreprises ou groupements disposant d'un agrément spécifique.

b. Les modalités de la demande d'agrément sont fixées par arrêté.

c. Les agréments sont délivrés pour une durée de cinq ans par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Ils doivent faire l'objet d'une demande de renouvellement au terme de cette période.

d. La liste des fumigateurs agréés est mise à jour et tenue à disposition du public par le service compétent.

e. Les opérations de fumigation sont placées sous le contrôle d'une personne disposant d'un certificat de qualification délivré à l'issue d'un stage de formation technique validé par le service compétent.

f. Les personnes, entreprises ou groupements agréés doivent être obligatoirement titulaires d'un contrat spécial d'assurance pour couvrir les dommages de toute nature, en cas d'accident.

Section 4 : Dispositions particulières relatives aux traitements aériens

Article 56 : Interdiction sauf dérogation

Toute utilisation de PPUA en traitement aérien est interdite sauf dérogation particulière accordée par arrêté du gouvernement.

Section 5 : Dispositions particulières relatives à la protection des abeilles

Article 57 : Traitements pendant la floraison

Afin de protéger les abeilles et autres insectes pollinisateurs, un arrêté du gouvernement détermine les conditions dans lesquelles doivent être utilisés les insecticides et les acaricides en période de floraison.

Section 6 : Dispositions particulières relatives à la limitation des pollutions ponctuelles

Article 58 : Mesures de prévention des risques de pollution

1. Les utilisateurs de PPUA doivent mettre en œuvre des précautions destinées à prévenir les risques de pollution des milieux aquatiques.

2. Ces précautions doivent être prises notamment lors des opérations suivantes :

- remplissage des cuves de pulvérisateurs pour les produits destinés à être mélangés à de l'eau dans une cuve avant leur utilisation ;
- rinçage et vidange des fonds de cuve ;
- nettoyage externe du matériel de pulvérisation ;
- épandage des effluents phytosanitaires.

Article 59 : Zones non traitées au voisinage des points d'eau

Afin de protéger les points d'eau, une largeur ou éventuellement des largeurs de zone non traitée peuvent être attribuées aux PPUA selon leurs usages par l'arrêté d'homologation. Un arrêté du gouvernement vient préciser ces largeurs de zone non traitées ainsi que les conditions d'utilisation des PPUA au voisinage des points d'eau.

CHAPITRE 10**Stockage et élimination des produits phytosanitaires à usage agricole****Article 60 : Conservation**

1. Les PPUA doivent être conservés dans leur emballage d'origine et conformément aux réglementations en vigueur en matière d'environnement, santé publique et travail.

2. Les PPUA doivent notamment être placés dans un local réservé à cet usage, fermé à clé, aéré, ventilé et éloigné au minimum d'une distance de 15 mètres des habitations et de 35 mètres des cours d'eau et des points d'eau.

Article 61 : Elimination

1. Les PPUA et leurs emballages sont considérés comme des déchets à l'issue des délais de distribution et d'utilisation, dès le retrait de leur homologation ou après péremption.

2. L'élimination de ces déchets doit être effectuée conformément à la réglementation sur les déchets en vigueur, et dans le respect de l'environnement et de la santé des personnes et des animaux.

3. En cas de retrait immédiat d'un PPUA ou de retrait d'un PPUA assorti d'un délai de distribution ou d'utilisation, ou après péremption d'un PPUA, son élimination (ainsi que les frais afférents) doit être réalisée dans le cadre d'une filière d'élimination, ou à défaut incombe au détenteur du PPUA.

CHAPITRE 11**Dispositions transitoires et dispositions spécifiques****Article 62 : Dossiers en cours d'instruction**

La présente délibération s'applique aux demandes d'homologation des PPUA en cours d'instruction au jour de sa publication.

Article 63 : Liste initiale des substances actives agréées

1. Par dérogation aux dispositions du chapitre 3, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie dresse une liste initiale de substances actives agréées, assorties ou non de restrictions particulières.

Cette liste comprend les substances actives contenues dans les PPUA figurant sur l'arrêté n° 2010-2859/GNC du 24 août 2010 homologuant les produits phytosanitaires à usage agricole autorisés en Nouvelle-Calédonie, et dans les PPUA ayant fait l'objet d'un arrêté d'homologation depuis la date de parution de cet arrêté.

2. La liste initiale des substances actives comporte les indications suivantes :

- a. nom de la substance active ;
- b. numéro CAS ;
- c. usage général ;
- d. en tant que de besoin, usages mineurs ;

- e. numéro d'agrément ;
- f. échelle de toxicité ;
- g. le cas échéant, le délai de retrait accordé ;
- h. le cas échéant, l'existence de restrictions d'usage ;
- i. le cas échéant, la mise en révision de la substance active.

Article 64 : Liste initiale des substances actives soumises à réévaluation

Par dérogation aux dispositions du chapitre 4 de la présente délibération, une liste initiale des substances actives soumises à réévaluation est créée par arrêté du gouvernement.

Article 65 : Liste initiale des produits phytosanitaires à usage agricole homologués

1. Par dérogation aux dispositions du chapitre 3 de la présente délibération, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie dresse par voie d'arrêté une liste initiale des PPUA homologués assortis ou non de restrictions particulières. Cette liste intègre les PPUA figurant sur l'arrêté n° 2010-2859/GNC du 24 août 2010 homologuant les produits phytosanitaires à usage agricole autorisés en Nouvelle-Calédonie, ainsi que les PPUA ayant fait l'objet d'un arrêté d'homologation depuis la date de parution de cet arrêté.

2. La liste initiale des PPUA homologués comporte les indications suivantes :

- a. nom commercial sous lequel le PPUA peut être mis sur le marché ;
- b. nom de chaque substance active et sa concentration ;
- c. usages généraux ;
- d. en tant que de besoin, usages mineurs ;
- e. date d'expiration de l'homologation ;
- f. numéro d'homologation ;
- g. le cas échéant, le délai de retrait accordé ;
- h. le cas échéant, l'existence de restrictions d'usage ;
- i. le cas échéant, la mise en révision de sa substance active.

Article 66 : Consultation du comité consultatif de l'environnement

Les arrêtés prévus aux articles 63, 64 et 65 sont soumis pour avis au comité consultatif de l'environnement selon la procédure d'urgence.

CHAPITRE 12**Contrôles et sanctions****Section 1 : Contrôles****Article 67 : Agents habilités**

Les agents assermentés du service compétent de la Nouvelle-Calédonie sont chargés de contrôler le respect des règles fixées par la présente délibération et ses textes d'application.

Les agents mentionnés ci-dessus sont habilités pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions

de la présente délibération. Sont également qualifiés pour rechercher et constater les infractions à la présente délibération les agents compétents en matière de douanes et de consommation.

Section 2 : Sanctions

Article 68 : Sanctions pénales

1. Est passible d'une peine maximale de 2.200.000 F CFP d'amende :

- le fait de mettre sur le marché un PPUA non homologué ou le fait de ne pas avoir fait une nouvelle demande d'homologation en cas de changement dans la composition physique, chimique ou biologique du PPUA ;
- le fait de mentionner dans toute publicité ou toute recommandation pour un PPUA des conditions d'emploi ne figurant pas dans l'homologation de ce produit ;
- le fait de ne pas faire figurer les mentions d'étiquetage prévues à l'article 37 de la présente délibération ;
- le fait de faire la publicité ou de recommander l'utilisation d'un PPUA ne bénéficiant pas d'une homologation.

2. Est passible d'une peine maximale de 900.000 F CFP d'amende :

- le fait de faire la publicité ou de recommander l'utilisation d'un PPUA en donnant une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser l'utilisation du produit ;
- le fait de faire la publicité ou de recommander l'utilisation d'un produit PPUA portant les mentions visées à l'alinéa 4 de l'article 45 ou comportant des mentions faisant valoir des propriétés ou fonctions du produit autres que celles qui font l'objet de l'homologation ;
- le fait de faire la publicité ou de recommander l'utilisation d'un PPUA sans en présenter les bonnes pratiques d'utilisation qui permettent de prévenir leurs éventuels impacts sanitaires ou environnementaux ;
- le fait de faire la publicité d'un PPUA sans respecter l'obligation prévue à l'alinéa 5 de l'article 45.
- le fait d'utiliser un PPUA s'il ne bénéficie pas d'une homologation ;
- le fait pour l'utilisateur final de détenir en vue de l'application, un PPUA s'il ne bénéficie pas d'une homologation ;
- le fait d'utiliser un PPUA en ne respectant pas les mentions portées sur l'étiquette ;
- le fait de ne pas respecter les conditions d'utilisation d'un PPUA fixées par l'homologation ;
- le fait de ne pas respecter les prescriptions édictées en application de l'article 70 ordonnées par les agents habilités en vertu de l'article 67 de la présente délibération.

3. Est passible d'une peine maximale de 450.000 FCFP d'amende :

- le fait d'exercer l'une des activités visées aux articles 39 et 41 de la présente délibération sans justifier de la détention de l'autorisation spécifique ;
- le fait, pour le détenteur de l'autorisation spécifique, d'exercer l'une des activités visées aux articles 39 et 41 précités sans satisfaire aux conditions exigées par ces mêmes articles ;
- le fait d'exercer l'une des activités visées aux articles 39 et 41 précités sans satisfaire aux conditions exigées par l'article 43 de la présente délibération ;
- le fait pour un distributeur de ne pas respecter les restrictions de délivrance de PPUA mentionnées à l'article 40 de la présente délibération ;
- le fait d'utiliser un PPUA mentionné à l'article 51 sans justifier de la qualification exigée à l'article 43 de la présente délibération.

4. Est passible d'une peine maximale de 220.000 F CFP d'amende :

- le fait de faire obstacle, de quelque manière que ce soit, à l'exercice des fonctions des agents habilités en vertu de l'article 67 de la présente délibération.

5. Est passible de l'amende prévue pour la contravention de 4^e classe :

- le fait de ne pas tenir le registre mentionné à l'article 44 de la présente délibération ;
- le fait de ne pas tenir le registre conformément à l'article 44 précité ;
- le fait de ne pas tenir le registre mentionné à l'article 52 de la présente délibération ;
- le fait de ne pas tenir le registre conformément à l'article 52 précité ;
- le fait pour le distributeur et pour l'apporteur de ne pas fournir au service instructeur les éléments d'information et les justifications mentionnés aux articles 39 et 41 précités dans les conditions fixées par ces articles.

Article 69 : Sanctions administratives

Pour les infractions décrites à l'article 68 de la présente délibération, et sans faire obstacle aux sanctions pénales prévues, le contrevenant peut être assujéti par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, au versement d'une amende administrative journalière jusqu'à mise en conformité dont le montant est compris entre 10 000 (dix mille) et 100 000 (cent mille) F CFP par infraction constatée, dans la limite d'un montant de 5 000 000 (cinq millions) F CFP.

Article 70 : Saisies

Les PPUA introduits en Nouvelle-Calédonie en infraction des dispositions de la présente délibération sont saisis et détruits ou refoulés aux frais de l'importateur.

Les produits phytosanitaires destinés au jardinage introduits en Nouvelle-Calédonie en infraction aux dispositions du point 1 de l'article 18 de la présente délibération sont également saisis et détruits ou refoulés aux frais de l'importateur.

CHAPITRE 13**Participation du public à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement****Article 71 : Consultation du public**

I. Les arrêtés du gouvernement pris en application de la présente délibération ayant une incidence directe et significative sur l'environnement font l'objet d'une publication préalable par la voie électronique dans des conditions permettant au public de formuler des observations.

Le projet de décision est rendu accessible au public pendant une durée minimale de quinze jours francs. Le public est informé de la date jusqu'à laquelle les observations présentées sur le projet seront reçues. Le projet ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai de deux jours francs à compter de cette date.

Lorsque le volume ou les caractéristiques des documents ne permettent pas leur publication par voie électronique, l'information mise en ligne comprend un résumé du dossier ainsi qu'une indication des lieux et heures où l'intégralité du dossier peut être consultée.

II. Le I ne s'applique pas lorsque l'urgence justifiée par la protection de l'environnement, de la santé publique ou de l'ordre public ne permet pas l'organisation d'une procédure de participation du public.

Le délai mentionné au deuxième alinéa du I peut être réduit lorsque l'urgence, sans rendre impossible la participation du public, le justifie.

CHAPITRE 14**Dispositions finales****Article 72 : Abrogations**

1. La délibération n° 335 du 11 août 1992 relative aux produits phytosanitaires à usage agricole est abrogée.

2. Les points suivants de la délibération n° 334 du 11 août 1992 portant protection des végétaux sont abrogés :

- article 1^{er} alinéa 4 ;
- article 2 alinéa 7 ;
- article 5 alinéas 6 et 7 ;

- article 7 ;
- tous les articles de la section VI du titre III.

3. A l'article 4 de la délibération n° 334 du 11 août 1992 susvisée, les définitions des termes : "produits phytosanitaires à usage agricole", "mise sur le marché d'un produit phytosanitaire", "homologations" et "agrément" sont supprimées.

Article 73 : Modifications

1. A la fin du premier alinéa de l'article 3 de la délibération n° 334 du 11 août 1992 susvisée, les termes : "hormis en ce qui concerne l'application de la réglementation relative aux produits phytosanitaires" sont ajoutés.

2. L'article 6 de la délibération n° 334 du 11 août 1992 susvisée est modifié de la manière suivante :

"La composition du comité est fixée comme suit :

- *Président :*

Le directeur des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales de la Nouvelle-Calédonie, ou son représentant ;

- *Membres :*

Le chef du service d'inspection vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire de la direction des affaires vétérinaires agricoles et rurales de la Nouvelle-Calédonie, ou son représentant ;

Un représentant des services de développement agricole de chaque province ;

Un représentant des services de l'environnement de chaque province ;

Un représentant de l'institut agronomique néo-calédonien ;

Un représentant de l'association interprovinciale de gestion des centres agricole ;

Un représentant du laboratoire d'entomologie de l'institut de recherche pour le développement ;

Le président de la chambre d'agriculture, ou son représentant".

3. Dans tous les articles de la délibération n° 334 du 11 août 1992 susvisée, les termes : "Service Vétérinaire et de la protection des végétaux" sont remplacés par : "service compétent de la Nouvelle-Calédonie".

Article 74 : Dispositions transitoires

- Pendant un délai de deux ans à compter de la publication de la présente délibération, et par dérogation aux dispositions de l'article 40, la commercialisation des PPUA à des personnes les destinant à des fins non professionnelles est possible.

- Pendant un délai d'un an à compter de la publication de la présente délibération, et par dérogation à l'article 43, la qualification exigée pour les professionnels mentionnés aux articles 39 et 41 n'est pas requise.

- Pendant un délai de deux ans à compter de la publication de la présente délibération, et par dérogation aux articles 43 et

51, la qualification exigée pour les utilisateurs mentionnés à l'article 51 n'est pas requise.

Article 75 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie

Délibéré en séance publique, le 14 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,*
ROCH WAMYTAN

Délibération n° 218 du 14 août 2012 portant modification de la délibération n° 113/CP du 18 octobre 1996 relative aux teneurs maximales en résidus de pesticides admissibles sur ou dans certains produits d'origine végétale

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 334 du 11 août 1992 portant protection des végétaux ;

Vu la délibération n° 335 du 11 août 1992 relative aux produits phytosanitaires à usage agricole ;

Vu la délibération n° 113/CP du 18 octobre 1996 relative aux teneurs maximales en résidus de pesticides admissibles sur ou dans certains produits d'origine végétale ;

Vu l'avis du conseil économique et social en date du 27 juillet 2012 ;

Vu l'avis du comité consultatif de l'environnement en date du 27 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté n° 2012-1529/GNC du 10 juillet 2012 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 20 du 10 juillet 2012 ;

Entendu le rapport n° 76 du 8 août 2012 de la commission de l'agriculture et de la pêche,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : A l'article 1^{er} de la délibération du 18 octobre 1996 susvisée, les termes : "énumérés à l'annexe I" sont remplacés par les termes : "dont la liste est fixée par arrêté du gouvernement" et les termes : "fixées dans les annexes" sont remplacés par les termes : "mentionnées à l'article 3".

Article 2 : A l'article 3 de la délibération du 18 octobre 1996 susvisée, les termes : "dans l'annexe I figurent dans l'annexe II" sont remplacés par les termes : "à l'article 1^{er} sont fixées par arrêté du gouvernement".

Article 3 : Au premier alinéa de l'article 5 de la délibération du 18 octobre 1996 susvisée, les termes : "fixées par la présente délibération" sont remplacés par les termes : "mentionnées à l'article 3".

Le deuxième et le troisième alinéas de l'article 5 de la délibération du 18 octobre 1996 susvisée sont supprimés.

Article 4 : L'article 7 de la délibération du 18 octobre 1996 susvisée est modifié comme suit :

"Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe le fait de détenir en vue de la vente, de mettre en vente, de vendre ou de délivrer à titre gratuit ou onéreux les produits ou parties de produits d'origine végétale relevant des groupes dont la liste est fixée par arrêté du gouvernement qui contiennent des résidus de pesticides en teneurs dépassant celles qui sont mentionnées à l'article 3.

Les personnes physiques coupables des infractions mentionnées à l'alinéa précédent encourrent également la confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

La récidive de ces contraventions est réprimée conformément à l'article 132-11 du code pénal.

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au premier alinéa du présent article encourrent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-41 du code pénal, la peine de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

La récidive de cette même contravention est réprimée conformément à l'article 132-15 du code pénal. "

Article 5 : A l'article 8 de la délibération du 18 octobre 1996 susvisée, les termes :

" dans l'annexe III " sont remplacés par les termes : " par arrêté du gouvernement ".

Article 6 : Les annexes de la délibération n° 113/CP du 18 octobre 1996 susvisée sont abrogées dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus par la présente délibération.

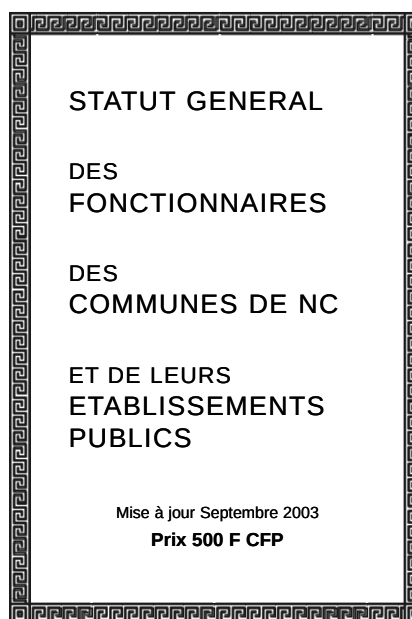
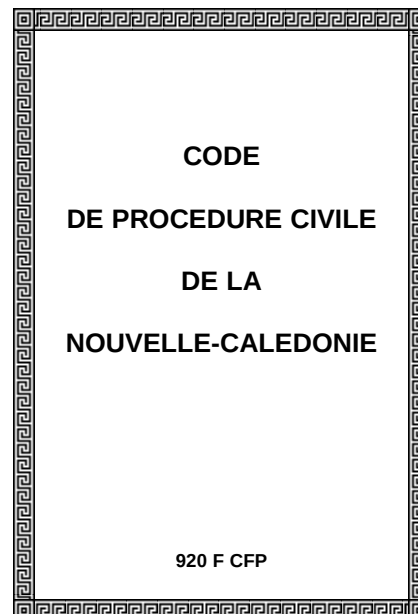
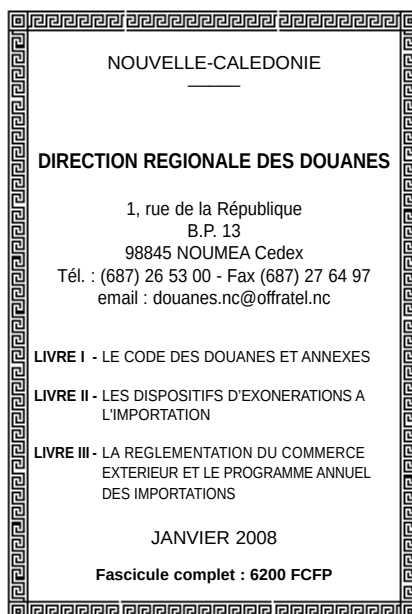
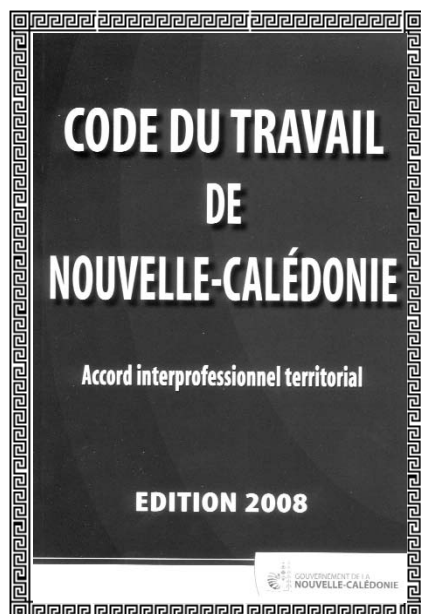
Article 7 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 14 août 2012.

*Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie,*
ROCH WAMYTAN

Pour le président du gouvernement
et par délégation
MATCHA BOUDGHACEM
Chef du service de la législation civile et commerciale

Ces ouvrages sont disponibles à l'Imprimerie Administrative,
Centre Administratif Jacques Iékaewé, 18 avenue Paul Doumer, Nouméa



TARIF DES ABONNEMENTS

JONC

6 mois	1 an
8.000 F CFP	15.000 F CFP

JONC

"COMPTES RENDUS DES DEBATS DU CONGRES"

6 mois	1 an
1.800 F CFP	3.500 F CFP

INSERTIONS ET PUBLICATIONS

Insertion : 800 francs CFP la ligne jusqu'à 10 lignes,
15.000 francs CFP la demi page au-delà de 10 lignes,
30.000 francs CFP la page au-delà d'une demi page.

Insertion de déclaration d'association : 6.000 francs CFP.

Les abonnements et sommes dues à divers titres sont **payables d'avance** au Régisseur de la Caisse de Recettes de l'Imprimerie Administrative.

Les chèques postaux et bancaires doivent être libellés au nom du :

TRESOR PUBLIC

Compte C.C.P. NOUMEA 201-07N

Téléphone : (687) 25.60.13
Fax : (687) 25.60.21
Adresse Internet : <http://www.juridoc.gouv.nc>
E-mail : jonc.sia@gouv.nc